



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

Weldon p 24

W. F. R. WELDON,
ST. JOHN'S COLLEGE,
CAMBRIDGE.



S T O R I A

D E L L E

REPUBBLICHE ITALIANE

DEI SECOLI DI MEZZO



STORIA DELLE REPUBBLICHE ITALIANE

dei secoli di mezzo

DI

J. C. A. Simondo Sismondi

DELLE ACCADEMIE ITALIANA, DI WILNA, DI CAGLIARI,

DEI GEORGOFILI, DI GINEVRA, EC.

TRADUZIONE DAL FRANCESE

T. XIII

CAPOLAGO

presso Mendrisio

Cipografia Elvetica

MDCCCXXXII



STORIA

DELLE

REPUBBLICHE ITALIANE

CAPITOLO XCIX.

Negoziazioni di Lodovico XII in Italia. — Continuazione della guerra di Pisa; i pisani, abbandonati dai veneziani, continuano a difendersi. — I francesi conquistano il ducato di Milano. — Lodovico Sforza vi ritorna di là a cinque mesi, ma per tradimento degli svizzeri è fatto prigioniero a Novara.

(1498-1500) **A**LLORA appunto che il Savonarola, perduto il favor popolare, vedeva cambiarsi in accuse contro di lui quelle rivelazioni con cui aveva in Firenze pasciuti i suoi seguaci, parve che la più importante sua profezia avesse compimento. Egli aveva detto a Carlo VIII che Dio lo aveva scelto per liberare l'Italia da' suoi tiranni e per riformare la chiesa; e da quel punto

in poi mai non aveva cessato di rinfacciargli in nome del cielo sdegnato la lentezza sua nell'esecuzione di questa grand'opera, e di minacciargli un esemplare gastigo. Voleva il Savonarola che si risguardasse come principio di tale gastigo la successiva morte di due delfini, che Carlo VIII perdette in tenera età; ma un nuovo gastigo, diceva egli, minacciava tuttavia il monarca perduto in grembo alle voluttà, e nello stesso giorno in cui doveva frà Girolamo fare sulla piazza di Firenze la tremenda prova della sua dottrina, mandando il suo discepolo, Domenico Buonvicini, in mezzo alle fiamme, il 7 aprile del 1498, vigilia della domenica delle Palme, Carlo VIII fu tocco d'apoplessia nel suo palazzo d'Amboise, e non si potendo trasportarlo fuori della loggia in cui allora si trovava, passaggio lordo d'immondezze ed il più indecente luogo di quel palazzo, dice il Comines, fu steso sopra un letto di paglia, ove morì in capo a nove ore (1).

Carlo VIII non lasciava figli, e la sua corona toccava al duca d'Orleans ch'era il più vicino principe del regio sangue. Era questi nato a Blois il 27 di giugno del 1462, di Carlo d'Orleans, nipote di Lodovico, lo sposo di Valentina Visconti, e pronipote di Carlo V. Questo principe, quantunque fosse genero di Lodovico XI ed il più prossimo erede del trono, aveva vissuti i suoi giorni fra le avversità; si era più volte fatto

(1) *Mém. de Comines*, l. viii, c. xxv, p. 431. - *Fran. Belcarri Com. Rer. Gall.*, l. vii, p. 213. - *Fran. Guicciardini*, l. iii, p. 187. - *Arn. Ferronii Burd.*, l. ii, p. 32.

capo dei partiti malcontenti della Francia, aveva a vicenda sofferti i mali della prigionia e dell'esilio, onde la sinistra fortuna avevagli procacciata quella educazione che sola può far conoscere ai re la condizione degli altri uomini. Era il duca d'Orleans giunto all'età di trentasei anni quando salì sul trono sotto il nome di Lodovico XII, e sebbene non fosse dotato di vasta mente nè capace di lunga applicazione, sebbene avesse già manifestata la debolezza dell'animo dimostrando di avere sempre bisogno di un favorito, non pertanto egli incuteva agli stati limitrofi maggior reverenza e timore d'assai che non Carlo VIII, di cui avevano essi conosciuta l'instabilità e la trascurataggine (1).

Ma più che a tutt'altri, Lodovico XII, salendo sul trono, poteva incutere timore agl'italiani. Egli aveva sempre tentato di far valere i diritti dell'avola sua, Valentina Visconti, sul ducato di Milano. A volere che questi pretesi diritti avessero un qualche fondamento, sarebbe stato necessario che la sovranità di Milano fosse un principato trasmissibile di diritto di padre in figlio, e non già una signoria italiana, nella quale la podestà del principe non era fondata se non sopra il presunto assenso del popolo; sarebbe stato inoltre necessario che questa eredità potesse cadere in conocchia, ossia trasmettersi alle femmine; la qual cosa non era meno contraria al diritto pubblico francese che all'italiano. Carlo, duca d'Orleans, padre di Lodovico XII, ora pri-

(1) *Fran. Guicciardini*, l. vi, p. 191.

gioniero degl'inglesi, oſa capo di parte nelle guerre civili della Francia, non aveva potuto fare colle armi eſperimento de' ſuoi diritti, ed era morto laſciando il figliuolo in età di tre anni. Intanto Lodovico XI ſi era collegato cogli Sforza; Carlo VIII aveva perſeuerato nella medeſima alleanza e, lungi dallo ſpalleggiare le preteſe del cugino ſul ducato di Milano, allorchè fece l'impresa d'Italia, aveva più che in tutt'altro ripoſte le ſue ſperanze nell'aiuto di Lodovico il Moro, figliuolo di Francesco Sforza. E ancora dopo di avere ſperimentata la mala fede di Lodovico, aveva laſciato ſperanza a queſti di riconciliazione, dandoli a di-vedere per lo contrario diffidente e geloso del duca d'Orlians, allorchè queſti, dimorando in Aſti, aveva minacciato di fare irruzione nel milanese. Ma ſalito ſul trono Lodovico XII, non iſtette molto a manifeſtare l'intenzione di far valere le preteſe ch'ei non aveva potuto per tanto tempo mandare ad effetto. Al titolo di re di Francia egli aggiunſe quelli di duca di Milano e di re delle Due Sicilie e di Geraſalemme, e non tacque che ſi proponeva di ſoſtenere queſti titoli con tutte le forze della ſua potente monarchia (1).

Era di que' tempi l'Italia da tante paſſioni agitata, che queſta ſeconda invaſione de' franceſi, la quale, dopo i mali cauſati dalla prima, doveva eſſere da tutti temuta, era per lo contrario argomento delle ſperanze di molti potenti ſtati; di modo che prima d'intraprenderla Lodovico XII trovò modo di contrarre nuove alleanze, diſerſe

(1) *Fran. Belcarit Com. Rer. Gall.*, l. viii, p. 216.

da quelle del suo predecessore, e di guadagnarsi utili cooperatori per le meditate conquiste.

La guerra di Pisa, ch'era rimasta accesa come una face destinata ad allumare un nuovo incendio, aveva più che ogni altra cosa contribuito a cambiare le inclinazioni dei diversi partiti. Aveva questa guerra impoverita Firenze e fatta provare ai fiorentini tutta la mala fede di Carlo VIII e de' luogotenenti di lui, lasciando nel cuor loro vivissimo rincrescimento di avere data fede alle promesse della Francia. E Lodovico Sforza, il quale aveva sperato per questa guerra insignorirsi di Pisa, vedeva i suoi rivali sul punto di conseguire il guiderdone da lui desiderato. Perciò egli si trovava per la seconda volta deluso dai propri artifizj, seguendo quell'astuta politica di cui menava sì gran vanto; ed omai cominciava a desiderare di accostarsi di nuovo ai fiorentini per discacciare di Pisa i veneziani, dopo avere in qualche modo posta egli medesimo questa città nelle mani di questi. Dall'altro canto i veneziani, che vantavansi di avere due volte salvato dall'ecidio lo Sforza, erano così sdegnati di questà sua, così da loro chiamata, ingratitudine, che per vendicarsi di lui erano disposti a commettere lo stesso fallo ch'era stato così aspramente rimproverato a Lodovico, ed a suscitargli un nemico di loro e di lui più potente (1).

Infatti non ebbero appena avviso della morte di Carlo VIII, che comandarono al segretario

(1) *Fran. Guicciardini*, l. iv, p. 193. - *Fran. Belcarri Com.*, l. viii, p. 217.

della signoria, residente in Torino, di recarsi alla corte del suo successore. E quindi a poco mandarongli dietro tre ambasciatori, incaricati di fare le scuse delle precedenti ostilità e di rappresentarle siccome la conseguenza di una contesa terminata colla morte dell'ultimo re. Il papa che in quel torno di tempo aveva determinato di sciogliere il suo bastardo Cesare dagli ordini sacri, e di farlo di cardinale principe secolare, colse dal canto suo con premura quest'occasione di suscitare nuove guerre e di vendere ad un possente alleato tutto l'ajuto della sua temporale sovranità e tutte le grazie spirituali ch'erano in suo arbitrio. Sapeva che il re di Francia abbisognava d'una dispensa pontificia per soddisfare alle sue passioni ed alla sua politica, imperciocchè, trovandosi Lodovico XII da venti anni ammogliato con una figliuola di Lodovico XI, che mai non avea amata, desiderava di fare da lei divorzio; ed essendo pure da gran tempo forte innamorato nella vedova del suo predecessore, desiderava di sposarla e di tenere unito con tal mezzo lo scettro della Brettagna alla corona di Francia. Alessandro VI era il solo che potesse far liciti questo divorzio e queste nuove nozze; onde incaricò i suoi ambasciatori di farne l'offerta al re di Francia, sperando di vendere a caro prezzo lo scandalo che con tale dispensazione darebbe alla cristianità. Dal canto loro i fiorentini mandarono ambasciatori a Lodovico XII per rinnovare l'antica loro alleanza, e per rammentargli tutto quello che avevano di fresco sofferto per essersi conservati fedeli alla causa della Francia. A tutti

questi ambasciatori furono fatte indistintamente dal nuovo re buone e gentili accoglienze, e con tutti ei prese a negoziare, ma con fermo proposito di non fare l'impresa d'Italia senza avere dapprima assicurati da ogni offesa i confini della Francia, mercè di nuovi trattati con tutti i suoi vicini (1).

(1498) Infatti il primo anno del suo regno Lodovico dedicavalo alle cure dell'interna amministrazione de' suoi stati, ed a negoziazioni esterne che rimasero sepolte nel silenzio del gabinetto. Ned altro venne a sapersi di queste negoziazioni se non che per quelle intavolate col papa erasi felicemente ristabilita e fatta assai intima l'amicizia fra le due corti, della qual cosa fu chiaro argomento il cappello cardinalizio ricevuto il 17 di settembre da Giorgio d'Amboise, favorito del nuovo re ed arcivescovo di Roano. Nel susseguente mese Cesare Borgia spogliossi in pieno concistoro della romana porpora, adducendo per iscusa di questa sua rinunzia al cardinalato la violenza fattagli dal padre per costringerlo a prendere gli ordini ecclesiastici: e partì poscia alla volta della Francia per trattarvi in nome di Alessandro del divorzio del re. Poco mancò per altro che per avere adoperato con soverchia scaltrezza il Borgia non perdesse il prezzo cui sperava di ritrarre da questa grazia. Conciosiache, avendo egli detto di non avere seco portata la bolla del papa che annullava il prece-

(1) *Fran. Guicciardini*, l. vi, p. 194. - *Cronaca Ven.*, l. xiv, *Rer. Ital.*, p. 49. - *Arn. Ferronii*, l. iii, p. 36.

dente matrimonio di Lodovico, questi, avvertito dal vescovo di Cettes che la bolla era stata spedita, invece di fare istanza al Borgia per averla nelle mani, il 12 dicembre del 1498 fece pronunciare dai giudici ecclesiastici da lui dipendenti la sentenza di divorzio, e l'8 marzo del 1499 passò a seconde nozze con Anna di Bretagna. Allora Cesare Borgia, premuroso di rappattumarsi col re, fermò subito il trattato che discussavasi e consegnò la bolla, in guiderdone di essa ottenendo da Lodovico il ducato di Valenza nel Delphinato, onde prese il titolo di duca Valentino, invece di quello di cardinale vescovo di Valenza in Ispagna che aveva fin allora portato. Ma assai male tornò al vescovo di Cettes l'aver rivelato al re il segreto del Borgia; e fatto conoscere a Lodovico che quand'era spedita la bolla, sebbene a lui consegnata non fosse, la sua coscienza doveva essere pienamente tranquilla; imperciocchè il povero vescovo morì di là a poco avvelenato dal Borgia (1).

Mentre che Lodovico XII contraeva in Italia nuove alleanze e si apparecchiava a portarvi le sue armi, in Toscana si continuava la guerra. Le ostilità erano state riprese ne' contorni di Pisa in

(1) *Fran. Guicciardini*, l. iv, p. 207. - *Jac. Nardi*, *Ist. Fior.*, l. iii, p. 95. - *Machiavelli*, *frammenti stor.*, p. 127. - Gli annali ecclesiastici del Rainaldo, rispetto a questo divorzio ed in particolare rispetto alle relative scandalose transazioni, sono singolarmente brevi e succinti; l'autore si appaga nel riferire il testo dello storico francese Ferronio *ad ann.* 1498, §§ 4 e 5, t. xix, p. 471. Brevissimo è pure il vescovo di Belcario *Comm. Rer. Gall.*, l. viii, p. 222. - *Fran. Ferronii Rer. Gall.*, l. iii, p. 37.

ottobre del 1497, allo spirare della tregua stipulata dai re di Francia e di Spagna, senza che per altre fino all'inizio del 1498 ne derivassero avvenimenti di qualche rilievo. In quel mese i pisani inviarono Giacomo Savorgnano, capitano veneziano al loro soldo, nello stato di Volterra per saccheggiarlo. Desso ritornava da questa scorreria alla volta di Pisa, carico di bottino, con settecento cavalli e mille fanti, quando presso san-Regolo fu assaltato dal conte Rinuccio da Marciano e da Guglielmo de' Pazzi, generali dei fiorentini. Il Savorgnano fu sconfitto, ma nel mentre che i vincitori stavano saccheggiando i suoi bagagli sopraggiunse Tommaso Zeno, che giugnava allora da Pisa con soli cento cinquanta cavalli, e trovando i nemici disordinati, gli assaltò, liberò i prigionieri, ricuperò il bottino e fece di loro grande uccisione (1). In questo fatto i fiorentini perdettero di molta gente, e perchè i loro generali accagionavansi l'un l'altro di questa disgrazia, il 6 di giugno la repubblica diede il comando delle sue truppe ad un capitano più rinomato, ma sì ambizioso che avrebbero dovuto temerle assai più che d'ogni altra cosa: era questi Paolo Vitelli di Città di Castello, il quale aveva opinione d'aver imparato nell'armata francese tutto che gli oltramontani sapevano di meglio nell'arte della guerra (2). Questa medesima scon-

(1) *Fran. Guicciardini*, l. iv, p. 194. - *Scip. Ammirato*, l. xxvii, p. 248. - *Machiavelli*, *Fram. Stor.*, p. 71. - *P. Bembi Hist. Ven.*, l. iv, p. 73.

(2) *Jac. Nardi*, *Ist. Fior.*, l. iii, p. 87. - *Cron. di Pisa* di *Jac. Arrosti*; in *Arch. Pis. MS.*, 1 vol. f. 206. - *Machiavelli*, *Il Principe*, c. xii, p. 285.

fitta indusse Lodovico il Moro a soccorrere efficacemente a' fiorentini per impedire che facessero la pace e consentissero a' veneziani di stabilirsi in Pisa. Per la qual cosa mandò loro trecento alabardieri, assoldò in comune con essi Gian Paolo Baghione, signore di Perugia, ed il signore di Piombino, e diè loro in prestanza in parecchie volte trecento mila ducati (1).

I veneziani tenevano in allora in Pisa sotto gli ordini di Marco Martinengo quattrocento uomini d'arme, ottocento stradioti e due mila fanti. A Venezia era stata infino allora aperta la via per far giugnere rinforzi a quest'armata; ma il duca di Milano, scopertamente abbracciando l'alleanza de' fiorentini, chiuse il passo alle truppe destinate contro di loro; ed avendo oltracciò indotto Giovanni Bentivoglio, signore di Bologna, a fare lo stesso, il costui esempio fu seguito da Catarina Sforza, madre di Ottaviano Riario, signore d'Imola e di Forlì, e dalla repubblica di Lucca; nel qual modo fu chiusa alle truppe veneziane la più diritta via di Pisa pel Ferrarese, pel Modanese e per lo stato di Lucca. Il duca di Milano si era inoltre obbligato a far sì che i genovesi negassero il passo a' nemici de' suoi alleati (2), e la via di Romagna sembrava egualmente chiusa dal Bentivoglio e dal Riario; ma siccome questi piccoli principi potevano temere di provocare lo sdegno della potente repubblica

(1) *Fran. Guicciardini*, l. iv, p. 195. - *P. Bembi Hist. Ven.*, l. iv, p. 75. - *Cron. Ven.*, t. xxiv, p. 52.

(2) *Fran. Guicciardini*, l. iv, p. 179. *P. Bembi Histor. Ven.*, l. iv, p. 74.

di Venezia, i fiorentini, per impedire che si prendessero a ritroso i loro confini, vollero pure assicurarsi della neutralità di Siena, onde non avere verun nemico vicino. Fermarono perciò una tregua di cinque anni con Pandolfo Petrucci, il quale col solo favore della guarnigione di Siena, di cui era capitano, si usurpava la tirannia di quella repubblica (1).

Chiusa in tale modo ogni via per cui i pisani poteano ricevere soccorsi dai loro alleati, i fiorentini mandarono contro di loro Paolo Vitelli con forze che assai soverchiavano quelle comandate dal Martinengo, il quale fu malmenato assai in un'imboscata presso Cascina e costretto ad abbandonare la campagna. Laonde il Vitelli, avanzandosi lungo la destra riva dell'Arno, prese i castelli di Buti, di Calcinaja, di Vico Pisano e la valle di Calci, che di tutto il territorio pisano è la più ricca contrada e la più facile a difendersi, perchè fortificata dagli scoscardimenti dei monti di san Giuliano e dalle acque del lago di Bientina (2).

I veneziani, che avevano preso a proteggere i pisani, erano ad ogni modo impegnati a non lasciarli privi di soccorso. Vero è che non era loro aperta alcuna via fino al territorio pisano, ma quella non era chiusa che metteva ai confini di Firenze. Il signore di Faenza, ch'era protetto da

(1) Orlando Malavolti, *Stor. di Siena*, par. III, l. vi, f. 104.

(2) Scip. Ammirato, l. xxvii, p. 249. - Guicciardini, l. iv, p. 198. - Jac. Nardi, l. iii, p. 88. - *Cron. di Pisa di Jac. Arrosti*, f. 207.

Venezia, non poteva loro ricusare il passaggio per Valle di Lamone da lui dipendente. Carlo Orsini e Bartolommeo d'Alviano, capitani al soldo della repubblica veneta, partiti dalla Romagna veneziana, giunsero per tale strada fino a Marradi, ròcca assai forte che loro chiudeva l'ingresso della Romagna toscana. Pietro e Giuliano de' Medici, presti sempre ad unirsi a tutti i nemici della loro patria, perchè speravano di essere riposti in seggio col favore delle armi straniere, eransi recati nel campo de' veneziani ed avevano promesso ai loro capitani che troverebbero traditori fra i comandanti fiorentini de' castelli dell'Appennino, non potendo essere che non si abbattessero in qualche antico partigiano della loro famiglia. Infatti la terra di Marradi, sotto le di cui mura giunsero in settembre, fu subito data a loro; ma la ròcca, chiamata Castiglione, che signoreggia Marradi e chiude la via della Toscana, fu ostinatamente difesa da Dionigi Naldo, con che ebbero tempo i fiorentini di adunare su quel punto un numero sufficiente di soldatesche per proteggerli (1).

Mentre che l'armata veneziana era trattenuta negli Appennini, quella de' fiorentini, comandata da Paolo Vitelli, proseguiva prosperamente le sue operazioni contro Pisa, ed in sul cominciare d'ottobre conquistò Libbrafratta (2). I generali ve-

(1) *Fran. Guicciardini*, l. iv, p. 202. - *Scip. Ammirato*, l. xxvii, p. 251. - *Jac. Nardi*, l. iii, p. 89.

(2) *Scip. Ammirato*, l. xxvii, p. 252. - *Fran. Guicciardini*, l. iv, p. 203. - *Machiavelli*, *Frammenti Ist.*, p. 82. - *P. Bembi Hist. Ven.*, l. iv, p. 77.

neziani, che bramavano entrare sollecitamente in Toscana per soccorrere i pisani, tentavano tutte le vie, ma tutte le trovavano chiuse da gagliarde ròcche. All'ultimo un Ramberto di Sogliano, piccolo signore feudatario di un ramo cadetto della casa Malatesta, aprì loro il castello da lui posseduto ai confini tra lo stato d'Urbino ed il Casentino ⁽¹⁾; Bartolommeo d'Alviano approfittò colla celerità sua propria del passo ottenuto, e in una sola notte, per la via di Sogliano, si recò da Cesena all'Abbazia di Camaldoli, dove giunse mentre i monaci, di nulla sospettando, cantavano il mattutino. Assicurano i monaci che san Romualdo, fondatore del loro convento, li difese, e che fu veduto, finchè durò l'assalto contro il monistero, scagliare con vigorosa mano mattoni contro gli assalitori. Per lo contrario i veneziani sostengono di essersi impadroniti del monistero, e certo è almeno che la resistenza di Camaldoli non trattenne l'Alviano ⁽²⁾. Questi mandò immediatamente, come venisse dai dieci della guerra, un falso avviso a Rabbiena di apparecchiare l'alloggio per cinquanta cavalieri dell'ar-

(1) Scip. Ammirato, l. xvii, p. 252. - Fran. Guicciardini, l. iv, p. 203. - Machiavelli, Frammenti Ist. p. 82. - P. Bembi Hist. Ven., l. iv, p. 79.

(2) Lo stesso generale dei Camaldolesi, Pietro Delfino, attesta questo miracolo, Epist. 83, l. v, ap. Raynald. Ann. Eccles., 1498, § 9, p. 471. Vero è che egli non era presente, e che inoltre osserva a maggior conferma del fatto che la fede di questo miracolo era più divulgata tra il popolo quanto più lontano si era dalla Toscana. - P. Bembi, l. iv, p. 79. - And. Navagero, t. xxiii, p. 1216. - Machiavelli, Framm. Stor., t. iii, p. 124, i quali riferiscono quest' avvenimento in modo diverso l' uno dall' altro.

mata del Vitelli, e tenendo dietro immediatamente al messo, entrò in Bibbiena il 15 di ottobre con cento uomini d'arme prima che si sapesse nel paese ch'egli aveva varcati i confini, e fu ricevuto in quella terra murata come capitano fiorentino. Il grosso dell'armata veneziana tenevagli dietro da vicino, e sopraggiunto subitamente Carlo Orsini con ottocento cavalli, fu assicurata quella conquista, che l'Alviano doveva non meno all'inganno che alla propria intrepidezza (1).

L'Alviano sperava di riportare agevolmente ulteriori vantaggi e di occupare con poca fatica il castello di Poppi, che in sua mano sarebbe diventato la chiave di Val d'Arno e dell'Aretino, e gli avrebbe dato modo di scendere finalmente nelle pianure della Toscana; ma Antonio Giacomini, ch'era uno de' più valorosi e risoluti cittadini di Firenze, trovavasi in allora commissario a Poppi e fece andare a vuoto l'ardita intrapresa dell'Alviano (2).

L'autunno era di già inoltrato, e la guerra fervea nella più aspra e più montuosa provincia della Toscana; paese sterile, chiuso da strette gole, e le cui montagne erano di già coperte di alte nevi. Paolo Vitelli, premurosamente chiamato dai fiorentini, vi accorse con tutte le sue

(1) *Scipione Ammirato*, l. xxvii, p. 252. - *Jac. Nardi*, l. iii, p. 90. - *Machiavelli*, *Fram. Stor.*, p. 119. - *Fran. Guicciardini*, l. iv, p. 204.

(2) *Machiavelli*, *Nature d'uomini fiorentini*, t. iii, p. 139, e *Framm. Stor.*, t. iii, p. 121. - *Scip. Ammirato*, l. xxvii, p. 253. - *Jac. Nardi*, l. iii, p. 91. *Marin Sanuto*, *Ist. Ven.*, t. xxiv, p. 63.

truppe, non altro lasciando nella campagna di Pisa che le guarnigioni delle conquistate fortezze. Egli era altrettanto cauto e circospetto, quanto l'Alviano impetuoso. Stavano sotto il comando del Vitelli Fracassa Sanseverino, mandato dal duca di Milano, e Rinuccio di Marciano. La sua armata, cui i fiorentini spedivano continui rinforzi, si trovò bentosto più numerosa di quella de' veneziani, che pure aveva riputatissimi capitani, cioè Carlo Orsini, Bartolommeo d'Alviano e il duca d'Urbino, ed era numerosa di settecento uomini d'arme e sei mila fanti, tra i quali si trovavano alcune compagnie di tedeschi. Ma il Vitelli aveva fermato in mente di non venire a battaglia, potendo più facilmente trionfare dei nemici col chiuderli nello sterile paese in cui si erano impegnati. Per tale uopo occupò i passi della Vernia, di Chiusi e di Montalone, pei quali l'armata veneziana poteva avere comunicazione colla Romagna, ed afforzò Arezzo e tutte le gole del Casentino. Dalla banda della Toscana eccitò i contadini ad armarsi e a porsi ovunque in sulle difese contro i nemici: e in tale modo, sempre più ristrgnendo questi entro angusti confini, li ridusse in breve a somma penuria di vittovaglie e di foraggi (1).

(1) *Fran. Guicciardini*, l. iv, p. 205. -- *Scip. Ammirato*, l. xxvii, p. 253. -- *Jac. Nardi*, l. iii, p. 91. -- *Pet. Bembi Hist. Ven.*, l. iv, p. 82. -- *P. Giovio, Vita di Leon X*, l. i, p. 68. -- Il Navagero termina a questo punto subitamente la storia di Venezia. Forsechè questa storia non era per lui altro che lo schizzo della storia in dieci libri che ei stava scrivendo in latino e che, siccome è noto, fece abbruciare in punto di morte. Infatti il manoscritto che

Con ciò l'armata che i veneziani avevano spedita in Toscana per far levare l'assedio di Pisa, trovavasi assediata; e il duca d'Urbino, lungi dal poter liberare Marco Martineugò, siccome portavano le sue commissioni, aveva in quella vece bisogno di essere liberato egli medesimo. La repubblica subito vi provvide, e mandò a Ravenna, in principio del 1499, il conte Niccolò di Pitigliano per mettere insieme un'altra armata. Tosto che questi ebbe raunate quattro migliaia di fanti, si avanzò ad Elci, rocca posta ai confini del ducato d'Urbino, con intenzione di penetrare da quella banda nel Casentino e liberare l'armata assediata. Se non che il Vitelli venne ad accamparglisi in faccia, a Pieve di santo Stefano, per chiudergli il passo. Le due repubbliche, egualmente stracche dalle immense spese di quella ruinosa guerra, incalzavano i loro generali a venire ad una decisiva battaglia; ma questi, ch'erano stati allevati nella scuola militare italiana e nodriti delle sue regole di circospezione, chiusero le orecchie a tutte le istanze che loro si facevano e non vollero affidare la propria riputazione all'incerto esperimento di una battaglia (1).

fece stampare il Muratori, *Scr. Rer. Ital.*, t. xxiii, p. 921-1216, è un lavoro imperfetto ed affatto indegno della riputazione del Navagero: Fu questi uno de' restauratori delle lettere in Italia, amico del Bembo ed è annoverato fra' più illustri uomini di stato di Venezia. Morì a Mois l' 8 maggio del 1529, ambasciatore della repubblica a Francesco I. Pure la parte di questa storia che riguarda il fine del XV secolo è verace, interessante ed ingenuo.

(1) *Scip. Ammirato*, l. xxvii, p. 253. - *Jac. Nardi*, l. iii, p. 93. - *Machiavelli, Framm. storici*, p. 128.

E a dir vero le due repubbliche avevano le più gagliarde ragioni di allontanarsi in quella circostanza dalla consueta loro prudenza e di perigliare in una dubbiosa battaglia la sorte loro. Ognuna sperava, ottenendo la vittoria, di fare la pace a più vantaggiose condizioni, ed ognuna si avvisava che la propria sconfitta, in tanta lontananza dalla capitale ed in paese così facile a difendersi, non la porrebbe in molto pericolo. Fors'anco ambedue avrebbero piuttosto desiderato di essere costrette da una sconfitta a rinunciare alle loro pretese, anzi che di trovarsi in dovere di continuare con poca speranza una ruinosa interminabile contesa. I veneziani erano impazienti di liberare le loro tre armate strette d'assedio in Pisa, a Bibbiena e ad Elci; i fiorentini non desideravano meno di accommiatare il loro generale Paolo Vitelli, contro del quale avevano concepiti gagliardi sospetti. Aveva questi concesso di recente un salvacondotto al duca di Urbino, che era ammalato, e Giuliano de' Medici aveva approfittato di tale salvacondotto per uscire di Bibbiena col duca; della quale cosa i fiorentini si erano amaramente lagnati, troppo grave trascorso loro parendo che un ribelle della loro repubblica, assediato dalla loro armata, fosse stato sottratto dal proprio loro generale al gastigo comminatogli dalle leggi (1).

Le due repubbliche erano perciò ancora più

(1) Scip. Ammirato, l. xxvii, p. 254. - Fran. Guicciardini, l. iv, p. 216. - Jac. Nardi, Ist. Fior., l. iii, p. 93. - P. Giovio. Vita di Leon. X, l. i, p. 79.

bramose della pace che della battaglia, e due potenti mediatori s'interposero opportunamente ad un tempo per agevolare fra di loro gli accordi. A Lodovico XII, ch'era l'uno di essi, premeva assai di avere l'alleanza sì dell'una che dell'altra repubblica; e per riconciliarle chiedeva che Pisa si depositasse nelle sue mani, promettendo segretamente ai fiorentini di rendere loro quella città, ed ai veneziani di procurar loro larghi compensi nello stato di Milano (1). Lodovico il Moro, ch'era l'altro mediatore, esortando i fiorentini a rappattumarsi coi veneziani, sperava con tal mezzo di rappacificarsi egli medesimo con Venezia. Vedeva lo Sforza il re di Francia ansioso di colorire i disegni manifestati ne' primi giorni del suo regno d'invasione la Lombardia; ragguagliato era delle negoziazioni di quel monarca col papa, della sua nuova alleanza col re d'Inghilterra, e della tregua pattuita per più mesi con Massimiliano, senza che questi, in conformità della sua promessa, vi avesse fatto inchiodare il ducato di Milano: laonde, se in caso di guerra tutto doveva temere dall'astio de' suoi vicini, giugnendo a ristabilire la pace in Italia, poteva sperare che la repubblica di Venezia, toruando a più prudenti consigli, deporrebbe quei progetti di vendetta, troppo per lei medesima pericolosi (2).

Avendo poscia Lodovico XII lasciato l'ufficio di mediatore per unirsi più strettamente alla re-

(1) *Fran. Guicciardtni*, l. iv, p. 208.

(2) *Barth. Senaregae de rebus Gen.*, t. xxiv, p. 565.

pubblica di Venezia, i fiorentini, che fervidamente bramavano la pace; diedero perciò più facile orecchio ai consigli di Lodovico il Moro. Dal canto loro i veneziani, che segretamente si apparecchiavano alla guerra contro il duca di Milano e sapevano ad un tempo che i turchi facevano apprestamenti per assalire i loro possedimenti nella Grecia, ed erano oltracciò inquietati dalle strane pretese e dalle minacce di Massimiliano, sebbene usi a vederle sfumare, non vollero essere distratti dalla guerra di Pisa in circostanze che potevano diventare più difficili. Le consulte intorno alle cose di Pisa dal consiglio de' pregadi furono perciò trasferite a quello dei dieci, risguardato siccome assai meno accessibile alle genchrose passioni, ed assai più dominato dalla sola politica. Questo consiglio, accettando la proposta fatta da Lodovico il Moro, sottoscrisse un compromesso in forza del quale riponeva tutti i diritti della repubblica in mano d'Ercole d'Este, duca di Ferrara, suocero del duca di Milano. Questi indusse pure i fiorentini ad accettare lo stesso arbitro: e fu statuito che nel termine di otto giorni il duca Ercole dovesse dar sentenza tra le due repubbliche, che si obbligarono ad acquetarvisi (1).

Il 16 di aprile del 1499 il duca di Ferrara pronunciò di fatti il suo lodo. Obbligò i veneziani a ritirare prima della prossima festa di san

(1) *Fran. Guicciardini*, l. iv, p. 219. - *Jac. Nardi*, *Ist. Fior.*, l. iii, p. 98. - *Let. di Gio. Cambi*, t. xxi, p. 159. - *P. Bembi Hist. Ven.*, l. iv, p. 85. - *Chron. Ven.*, t. xxiv, p. 69.

Marco tutte le loro truppe dal territorio pisano, da Bibbiena e dal Casentino; ed ingiunse ai fiorentini di pagare per dodici anni ai veneziani, per rifacimento delle spese di guerra, quindici mila ducati all'anno. Volle ancora che i fiorentini concedessero generale perdono agli abitanti di Bibbiena e di Pisa, e che a questi dessero facoltà d'esercitare, siccome i fiorentini, ogni specie di mercatura tanto per mare quanto per terra; che lasciassero ai pisani le loro fortezze, a patto d'ottenere l'assenso della signoria fiorentina per tutti i capitani che prenderebbero al loro servizio, e di ridurre le guarnigioni al numero de' soldati che vi tenevano i fiorentini prima della ribellione. Il duca di Ferrara ordinò pure che i giudizi civili dovessero pronunciarsi in Pisa da un podestà forestiere scelto dagli stessi pisani in un paese alleato di Firenze, e che le sentenze criminali dovessero proferirsi dal capitano di giustizia fiorentino, ma coll'assistenza d'un assessore eletto dal duca di Ferrara (1).

Potrebbe risguardarsi come argomento della imparzialità del lodo del duca di Ferrara il generale malcontento destato da quella sentenza, il quale sì grande fu che non lodo venne mai accolto così sfavorevolmente da tutte le parti. I veneziani, vergognandosi di mancare apertamente a tutti gli obblighi contratti inverso a' pisani, non vollero che per atto pubblico si potesse far

(1) *Fran. Guicciardini*, l. iv, p. 219. - *Scip. Ammirato*, l. xxvii, p. 254. - *Diar. Ferrar. anon.*, t. xxiv, p. 363. - *Ist. di Gio. Cambi*, t. xxi, p. 140. - *Chron. Ven.*, p. 70.

fede della loro perfidia, e sebbene dal canto loro eseguissero la sentenza, e richiamassero dalla Toscana nel prefisso termine le loro truppe, non acconsentirono giammai ad assoggettarvisi formalmente. Dolevansi i fiorentini che loro non venisse restituita Pisa, perciocchè lasciavansi le fortezze in mano ai loro sudditi ribelli; e che il duca gli avesse ingiustamente condannati a pagare le spese d'una guerra, nella quale erano stati assaliti senza avere provocati gli assalitori. Pure Firenze accettò espressamente la sentenza arbitramentale; la quale accettazione rimase tuttavia senza effetto, perchè i pisani, risguardando tutte le guarenzie loro francate dal duca di Ferrara siccome troppo facili ad eludersi e preferendo la morte alla servitù, ricusarono di sottomettersi e, quantunque da tutti abbandonati, giurarono di voler difendersi, e fecero premurosamente uscire dalla loro città e dalle fortezze le truppe veneziane, per timore che non le consegnassero ai loro nemici (1).

Quando i fiorentini ebbero avviso della risoluzione fatta dai pisani di continuare a difendersi, richiamarono dal Casentino Paolo Vitelli colla sua armata e lo mandarono contro Pisa, che a loro credere non poteva lungamente resistere. Lodovico il Moro, sempre più crucciato dagli apprestamenti di guerra che facevano i francesi, in quel modo che aveva esortati i fiorentini ad accettare l'arbitramento del duca di Ferrara,

(1) *Fran. Guicciardini*. l. iv, p. 220. - *Scip. Ammirato*, l. xxvii, p. 255. - *Jac. Nardi, La Fior.*, l. iii, p. 97.

esortava non meno fervidamente i pisani ad accomodarvisi, e faceva ogni sforzo per ristabilire la pace in Toscana ed assicurarsi i soccorsi di quella provincia; ma non trovava chi gli credesse. Rammentavansi i pisani che sotto colore di proteggere la loro libertà egli aveva tentato d'insignorirsi della loro città; ed i fiorentini sospettavano ch'egli covasse tuttavia questi progetti e segretamente inanivisse i loro nemici a resistere. Perciò gli uni e gli altri, chiudendo le orecchie a' suoi consigli ed abbandonando la Lombardia alle rivoluzioni che doveva cagionarvi una nuova invasione, ricominciarono le ostilità fra di loro con maggiore accanimento di prima.

Il 25 di giugno Paolo Vitelli si unì al conte Rinuccio di Marciano sotto Cascina; la quale grossa terra fu subito battuta con tanto vigore, che in capo a 26 ore dovette capitolare (1). Le deboli guarnigioni pisane che tuttavia occupavano la Torre di Foce d'Arno ed il ridotto dello Stagno si ritirarono alla prima intima che venne loro fatta, onde più non rimaneva altro ai pisani in tutto il loro territorio che la fortezza della Verrucola, e la piccola torre d'Ascagno. Ma invece di assalirle, Paolo Vitelli credette opportuna l'occasione di cominciare l'assedio della città medesima. Il primo di agosto ei venne a porre il suo campo sotto le mura di Pisa, seco lui conducendo tanta cavalleria che bastava anche sola a tenere la campagna, una formidabile artiglieria e diecimila pe-

(1) *Fran. Guicciardini*, l. iv, p. 222. - *Scip. Ammirato*, l. xxvii, p. 255. - *Jac. Nardi Ist. Fior.*, l. iii, p. 97.

doni, e fece assapere alla signoria di Firenze che, secondo ch'ei si apponeva, l'assedio non poteva durare più di quindici giorni. Le mura di Pisa non erano cerchiate da fosse nè sostenute da terrapieni, ma tanta era la grossezza loro e la tenacità del cemento, che ben potevano più d'ogni altra muraglia resistere ai colpi delle artiglierie. I pisani non avevano al loro soldo alcun capitano forastiere tranne un Gurlino Tombasi, valoroso ufficiale ravennate, che aveva abbandonato per militare in loro pro il servizio de' veneziani. Ma tutti gli abitanti della città, tutti i concittadini che vi si erano riparati, agguerriti in cinque anni di continue battaglie, potevano parreggiarsi alle migliori truppe assoldate (1).

Il Vitelli aveva collocato i suoi accampamenti alla sinistra dell'Arno, ed appuntate le batterie contro il muro attiguo alla torre o ròcca di Stampace. Accammandosi sull'altra riva egli avrebbe più efficacemente prevenuto l'arrivo di ogni rinforzo; ma, nello stato in cui trovavasi in allora l'Italia, non credeva che veruna potenza pensasse a soccorrere i pisani, e sapeva inoltre che questi dal lato di Lucca avevano internamente rafforzate le loro mura, lo che non avevano creduto necessario di fare dal lato che guarda Livorno.

Battuta era la città in due luoghi ad un tempo, cioè fra sant'Antonio e Stampace, e fra Stampace e la porta a Mare, con venti pezzi d'artiglieria. Il Vitelli, da quel fedele osservatore che

(1) *Fran. Guicciardini*, l. iv, p. 233. - *Jacopo Arrosti*, *Chron. di Pisa*; in *Archiv. Pisano*. f. 207, v.

era dell' antica tattica italiana, non volendo combattere senza essere sicuro di vincere, aveva determinato di non venire all'assalto finchè le breccie aperte dalle sue artiglierie non offrissero un libero passaggio alle sue squadre. Di già erano caduti larghi tratti di muro, ma egli credeva che la breccia non fosse ancora praticabile; ed intanto i suoi indugi davano agio ai pisani d'innalzare dietro la muraglia ch'egli batteva in breccia un gagliardo parapetto, difeso da una fossa. L'ardore dei pisani non veniva meno per alcun pericolo; l'artiglieria spazzava i loro lavori senza che le donne o i fanciulli deponessero la zappa. Narrasi in particolare di due sorelle che lavoravano assieme, ed una delle quali fu uccisa da una palla da cannone; che la superstite, raccolte le sparse membra della sorella, seppellivale nello stesso gabbione che stava riempiendo, e nell'atto che le dava colle lagrime e coi singhiozzi l'estremo addio, proseguiva il suo lavoro, esposta al fuoco della stessa batteria che le aveva tolta la sua compagna (1).

Finalmente le mura che univano la torre di Stampace alle fortificazioni della città, furono atterrate dall'una banda e dall'altra di quel grande torrione. Il conte Rinuccio era stato ferito in una scaramuccia; e Paolo Vitelli, rimasto solo al comando dell'armata, risolse il decimo giorno dell'assedio di dare l'assalto alla torre. Questa era già stata in più luoghi ruinata, e sebbene i pi-

(1) *Jac. Nardi*, l. III, p. 98. - *Jac. Arrosti*, *Cron. di Pisa*, f. 210.

sani opponessero un'ostinata resistenza, i fiorentini inalberarono la loro bandiera sulla sommità di Stampace. Nel primo terrore cagionato da questo avvenimento credettero i pisani che anche la città non avesse più scampo. Pietro Gambacorti fuggì per l'opposta porta verso Lucca, con quaranta arcieri a cavallo che militavano sotto di lui; e la guardia del parapetto, che oramai formava la sola difesa della città, era atterrita ed in sul punto di fuggire: ma il Vitelli aveva ordinato soltanto di dare l'assalto alla ròcca e non alla città. Era cosa troppo contraria all'indole sua ed alla sua pratica militare il porre a repentaglio un vantaggio di già ottenuto, volendolo spingere più oltre e coglierne frutti ch'ei non si fosse da prima proposto di conseguire. Temeva oltracciò il Vitelli di venire accerchiato in una città difesa da una valorosa popolazione, e fece ritirare i suoi soldati, i quali domandavano di essere condotti a un altro assalto. Per la quale cosa ei perdette bentosto per sempre la propizia occasione cui non aveva voluto afferrare. I cittadini, de' quali un grandissimo numero era andato a nascondersi nelle proprie case, furono dalle loro mogli confortati a tornare contro al nemico e accorsero di nuovo a difendere la breccia coraggiosamente. Le loro artiglierie furono volte dalle vicine mura contro gli assalitori, e si vide che, malgrado la presa di Stampace, la città poteva ancora difendersi (1).

(1) *Fran. Guicciardini*, l. iv, p. 234. - *Jac. Nardi*, *Ist. Fior.*, l. iii, p. 98. - *Jac. Arrosti*, *Cron. di Pisa*, f. 215.

Il Vitelli aveva pensato di collocare una batteria sopra la stessa torre di Stampace, onde signoreggiare le opere degli assediati; ma la torre, di già ruinata dalle breccie fattevi da lui medesimo ed in appresso dai pisani, non fu creduta abbastanza forte per sostenere i cannoni che di già vi aveva fatti portare. Intanto egli continuava a far battere in breccia le mura della città; e di già la breccia aperta era larga cinquanta braccia, ch' egli non era ancora soddisfatto. Non voleva il Vitelli che i suoi soldati fossero esposti a verun pericolo, o piuttosto, come apertamente e concordemente lo dicevano i fiorentini, egli non voleva prendere la città, ma desiderava di conservare il più che poteva gli onori e i vantaggi del comando, di rimanere alla condotta di una poderosa armata per offrire il suo aiuto al miglior offerente tosto che le rivoluzioni di Lombardia inducessero alcuna delle potenze in guerra a chiamare un nuovo condottiere, e fors' anco di ottenere da' pisani un grasso guiderdone per la sua moderazione o la sua lentezza. Ma tali ambiziosi progetti andarono a vuoto per colpa di naturali cagioni. Nell' umido suolo del piano di Pisa le fosse sono per l' ordinario piene di acqua nella maggior parte della state; ma verso la metà d' agosto sono asciugate dal sole, i di cui raggi, scaldando la putrida melma, ne sollevano pestilenziali esalazioni. In due soli giorni la metà dell'armata si trovò soprappresa dalla febbre marennaia. Paolo Vitelli aveva dato avviso che il giorno 23 d' agosto darebbe l' assalto: la breccia era praticabile, ed il successo sarebbe

stato sicuro, s'egli avesse potuto far muovere un sufficiente numero di soldati per dare esecuzione a' suoi progetti; ma i suoi ufficiali, i commissarii fiorentini all'esercito ed egli medesimo, erano tutti presi dalla stessa malattia. Frattanto i fiorentini diedero ordine di far giugnere al campo nuovi rinforzi per porre il generale in istato di dare nello stabilito giorno il decisivo assalto. Ma ogni loro diligenza tornò vana; il numero degli ammalati avanzava sempre quello de' nuovi venuti, onde il Vitelli trovavasi sempre più inabile a fare uno sforzo vigoroso. Dietro alla siccità vennero le piogge calde, che, invece di purgare l'aria, accrebbero la mortalità. All'ultimo, perduta ogni speranza di buon successo, il Vitelli abbandonò l'assedio e condusse l'esercito a Cascina. Fece imbarcare sull'Arno la sua grossa artiglieria per mandarla a Livorno, e parte di essa cadde in potere de' pisani; e a dispetto delle fervide istanze de' commissarii fiorentini abbandonò la torre di Stampace, dicendo che, trovandosi così maltrattata dalle proprie batterie, ella non si poteva difendere, e che la guarnigione sarebbe tosto fatta prigioniera di guerra (1).

Quanta era stata grande la fidanza de' fiorentini in Paolo Vitelli e nella guerriera sua perizia, tanto maggiore fu il loro sdegno nel vedere il mal esito di quella impresa. Credettero essi che

(1) *Fran. Guicciardini*, l. iv, p. 235. - *Scip. Ammirato*, l. xxvii, p. 257. - *Jac. Nardi Ist. Fior.*, l. iii, p. 100. - *Jac. Arrosti, Cron. di Pisa MS.*, f. 219.

gl'indugi e le soverchie precauzioni del generale non potessero essere effetto di altro che di perfidia. Di già gli rinfacciavano il salvacondotto concesso al duca d'Urbino ed a Giuliano de' Medici per uscire di Bibbiena; avevano pure palesata molta diffidenza rispetto agli abboccamenti avuti dal Vitelli collo stesso Giuliano e con Pietro de' Medici, sebbene fossero stati tenuti pubblicamente al cospetto di due armate, e che gli uni stessero sopra la destra, gli altri sulla sinistra riva dell'Arno. Ma dopo quel colloquio il Vitelli aveva fatti dei presenti a' Medici; aveva tenuta una corrispondenza quasi egualmente sospetta con Pandolfo Petrucci, tiranno di Siena; era entrato in trattative con Lodovico ~~di~~ per condursi a' di lui servigi; e tutto il complesso delle sue opere era fatto segno a' pubblici sospetti ed alle più gravi accuse. Altronde tra il Vitelli e l'altro capitano al soldo de' fiorentini, il conte Rinuccio di Marciano, eravi fiera gelosia. Il Vitelli si era strettamente unito in lega colla fazione degli *arrabbiati* o *compagnacci* e coll'aristocrazia che segretamente si riaccostava ai Medici. Rinuccio per lo contrario aveva tutto il favore de' *piagnoni* e dei discepoli del Savonarola, i quali, avendo perduto il loro maestro, condannato a crudele supplicio, colsero volenterosi l'occasione di vendicarsi contro la creatura o lo strumento del contrario partito (1).

Poi ch'ebbe condotta la sua armata a Cascina, richiese il Vitelli la signoria di mandargli suffi-

(1) *Comm. di Fil. de' Nerli*, l. iv, p. 84.

cienti rinforzi onde ricominciare l'assedio tosto che cessassero le piogge. I fiorentini gli mandarono di fatti soldatesche novelle, di cui potevano fidarsi, sotto gli ordini di due nuovi commissarii, Antonio Canigiani e Braccio Martelli, ai quali i decepitivi della guerra avevano dati segreti ordini. I commissarii recaronsi nella rocca di Cascina, posta dieci miglia al levante di Pisa sulla sinistra dell'Arno, dalla quale rocca il campo del Vitelli era lontano un miglio. Di là mandarono invitando il generale a recarsi da loro: ed egli, di nulla sospettando, s'andò e prauzò con loro. Vitellozzo Vitelli, fratello di Paolo, che pure era stato invitato allo stesso abboccamento, non venne per essere ammaliato nel campo. Perciò i commissarii spedirono alcuni uomini fidati per arrestarlo. Di già Vitellozzo era stato quietamente posto a cavallo e veniva condotto alla volta di Cascina, quando, scontratosi con alcuni de' suoi uomini d'arme, uno di loro gli porse la propria lancia, esortandolo a non si lasciar condurre come una pecora al macello. Vitellozzo la prese e l'adoperò gagliardamente per liberarsi. Gli arcieri che lo conducevano, vedendo i soldati disposti a difenderlo, non osarono provarli a più aperta resistenza, e lasciarono fuggire Vitellozzo, che salvossi in Pisa, dove fu accolto con sommo giubbilo. I commissarii fiorentini, cui era male riuscito il colpo tentato contro di lui, fecero arrestare Paolo Vitelli e lo mandarono subito a Firenze, ove fu immediatamente posto alla tortura per cavarli di bocca la confessione de' tradimenti che gli venivano imputati. Non eravi contro di lui veruna

prova autentica, nè si producea veruna carta da lui scritta, ed i tormenti ch' egli sostenne con maschia costanza non gli strapparono di bocca alcun nuovo argomento di reità, alcuna confessione. Non pertanto egli fu condannato a morte, e questa crudele sentenza fu eseguita la mattina del susseguente giornò, primo ottobre, in una delle sale del palazzo (1).

In forza di quella medesima barbara giurisprudenza che ammetteva l'uso della tortura, Paolo Vitelli avrebbe dovuto aver salva la vita; perchè quest'odiosa procedura era stata appunto inventata per lo motivo che credeasi necessaria la confessione del reo al di lui convincimento. Le opere del Vitelli erano invero sospette; le sue segrete relazioni cogli Orsini, amici e parenti dei Medici, dovevano far pensare ch'ei mirasse come loro a ristabilire i Medici in Firenze. Lettere dei suoi segretari, trovate tra le sue carte, non lasciavano verun dubbio ch'ei non avesse parte in una segreta trama, di cui non si giunse tuttavia a conoscere l'oggetto. La prudenza voleva pertanto che gli si togliesse il comando incautamente affidatogli, ma la giustizia comandava che gli si lasciasse la vita, poichè non era convinto di verun delitto. Il di lui supplizio, che fu altrettanto impolitico quanto crudele, destò ne' signori di Città di Castello un fiero desiderio di vendetta contro Firenze, di cui la città ebbe a soffrire

(1) *Fran. Guicciardini*, l. iv, p. 235. - *Scip. Ammirato*, l. xxvii, p. 257. - *Jac. Nardi*, l. iii, p. 100. - *Ist. di Gio. Cambi*, t. xxi, p. 144. - *Jac. Arrosti, Cron. di Pisa*, f. 219-221.

finchè si desse a repubblica, ed inasprì del pari tutti i generali francesi che avevano militato coi fratelli Vitelli nella guerra di Napoli, e che gli stimavano assai. Ora mentre che tali cose accadevano in Toscana, in Lombardia erano sopraggiunti tali avvenimenti che dovevano indurre a forza i piccoli stati d'Italia ad accarezzare il re e l'armata francese.

Nel tempo appunto che la repubblica di Venezia comprometteva nell'arbitrio del duca di Ferrara per le sue contese con Firenze, e richiama le sue armate dalla Toscana, il senato concludeva con Lodovico XII un assai più importante trattato, e s'impegnava in un'alleanza che sembrava smentire l'antica sua riputazione di prudenza e di moderazione. Il trattato tra la repubblica di Venezia e Lodovico XII fu sottoscritto il 9 di febbrajo del 1499, ma per tre mesi fu tenuto nascosto in modo che delusi furono i sospetti di Lodovico il Moro e di tutta Italia: e quando fu pubblicato portava la data di Blois del 15 di aprile⁽¹⁾. Con questo trattato i veneziani riconoscevano i diritti di Lodovico XII sul ducato di Milano e si obbligavano a concorrere colle loro forze a spalleggiare la conquista di quello stato. Si obbligavano perciò a somministrare al re mille cinquecento cavalli e quattro mila pedoni, che dovevano essere spesati dal re, e promettevano d'assalire il ducato di Milano ai confini verso levante, nello stesso tempo in cui

(1) P. Bembi *Hist. Ven.*, l. iv, p. 85. - Léonard, *Traité de paix*, t. 1, p. 419 e seg.

l'armata francese l'attaccherebbe dal lato d'occidente. In ricompensa di questo aiuto Lodovico XII lorò cedeva Cremona e la Ghiara d'Adda fino alla distanza di ottanta piedi dal fiume di tal nome; e i due stati si promettevano la vicendevole guarenzia di tali possedimenti, divisi prima di conquistarli (1).

Senza avere avuta diretta notizia di questo trattato, Lodovico il *Moro* non ignorava quanto i veneziani l'odiassero, e con quanta attività Lodovico XII si apparecchiasse a muovergli guerra; onde dal canto suo cercava di afforzarsi con nuove alleanze. Lo Sforza aveva particolarmente riposta ogni sua fiducia nell'alleanza di Massimiliano, che aveva sposata Bianca di lui nipote e che in ricompensa delle sue proteste di affetto e promesse di protezione si faceva continuamente dare in prestito danaro. Massimiliano nudriva contro i francesi fiero astio e sempre pronto a scoppiare; egli voleva far rivivere sulle province venete e su tutta l'Italia i diritti dell'impero, da più secoli dimenticati. Pareva dunque che i suoi interessi e le sue passioni dovessero indurlo a difendere Lodovico il *Moro*; ma non si poteva fare maggior capitale de' suoi progetti che delle sue promesse: conciossiacchè, non prendendo consiglio che dalle presenti circostanze, egli si riduceva quasi sempre a fare quello che non aveva preveduto e quello che non aveva voluto. Erasi Massimiliano obbligato verso Lodovico il *Moro* a non venire a trattati colla Francia senza com-

(1) *Fran. Guicciardini*, I. IV, p. 213.

prendervelo, e tuttavia si era indotto a prolungare fino alla fine d'agosto la tregua che aveva fatta con Lodovico XII; senza far parola del duca di Milano (1). Intanto egli faceva la guerra nella Gheldria; ma, essendo scoppiata in sul finire di febbrajo qualche ostilità tra i suoi sudditi e gli svizzeri ne' paesi posti alle sorgenti del Reno, la lega di Svevia prese a difendere i possedimenti austriaci, e Massimiliano vi si recò immantinenti per capitanare le sue armate. E, fatta dichiarar guerra dall'imperio contro gli svizzeri, entrò nel paese di questi con forze di lunga mano maggiori, e non pertanto venne sempre respinto, cosicchè senza poter venire a campale giornata, vide le sue truppe struggersi in sanguinose scaramucce. Assicurasi che perirono ventimila uomini in quella breve guerra; e che un numero ancor maggiore perì di fame e di stento. Massimiliano, che si era impegnato in questa lite piuttosto per ira e per orgoglio che per politica, faceva ardere le case, le capanne, i granai, i villaggi, lusingandosi di far perire di fame, in mezzo ai loro ghiacci ed alle loro rupi, i contadini che non aveva potuto raggiungere. Ma cotali atti di ferocia producevano orribili rappresaglie, e Lodovico Sforza, vedendolo struggere tutte le sue forze contro gli svizzeri, nulla poteva da lui sperare (2).

(1) *Fran. Guicciardini*, l. iv. p. 222. - *Barth. Senaregae de rebus Ger.* t. xxiv, p. 565.

(2) Bilibaldo Pyrckheimer di Norimberga, che militava nell'esercito dell'imperatore, vide ai confini della Valtellina, durante questa guerra, un branco di quaranta fanciulli d'ambo i sessi, condotti ne' campi da due donne

Lodovico il *Moro* aveva pure chiesto ajuto Bajazette II, imperatore de' turchi, al qual oggetto aveva mandato a Costantinopoli due suoi segretari per rappresentare al sultano che Lodovico XII rinnovellava i progetti di conquiste del suo predecessore e minacciava l'impero di Oriente; che, essendosi collegato coi veneziani, aveva maggiori mezzi di nuocere alla Porta ottomana che non avesse avuto Carlo VIII; che perciò era d'uopo prevenire le sue offese coll'assalire i veneziani, e che i turchi salverebbero la Grecia assaltando l'Italia. Federico di Napoli spalleggiò a tutto suo potere le richieste degl' inviati di Lodovico Sforza, onde Bajazette, cedendo alle loro istanze, comandò ai suoi bassà di assaltare i veneziani nel Peloponneso, nella Macedonia e nell'Istria (1).

Di fatti in ottobre del 1499 Scander Bassà, governatore della Bosnia, entrò nel Friuli colla sua cavalleria, e tutto lo saccheggiò fino alla Livenza, distruggendo e bruciando tutte le ricchezze del paese che scorreva. Nel ritorno da questa scorreria ei si menava dietro gran numero di schiavi, ma, giunto in sulle rive del Taglia-

attempate per cogliervi erbe crude onde cibarsene. I genitori di quei miseri erano stati uccisi, arse le loro case, distrutti i loro approvvigionamenti, sicchè non avevano che questo miserabile cibo, il quale appena reggevali in piedi, cosicchè di ottanta ch' erano da principio, trovavansi di già ridotti a soli quaranta; e a questi, a farne ragione dalla loro magrezza e pallidezza, non rimaneva più che un soffio di vita. *Apud Rayn. Ann. Eccl.* 1499, § 14, p. 481.

(1) *Ann. Eccl.*, 1499, § 5, p. 480. • *Fran. Belcarri Comm.*, l. viii, p. 231.

mento, gli parve mal fatto d'impacciare la sua armata con tanta gente, e fatta la scelta di coloro che potevano essere più utili, fece uccidere tutti gli altri (1).

Sebbene i re di Spagna non avessero quasi per nulla preso parte nella guerra contro Carlo VIII, con tuttociò essi erano entrati nella precedente lega d'Italia: ma il duca di Milano più non poteva porre in loro veruna fidanza, avendo essi rinunciato ai precedenti loro obblighi, ed avendo col trattato conchiuso da Ferdinando e da Isabella con Lodovico XII a Marcussi, il 5 agosto del 1498, nominato tra gli alleati cui si riservavano la facoltà di difendere contro la Francia, soltanto l'imperatore, l'arciduca suo figlio, il duca di Lorena e il re d'Inghilterra, senza aver fatto questa riserva a favore di alcuno de' principi d'Italia (2).

Il papa aveva dato qualche speranza a Lodovico il Moro: perciocchè ambiva soprattutto di ottenere in isposa al proprio figliuolo, Cesare Borgia, una principessa di sangue reale, ed aveva posto gli occhi sopra Carlotta, figliuola di Federico, re di Napoli. Lodovico il Moro era stato incaricato da lui di negoziare questo matrimonio, che doveva essere caparra di un'intima alleanza tra il papa, il re di Napoli e il duca di Milano. Ma e Federico e Carlotta di lui figliuola, senti-

(1) *Ann. Eccl.*, 1499, §§ 7 e 8, p. 480. - *Chron. Ven.*, p. 116. - *Jos. Ripamontii Hist. Urb. Mediol.*, l. vii, p. 662. - *P. Jovii de Vita magni Consalvi*, l. 1, p. 188.

(2) *Garnier, Hist. de France*, t. xi, p. 53. - *Dumont, Corps Diplom.*, t. iii.

vano pel prete apostata, pel bastardo adulterino e figlio d'un prete, pel parricida del proprio fratello, pel drudo della propria sorella, una così invincibile ripugnanza, che non vollero a tale prezzo comperare la loro sicurezza. A cagione del loro rifiuto Cesare Borgia sposò Carlotta, figlia d'Alano d'Albretto e sorella del re di Navarra; col quale parentado diventava congiunto della reale casa di Francia e additto al partito francese (1).

Il re Federico di Napoli aveva promesso a Lodovico il Moro di mandargli Prospero Colonna con quattrocento cavalieri e mille cinquecento fanti; ma, spossato com'egli era dalla precedente guerra, non tenne la promessa, sebbene l'avesse fatta non meno pel vantaggio del suo alleato che pel proprio. I fiorentini, implicati essendo nella guerra di Pisa, non potevano ajutare il duca di Milano, e il duca di Ferrara, quantunque suocero di Lodovico, non volle promettergli il più lieve ajuto per timore di dipartirsi dalla pattuita neutralità in verso al re di Francia.

Lodovico Sforza, benchè da tutti abbandonato, non perciò si perdetto d'animo: fortificò diligentemente il castello di Non, o Annone, poco lontano da Asti, come pure Alessandria e Novara; e per far testa ai francesi che volessero dal Piemonte o dal Monferrato penetrare in Lombardia; appostò su que' confini Galeazzo da Sanseverino cui diede seicento uomini d'arme, mille cinque-

(1) *Fran. Guicciardini*, l. iv, p. 223. - *Fran. Belcarri Comm. Rer. Gall.*, l. viii, p. 232.

cento cavalleggieri, diecimila fanti italiani e cinquecento tedeschi, perciocchè a cagione della guerra tra la lega sveva e gli svizzeri non aveva potuto assoldare presso di questi maggiore quantità di gente. Divisava lo Sforza di opporre ai veneziani il marchese di Mantova con un'altra armata, ma dovette scontentare il marchese per far cosa grata a Galeazzo Sanseverino, la cui boria non potea soffrire che fossevi un altro generale di maggior grado del suo: onde a motivo del rifiuto del Gonzaga diede quell'armata al conte di Caiazzo. Dicesi per cosa certa che un servitore fedele avvisò Lodovico il Moro, che quel Galeazzo di Sanseverino cui aveva affidato col comando di tutte le sue forze la quasi assoluta autorità, lo tradiva. Lodovico, dopo avere alcun tempo ponderati gl'indizi che gli si additavano di tale perfidia, rispose sospirando che non poteva credere a tanta ingratitudine; e che quand'anche l'accusa fosse vera ei non saprebbe come rimediarvi; imperciocchè in quale persona avrebbe potuto fidare se non poneva fede in coloro che egli aveva colmati di benefici? e non tornava egli lo stesso l'arrischiare di essere tradito dagli amici, quanto il correre rischio di perdere i loro ajuti per mal fondati sospetti? ⁽¹⁾

Lodovico Sforza aveva raccomandato a' suoi generali di schivare ogni battaglia campale, di chiudersi nelle fortezze, e di condurre la guerra in lungo per dar tempo a Galeazzo Visconti,

(1) *Fran. Guicciardini*, l. iv, p. 255. - *Fran. Belcarri* *Comm. Rer. Gall.*, l. viii, p. 234.

suo inviato agli svizzeri, di negoziare un trattato di pace tra Massimiliano ed i cantoni, e di condurre a' suoi servigi quelle armate che si andavano consumando in una guerra impolitica. In fatti il Sanseverino non si mosse contro i francesi che faceano la massa di loro forze in Piemonte, ed aspettò d'essere assalito. Le truppe di Lodovico XII valicavano le Alpi sotto gli ordini di Gian Giacopo Trivulzio, di Lodovico di Lucemburgo, conte di Ligni, e di Everardo Stuardo, signore d'Aubigni, i quali conducevano in tutto mille e seicento lance, ossia nove mila e seicento cavalli, cinque mila svizzeri, quattro mila guaschi, e quattro mila venturieri levati nelle altre province della Francia. Lodovico XII era rimasto a Lione, di dove regolava le mosse de' suoi generali e provvedeva a' rinforzi che loro abbisognavano (1).

L'armata francese, essendosi finalmente tutta raunata, assaltò il 13 agosto del 1499 la rocca d'Arazzo, posta in riva al Tanaro dirimpetto ad Annone. Sebbens difesa da cinquecento pedoni, questa fortezza fu vilmente ceduta ai primi colpi di cannone, e subito dopo i francesi mossero ad espugnare Annone. Questa grossa terra era stata diligentemente fortificata da Lodovico Sforza, ma i settecento uomini postivi di guarnigione erano fresche reclute, e quando al Sanseverino venne in pensiero di mandarvi qualche rinforzo, più non

(1) *Fran. Guicciardini*, l. iv, p. 226. - *P. Bembi Hist. Ven.*, l. iv, p. 86. Quest' ultimo vuole che l'armata francese fosse più grossa.

era in tempo. La breccia fu aperta il secondo giorno; Annone fu preso d'assalto, e passata a fil di spada tutta la guarnigione. Allora i francesi si allargarono per tutto il paese d'Oltrepò. Il Trivulzio dava ai popoli in loro nome le più larghe speranze; i soldati italiani non ardivano di venire alle mani con quelle barbare soldatesche, ed i borghesi temevano la sorte degli abitanti di Annone; perciò Valenza, Bassignana, Voghera, Castel Nuovo, Ponte Corone, ed all'ultimo Tortona colla sua ròcca premurosamente aprirono ai francesi le loro porte (1).

Il popolo di Milano soffriva di mal animo la signoria di Lodovico Sforza; lagnavasi delle eccessive imposte ond'era aggravato; derideva l'orgoglio del duca ed abborriva la di lui politica imprudente e perfida; tacciava Lodovico di usurpatore e sospettavalo d'aver attoscato il proprio nipote. Quindi appena vide il Moro a vacillare la propria potenza per le rapide conquiste de' francesi, tentò di riacquistare l'aura popolare, onde avere i sudditi in sua difesa. Adunò un consiglio, al quale chiamò tutti i personaggi più ragguardevoli di Milano per nobiltà; per ricchezze o per riputazione. Espose loro il suo operato e la necessità in cui erasi trovato di man-

(1) *Arnaldi Ferronii*, l. III, p. 38. - *Fran. Guicciardini*, l. IV, p. 226. - *Jac. Nardi*, *Ist. Fior.*, l. III, p. 103. - *P. Bembo. Hist. Ven.*, l. IV, p. 87. Ma per errore forse di stampa fu sostituito il nome di Novi a quello di Non o Annone. - *Chron. Ven.*, t. XXIV, p. 92. - *Barth. Senaregae de rebus Gen.*, t. XXIV, p. 566. - *Fran. Belcarrii Comm.*, l. VIII, p. 233.

tenere molte truppe, di pagare sussidi a straniere potenze, e perciò di levare grosse imposte per allontanare la guerra dai confini dello stato. Ricordò che in tutto il tempo del suo governo i milanesi mai non avevano veduti soldati forestieri, che se l'imperio suo era stato grave al popolo a motivo delle imposte, non gli si potea con tutto ciò rimproverare ingiustizia o iniquità; ch'egli aveva sempre lasciato libero accesso appo di sè a' suoi sudditi; che mai non aveva trascurate le cure e le fatiche del governo per darsi in preda ai piaceri; che non gli si poteva rinfiacciare crudeltà, e che non eravi signore in Italia che si fosse al pari di lui contenuto dai supplizi e dal sangue. Eccitò per ultimo i milanesi a paragonare la mitezza ed indulgenza sua ai governi che dovevano aspettarsi dai francesi, popolo estranio di costumanze e di lingua, orgoglioso e sempre disposto a sprezzare e ad opprimere la nazione italiana, e loro disse che non abbisognava altro che opporre un poco di fermezza e di costanza al primo impeto del nemico, perchè i soccorsi del re di Napoli, dell'imperatore e degli svizzeri non tarderebbero (1).

Ma questi ragionamenti sollevavano assai poco gli animi di un popolo sbalordito ed intimidito, il quale andava cercando un pretesto per cedere al terrore, dimostrandosi oppresso e malcontento. Lo Sforza aveva fatto fare in Milano il censo di tutti gli uomini atti alle armi; aveva in pari

(1) *Fr. Gutteccardini*, l. iv, p. 227. - *Jos. Ripamontii Hist. Urb. Mediol.*, l. vii, p. 658.

tempo abolite alcune delle più odiose imposte, ma non altro si ravvisava in queste pur troppo tarde provvidenze che il suo terrore e la sua debolezza. Quantunque i veneziani, i quali avevanlo assalito in pari tempo che i francesi, si fossero di già impadroniti di Caravaggio ⁽¹⁾, egli richiamò il conte di Caiazzo, destinato a far loro testa, ed inviollò a Pavia, perchè si unisse poi a Galeazzo, di lui fratello, presso Alessandria. Ma questo fratello del conte, questo favorito e genero di Lodovico il Moro, questo Galeazzo di Sanseverino, che aveva opinione d'essere gran guerriero perchè palleggiava con garbo la lancia ne' tornei e vinceva in simulate battaglie, era di già stato segretamente corrotto dai francesi. Tre giorni dopo l'arrivo di questi presso Alessandria, egli abbandonò vilmente nella notte del 25 di agosto la propria armata, ch'era tuttavia numerosa di mille dugento uomini d'arme, di altrettanti cavalleggieri e di tremila fanti. Lucio Malvezzi gli fu compagno nella fuga, ed in breve, essendosi in Alessandria sparsa la voce della loro codardia, più ad altro i soldati non pensarono che a fuggire, o a nascondersi, e tutta l'armata si disperse ⁽²⁾.

I francesi entrarono in Alessandria nella susseguente mattina, svaligiarono i soldati italiani che non erano fuggiti, e diedero il sacco alla città. Frattanto il Sanseverino per purgarsi del fallo

(1) *P. Bembi Hist. Ven.*, l. iv, p. 87. - *Chron. Ven.* t. xxiv, p. 98. - *Fran. Belcarii Comm.*, l. viii, p. 234.

(2) *Fran. Guicciardini*, l. iv, p. 228. - *P. Bembi Hist. Ven.*, l. iv, p. 87. - *Chron. Ven.*, t. xxiv, p. 99.

spargeva voce d'aver avuto incalzantissimi ordini da Lodovico il *Moro* di tornare a Milano. Credettero alcuni che le lettere da lui citate fossero state falsificate da suo fratello, il conte di Caiazzo, e nell'universale disordine non fu possibile di riconoscere se Galeazzo fosse perfido od ingannato, onde Lodovico il *Moro* non lo privò delle cariche. Intanto i francesi, avendo passato il Po, assaltarono Mortara ed ottennero a' patti Pavia prima di giugnere alle sue porte. In pari tempo i veneziani s'erano impadroniti della fortezza di Caravaggio, ed i loro avamposti stendevansi fino a Lodi. Tutte le città della Lombardia erano in grandissimo fermento, e nella stessa Milano il popolo già sollevato uccise di bel meriggio un Antonio Landriano, tesoriere del duca, nell'atto che usciva dal castello (1). Conoscendo lo Sforza l'impossibilità di sostenersi più oltre, fece partire i figliuoli alla volta della Germania sotto la custodia di suo fratello, il cardinale Ascanio, colle reliquie del suo tesoro ridotte in allora a 240,000 ducati; pose in libertà Francesco Sforza, figliuolo di Giovan Galeazzo, suo nipote e suo predecessore, e lo consegnò alla madre, Isabella d'Arragona, esortandola tuttavia a porlo in salvo dalla gelosa diffidenza di Lodovico XII. Isabella non credette a questa pur troppo tarda prova di affetto, perciocchè temeva il *Moro* assai più che i di lui nemici, e invece di ritirarsi in Germania volle aspettare i francesi per porre nelle loro mani il suo figliuolo; ma questi vin-

(1) Jos. Ripamontii Hist. Urb. Med., l. vii, p. 659.

dici da lei invocati mostraronsi inverso di lei ancora più crudeli di quel che fosse stato l'usurpatore dal quale godeva di essere liberata (1).

Provvide quindi Lodovico Sforza il castello di Milano, che in allora veniva risguardato come inespugnabile, di viveri e di munizioni di guerra bastanti per sostenere un lungo assedio, e vi pose di guarnigione tre mila fanti, sotto il comando d'ufficiali da lui scelti con estrema diligenza, ai quali prepose un Bernardino Corte, nativo di Pavia e da lui educato, in cui tanta fede avea posto che lo antepose al proprio fratello Ascanio, il quale volontariamente si offriva parato a chiudersi nel castello. E dato il governo di Genova ad Agostino ed a Giovanni Adorno; e cedute molte grazie ai principali gentiluomini di Milano, il 2 di settembre uscì dal suo castello colla scorta di una piccola schiera di soldati comandata da Galeazzo di Sanseverino e da Lucio Malvezzi, e si avviò per la via della Valtellina in Germania (2). Ma non era appena uscito di Milano che gli si accostò il conte di Caiazzo per dirgli che, abbandonando egli i suoi stati, veniva con ciò a sciogliere i suoi soldati dal giuramento di fedeltà, e li lasciava liberi di provvedere come meglio loro tornasse alla propria sicurezza; dopo il che, alzate le insegne di Francia, colla ruppa formata a spese del duca di Milano, tenne dietro al principe come nemico, finchè questi

(1) *Jos. Ripam. Hist. Urb. Mediol.*, l. vii, p. 659.

(2) *Jac. Nardi, Ist. Fior.*, l. viii, p. 104. - *Jos. Ripamontii*, l. vii, p. 659. - *Arn. Ferronii*, l. iii, p. 38.

si trovò fuori de' suoi stati. Lo Sforza, giunto a Como, s'imbarcò sul lago alla volta di Bellagio donde recossi a Bormio, ed in appresso ad Inspruck (1).

I francesi celeremente inoltravansi per approfittare della sollevazione della Lombardia e del terrore della famiglia Sforza. Se i vighi stante da Milano incontrarono i deputati di quella città che venivano ad offrirne loro le chiavi, colla riserva per altro di capitolare col re medesimo quando verrebbe a prendere il possesso de' suoi stati. Cremona, di già assediata da' veneziani, chiese di arrendersi ai francesi; ma questi rinviarono i deputati della città ai generali della repubblica. Genova si arrese colla medesima facilità; e gli Adorni e Giovan Luigi del Fiesco facevano a gara nel mostrarsi più affezionati alla Francia. All'ultimo il comandante del castello di Milano, eletto dallo Sforza fra tutti i suoi più affezionati per affidargli una fortezza di tanto rilievo, non aspettò pure il primo colpo di cannone e la cedette ai nemici per una grossa somma di danaro dodici giorni dopo il loro arrivo: ma in appresso que' medesimi che lo avevano corrotto, l'ebbero in tanto disprezzo, che, sostenere non potendo tanta infamia, egli morì disperato in capo a pochi giorni (2).

(1) *Fran. Guicciardini*, l. iv, p. 230. - *Burchardi Diar.*, t. v, p. 580. - *Rayn. Ann. Eccles.*, 1499, § 17, p. 582. - *P. Bembi Hist. Ven.*, l. iv, p. 88. - *Chron. Ven.*, t. xxiv, p. 100. - *Barth. Senaregae de Reb. Gen.*, t. xxiv, p. 568. - *Fran. Belcarri Comm.*, l. viii, p. 235.

(2) *Fran. Guicciardini*, l. iv, p. 231. - *Jac. Nardi Ist. Fior.*, l. iii, p. 105. - *P. Bembi Hist. Ven.*, l. iv, p. 88. - *Agost. Giustiniani, Cror. di Gen.*, l. v, f. 255.

La conquista del ducato di Milano erasi operata dai francesi in venti giorni. Il popolo, stracco del governo cui era stato fin allora sottomesso, erasi volontariamente sottoposto al giogo degli stranieri. Lodovico XII, appena ebbe avviso dell'accoglimento fatto a' suoi capitani, che si affrettò di scendere in Italia per prender possessione de' suoi nuovi acquisti. Sparsasi la nuova del suo imminente arrivo, tutti gli ordini de' cittadini si portarono per riceverlo tre miglia fuori di Milano. Egli entrò nella capitale preceduto da quaranta fanciulli vestiti di drappi di seta e d'oro, i quali cantavano inni in onor suo, e chiamavano il gran re, il liberatore della patria. I senatori, i giudici, i chierici, i nobili, i mercadanti, tutti gareggiavano in fargli corona come se Lodovico XII recasse alla loro patria la pace e la libertà (1).

Il primo pensiero di Lodovico fu quello di assicurarsi la signoria de' suoi nuovi possedimenti, facendo trattati cogli stati d'Italia suoi vicini. Gli ambasciatori di tutti i principi d'Italia trovavansi già in Milano, a riserva di quello del re di Napoli, don Federico. Lodovico XII accolse con dimostrazioni di singolare favore il marchese di Mantova, cui tenevasi obbligato per ch'egli non aveva preso servizio sotto Lodovico Sforza; ma non volle promettere protezione nè al duca di Ferrara, nè a Giovanni Bentivoglio, signore di Bologna, se non mercè un presente di ragguar-

(1) *Nauclerus*, l. II, apud *Rayn. Ann. Eccl.*, 1499, § 20, p. 483.

devoli somme, come compenso del favore ch'essi mostrato avevano verso il *Moro*. Accolse ancora più aspramente gli ambasciatori di Firenze. Tutti i capitani del suo esercito accusavano quella repubblica d'aver fatto ingiustamente perire Paolo Vitelli, che aveva con loro militato nel regno di Napoli ed era stato da loro stimato ed amato. Altronde i francesi non avevano dimenticata l'antica loro parzialità per i pisani, che loro parvero meritevoli di maggiore stima dopo la generosa loro resistenza, ed obbligate avevano invece i lunghi servigi e l'antica alleanza de' fiorentini per non ricordarsi di altro che della fresca loro alleanza con Lodovico Sforza. All'ultimo, il re acconsentì a stento a rinnovare l'alleanza fra i due stati. Prometteva che, venendo assaliti i fiorentini, ei li difenderebbe con seicento lance e con quattro mila fanti; ed i fiorentini si obbligavano a garantire gli stati del re in Italia con quattrocento lance e tre mila fanti. Firenze prometteva inoltre di dare al re cinquecento lance e cinquanta mila ducati per l'impresa di Napoli; ma ciò soltanto dopo che avrebbe recuperata Pisa. A tali condizioni il re obbligavasi d'ajutare la repubblica a riacquistare Pisa e Montepuleiano (1).

Lodovico XII si trattenne in Milano per poche settimane, ma in quel breve spazio di tempo tutto perdette quel favore popolare mercè del quale aveva ottenuto il dominio della Lombardia. I partigiani della Francia, per amicarsi il po-

(1) *Fran. Guicciardini*, che per attestato del Nardi era uno degli ambasciatori, l. IV, p. 237. - *Jac. Nardi*, l. III, p. 106. - *Scip. Ammirato*, l. XXVII, p. 258.

polo, avevano sparsa voce che il re era bastantemente ricco per abolire tutte le imposte, o almeno per ridurle a quel tanto che si pagava ai tempi de' Visconti. Infatti Lodovico XII concedette a tale proposito alcune grazie ai nuovi sudditi, ma queste furono minori di tanto delle imprudenti speranze loro date, che il malcontento fu così generale quanto fallace era stata la speranza. Altronde Gian Giacomo Trivulzio, che il re, partendo, aveva nominato suo luogotenente nel ducato di Milano, era piuttosto fatto per conquistare un nuovo stato che per conservarlo. Il Trivulzio era capo del partito guelfo, e non seppe dimenticare questa parzialità nel punto in cui avrebbe dovuto pensare soltanto a governare con eguale giustizia le due fazioni, ed a rappattumarle l'una coll'altra. I nobili ghibellini il riguardavano come un capo di faziosi, ed i cittadini come un soldato che diportavasi in una grande città colla rozzezza e colla ferocia degli accampamenti. Imperciocchè avevanlo veduto uccidere colle proprie mani alcuni beccaj sulla piazza del mercato, perchè ricusavano di pagar la gabella; e così erano arbitrari ed arroganti i suoi modi che in breve fece odiare da tutti e sè medesimo e il principe cui serviva (1).

Intanto Lodovico il Moro ed il cardinale Ascanio, giunti alla corte di Massimiliano, l'avevano tro-

(1) *Fran. Guicciardini*, l. iv, p. 247. - *Jac. Nardi*, *Ist. Fior.*, l. iii, p. 107. - *Chron. Ven.*, t. xxiv, p. 122. - *Diar. Ferrar. anon.*, t. xxiv, p. 375. - *Jos. Ripamontii Histor. Urb. Mediol.*, l. vii, p. 671. - *Fr. Belcarii Comm.*, l. viii, p. 238.

vato rappacificato cogli svizzeri. I due profughi furono da lui accolti con quella onestà che meritava il loro infortunio, ed ottennero quelle larghe promesse di soccorsi, delle quali Massimiliano era così prodigo. Ma questo principe mai non aveva saputo condurre a compimento una sola delle grandi cose da lui promesse: e di lui diceva uno de'suoi consiglieri, ch'è non volle giammai udire gli altrui consigli e che con tutto ciò non mai fece quello che voleva; perchè, tenendo segreti i suoi disegni, non ammetteva veruno a disaminarli con lui maturamente, e quando venivano in chiaro, perchè incominciava ad eseguirli, lasciavasi cadere d'animo per le prime difficoltà che gli si opponeano (1). Massimiliano, dopo avere promessi i più efficaci ajuti al duca di Milano, di cui aveva sposata la nipote, non si vergognò di chiederli, per levare la sua armata, quel danaro che lo Sforza aveva, e che era il solo avanzo della di lui passata grandezza. Non ignorava il *Moro* che tutto il danaro dato in prestanza al re de' romani sarebbe immantimente sciupato da' favoriti di lui; onde volle piuttosto valersi delle reliquie de'suoi tesori per assoldare egli medesimo un'armata. La guerra della Svizzera, poc'anzi terminata, aveva lasciato nella contrada medesima in cui egli si trovava, molti soldati senza soldo. Gli fu dunque facile di adunare ed assoldare cinquecento uomini d'arme borgognoni ed ottomila fanti svizzeri; e senza aspettare che tutta questa gente fosse interamente ra-

(1) *Machiavelli, Il Principe*, c. 23, p. 347.

gunata sotto le insegne, s'incamminò verso i confini della Lombardia (1).

Come prima Gian Giacomo Trivulzio ebbe avviso dell'avvicinarsi di Lodovico Sforza, richiese il senato di Venezia di far avanzare le sue truppe sull'Adda, e richiamò Ivone d'Allegre, che si era recato in Romagna per ispalleggiare i progetti di Cesare Borgia. Ma la celerità dello Sforza non lasciò tempo ai francesi e ai loro alleati di aiutarli. In sul cominciare di febbraio del 1500 il *Moro* valicò le alpi, e traghettò il lago di Como colle barche trovate alle sponde. Gli abitanti di Como, quand'ebbero avviso della sua venuta, manifestarono così vivamente la loro parzialità per lo Sforza, che i francesi si videro costretti a ritirarsi, abbandonandogli quella città. I cittadini di Milano, ed in particolare coloro che appartenevano alla fazione ghibellina, avuta la nuova che trovavasi in Como Lodovico il *Moro*, ne festeggiarono il ritorno con tanto giubbilo che i novelli ospiti loro ne furono atterriti. Il Trivulzio, credendo vicina a scoppiare una sollevazione, si chiuse precipitosamente nel castello e, dopo avervi posta una sufficiente guarnigione, ne uscì il susseguente giorno e si ritirò verso Novara, inseguito dal popolo sollevato fino alle rive del Ticino. E lasciate quattrocento lance in Novara, condusse il rimanente della sua armata a Mortara, per rice-

(1) *Fran. Guicciardini*, l. iv, p. 247. - *P. Bembi Hist. Ven.*, l. v, p. 99. - *Chron. Ven.*, t. xxiv, p. 136. - *Diar. Ferrar. anon.*, t. xxiv, p. 378. - *Jos. Ripamontii Hist. Urb. Mediol.*, l. vii, p. 672. - *Arn. Ferronii*, l. iii, p. 39.

vere colà gli ajuti cui aveva scongiurato il re di mandargli di Francia (1).

Appena i francesi furonsi partiti da Milano, che entrovvi il cardinale Ascanio, e poco dopo Lodovico Sforza. Era questi uscito dalla sua capitale il 2 di settembre del 1499, fra le imprecazioni del popolo che incalzava la sua fuga; vi rientrava cinque mesi dopo, cioè il 5 di febbrajo del 1500, ed i milanesi sembravano ebbri di gioia nel rivedere il vecchio loro signore. Queste rapide mutazioni non debbono già risguardarsi come indizi dell'incostanza del popolo: il popolo di Milano abborriva sempre del pari i soprusi, gli arbitrii, le estorsioni de' gabellieri, le perfidie della corte ed il dispotismo: soltanto porgeva troppo facile orecchio alle promesse dei principi; con troppo favorevole prevenzione accagionava sconsigliatamente di tutti i vizi dei principi i loro ministri, attribuendo a quelli tutti i nobili e generosi sentimenti, e a questi ogni danno; troppo facilmente davasi a credere che la sventura avrebbe ammendati coloro cui vedeva fatti segno a' di lei strali; e siccome il principe regnante non ometteva mai di sciogliere il popolo dalla data fede colla violazione delle sue promesse, così il popolo non aveva altro torto che quello di serbare troppo tenera memoria del precedente sovrano: indotto ad aver caro il cambiamento de' suoi signori assai più dalla costanza delle sue affezioni che dalla leggerezza.

(1) *Fran. Guicciardini*, l. iv, p. 248. - *Chron. Ven.*, t. xxiv, p. 138. - *Fran. Belcarii Comm.*, l. viii, p. 239. - *Agost. Giustiniani, Cron. di Genova*, l. v, f. 255.

Tutta la Lombardia nodriva i medesimi sensi inverso allo Sforza. Parma e Pavia acclamarono subito al vecchio loro duca. Lodi e Piacenza erano sul punto di fare lo stesso; ma l'armata veneziana, accorsa incontanente alla loro volta, riuscì a tenerle in dovere. Alessandria e tutto il paese d'oltre Po, trovandosi più esposti agli assalti de' francesi, aspettavano gli avvenimenti per decidersi; Genova non volle prendere parte nella rivoluzione. Frattanto lo Sforza non perdeva tempo e nulla trascurava di tutto quanto poteva assicurargli il recuperato dominio; mandò il cardinale di Sanseverino a Massimiliano per informarlo de' primi fatti e chiedergli soccorso, ed il vescovo di Cremona a Venezia per offrire a quella repubblica d'accettare qualunque condizione piacesse al senato d'imporgli; e fece chiedere ai fiorentini qualche sussidio di danaro in conto di alcune somme loro date in prestanza; sussidio che fu da essi negato con maggior lode di prudenza che di buona fede. I piccoli principi colsero prontamente quest'occasione di rimettersi in campo colle loro soldatesche; il fratello del marchese di Mantova, i signori della Mirandola, di Carpi e di Correggio, Filippo de' Rossi ed i conti del Verme ricuperarono i feudi ch'erano stati confiscati a loro danno da' francesi o dallo stesso Sforza, ed in appresso raggiunsero il duca di Milano colle compagnie d'uomini d'arme che ognuno di loro aveva raunate. Coll'ajuto di costoro lo Sforza raccolse mille cinquecento uomini d'arme e molti fanti italiani: e lasciato il fratello Ascanio all'assedio del castello di Milano,

passò il Ticino, prese Vigevano ed assegiò Novara. Frattanto Ivone d'Allegre, tornando di Romagna coll'armata francese e con tutti gli svizzeri rimasti in Italia al soldo della Francia, attraversò il territorio di Parma e di Piacenza, dopo avere con questi due popoli patteggiata una sospensione delle ostilità durante il passaggio della sua armata. Giunto presso Tortona, gli vennero incontro i deputati dei guelfi di quella città a chiedergli vendetta contro i ghibellini, i quali, secondo essi dicevano, avevano segrete intelligenze con quelli di Milano e si rallegravano per la ritirata de' francesi. Ivone d'Allegre prese volentieri l'incarico di fare questa vendetta; e fattesi aprire le porte della città, le diede il sacco senza fare distinzione tra guelfi e ghibellini. Dopo di ciò continuò il suo cammino alla volta d'Alessandria (1).

Gli svizzeri, che in addietro stavansi chiusi nelle loro montagne e non guerreggiavano se non per difesa della propria libertà, erano da sei anni in poi diventati quasi i soli soldati dell'Europa. Non eravi altra fanteria che potesse far testa ai loro fanti; laonde tutte le potenze facevano a gara nell'assoldarli; si permetteva loro ogni licenza; erano saziati d'oro e condotti nei più ricchi e più voluttuosi paesi dell'Europa; venivano avvezzi a tutte le delizie dell'opulenza. La più spaventevole corruzione era stato il frutto di quella subita mutazione in tutte le abi-

(1) *Fran. Guicciardini*, l. iv, p. 249. - *Jac. Nardi*, *Ist. Fior.*, l. iv, p. 109. - *Chron. Ven.*, t. xxiv, p. 141.

modini della vita di un popolo in addietro, tanto riputato per la purità de' suoi costumi e per la sua buona fede. Tutta la nazione era diventata avventuriera e mercenaria; la Svizzera aveva somministrato alle varie armate delle potenze belligeranti assai maggior numero di uomini di quello che un saggio governo avrebbe posto in arme per difendere la patria nel più grave pericolo. Il costume di risguardare la guerra sotto il solo aspetto del lucro e delle voluttà della licenziosa vita ch'essa procura, erasi sparso in tutta la popolazione; l'antica dilicatezza in fatto d'onore era cessata, e vi sottentrava la cupidigia e la brama de' piaceri; e finchè durò quella prima ebbrezza di nuovi godimenti, la nazione non fu più riconoscibile; che anzi appunto allora essa era in procinto di bruttare la sua fama con odiosi tradimenti.

I francesi furono i primi a provare i danni della perfidia degli svizzeri. Quattrocento di loro, che con Ivone d'Allegre si erano chiusi in Novara per afforzare la guarnigione, fattisi a conversare coi loro connazionali che gli assediavano, e udendo da questi che nel campo nemico si stava meglio e si toccava più grosso soldo, e che, per quanto potevano essi giudicarne, si avevano più fondate speranze di buon successo, passarono tutti sotto le bandiere dello Sforza. La loro diserzione agevolò la presa di Novara, che si arrese per capitolazione. Lo Sforza fece condurre a Vercelli, secondo i patti, la guarnigione francese rimasta in Novara, ed intraprese l'assedio della ròcca, che forse era miglior senno di ab-

leria leggiera e co' suoi uomini d'arme borgognoni. Ma gli svizzeri, di già disposti in ordinanza di battaglia, protestarono di non volere combattere contro i loro compatriotti e di volere anzi immantinenti ritornarsene alle loro case, e rientrarono disordinatamente in città; laonde tutti gli altri soldati, vedendosi da loro abbandonati, furono costretti a seguirli. Lo Sforza, disperando di poterli ricondurre alla battaglia, o di riportare la vittoria con quelle perfide truppe, pregò e scongiurò a fine che le truppe le quali volevano ritirarsi provvedessero almeno da prima alla di lui salvezza, o lo conducessero con loro. Questo sarebbe stato il più stretto dovere degli svizzeri; dovere cui importava siffattamente per l'onore della Svizzera che venisse adempiuto, che non v'ha dubbio che i loro connazionali medesimi i quali militavano nell'armata nemica l'avrebbero riconosciuto e non sarebbe stata difficil cosa che la libera ritirata dello Sforza fosse per espressa condizione pattuita nella loro capitolazione. Ma gli svizzeri vi si ricusarono aspramente, e solo proposero al duca ed a quelli de' suoi generali che potevano temere per qualche particolare motivo di essere maltrattati, di nascondersi travestiti tra i loro squadroni. Lo Sforza, ch'era già vecchio, di bruna carnagione, e di scarna corporatura, non poteva essere preso per uno di quei robusti montanari. Onde, vestitosi da frate francescano e cavalcando un ronzone, tentò di farsi credere loro cappellano. I tre fratelli Sanseverini, Galeazzo, Fracassa ed Anton Maria, vestitisi da soldati svizzeri, difilarono anch'essi in mezzo al-

l'armata francese; ma furono tutti e tre riconosciuti col duca e fatti prigionieri senza che i pretesi loro fratelli d'arme si movessero in loro difesa. La quale infamia degli svizzeri fu ancora accresciuta da alcuni traditori che additarono queste quattro vittime ai loro nemici (1).

Gli svizzeri, dopo essersi bruttati d'infamia con questo tradimento, ripigliarono la via delle loro montagne. Pure, passando per Bellinzona, quelli di loro ch' erano usciti dai quattro cantoni posti in sulle rive del lago di Lucerna (2), occuparono quella piccola città, con cui volevano avere in ogni tempo aperto il passo della Lombardia, ed approfittarono della circostanza che Lodovico XII trovarasi implicato in mille faccende per assicurarsi il possedimento di quella conquista fatta per tale modo in tempo di piena pace (3).

(1) *Comentari di Lodovico della Tremouille*, t. xiv, c. x, p. 162. L' autore dice d' avere egli stesso riconosciuto ed arrestato Lodovico il Moro in abito di francescano. Gli altri lo dicono travestito da svizzero. - *Giovanni d'Auton*, *Storia di Lodovico XII*, p. 110. - *Mém. pour l'histoire de France*, t. xiv, p. 292. - *Saint Gelais*, *Hist. de Louis XII*, publ. par Théod. Godefroi, Paris 1622, 4.^o, p. 159. - *Garnier*, *Hist. de France*, t. xxi, p. 125, 4.^o - *Chron. Ven.*, t. xxiv, p. 151. - Un certo Rodolfo di Salis, per soprannome il *lungo*, grigione, e un Gaspare Silen d' Uri, che militavano nell' armata di Lodovico il Moro, sono dal Giovio e dopo di lui dal Belcario accusati d' avere additato il duca coi tre Sanseverini ai francesi. *Comm. Rer. Gall.*, l. viii, p. 240.

(2) Lucerna, Schwitz, Ury ed Unterwalden, chiamati i quattro *Waldstätten*, ossia i Cantoni della foresta, onde il lago di Lucerna è detto *Vier Waldstätten See* ossia il lago de' quattro Cantoni forestieri. (Nota Agg.)

(3) *Fran. Guicciardini*, l. iv, p. 250. - *Jac. Nardi Hist. Fior.*, l. iv, p. 110. - *P. Bembi Hist. Ven.*, l. v, p. 100. - *Barth. Senaregae de reb. Gen.*, t. xxiv, p. 572. - *Josephi Ripamontii Hist. Urb. Mediol.*, l. vii, p. 673.

Le truppe italiane, abbandonate in Novara dagli svizzeri, vennero svaligate. Il cardinale Ascanio, non potendo difendersi in Milano colle poche truppe rimastegli, fuggì coi principali capi della nobiltà ghibellina ed avviossi a Piacenza per recarsi nel regno di Napoli; ma, giunto essendo a Rivolta presso un Corrado Landò, gentiluomo suo congiunto e vecchio amico, richiese dell'ospizio per riposarsi una notte, trovandosi stanco all'estremo. Corrado gli promise piena sicurezza ed intanto fece avvisati della di lui venuta alcuni capitani veneziani, che si trovavano in Piacenza; i quali durante la notte accerchiarono la sua casa e fecero prigioniero Ascanio con tutti i gentiluomini che lo accompagnavano. Lodovico XII, sapendo poscia che questi prigionieri erano stati tradotti a Venezia, li domandò al senato. Egli non voleva lasciare in mano di un popolo vicino alcuno de' pretendenti alla signoria dello stato nuovamente conquistato, e con tanta alterigia e tante minacce facea la domanda che non solo il cardinale Ascanio e tutti i gentiluomini presi con lui furono consegnati alla Francia, ma le furono inoltre dati nelle mani altri gentiluomini milanesi, ai quali il senato aveva promessa in solenne modo la salvaguardia (1).

Francesco Sforza aveva fondata la sua signoria colle sue guerriere virtù, ed aveva dovuto credere la propria schiatta fermamente stabilita

(1) *Franc. Guicciardini*, l. iv, p. 251. - *Chron. Ven.*, t. xxiv, p. 153-155-157. - *Jos. Ripamontii Hist. Mediol.*, l. vii, p. 673. - *Mém. de Mess. Louis de la Tremouille*, t. xiv, p. 165.

in trono; per lo contrario Lodovico XII, che riguardavasi siccome legittimo erede del ducato di Milano, era mosso da non minore invidia che odio contro colui ch'egli chiamava l'usurpatore. E questi suoi sentimenti bene li diede a divedere dopo la vittoria, trattando tutti i superstiti della famiglia di Francesco Sforza caduti in suo potere con quella implacabile durezza con cui gli uomini medioeri sogliono vendicarsi quando la fortuna fa loro buon viso. Tra i prigionieri del re trovavansi due figliuoli del grande Francesco Sforza, Lodovico il *Moro* ed Ascanio, un nipote o abbiatico legittimo di lui, chiamato Ermes, e due bastardi, per nome Alessandro e Contino, tutti e tre figliuoli di Galeazzo, e finalmente un pronipote dello stesso Francesco Sforza, chiamato pur esso Francesco, il quale era figliuolo di Gian Galeazzo e d'Isabella d'Arragona, che imprudentemente ponevalo essa medesima nelle mani di Lodovico XII. Il re costrinse a forza quest'ultimo a vestire in Francia l'abito monastico (1); fece chiudere il cardinale Ascanio in quella medesima torre di Burges in cui era stato egli stesso da due anni prigioniero, e gettare i tre figliuoli di Galeazzo in un oscuro carcere. Lodovico il *Moro*, ch'era di tutti loro il più pericoloso pel suo particolare ingegno, per la sua eloquenza, pe' suoi modi insinuanti, per la memoria di suo padre, e per la compassione che ispiravano la sua mala fortuna e le sue di-

(1) *Fran. Guicciardini*, l. iv, p. 247. - *Raynald. Ann. Eccl.* 1499, § 24, p. 483. - *Diar. Ferrar.*, t. xxiv, p. 384.

sgrazie, fu condotto a Lione ove in allora trovavasi il re. Egli venne tratto in quella città di pien meriggio, in mezzo all'affollato popolo che rallegravasi della sua miseria; fece calde istanze per vedere il re, ma ebbe la ripulsa, e dopo essere stato traslocato dalla ròcca di Pietra-incisa a quella del Giglio-san-Giorgio, venne chiuso nella ròcca di Loches, dove terminò i suoi giorni, dopo dieci anni di prigionia, di assoluta solitudine, di aspri trattamenti e di dolori (1).

(1) *Fran. Guicciardini*, l. iv, p. 252. - *Cron. Veneta*, t. xxiv, p. 161. - *Uberti Foliettae Genuens. Hist.*, l. xii, p. 675. - *P. Bèzart, Sen. Populique Gen. Hist.*, l. xvi, p. 378. - *Fran. Belcarri Comm. Rer. Gall.*, l. viii, p. 241. - *Orl. Malavolti, Stor. di Siena*, part. III, l. vi, f. 106, v. - *Mémoires du chev. Bayard*, c. xvi, t. xv, des *Mém. pour servir à l'Hist. de France*, p. 1. - *Agost. Giustiniani, Ann. di Gen.*, l. v, f. 256. - *Ar. Ferronii*, l. iii, p. 51.



CAPITOLO C.

Conquista della Romagna fatta da Cesare Borgia e sua irruzione in Toscana. — Alleanza di Lodovico XII con Ferdinando il Cattolico contro Federico d'Arragona. — E' si spartiscono tra loro due il regno di Napoli.

(1499-1501) **IN** sul finire del quindicesimo secolo era capo della chiesa l'uomo più disonesto della cristianità. Questo prete, di cui nè il pudore frenava le dissolutezze, nè la fede garantiva le promesse, nè la giustizia tratteneva la politica, nè la compassione moderava nelle vendette, e che non pertanto pretendeva ancora di essere il difensore della fede e il vendicatore delle eresie, non aveva delle cose della religione di cui era sommo pontefice, maggior reverenza che delle umane cose, e scandalizzava i fedeli non meno colle sue decisioni, contrarie alle leggi della sua chiesa, che colle sue opere. I divorzi dei principi, i voti dei prelati, i tesori destinati dai cristiani per la guerra sacra, tutto per lui era secondario alla politica, tutto veniva da lui posposto al più tenue vantaggio temporale di sè medesimo o del proprio bastardo.

Se alcuna cosa avvi che possa giustificare o

spiegare in parte quella tanta disonestà del principe di Roma, questa si è la deplorabile corruzione del paese soggetto al di lui governo. Imperciocchè lo stato della chiesa era forse allora di tutte le contrade della terra la più male governata: tanti esempi vedeansi ogni giorno di ladronecci, di perfidie e di crudeltà, e l'abitudine di vederli rinnovati ad ogni istante aveva talmente scemato l'orrore cui debbono la violenza e la perfidia causare naturalmente, che la pubblica morale aveva perduta la sua maggiore guarenzia, la quale consiste nello sbalordimento e nel terrore cui dovrebbe sempre produrre l'aperta violazione delle sue leggi fondamentali.

La parte del territorio ecclesiastico più vicina a Roma era quasi tutta caduta sotto il dominio delle due più possenti famiglie romane, gli Orsini cioè ed i Colonna. Gli Orsini in particolare avevano ampî dominii nel patrimonio di san Pietro a ponente del Tevere; i Colonna signoreggiavano vaste contrade nella Sabina e nella campagna di Roma a levante e a mezzodì dello stesso fiume. I primi venivano risguardati come capi dei guelfi, gli altri de' ghibellini; e questi nomi di fazioni, che omai più non si riferivano alla discrepanza delle opinioni, ma soltanto alla memoria degli antichi odii, rendevano con tutto ciò più accanite le contese per cui si lordava di sangue Roma ed il suo territorio. Tutta la nobiltà seguiva queste due insegne; i Savelli ed i Conti stavano d'ordinario pel partito ghibellino, i Vitelli per quello dei guelfi.

Queste famiglie avevano fondata la loro po-

tenza nella professione delle armi e nell'amore de'soldati, mentre che i governi avevano imprudentemente lasciata a mercenarie genti la difesa dello stato. Tutti gli Orsini, i Colonna, i Savelli, i Conti, i Santacroce e, per dirlo in una parola, tutti i nobili feudatari romani erano condottieri: ognuno di loro aveva una compagnia di uomini d'arme più o men grossa, ma al capitano sommamente affezionata; ognuno trattava da sè coi principi, colle repubbliche, coi papi, per condursi ai loro servigi; ognuno in que' tempi di riposo, che loro concedevano le esterne guerre, riparavasi in alcuno de'suoi castelli, lo afforzava diligentemente, e cercava di addestrare nell'arte della guerra i suoi vassalli, per trarne gente onde mettere a numero la compagnia; e per tal modo, quanto maggiore era il numero de' giovani capi in una di quelle famiglie, tanto più ell'era riputata possente.

Le frequenti accanite guerre dei Colonna ogli Orsini avevano al tutto disertate le campagne di agricoltori. Tutti gli abitanti stavansi nelle terre murate, perchè ne' villaggi aperti non v'era sicurezza nè pei raccolti, nè pei bestiami, nè per le stesse persone. Tutto ciò che si fosse lasciato in una casa isolata sarebbe stato preda de'soldati; e neanco potevano i contadini sperar profitto da alcuna sorta di coltivazione che lungo giro di tempo richiedesse. Nelle crudeli devastazioni che sì di frequente accadevano, venivano svelte tutte le viti e bruciati gli ulivi, onde più non ritraevasi dai poderi altro frutto che i prodotti annuali del pascolo e delle messi. Così andavasi allargando la

desolazione delle campagne romane, che, prive di abitatori e di alberi, senz'ornamenti, senza chiudende, non per altro si distinguevano dai deserti che a cagione di quel fuggitivo lavoro, che non lascia dopo un anno traccia alcuna di sè. Oltracciò se i villaggi murati le di cui campagne venivano tuttavia ravvivate dall'annuale lavoro, erano rovinati a cagione della guerra, l'intiero loro distretto cessava di essere coltivato. Gli è vero che spesse volte dopo l'incendio d'un villaggio e la strage de'suoi abitatori, i loro eredi si trovavano tuttavia in grado di rialzare le mura, e di porvisi in istato di difesa; ma se non avevano forza o danaro per farlo, se non potevano chiudere le brecce e se non erano in istato di resistere a un improvviso assalto, invano si sarebbero lusingati di godere essi medesimi i frutti de' loro sudori, chè i loro ricolti sarebbero stati certamente rapiti; ond' e' perivano di miseria oppure, abbandonando que' disutili poderi, andavano a lavorare in que' paesi in cui potevano procacciarsi col lavoro un sicuro sostentamento. Il mal aere del deserto prendea possesso in breve degli abbandonati campi, e se in più tranquilli tempi i loro antichi abitatori ardivano di ritornarvi, soggiacevano alle febbri marenmane. Infino a tanto che i gentiluomini abitarono le paterne ròcche in mezzo ai propri vassalli, e' posero cura cionnondimeno a riparare i disastri della guerra; e finchè non mancarono loro affatto i mezzi da tanto, ristaurarono sempre le ruinate fortificazioni e mantennero ancora ne' loro feudi qualche maniera d'industria, qualche frequenza di popolo, qualche ricchezza.

Ma poichè in tempi più tranquilli i feudatari ebbero posta la loro stanza nella capitale, gli estremi effetti delle funeste guerre de' loro antenati si fecero sentirè alla posterità, e gli ultimi avanzi della popolazione scomparvero dalle campagne di Roma.

Alessandro VI non era rimasto neutrale tra i Colonna e gli Orsini, e nei primi tempi del suo pontificato si era dichiarato contro i primi, che tenevano dalla Francia, mentre egli stava per gli arragonesi di Napoli. Vero è che nel susseguente anno i Colonna passarono sotto le insegne di Ferdinando II, e con ciò si rappattumarono per qualche tempo col papa; ma questi accostavasi di là a poco all'opposto partito ed, essendosi unito alla Francia, si fece di nuovo a perseguire i Colonna. Alessandro aizzava sempre una di quelle famiglie contro l'altra, e qualunque delle due rimanesse perdente o afflitta, ei si credeva pur sempre egualmente avvantaggiato. Cesare Borgia, duca del Valentinese, suo bastardo, s'appigliava per maggiormente abbassarli ad un altro mezzo: fecesi egli medesimo condottiere; raccolse sotto le sue bandiere tutti i gentiluomini che militavano prima sotto il comando dei Colonna e degli Orsini; e largamente pagandoli e loro dando soldati e castella, guadagnavasi l'affetto loro e infievoliva l'antico spirito di parte che favoreggiava i Colonna e gli Orsini (1).

Or mentre che l'autorità del pontefice era sì

(1) *Machiavelli, Il Principe*, c. vii, p. 254.

poco riverita nella stessa campagna di Roma, e ch'egli era costretto a guerreggiare nelle vie medesime della sua capitale ora contro i Colonna ora contro gli Orsini, era cosa naturale che le più lontane province rigettassero ancora più compiutamente il suo giogo. Alcune città eransi governate sempre, se non altro per la forma, a comune; Ancona, Assisi, Spoleto, Terni, Narni avevano rotto o sfuggito il giogo de' domestici tiranni; ma le proprie loro fazioni e le continue guerre de' loro vicini, le avevano sempre tenute in basso ed oscuro stato. Le altre città erano venute in balia dei vicari pontificii, i quali, mercè la promessa di un annuo censo che mai non era pagato, avevano ottenuta una intera indipendenza. Quasi tutta la Marca era divisa tra le due case di Varano e di Fogliano, la prima delle quali aveva ottenuta la signoria di Camerino. Giulio di Varano regnava allora in quel piccolo principato: Giovanni di Fogliano, che non molto dopo fu barbaramente ucciso a tradimento da Oliverotto suo nipote, signoreggiava Fermo (1). Sinigaglia nel 1471 era stata data in feudo da Sisto IV a Giovanni della Rovere, nipote di quel pontefice, col titolo di prefetto di Roma, e questo principe era genero ad un tempo e presuntivo erede del duca d'Urbino. L'alpestre provincia posta tra le Marche e la Toscana era governata da Guid'Ubaldo, illustré ed ultimo erede dell'antica casa di Montefeltro: questa provincia comprendeva il ducato d'Urbino da cui s'intitolava, il contado di Mon-

(1) *Machiavelli, Il Principe*, c. viii, p. 264.

teseltro e la signoria d'Agobbio. L'Italia non aveva nè più bellicosa gente, nè altra corte più letterata e più gentile. Il ducato d'Urbino confinava a ponente colle due signorie che tenevano nella Valle del Tevere Gian Paolo Baglioni a Perugia, e Vitellozzo Vitelli a Città di Castello. Avevano ambidue costoro abbracciata la professione delle armi, ed il Vitelli aveva sollevato a ricca ed alta condizione il suo piccolo stato colle pellegrine sue virtù militari, e con quelle de'suoi quattro fratelli, e coll'ottima disciplina introdotta tra i suoi vassalli.

Dalla banda della Romagna trovavasi poscia Pesaro, piccola signoria, smembrata nel 1445 da quella dei Malatesta da Francesco Sforza a favore del ramo cadetto della sua famiglia; vi regnava allora Giovanni Sforza, marito di Lucrezia Borgia, figliuola del papa, da cui aveva fatto divorzio nel 1497. Il principato di Rimini, che veniva in seguito, più non era possente come lo avevano renduto Pandolfo III e il di lui fratello Carlo nel quattordicesimo secolo. Rimini era in quel tempo governata da Pandolfo IV, che aveva cominciato a regnare nel 1482. Questo principe, figliuolo naturale di Roberto Malatesta e genero di Giovanni Bentivoglio, non si era per anco renduto famoso per altro che per le sue dissolutezze e per le crudeltà; ma trovavasi sotto la protezione della repubblica di Venezia, la quale per dilatare più maggiormente la propria autorità su tutte le coste dell'Adriatico, offriva soldo a tutti i principi di quella provincia, senza che tuttavia coloro che l'accettavano fossero tenuti a condurre essi

medesimi le compagnie degli uomini d'arme che promettevano di mantenere; altro ciò non essendo che un pretesto per avere un onorevole salario. Cesena, posta a ponente di Rimini, trovavasi in allora sotto l'immediato dominio della chiesa, la quale avevala tolta a un ramo della casa Malatesta (1). Ma Forlì, antica signoria degli Ordelaffi, era del 1480 caduta in dominio di Girolamo Riario, nipote di Sisto IV, che nel 1473 era pure stato investito dallo zio pontefice della signoria d'Imola. Questi due principati, separati l'uno dall'altro per quello di Faenza, fino dal 1488 erano soggetti al giovane Ottaviano Riario, del quale era tutrice la di lui animosa madre, Catarina Sforza, figlia naturale di Galeazzo, duca di Milano. Aveva costei sposato in seconde nozze Giovanni de' Medici, di un ramo cadetto della famiglia de' Medici di Firenze, da cui ebbe un figliuolo che acquistò poi tanta celebrità nelle guerre d'Italia. Giovanni de' Medici era morto nel 1498, ma Catarina non aveva perciò conservata minor divozione verso la repubblica fiorentina, la quale per arra della sua protezione teneva al suo soldo il giovane Ottaviano Riario. Tra i principati di Forlì e d'Imola trovavasi chiuso quello di Faenza, che per la valle di Lamone si stendeva fino ai confini della Toscana. I veneziani avevano fatti grandi sforzi per aprirsi quel passo onde assalire la repubblica fiorentina; ma all'ultimo, ottenuta la tutela del giovane Astorre III di Manfredi, principe di sedici anni, e sedata

(1) *Fran. Guicciardini, Stor.*, l. iv, p. 245.

la guerra civile scoppiata fra Astorre e suo fratello naturale Ottaviano, erano diventati quasi assoluti padroni di Faenza e di Val di Lamone (1). Si erano pure i veneziani impadroniti di Ravenna e di Cervia, togliendo la prima alla casa di Polenta, l'altra ad un ramo cadetto della casa Malatesta. Giovanni Bentivoglio fino dal 1462 regnava con assoluta podestà sulla ricca e possente città di Bologna. Il duca Ercole d'Este era per ultimo il più lontano ed il più indipendente de' feudatari della chiesa. Egli riconosceva da questa il ferrarese, che da più secoli era governato dalla sua famiglia; ed accoppiava con questa signoria i feudi imperiali di Modena e di Reggio, cosicchè appena immaginavasi che la sua causa potesse avere alcun che di comune con quella degli altri vicari pontificii.

Le numerose corti di tanti piccoli signori faceano sì che la Romagna avesse apparenza di eleganza e di ricchezza: ogni capitale era ornata di sontuosi templi e di vaghi palazzi, ognuna aveva la sua biblioteca, ed ogni corte cercava in tal maniera di abbellirsi col lusso dell'ingegno: nella turba de' cortigiani d'ognuno di que' principi annoveravasi pur sempre un qualche poeta, un qualche erudito ed un qualche filologo, e la rivalità di tutti que' piccoli stati giovava indubitabilmente ai progressi delle lettere, sebbene il più delle volte avvilisse il carattere de' letterati. Ma l'assoluta potenza suole generare dispendiosi

(1) *And. Navagero, Stor. Ven.*, p. 106. - *P. Bembi Hist. Ven.*, l. III, p. 51.

vizi; tutti gli adulatori del più piccolo sovrano ripongono la munificenza nel novero delle sue virtù; e i regoli non sanno porre maggior limite ai loro desiderii di quel che lo sappiano i signori dei più vasti imperi. Perciò le entrate di ognuno dei principi della Romagna erano sempre minori di quanto si richiedea per la propria difesa, e per appagare la loro vanità e le loro brame di piaceri. Laonde que' principi erano sempre attenti ad approfittare di ogni occasione per istrappare ai loro sudditi qualche parte delle loro sostanze; e siccome le imposte non bastavano di lunga mano, vi aggiungevano il prodotto delle ammende e delle confische. « Uno de' loro disonesti modi » di far danaro era, dice il Machiavelli, quello di » pubblicare leggi proibitive di qualche azione: » erano poi essi i primi a dar motivi di trasgre- » dirle, e non punivano i trasgressori finchè un » grandissimo numero di cittadini fossero caduti » nello stesso fallo. Allora condannavangli tutti ad » un tratto, non per amore dell'osservanza delle » leggi, ma per guadagnare le multe. Così i popoli » diventavano poveri senza ammendarsi; e quan- » do erano ridotti in miseria, cercavano di ri- » farsi di quello che avevano perduto a danno » di coloro che non potevano difendersi. » (1).

V'hanno di certi delitti che sembrano di esclusiva pertinenza di quelle famiglie che, segregate da tutte le altre, sciolte da ogni vincolo sociale, non appresero a sentire come la comune degli

(1) *Machiavelli, Discorsi sopra Tito Livio*, l. III, c. 29, p. 145.

nomini e non si credono soggette alle stesse regole di onestà. Tali erano le case sovrane della Romagna le quali diedero al popolo sì frequenti esempi d'assassinii fra i congiunti, d'avvelenamenti e di tradimenti d'ogni genere. Le nobili famiglie credevano pur esse di comprovare l'indipendenza di cui godevano colla crudeltà delle loro vendette, e perfin ne' villaggi i capi di parte covavano sempre ereditarii odii, per appagare i quali commettevano crudeltà inaudite. Per assalire o per difendersi tenevano sempre in pronto grosse bande di sgherri; nè un nemico era soddisfatto finchè rimaneva in vita una sola persona, di qualunque sesso ella si fosse, nella casa ch'è voleva distruggere. Arcimboldo, arcivescovo di Milano, essendo stato eletto cardinale di santa Prassede e legato di Perugia e dell'Umbria, e portatosi al governo di quelle province, ebbe a giudicare un gentiluomo che aveva schiacciato contro le pareti il capo de' figliuoli del suo nemico e strozzata la consorte di lui gravida; dopo di che, avendo scoperto, un altro figlio ancora in vita dello stesso suo nemico, lo aveva confitto coi chiodi alla porta della propria casa, quale trionfo della sua vendetta, in quella guisa che i cacciatori vi appiccano le aquile e i barbagianni da loro uccisi. E ciò che più importa, tanta atrocità non era sembrata ai suoi compatrioti cosa gran fatto straordinaria (1).

Siccome la desolazione della Campagna di Roma fa ancora testimonianza ai nostri giorni delle

(1) *Jos. Ripamontii Hist. Urb. Med.*, l. VII, p. 667.

antiche guerre dei Colonna e degli Orsini, così l'attuale carattere dei romagnuoli ricorda tuttavia la trista educazione data loro da' rei governi di que' piccoli principi, e dal tristo e troppo frequente esempio di tante famiglie sovrane. Dante fino dal 1300 li chiamava crudeli e perfidi, ed i loro vicini hanno di loro anche nell'età presente la stessa opinione (1).

Un così fatto governo non poteva essere amato dal popolo; la forza lo aveva stabilito e la forza lo manteneva: e se poteasi atterrarlo del pari colla forza, non doveva riuscire gran fatto difficile lo stabilirne un altro che gettasse ne' cuori più profonde radici. Avendo Alessandro VI presa la risoluzione d'ingrandire suo figlio a spese del patrimonio della chiesa, Cesare Borgia non s'ingannò giudicando che, ove potesse occupare i piccoli stati di Romagna, que' popoli gli perdonerebbero tutti i delitti, tutte le crudeltà, tutti i tradimenti commessi a danno soltanto dei loro antichi signori, purchè lo stato loro diventasse più tranquillo e ritornassevi in fiore la giustizia e la pace (2).

La segreta condizione per la quale il monarca francese aveva ottenuta l'alleanza del papa e la bolla del divorzio, era stata la promessa del re di assecondare Cesare Borgia nella sua impresa della Romagna. Infatti subito dopo la prima conquista del ducato di Milano, fatta dai francesi, il duca Valentino (che così chiamossi, dopo ot-

(1) *Inferno*, Canto XXVII, XXVIII, ed altrove.

(2) *Machiavelli*, *Il Principe*, c. VII.

tenuto il ducato del Valentinese, Cesare Borgia), il quale era con loro tornato dalla Francia, ottenne che il seguissero trecento lance pagate dal re, sotto gli ordini d'Ivone d'Allegre, e quattro mila svizzeri, comandati dal balivo di Digione e pagati dalla chiesa (1). Con queste truppe il Borgia si pose a campo sotto le mura d'Imola in sul finire di novembre del 1499. La città, ch'era mal fortificata, capitolò immediatamente, ma la ròcca oppose qualche resistenza, e negli ultimi tre giorni di novembre il fuoco degli assediati recò molto danno ai francesi. All'ultimo dovette anch'essa capitolare il 9 di dicembre (2). Il Valentino andò a campeggiare, subito dopo la resa di quella ròcca, la città di Forlì. Catarina Sforza aveva prudentemente mandato a Firenze il figliuolo Ottaviano e tutte le sue più preziose cose; e perchè non giudicò la guarnigione ch'ella aveva, sufficiente a tenere la città, si chiuse nella ròcca e la difese con virile coraggio e pari a quello con cui aveva salvata la medesima ròcca nel 1488 dalle mani degli assassini di suo marito. Cionnon-dimeno l'artiglieria francese fece una larga breccia nelle mura, le quali crollando trassero seco il terrapieno che sostenevano e colmarono parte della fossa. Catarina ed i suoi soldati, abbando-

(1) *Fran. Guicciardini*, l. iv, p. 245. - *Jac. Nardi*, l. m, p. 106.

(2) *Diar. Ferrar.*, t. xxiv, p. 373. - Udivasi fin da Ferrara il cannoneggiare della ròcca. - *Fran. Guicciardini*, l. iv, p. 245. - *Jo. Burchardi Diar. Curiae Rom. apud Jo. Georg. Eccardum, script. Med. Aevi*, t. II, p. 2109. - *Scip. Ammirato*, l. xxvii, p. 259.

nando allora la fortezza, corsero per difendere ancora la torre maestra, ma i francesi, saliti all'assalto, entrarono essi pure nella torre coi fuggiaschi, uccisero la maggior parte della guarnigione e mandarono Catarina prigioniera a Roma. Il papa la tenne per alcun tempo chiusa in castel sant'Angelo; ma Ivone d'Allegre, vergognando il male causato a quella illustre donna, fece in di lei pro così calde istanze, ch'ella fu posta in libertà (1).

La rivoluzione di Milano sopraggiunse poi ad interrompere le conquiste di Cesare Borgia. Ivone d'Allegre fu dal Trivulzio richiamato in Lombardia, allorchè il duca Valentino era in procinto d'investire Pesaro (2). La rivoluzione di Milano fu inoltre cagione di qualche raffreddamento tra il papa ed il re, perchè Alessandro rifiutava di dare aiuto ai francesi. Ma Giorgio d'Amboise, cardinale di Roano e favorito di Lodovico, credeva cosa troppo vantaggiosa l'alleanza colla corte di Roma, perchè non riuscisse ad Alessandro di rappattumarsi facilmente colla Francia. Fu prezzo di tale riconciliazione la missione di legato *a latere* in Francia, che il papa accordò al cardinale per diciotto mesi, obbligandosi in pari tempo ad aiutare il re con tutte le sue forze, allorchè questi farebbe l'impresa del regno di Napoli; in contraccambio Lodovico rimandò il d'Allegre in Roma-

(1) *Fran. Guicciardini*, l. iv, p. 246. - *Diar. Ferrar.*, p. 375, 377. - *J. Burchardi Diar. Cur. Rom.*, p. 2111. - *Jac. Nardi*, l. iii, p. 106. - *P. Bembi Hist. Ven.*, l. v, p. 98.

(2) *Fran. Guicciardini*, l. iv, p. 246. - *Jacopo Nardi*, l. iv, p. 109. - *Petri Bembi Hist. Ven.*, l. v, p. 99.

gna con trecento lance e due mila fanti, facendo inoltre assapere a tutti i potentati d'Italia, che risguarderebbe comè un'ingiuria fatta a lui medesimo ogni lorò opposizione alle conquiste di Cesare Borgia (1).

Le minacce di Lodovico XII riuscivano al duca Valentino assai più vantaggiose che non lo sarebbero state le sue armate. La seconda vittoria de' francesi nel milanese aveva causato grande e universale terrore, ed i loro alleati non tremavano meno de' loro nemici. Giovanni Bentivoglio, che a stento aveva ottenuto il perdono dei soccorsi dati allo Sforza, pagando una taglia di quaranta mila ducati (2), si astenne dal prestare ajuto ad Astorre III de' Manfredi, sebbene questi fosse figlio d'una sua figliuola. Il duca di Ferrara ed i fiorentini si mostrarono egualmente paurosi di offendere la Francia, e ricusarono ai signorotti di Romagna ogni soccorso; per ultimo i veneziani, che si erano obbligati a proteggere gli stati del Manfredi e dei Malatesta in virtù del già menzionato trattato d'alleanza e di condotta, fecero sapere ad Astorre III, signore di Faenza, ed a Pandolfo IV, signore di Rimini, che non voleano più proteggerli e rinunciavano alla loro alleanza, e fecero inscrivere il nome del duca Valentino nel loro libro d'oro, ammet-

(1) *Fr. Guicciardini*, l. v, p. 258. - *Fr. Belcarii Com.*, l. viii, p. 244.

(2) *Fran. Guicciardini*, l. v, p. 255. - *Scip. Ammirato*, l. xxvii, p. 259.

tendole in tal modo nel numero de' loro gentiluomini sovrani della repubblica (1).

Avendo Cesare Borgia uniti alle truppe francesi settecento uomini d'arme di sua leva e sei mila fanti, entrò in Romagna. Al romore di sua venuta i signori di Rimini e di Pesaro fuggirono e gli abbandonarono da codardi le capitali e gli stati loro; non così il giovane Astorre de' Manfredi, il quale animosamente imprese a difendersi in Faenza, sebbene altrò sostegno non avesse che lo zelo e l'amore de' suoi concittadini. Per altro la metà del suo piccolo stato cedette anch'essa al terrore, ed in ispecialità Valle di Lamone, la quale colla ròcca di Bersighella, che n'era la chiave, fu data al duca Valentino da Dionigi Naldo, il più riputato personaggio di quella valle, che da gran tempo trovavasi ai servigi del Borgia. Questi venne quindi ad accamparsi sotto le mura di Faenza tra i fiumi Lamone e Marzano, e prese a battere la città il 20 di novembre dal lato che guarda Forlì e chiamasi il Borgo, sebbene chiuso entro il recinto delle mura. Il quinto giorno il duca mosse all'assalto; ma gli assediati valorosamente il ributtarono; onde, incorati da questo successo assaltarono gli assalitori con frequenti sortite e quasi sempre felicemente. Avevano i faentini arse tutte le case poste intorno alle mura, e tagliati tutti gli alberi fino a ragguardevole distanza dalla città; e perchè di già cominciava a incrudelire il verno e

(1) *Fr. Guicciardini*, l. v, p. 258. • *Petri Bembi*, *Hist. Ven.*, l. v, p. 109. - *Diar. Ferrar.*, p. 389.

perchè gli assediati trovavansi sepolti in profonde nevi, il duca Valentino dovette nel decimo giorno levare il campo per ritirarsi ai quartieri d'inverno. Per altro giurò che nella seguente primavera si vendicherebbe di quella inaspettata resistenza oppostagli da un fanciullo (1).

In principio di gennajo del 1501 il Borgia tentò d'insignorirsi di Faenza con una improvvisa scalata, ma venne respinto; ritornato poscia in campo in sul cominciare di primavera, prese parecchie rocche dipendenti da quel piccolo principato, ed il 12 di aprile si fece a battere la città dal lato della fortezza. Il primo assalto da lui dato il 18 di aprile non ebbe alcun esito perchè ei fu respinto; il 21, Vitellozzo Vitelli, Paolo e Giulio Orsini ne diedero un altro e giunsero a superare il muro; ma furono tratti in una fossa che avevano a fronte, mentre l'artiglieria della piazza li fulminava di fianco; perlocchè dopo di avere sofferto una perdita considerabile furono costretti a ritirarsi. Per altro i faentini avevano dal canto loro perduta molta gente in que' fatti; non eravi alleato che si muovesse a soccorrerli, e le fortificazioni della città cadevano in rovina. Offerirono perciò di capitolare, a patto che il loro giovane signore, Astorre Manfredi, potesse andarsene ove più gli piacesse, conservando le sue entrate patrimoniali. L'accordo fu sottoscritto e le porte di Faenza vennero aperte al Valentino il 22 di aprile

(1) *Fr. Guiccardini*, l. 7, p. 259. - *Jac. Nardi*, l. iv, p. 115. - *Scip. Ammirato*, l. xxvii, p. 261. - *Diario di Ferrar.*, p. 390. - *Fran. Belcarii Com. Rer. Gall.*, l. viii, p. 244.

del 1501. Il Borgia accolse con simulata benevolenza il giovane Manfredi, che non aveva allora più di diciotto anni; e disse di volerlo tenere con sè, onde addestrarlo nel mestiere delle armi. Con tale pretesto di là a pochi giorni lo mandò a Roma, dove il giovanetto principe, dopo di essere stato vittima delle libidini del papa o del di lui figliuolo, fu strozzato con un suo fratello naturale, e i cadaveri di tutti e due furono gittati di notte nel Tevere (1).

La conquista della Romagna era compiuta colla sommissione di Faenza, ma tuttavia mancava un atto che potesse chiamarsi legittimo, il quale servisse di titolo al nuovo potere del duca Valentino. Il papa non poteva alienare i domini della chiesa senza l'assenso dei cardinali; perciò Alessandro VI con una nuova promozione volle assicurarsi il maggior numero delle voci nel concistoro. Dodici nuovi cardinali comperavano a danaro contante i loro cappelli, ristauravano lo scrigno del pontefice ed obbligavano anticipatamente i loro suffragi a favore del duca (2). Il sacro concistoro acconsentì all'alienazione della Romagna, che fu data in ducheia a Cesare Borgia, il quale, ricevutane l'investitura, aggiunse questo nuovo titolo a quello di duca del Valentinese (3).

(1) *Fr. Guicciardini*, l. v, p. 262. - *Burchardi Diar. Cur. Rom.*, p. 2128. - *Jac. Nardi*, l. iv, p. 118. - *Scipione Ammirato*, l. xxvii, p. 263. - *Diari. Ferrar.*, p. 394, 395. - *P. Giovio, Vita di Leon X*, l. 1, p. 72. - *Ann. Eccles.* 1501, § 15, p. 507.

(2) *Fr. Guicciardini*, l. v, p. 259.

(3) *Ivi*, p. 262. - *Orl. Malavolti*, par. III, l. iv, f. 107, v.

Cesare Borgia non aveva certamente risparmiato i tradimenti per insignorirsi della Romagna e non lasciava ancora di tendere insidie ai profughi signorotti per farli perire, conoscendo che, infino a tanto che rimarrebbero in vita i vecchi principi, esuli in istranieri paesi, essi cercherebbero sempre di suscitare contro di lui il popolo, ed il suo trono sarebbe sempre vacillante. Se non che egli voleva nello stesso tempo adonestare agli occhi del popolo queste crudeltà con tale maniera di governo che facesse ne' suoi stati fiorire la giustizia e la sicurezza. Erano quelle province da tanti malfattori infestate e desolate da sì crudele anarchia, che parvegli necessario di reprimere in sul principio tanti delitti cogli estremi rigori. Creò impertanto governatore di quello stato un messer Ramiro dell' Orco, prontissimo ed inesorabile uomo, più severo per indole che per massime, il quale pareva rallegrarsi di dovere ordinare supplici. Valendosi dell' illimitata autorità accordatagli da Cesare Borgia, questo supremo giudice sparse il terrore in tutte le città con sanguinose esecuzioni; perseguitò i malfattori fin nelle estreme loro latebre, moltissimi ne fece perire, costrinse gli altri a fuggire dalla provincia, nella quale fece rivivere quella regolare polizia e quella piena sicurezza nelle vie e nelle campagne, che da gran tempo più non si conoscevano. Ad ogni modo il Valentino non volle che gli si attribuissero le crudeltà del suo luogotenente: l'ordine era ristabilito; la crudeltà più non era necessaria; e gli abitanti di Cesena furono una mattina compresi d'orrore e di mara-

viglia, trovando sulla pubblica piazza eretto un patibolo dal quale pendeva diviso in due parti il cadavere dell'uomo terribile dinanzi al quale avevano fin allora tremato. Il ceppo, la scure insanguinata e le membra del cadavere erano e rimasero esposti senz'altra spiegazione (1).

La conquista della Romagna, ben lungi dal soddisfare l'ambizione di Cesare Borgia, non servì che ad invogliarlo di più alte intraprese. Il bolognese, la Toscana, le Marche e il ducato d'Urbino solleticavano a vicenda la sua cupidigia e sembravangli premii promessi alle sue ulteriori fatiche. La Toscana era di bel nuovo divisa in quattro repubbliche, Firenze, Pisa, Siena e Lucca, alle quali aggiugnvasi il piccolo principato di Piombino. Ma la contrada non era mai stata a tanta debolezza ridotta come in quel punto, a motivo delle sconsigliate guerre di Firenze e di Pisa, nè mai era stata meno atta a resistere ad un esterno nemico. Una di queste repubbliche, quella di Siena, pareva inoltre aver rinunciato a quella libertà per cui erasi renduta gloriosa. Ella si era sottoposta a un tiranno il quale, abbisognando di tutta la propria accortezza e di tutta la sua possanza per istare in sulle difese contro i suoi propri concittadini, non poteva perciò valersi al di fuori delle forze che si struggevano dentro allo stato.

Nel 1495, temendo i sanesi la vendetta de' fiorentini, cui avevano tolto Montepulciano, aveva-

(1) Quest' esecuzione ebbe luogo il 23 dicembre del 1502. *Machiav., Legaz. I, lett. 19, p. 63.* - *Idem, Il Principe, cap. vii.*

no chiamata in città una compagnia di truppe assoldate, cui diedero per capitani due dei loro concittadini, cioè un Lucio Bellanti e un Pandolfo Petrucci. Aveva il popolo in pari tempo conceduta a questi due capitani un' illimitata podestà di giudicare e punire le cospirazioni da cui si credessero minacciati. L'ufficio di questi due giudici militari doveva durare pochi mesi (1); ma Pandolfo Petrucci era troppo ambizioso per deporre la ottenuta podestà, e troppo accorto per lasciarsela rapire. A lui solo essendo additte le truppe assoldate, ei fece accusare Lucio Bellanti, suo collega, di segrete pratiche coi fiorentini e con ciò lo costrinse a fuggire. E perchè lo suocero di questi, Niccolò Borghese, capo d'una fazione opposta alla sua, tentava ancora di opporsi alla di lui autorità, Pandolfo lo fece tagliare a pezzi sulla pubblica piazza il giorno 19 di luglio del 1500 (2). Fu questa, a dir vero, la sola circostanza in cui il Petrucci spargesse sangue; ma con ciò atterrì gli altri suoi avversari, che se n'andarono volontariamente in bando. Pandolfo palliava del resto la propria tirannide col nome del monte dei Nove cui era additto e faceva le viste di servire; nè mai prese verun titolo di signore, nè mai scostossi dalle costumanze di privato cittadino: nè per sé nè per li suoi figliuoli procurò d'imparentarsi con famiglie principesche, ma soltanto co' suoi concittadini, in allora suoi eguali. Godendo della semplicità

(1) *Orl. Malavolti, Stor. di Siena*, par. III, l. vi, f. 102, v.

(2) *Id.*, f. 103.

delle vesti, non mai depose il mantello nero che portavano tutti i sanesi; si tenne, rispetto alla mensa, ne' limiti che a modesto e parco cittadino si addicono; appagandosi di una privata e comoda abitazione, sdegnò la sontuosa eleganza de' palazzi; e per dirlo in una parola, in tutto il corso del viver suo cercò di travisare e di far sì che non fosse avvertita l'assoluta sua autorità (1).

Non pertanto il duca Valentino risguardava il nuovo principato di Pandolfo Petrucci e la piccola signoria di Piombino, in cui regnava allora Giacomo IV d'Appiano, come le due parti della Toscana ch'ei potrebbe assalire con migliore speranza di felice successo, e come quelle che dovevano aprirgli la via alle ulteriori divise conquiste. Poco egli temeva degli altri stati della provincia; perciocchè la repubblica di Firenze, che ne' precedenti tempi era sempre stata la gelosa custode dell'indipendenza italiana, trovavasi talmente rifinita di forze a motivo della guerra di Pisa, dello spirito riottoso de' suoi sudditi e dei disordini del proprio governo, che a lei piuttosto si aspettava d'aver timore dell'ambizioso vicino che assaltava un dopo l'altro e soggiogava tutti i confinanti stati prima di venire con essa all'esperimento dell'armi.

Mentre che Cesare Borgia terminava colle truppe francesi la conquista della Romagna, i fiorentini avevano cercato di sottomettere Pisa, valendosi ancor essi delle truppe francesi; ma ogni loro tentativo era tornato a vuoto. Lodovico XII,

(1) P. Giovio, *Elagi d'uomini illustri*, l. 5, p. 299.

dopo la conquista di Milano apparecchiandosi a fare l'impresa di Napoli, aveva procurato che i suoi soldati si tenessero esercitati in Italia e fossero mantenuti a spese de' suoi alleati, ed aveva con tali mire dato orecchio alle contrarie negoziazioni dei fiorentini e de' pisani. I primi chiedevano al re l'adempimento de' trattati tante volte rinnovati con Carlo VIII, e la restituzione di Pisa e delle sue fortezze; domandavano gli altri che sostenuta fosse l'indipendenza loro data dalla Francia, e di conserva co' sanesi, coi genovesi e coi lucchesi offrivano al re cento mila ducati per prezzo della libertà di Pisa, di Montepulciano e di Pietra Santa; promettendo inoltre l'annuo tributo di cinquanta mila ducati, se il re obbligava i fiorentini a restituire a Pisa il porto di Livorno, che in addietro apparteneva a quella repubblica. Gian Giacopo Trivulzio e Gian Luigi del Fiesco caldamente spalleggiavano i pisani; ma in quell'occasione il cardinale d'Amboise autepose l'onore e la parola del re all'esca del danaro che venivagli offerto. Con tutti i suoi trattati la Francia aveva guarentita la restituzione di Pisa ai fiorentini, e pareva che questi avessero obbligato maggiormente alla riconoscenza il re collo zelo con cui avevano somministrati i patuiti sussidi in danaro per ricuperare lo stato di Milano dopo l'invasione di Lodovico il Moro. Perciò Giorgio d'Amboise stipulò con Firenze un nuovo trattato, in forza del quale il re prometteva di ajutare i fiorentini a ricuperar Pisa e Pietra Santa, ed obbligavasi a mandar loro a tal fine pel primo di maggio del 1500 seicento lance

e cinque mila svizzeri, colle artiglierie e munizioni necessarie. Durante questa guerra gli uomini d'arme dovevano essere al soldo del re, ma gli svizzeri dovevano essere pagati dalla repubblica fiorentina (1).

Il re aveva determinato di dare il comando di quest'armata ad Ivone d'Allegre, uno de'suoi migliori ufficiali; ma i fiorentini, che più volte avevano avuto cagione di dolersi de' generali francesi, in uno solo ponevano piena fidanza, e questi era Ugone di Belmonte, il quale, essendo stato nella precedente guerra incaricato del comando di Livorno, avea loro consegnata quella città nel pattuito termine, senza pretendere salario per aver fatto il suo dovere, e senza pensare come i suoi colleghi a vendere a' nemici del suo padrone le chiavi della fortezza affidatagli. Perciò chiesero premurosamente a Lodovico XII il Belmonte per comandare la loro armata, e l'ottennero, sebbene paresse al re che quel gentiluomo non fosse di quell'alto grado che si conveniva per tenersi ubbidiente e rispettosa una così ragguardevole armata (2):

Intanto il Belmonte si pose in cammino; ma prima ch'ei giugnesse ai confini della Toscana, i fiorentini ebbero nuove occasioni di lagnarsi della mala fede de' francesi. Si era pattuito che fino dal primo di maggio i pedoni sarebbero al

(1) Fr. Guicciardini, l. v, p. 254. - Scipione Ammirato, l. xxvii, p. 259. - Jac. Nardi, *Istor. Fior.*, l. iv, p. 110. - *Ist. di Gio. Cambi*, t. xxi, p. 150.

(2)* Fr. Guicciardini, l. v, p. 254. - Jac. Nardi, l. iv, p. 110. - Scip. Ammirato, l. xxvii, p. 259.

soldo della repubblica, e si era fatto il computo che la spesa ascenderebbe a ventiquattro mila ducati al mese, lo che corrisponde ad una lira e 92 centesimi della moneta d'oggi al giorno per ogni pedone svizzerò. Non pertanto tutto il primo mese si consumò nel taglieggiare i signoretti di Carpi, di Correggio e della Mirandola, che si erano dichiarati a favore di Lodovico Sforza. Dopo avere estorti a questi piccioli principi di Lombardia venti mila ducati ed altri quaranta mila a Giovanni Bentivoglio (1), l'armata francese entrò finalmente in Toscana per la strada di Pontremoli; ma le prime ostilità furono tentate contro di Alberico Malaspina, alleato della repubblica, che i francesi spogliarono della signoria di Massa per darla a suo fratello Gabriele. Colà i commissarii fiorentini, Giovan Battista Ridolfi e Luca Antonio Albizzi, trovarono l'armata del Belmonte e la passarono a rassegna. Avevano seguite le bandiere due mila svizzeri di più di quelli che erano stati domandati; e fu mestieri pagar loro subito due mesi di soldo, senza che avessero prestato verun servizio. Per altro l'armata si avanzò e si fece aprire le porte di Pietra Santa; ma invece di consegnare quella fortezza ai fiorentini, in conformità del trattato, la ritenne in deposito finchè il re potesse decidere, dopo la sommissione di Pisa, intorno alle ragioni di coloro che la pretendevano (2).

(1) *Fr. Guicciardini*, l. v, p. 255.

(2) *Ivi.* - *Jac. Nardi*, l. iv, p. 111. - *Scip. Ammirato*, l. xxvii, p. 259.

Finalmente l'armata giunse a Pisa, e il 29 di giugno posesi a campo tra la porta a Mare e la porta di Calci: durante la notte furono appuntati i cannoni in batteria, ed all'indomani, tre ore prima di notte, erano di già state atterrate quaranta braccia di mura. I francesi e gli svizzeri corsero subito all'assalto senza voler altro aspettare e senza aver fatta esplorare la breccia. Ma poich'ebbero superato il muro, trovarono una larga fossa di cui non sospettavano, e riuscì loro impossibile di varcarla; perlocchè, dopo avere perduta di molta gente, furono dall'oscurità della notte costretti a ritirarsi ne' loro accampamenti; e dopo questo sperimento più non fu possibile indurli a tentare alcun vigoroso assalto (1).

Non è già che alle truppe francesi mancasse l'animo, ma sibbene mancava loro la volontà di nuocere ai pisani. Appena avevano questi veduto avvicinarsi l'esercito destinato ad espugnarli, che avevano trovato il modo di ridestare in esso col loro affetto, colla loro fidanza e ad uno stesso tempo col loro valore l'antica parzialità tanto apertamente dichiarata a' tempi di Carlo VIII. L'armata francese trovavasi ancora nel territorio lucchese, che due ambasciatori pisani, appresentatisi al Belmonte, avevangli dichiarato che Pisa davasi al re di Francia. Altri ambasciatori erano stati mandati in pari tempo a Filippo di Rabenstein, governatore di Genova pel re, a fare questa dedizione, e questo capitano l'aveva impru-

(1) *Fr. Guicciardini*, l. v, p. 255. - *Jac. Nardi*, t. iv, p. 112. - *Scipione Ammirato*, l. xxvii, p. 260.

dentemente accettata in nome di Lodovico XII. E allorchè il Belmonte inviò l'araldo a far l'intima ai pisani d'aprirgli le porte della città, risposero questi di non aver altro desiderio che quello d'ubbidire al re di Francia e di ricevere la sua armata entro le loro mura; al che ponevano un solo patto, cioè che il re non gli darebbe giammai a' fiorentini (1).

Ugo di Belmonte aveva poscia mandato ai pisani Giovanni d'Arbouville ed Ettore di Montenart per esortarli a sottomettersi di buon grado agli antichi loro signori. Questi cavalieri furono condotti con solenne pompa al palazzo del comune, ove rinvennero l'immagine di Carlo VIII esposta alla venerazione del popolo col titolo di liberatore di Pisa: ivi furono supplicati a non distruggere l'opera di questo re, protettore della libertà pisana, ma piuttosto ad esortare il loro monarca a ricevere sotto il suo dominio i liberti di Carlo, o almeno a concedere loro un asilo in Francia; poichè i pisani avrebbero abbandonate le case e la patria loro piuttosto che tornare sotto il comando de' fiorentini. Cinquecento fanciulle, vestite di bianco, fattesi loro attorno, stringendo le loro ginocchia e piangendo, gli scongiurarono a mostrarsi, secondo il loro giuramento di cavalleria, i difensori delle matrone e delle vergini contro la brutale insolenza de' loro nemici: « E se non potete, soggiunse una di quelle fanciulle, pre- » starei l'aiuto delle vostre spade, non vi rifiu- » terete almeno quello delle vostre preghiere; »

(1) *Fr. Guicciardini*, l. v, p. 256.

e così detto avendo, trasseli colle sue compagne innanzi all'immagine della Beata Vergine, dove esse cominciarono a cantare in sì pietoso modo e con sì lamentevoli voci, che non vi ebbe chi potesse raffrenare le lagrime (1).

Il Belmonte era venuto a capo di spingere le sue truppe al primo assalto perchè il sentimento dell'onore e della militare disciplina avevano fatto tacere gli affetti del cuore. Ma dopo essere stati perdenti in questo primo assalto, i francesi cercarono ogni pretesto per non tentarne altri. I pisani mai non ricusavano, fosse di giorno o di notte, di aprire le porte ai soldati francesi che desideravano di entrare in città. Sempre gli accoglievano colla medesima ospitalità e collo stesso affetto; li colmavano di doni e loro additavano pure le batterie coperte, affinchè i loro amici che stavano al campo non vi si esponessero. Né i francesi erano meno attenti a porger sollievo ai pisani, imperciocchè lasciavano entrare i rinforzi che loro giuguevano dalle altre città della Toscana, col quale favore si condusse tra gli altri nell'assediate città quel Tarlatino di Città di Castello, luogotenente di Vitellozzo, che tanto si rese chiaro in questa guerra coll'intelligenza somma e colla costanza con cui difese poscia i pisani. Oltracciò i francesi saccheggiavano i convogli di vittovaglie che venivano condotti al proprio accampamento, per avere poi occasione di lagnarsi dei fiorentini che loro mancar lasciassero

(1) *Tant piteusement et de voir si très-lamentables.*
Garnier, *Hist. de France, règne de Louis XII*, t. xi, p. 130.

i viveri. Ogni giorno manifestavasi sempre più l'astio loro contro di questi. Non potendo il Belmonte ristabilire la disciplina nel campo, all'ultimo disse a Luca degli Albizzi, ch'era il commissario della repubblica rimasto presso di lui, ch'egli era determinato di levare l'assedio; e perchè l'Albizzi vi si oppose gagliardamente, attestando l'onore medesimo del re di Francia e delle sue armi, gli svizzeri lo fecero prigioniero, dicendo di volerlo custodire in pegno di certe paghe dovute ad alcuni loro compatrioti fin dal tempo della guerra di Livorno. Fu giuocoforza cedere a questa nuova violenza; Luca degli Albizzi venne redento con mille trecento ducati, e l'armata, dopo aver terminata anzi tempo quella vergognosa campagna, ripigliò il 18 di luglio la strada della Lombardia (1).

La ritirata delle truppe francesi ridusse i fiorentini alla disperazione. Facendo essi assegnamento sulla possente loro assistenza e non potendo nel medesimo tempo sostenere doppie spese, avevano licenziati i propri soldati, di modo che si trovavano quasi del tutto disarmati; onde i pisani non durarono fatica a riprendere Librafatta ed il bastione della Ventura. Inoltre Lodovico XII, siccome usano di fare le potenze alleate rispetto agli stati più deboli, imputava ai fiorentini la cagione del mal esito dovuto all'indisciplina delle sue proprie truppe. Estremo era il suo sdegno contro la repubblica, ch'egli accusava di

(1) Fr. Guicciardini, l. v, p. 256. - Scip. Ammirato, l. xxvii, p. 260. - Jac. Nardi, *Ist.*, lib. iv, p. 112. - *Ist. di Gio. Cambi*, t. xxi, p. 151.

avere lasciato il campo senza vittovaglie, d'avere male assecondati i suoi generali, ed in particolare di essersi ostinata a scegliere il Belmonte piuttosto che Ivone d'Allegre. Convenne che i fiorentini pensassero a giustificarsi innanzi a quegli di cui avevano tanta ragione di dolersi, e convenne addolcire il rifiuto che la repubblica credette di dover fare, di condurre nel susseguente anno una nuova armata francese sotto Pisa per assalire quella città con maggiore vantaggio ⁽¹⁾.

Dopo quella sgraziata campagna, Firenze rimase esausta di forze e circondata di nemici: le rivali città di Genova, di Lucca e di Siena si rallegravano della sua umiliazione ed apertamente soccorrevano a' pisani. Nello stesso territorio fiorentino, in proporzione delle sventure della metropoli, si accrescevano il malcontento e i mali umori delle città suddite. A Pistoja le due fazioni dei Cancellieri e de' Panciatichi ricominciarono la guerra civile di cui credevasi spenta ogni ricordanza dopo un intero secolo di un più fermo governo. In sul cominciare del 1501 tutti i Panciatichi furono cacciati di città; il 25 di febbrajo furono chiariti ribelli, arse le loro case e saccheggiate dai soldati le loro sostanze. In appresso i Cancellieri li perseguitarono anche fuori di città fino a san Michele e gli assediavano nella chiesa di tal nome; ma essendo stati colà soprappresi dai partigiani dei Panciatichi, che si erano adunati in gran numero per liberare

(1) *Fr. Guicciardini*, l. v, p. 257. - *Jac. Nardi*, l. iv, p. 113. - *Scip. Ammirato*, l. xxvii, p. 261.

i loro capi, dovettero volgersi in fuga, dopo aver perdute più di dugento persone (1). La repubblica fiorentina, priva quasi al tutto di soldati e coll' erario smunto per soddisfare alle incessanti domande del re di Francia, nè poteva tenere la campagna contro Pisa, nè frenare i pistolesi, nè castigare i capi delle nuove sedizioni.

La libertà toscana pareva minacciata della estrema rovina; un' invincibile gelosia acciecava tutti i vicini di Firenze e li faceva cospirare alla rovina di lei; un generale fermento faceva temere nuove rivoluzioni tra i sudditi de' fiorentini; la instabilità di un governo che rinnovellavasi ogni due mesi e che non conservava per verun rispetto le vecchie politiche tradizioni, teneva in pari diffidenza gli stranieri ed i cittadini. Venezia aveva preso a proteggere la famiglia usurpatrice della tirannide in Firenze, la quale voleva risalire sul trono; il duca di Milano e il re di Napoli più non tenevano a vicenda la lance dell'Italia; e il re di Francia, ch'era sottentrato a quello e stava per atterrare l'altro, più non proteggeva la repubblica. Il papa, ch'era il più prossimo vicino di Firenze, era pure il di lei più pericoloso nemico, perciocchè, sbandito ogni sentimento di dovere e deposta ogni cura dell'indipendenza della chiesa, ogni fede ed ogni pudore, a nulla altro intendeva che all'ingrandimento del figliuo-

(1) Guicciardini, l. v, p. 258. - *Scip. Ammir.*, l. xxviii, p. 262. - *Jac. Nardi*, l. iv, p. 117. - *Ist. di Gio. Cambi*, l. xxi, p. 152. - *Michel Ang. Salvi, delle Ist. di Pist.*, t. iii, l. xviii, p. 15-28.

lo ed aggiugnere le perfidie ed i falsi giuramenti alle armi spirituali e temporali per assoggettare la Toscana a Cesare Borgia.

(1501) La repubblica, costretta dall'impoverimento a deporre le armi, pareva comprovare a' suoi vicini le pacifiche sue disposizioni, ed invece somministrò per l'appunto con tale atto a Cesare Borgia il pretesto che questi desiderava per cominciare le ostilità. Questi, dopo avere occupata Faenza il 22 di aprile del 1501, disponevasi ad assaltare Giovanni Bentivoglio, signore di Bologna, quando il condottiere Rinuccio di Marciano, licenziato dai fiorentini, passò al soldo di questo signore colla sua compagnia; il papa e il suo figliuolo si dolsero subito altamente che la repubblica inviasse ajuti ai loro nemici, cercando soltanto di travisare la perfidia con una troppo comune astuzia (1).

Cesare Borgia si era inoltrato verso i confini del bolognese fino a Castel san Piero sulla strada d'Imola. Colà ebbe ordine da Lodovico XII di non passar oltre, perchè il Bentivoglio si era dato in fede e protezione alla Francia (2). Infatti il Borgia si astenne dall'assalirlo, ma si valse dello spavento incusogli per trarne di nuovi vantaggi; e fattosi dare Castel Bolognese, terra posta tra Imola e Faenza; e promettere un tributo di nove mila ducati, l'obbligò pure a somministrargli cento uomini d'arme e due mila fanti, per valersene poi contro Firenze.

(1) *Jac. Nardi, Ist., l. iv, p. 117.*

(2) *Fr. Guicciardini, l. v, p. 263. - Raynaldi Annal. Eccl. 1501, § 16, p. 507.*

Per premio di questa nuova alleanza il perfido Borgia appalesò al Bentivoglio le pratiche intavolate coi Marescotti, possente e ricca famiglia, stipata da numerosi clienti, la quale fin allora erasi mostrata interamente additta al principe. Il Bentivoglio comandò a suo figliuolo Ercole di assassinare Agamennone Marescotti, capo di quella famiglia, ed in seguito fece uccidere altre trentaquattro persone tra fratelli, figli, figlie o nipoti di Agamennone, e altre dugento, parte parenti e parte amici de' Marescotti. Infino a tanto che quella carnificina non fu terminata, le porte di Bologna si tennero chiuse. Il Bentivoglio costrinse tutti i giovani delle più nobili famiglie a prendervi parte, per renderli odiosi al partito contro cui voleva inferocire e per farseli più devoti col timore della rappresaglia (1).

Il duca Valentino non aveva divisato di trattenersi lungamente per soggiogare Bologna. Firenze era l'obbietto de' suoi apparecchi; egli aveva condotto al suo soldo Vitellozzo Vitelli, signore di Città di Castello, che ardentemente desiderava di vendicare la morte di Paolo, suo fratello, e gli Orsini, parenti ed alleati dei Medici. Fino dal mese di gennajo aveva mandati a Pisa alcuni rinforzi sotto gli ordini di Raniero della Sassetta e di Pietro Gambacorti (2). Poi ch'ebbe terminata la conquista della Romagna, mandò a Pisa altre soldatesche comandate da

(1) *Diar. Ferrar.*, t. xxiv, *Rer. It.*, p. 395. - *Gio Cambi*, t. xxi, p. 156. - *Fr. Guicciardini*, l. v, p. 263. - *J. Nardi*, l. iv, p. 118. - *Scip. Anunn.*, l. xxvii, p. 263.

(2) *Jac. Nardi*, l. iv, p. 116.

Oliverotto da Fermo, favorito di Vitellòzzo e reputatissimo fra' costui luogotenenti (1). Giuliano de' Medici si era portato fino a Bologna per abboccarsi col Borgia, il quale sperava di armare col di lui mezzo contro la repubblica tutti i partigiani della esiliata famiglia. Bene s' avvisava il Borgia che i Medici sarebbero sempre disposti ad accettare alle più vergognose condizioni qualunque si fosse parte della sovranità della Toscana che offrisse loro; ed infatti Giuliano dei Medici, dopo avere fatti i suoi accordi con Cesare Borgia, partì per le poste alla volta della Francia, onde persuadere Lodovico XII a rifiutare ogni soccorso ai fiorentini (2).

Pure tutte le mosse del Valentino dovevano dipendere dai vasti progetti che Lodovico XII aveva fermati contro Napoli. E di già l'esercito destinato a tale impresa cominciava a porsi in cammino. La più forte schiera, condotta dal d' Aubigné, doveva attraversare la Romagna, e raccogliervi le truppe francesi, che sotto il comando d'Ivone d'Allegre avevano fin allora militato pel duca Valentino; un'altra schiera, condotta dal balivò d'Occan, doveva battere la strada della Lunigiana, passare a Pisa ed unirsi nello stato di Piombino con Cesare Borgia, che erasi obbligato a seguire i generali francesi nel regno di Napoli. E per l'appunto in occasione di questa sua mossa alla volta di Piombino, il

(1) *Fr. Guicciardini*, l. v, p. 263.

(2) *Jac. Nardi*, l. iv, p. 116.

Borgia pensava di dare compimento alle rivoluzioni di cui minacciava la Toscana.

Cesare Borgia entrò in quella provincia dalla banda di Bologna con settecento uomini d'arme e cinque mila fanti, facendo assapere alla repubblica fiorentina ch'egli voleva attraversare il di lei territorio come amico, per recarsi a Roma, e chiedevale i viveri pagandoli a contanti. Ma poi ch'ebbe passate le gole delle montagne e fu arrivato a Barberino, mutò linguaggio. Disse di non poter darsi a divedere amico della repubblica infino a tanto che non la vedesse retta da un governo del quale potesse fidarsi; soggiunse che la chiamata dei Medici pareagli la sola cosa atta a creare in Firenze uno stabile governo, epper ciò chiese che Piero de' Medici venisse rimesso in tutta l'autorità che aveva ottenuta per l'addietro. Questi stava aspettando a Lojano, villaggio posto a' confini del bolognese, il risultamento di tali minacce. Inoltre il Borgia chiedeva che sei cittadini, indicati da Vitellozzo, gli fossero dati nelle mani, onde portare la pena dell'ingiusta sentenza pronunciata contro Paolo Vitelli; che la signoria si obbligasse a non soccorrere il signore di Piombino; e finalmente che i fiorentini l'assoldassero lui medesimo con un salario conveniente all'alta sua dignità (1).

Sedeva allora in Firenze una signoria che non ispirava nè rispetto nè confidenza; molti dei priori erano tenuti in sospetto di aver fatti segreti

(1) *Fr. Guicciardini*, l. v, p. 264, - *Jac. Nardi*, l. iv, p. 120. - *Com. di Filippo de' Nerli*, l. v, p. 88.

accordi coi Medici e col Borgia per abolire il gran consiglio e ritogliere la sovranità al popolo. Non v'era alcun cittadino che per prevalenza d'ingegno o di fama potesse assumere egli solo il timo del governo; e perchè la cosa pubblica trovavasi di vero in grandi angustie, niuno ardiva proporre ferme provvidenze per uscire d'imbarazzo. Vero è che la signoria armò una parte delle milizie del contado e le appostò alla loggia de' Pazzi, a Fiesole ed a Bello Sguardo per difendere Firenze; ma nello stesso tempo vietò qualunque ostilità, minacciò di punire severamente i contadini che opporrebbero qualche resistenza ai soldati del Borgia, ed accordò a costui di attraversare a piccole giornate il territorio fiorentino, saccheggiando e guastando tutto quello in cui s'abbatteva, sebbene pretendesse pur sempre di essere l'amico ed il confederato della repubblica.

Tra i capitani di Cesare Borgia eranvene due che non parevano fatti per ispirare diffidenza ai fiorentini. Erano costoro Raffaele dei Pazzi e Marco Salviati. Amendue discendevano da famiglie illustri per la congiura del 1478, ed era certamente poco probabile ch'e' facessero causa comune coi Medici. Tuttavolta la vanità offesa delle grandi famiglie suole piuttosto riconciliarsi con ogni specie di tirannide, che col governo popolare. I due figliuoli di coloro che avevano congiurato a pro della libertà, congiurarono per l'assoluto potere; e di conserva coi loro amici di Firenze stabilirono che i partigiani dei Medici si renderebbero padroni del palazzo, mentre ch'essi

medesimi coi soldati dei Vitelli si presenterebbero alle porte della città (1). Questa trama era in sul punto di venire a termine, quando Cesare Borgia, che per pochi giorni ancora poteva trattenersi in Toscana e che ben vedeva di non potere in sul punto di partire alla volta di Napoli, eavarne tutto quel partito che poteva sperarne in migliore congiuntura, amò meglio differire l'esecuzione de' suoi progetti ed approfittare del terrore de' magistrati della repubblica per estorcere una grossa somma di danaro. Infatti egli si fece promettere per tre anni l'annuo soldo di 36,000 ducati, promettendo di tenere trecento uomini d'arme pronti a soccorrere la repubblica in ogni suo bisogno; costrinse la signoria a dipartirsi dalla protezione del signore di Piombino; ma non si ostinò rispetto al domandato cambiamento della costituzione, o riguardo alla soddisfazione da darsi a Vitellozzo (2).

Il 4 luglio del 1501, Cesare Borgia entrò finalmente nel territorio di Piombino. Il signore di quel piccolo stato, Giacomo IV di Appiano, aveva di già devastato il proprio territorio, arsi i foraggi, tagliati gli alberi e le viti, e distrutte le poche fontane che somministravano acque salubri. Erasi in appresso chiuso nel castello di Piombino co' suoi più affezionati vassalli, e con alcuni còrsi che aveva presi al suo soldo. In pochi

(1) *Vita di Leone X, di P. Giovio. trad. da Mess. Lod. Domenichi. Firenze, 1551, in 12, l. 1, p. 74.*

(2) *Fr. Guicciardini, l. v, p. 264. - Jac. Nardi, l. iv, p. 122. - Scip. Ammirato, l. xxvii, p. 253. - Ist. di Gio. Cambi, t. xxi, p. 161.*

giorni Suvereto, Scarlino, l'isola d'Elba e quella di Pianosa si arresero al duca Valentino; ma il castello di Piombino richiedeva un regolare assedio. Il Borgia vi si pose a campo, ma dopo molti giorni d'inutili offese, videsi costretto ad allontanarsi il 28 di giugno per seguire l'armata francese (1). Nulladimeno lasciò a' suoi luogotenenti, Vitellozzo Vitelli e Gian Paolo Baglioni, l'ordine di stringere l'assedio. Giacomo d'Appiano, che vedevasi vicino a soggiacere e che temeva di cadere in mano del crudele Valentino, portossi il 17 agosto a Livorno ed in appresso a Genova, sperando di persuadere i genovesi a comperare il suo piccolo feudo, e di porlo in tal modo sotto l'egida possente della Francia; ma la guarnigione, che più non veniva incorata dalla presenza del principe, si arrese il giorno 3 di settembre. Così il Borgia pose il primo fondamento della sua potenza in Toscana (2).

Il compimento degli ambiziosi disegni del Valentino veniva sospeso dal passaggio dell'armata francese per mezzo all'Italia; chè la politica di tutti gli stati della penisola dipendeva allora da quella della corte di Francia. Questa omai non risguardava la conquista della Lombardia se non come un gradino necessario per far quella del regno di Napoli; e l'imprudente intrapresa di Carlo VIII

(1) *Fr. Guicciardini*, l. v, p. 265. - *Jac. Nardi*, l. iv, p. 123. - *Scip. Ammirato*, l. xxvii, p. 264. - *Or. Malavolti*, *Stor. di Siena*, par. III, l. vi, f. 107, v.

(2) *Bart. Senaregas de reb. Gen.*, p. 574. - *Scip. Ammirato*, l. xxvii, p. 264. - *Jac. Nardi*, l. iv, p. 126. - *Burchardi Diar. Curiae Rom.*, p. 2133. - *Orl. Malavolti*, par. III, l. vi, f. 108. - *Agost. Giustiniani*, *Ann.*, l. vi, f. 257.

pareva diventata pel di lui successore di facile esecuzione e d'indubitato esito. Le truppe francesi, dopo di avere valicate le Alpi, trovavano in Lombardia abbondanti granaj, di cui liberamente disponevano, e fortissime città che loro assicuravano il cammino fino nel cuor dell'Italia. La repubblica di Venezia, che aveva contrariati i progetti di Carlo VIII, era alleata di Lodovico XII; e trovavasi inoltre impegnata in una pericolosa guerra coll'impero turco, onde non poteva temersi ch'ella volesse provocarsi nuovi nemici sugli opposti confini. La Toscana, divisa e debole, dipendeva da' cenni del re francese, a cui non erano meno ubbidienti i principi confinanti coi veneziani. Il papa, non prendendo consiglio da altro che dall'ambizione del figliuolo, era diventato egli stesso un affezionato servitore del re. Don Federico, riposto sul trono dall'affetto dei popoli, non aveva nè tesoro nè armate; il regno di Napoli era desolato, le fortezze atterrate, gli arsenali vuoti, ond'ei non aveva quasi verun mezzo di resistenza; ed i suoi sudditi, rovinati dalla guerra crudele arrecatavi da Carlo VIII, non potevano pagare le imposte necessarie per ristaurare tutto ciò ch'era stato distrutto.

Ma se a Lodovico XII pareva facile cosa la conquista del regno di Napoli, non gli pareva così agevolmente fatto il conservarlo; egli temeva dei re di Spagna, i quali dai porti della Catalogna e della Sicilia potevano con grandissima facilità inviare rinforzi al re di Napoli e nello stesso tempo fare una diversione dalla banda dei Pirenei; temeva di Massimiliano, che, appale-

sando in ogni dieta il proprio risentimento contro la Francia, poteva alla fine suscitare contro di essa la Germania; non si fidava degli svizzeri, che, fatti più irrequieti ed intrattabili dopo di avere tradito Lodovico Sforza, parevano volenterosi di cancellare con qualche splendido fatto l'infamia di cui si erano coperti, e che da Belinzona, in cui si afforzavano, minacciavano tutta la Lombardia. All'ultimo Lodovico XII temeva che le proprie truppe cadessero vittime di quel clima meridionale, di cui avevano di già sperimentati i funesti influssi.

Dal canto suo don Federico appieno conosceva la propria debolezza, e non aveva cessato mai nè dalle preghiere nè dalle più rispettose pratiche per ottenere la pace. Aveva offerto di riconoscersi feudatario del re di Francia, di pagargli un tributo, di dargli in mano le più forti sue città e di ricevervi guarnigione francese. Si era insomma fatto conoscere apparecchiato a cedere al re tutti i vantaggi che questi avrebbe potuto conquistare, senza ch'egli dovesse esporre i soldati alle vicende, nè le contrastate contrade ai danni della guerra (1). Per uno strano accecamento Lodovico XII rifiutò tutte queste offerte, e preferì di trattare a meno vantaggiose condizioni con un principe di cui doveva assai più diffidare, e il quale, non potendo assecondarlo senza farsi reo di nera perfidia, avrebbe dovuto far arrossire Lodovico stesso di così fatta alleanza.

Il re francese rannodò adunque di bel nuovo

(1) *Summonte, dell' Ist. di Napoli*, l. vi, c. iv, p. 534.

con Ferdinando il *cattolico* le negoziazioni incominciate sotto Carlo VIII, e ch'egli aveva rotte, rinnegando le facoltà concesse a' suoi inviati, quando avea creduto di non aver di che temere da quel monarca. Pretendeva Ferdinando che Alfonso I non avesse avuto il diritto di disporre del regno di Napoli, da lui conquistato, a favore di un figliuolo naturale; e, vantandosi egli medesimo erede di quel monarca, offriva a Lodovico XII di dividere quel regno, sul quale la casa di Francia pretendeva di avere legittimi diritti quale erede della casa d'Angiò, e la casa di Arragona quale erede di quella di Durazzo, senza venire nuovamente all'esperimento delle armi per contese per cui già troppo era stata lordata di sangue l'Italia. Ferdinando mallevava Lodovico XII del buon successo dell'impresa; conciossiachè Federico aprirebbe egli medesimo le migliori sue città alle truppe spagnuole che vi sarebbero ricevute per difenderle, e le quali in quella vece non vi entrerebbero se non per darle alla Francia. L'undici di novembre del 1500 venne sottoscritto in Granata questo trattato d'alleanza tra Lodovico XII e Ferdinando ed Isabella, ma fu tenuto gelosissimamente segreto. Le parti contraenti convennero di assalire amendue ad un tempo il regno di Napoli, e di spartirselo in modo che a Lodovico restasse Napoli, la Terra di Lavoro e gli Abbruzzi, coi titoli di re di Gerusalemme e di Napoli, ed al re Ferdinando toccasse la Puglia e la Calabria, col titolo di duca di quelle due province. I due re non si obbligavano ad ajutarsi reciprocamente nell'acquisto delle province rispettive, ma soltanto a

non nuocersi. In seguito dovevano ambidue ricevere l'investitura del papa, riconoscendosi immediatamente dipendenti dalla chiesa (1).

Nello stesso tempo in cui Ferdinando sottoscriveva questo trattato egli provvedeva ad eseguirlo, senza ridestare i sospetti di don Federico o di alcun altro principe dell'Europa, ma per lo contrario facendo le viste, colla consueta sua politica, di essere intento solamente ai vantaggi della chiesa ed alla difesa della cristianità. Erasi il monarca spagnuolo dato a divedere forte commosso dalle vittorie ottenute dai turchi sopra i veneziani nel Peloponneso e nell'Adriatico, ed aveva mandato in ajuto della repubblica il suo migliore capitano, Gonsalvo di Cordova, con una flotta di quasi sessanta vascelli armati, a Malaga, ed un'armata di mille dugento cavalli ed otto mila fanti della miglior milizia. Quest'armata, di cui avremo occasione di parlare in appresso, assecondò valorosamente i veneziani, poi svernò in Sicilia per essere pronta ad eseguire i segreti disegni di Ferdinando il cattolico (2).

Lodovico XII più svelatamente apparecchiavasi alla guerra per eseguire quel suo imprudente e vergognoso trattato; imperciocchè per esso egli introduceva in quell'Italia di cui era arbitro, un rivale che un giorno doveva scacciarlo. Il suo

(1) *Francesco Guicciardini*, l. v, p. 260. - *Hist. de Louis XII par Jean de Saint Gelais*, p. 161. *Paris* 1622, 4.^o - *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gal.* l. iv, p. 248. - *P. Jovii vita Magni Consalvi*, l. 1, p. 193. - *Summonte, Ist. di Napoli*, l. vi, c. vi, t. iii, p. 535. - *Arn. Ferronii*, l. iii, p. 43.

(2) *P. Jovii vita M. Consalvi*, l. 1, p. 191, 192.

esercito, capitanato dal d'Aubignà, era numeroso di mille lance, quattro mila svizzeri e sei mila tra guaschi ed avventurieri. In pari tempo Filippo di Rabenstein, fratello del duca di Cleves, e governatore di Genova, conduceva sulle coste del regno di Napoli sedici vascelli tra brettoni e provenzali, sei caracche genovesi e sei mila cinquecento uomini da sbarco (1).

Dal canto suo don Federico, il quale aveva assoldati i Colonna, teneva pronta un'armata di settecento uomini d'arme, seicento cavalleggeri e sei mila fanti; ma riponeva ogni sua speranza in Gonsalvo di Cordova, che sapeva svernare in Sicilia con un'armata composta di valorose truppe, e il quale, secondo la promessa di suo cugino Ferdinando, stavasene pronto a difenderlo. Federico mandava dicendo a Gonsalvo di venire prontamente a raggiungerlo a Gaeta, e gli faceva aprire tutte le città della Calabria, nelle quali diceva lo Spagnuolo dovervi porre buone guarnigioni per assicurare l'esercito. Federico non omise in pari tempo di raccomandarsi all'imperatore de' turchi, pregandolo di difendere un regno che potevasi riguardare come antimurale del suo impero. Mandato poscia a Taranto, la più forte città de' suoi stati, il suo figliuolo primogenito Ferdinando, sebbene ancora fanciullo, egli andò ad accamparsi a san Germano, dove dovevano raggiungerlo tutte le truppe che gli conducevano i Colonna e quelle di Gonsalvo di Cordova (2).

(1) *Fr. Guicciardini*, l. v, p. 265. *

(2) *Ivi*.

Ma il 6 di giugno del 1501, essendo l'armata francese, divisa in due schiere, entrata già nello stato della chiesa, gli ambasciatori francese e spagnuolo presentaronsi insieme al papa ed al sacro collegio per partecipare loro il segreto trattato di divisione del regno di Napoli, sottoscritto già da sei mesi da' propri sovrani. Dissero insieme che i loro padroni non miravano ad altro, mettendosi in possesso del regno di Napoli, che ad acquistare nuovi mezzi per assalire di conserva l'impero ottomano; e richiesero il papa di spalleggiare quella pia intenzione, concedendo ai loro sovrani l'investitura delle provincie toccate nella divisione all'uno ed all' altro. Alessandro VI dovea certamente far plauso ad un trattato per cui era egli fatto arbitro fra i suoi due potenti feudatari. Pure non pubblicò la sentenza che privava Federico del trono di Napoli se non quando l'esito della guerra ebbe deciso, sebbene cotale sentenza fosse già stata pronunziata in un segreto concistoro tenuto il 25 di giugno (1).

Ferdinando era il più prossimo parente e il più intimo alleato di don Federico, il quale aveva in lui illimitata fiducia; il papa aveagli di recente concesso il soprannome di *Cattolico*, ed egli ostentava sempre il più ipoerito zelo per la propagazione della fede e per la difesa della chiesa; onde l'insigne suo tradimento eccitò quasi tanta indegnazione negli stranieri che nello stesso

(1) *Raynald. Ann. Eccl.*, t. xix, 1501, § 50 a 72, p. 519-527. - *Burchardi Diar. Cur. Rom.*, p. 2129-2131. - *Frnn. Guicciardini*, l. v, p. 266. - *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gall.*, l. ix, p. 249. - *Scipione Ammirato*, l. xxvii, p. 204.

don Federico. Gonzalvo di Cordova, volendo fino all'ultimo ingannare questo sventurato principe, gli scrisse per ismentire ciò che l'ambasciatore spagnuolo aveva pubblicato in Roma e per protestare d'essere sempre disposto a difendere colla sua armata il nipote ed il più caro alleato del suo padrone. Le quali proteste gli valsero ad acquetare le provincie ch'egli voleva attraversare, ed a facilitargliene l'occupazione: e soltanto dopo che l'armata francese ebbe toccati i confini del regno, Gonzalvo, confessando il vergognoso incarico avuto, inviò sei galere a Napoli per levare le due vecchie regine, delle quali una era sorella, l'altra nipote del suo re (1).

Le forze che Federico aveva allestite per difendersi più non bastavano contro questa doppia aggressione. I suoi soli alleati, i Colonna, erano anch'essi assaliti da Alessandro VI, ed avevano preso il necessario partito di abbandonare tutte le loro castella, tranne Amelia e Rocca di Papa, nelle quali avevano poste buone guarnigioni (2). San Germano ed i vicini luoghi eransi già mossi a ribellioni, non già perchè Federico non fosse amato più che i francesi, ma perchè i suoi sudditi non volevano prender parte in una guerra disperata. Federico, tuttavia incerto sul partito cui dovesse appigliarsi, e non potendo tenere la campagna, chiuse le sue truppe nelle città più munite per aver tempo di avvisare a più maturi consigli. Fabrizio Colonna, cui fu dato per compagno il conte

(1) *Fr. Guicciardini*, l. v, p. 267.

(2) *Ivi.* - *Burchardi Diar. Cur. Rom.*, p. 2129.

Rinuccio di Marciano, entrato recentemente al servizio di Napoli, fu incaricato della difesa di Capoa con trecento uomini d'arme, alcuni cavalleggeri e tre mila fanti; don Federico occupò Aversa con un'altra parte della sua armata, e Prospero Colonna assunse la difesa di Napoli (1).

Frattanto il d'Aubignì inoltrandosi aveva incendiato Marino, Cavi ed altri castelli dei Colonna; per vendicare alcuni baroni, partigiani della Francia, che questi avevano fatto uccidere in Roma. Giulio Colonna che doveva difendere Montefortino, abbandonò con poco onore quel castello, e l'armata francese si trovò padrona di tutto il paese di confine fino al Vulturno. Era assai difficile il tragittar questo fiume a fronte di Capoa, ma il d'Aubignì, accostandosi alle montagne, passavalo più presso alla sua sorgente, ed occupò Aversa, da cui Federico dovette ritirarsi, indi sottomise Nola e tutto il paese fino a Napoli. In seguito si rivolse contro Capoa e la investì ad un tempo da' due lati del fiume. La guarnigione resistette valorosamente al primo assalto dato dai francesi, ma si trovò molto danneggiata: veduto avendo assai da vicino il pericolo, essa temeva di soggiacere in un altro assalto; di modo che il 24 di luglio del 1501 domandò di capitolare. Il conte di Caiazzo venne accolto sul bastione per abboccarsi con Fabrizio Colonna e trattare dei patti della resa. La guarnigione, che già da otto giorni era obbligata senza posa alla custodia delle mura, credette

(1) *Fran. Guicciardini*, l. v, p. 268.

potere dipartirsi da tanta vigilanza, quando erano omai pattuite le condizioni della resa; e mentre si stava trattando, i francesi entrarono in città. Assicurasi che un borghese ne aprì loro le porte, ma che fu incontanente ucciso dai vincitori. Capoa, sorpresa mentre credeva di arrendersi, venne trattata con tutta la crudeltà con cui gli oltramontani facevano la guerra in Italia: furono uccisi sette mila abitanti nelle strade ⁽¹⁾, la città saccheggiata e tutte le donne lasciate in preda alla brutale libidine de' soldati; ma sì grande era l'orrore ispirato da quei barbari che non poche matrone gettaronsi nei pozzi per sottrarsi colla morte al disonore. Nè più degli altri luoghi furono rispettate le chiese o i monasteri, e finchè agli sventurati capoani rimase qualche cosa che muovesse la cupidigia de' soldati, i generali francesi, che pretendevano pure di rappresentare inverso a que' cittadini il legittimo sovrano, nulla fecero per proteggerli. Finalmente il saccheggio era cessato, il soldato sazio di libidine e di furti, e ristabilita la disciplina, quando si seppe che molte donne si erano riparate in una torre della città ⁽²⁾. Cesare Borgia se le fece tutte condurre

(1) *Burchardi Diar. Cur. Rom.*, p. 2132. - *Fr. Belcarii Comm.*, l. ix, p. 250. - *Summonte, Stor. di Napoli*, l. vi, c. iv, p. 535.

(2) La torre di Capoa è il subbietto d' una interessante novella in versi di Giovanni Torti. Se non che il novelliere, per accrescere l'obbrobrio e l'onta del vile e feroce bastardo pontificio, rappresentò siccome uomini miti e leali que' francesi e svizzeri che, dopo avere con insigne perfidia presa Capoa, la trattarono con una crudeltà e barbarie da disgradarne gli Unni o qualsivoglia più selvaggia nazione.

(Nota aggiunta).

dinanzi e, dopo averle diligentemente esaminate, elesse le quaranta più belle e mandolle nel suo palazzo di Roma per formare il suo aremme (1).

Fabrizio Colonna, don Ugo di Cardone e più altri ragguardevoli capitani rimasero tra' prigionieri. Il conte Risuccio di Marciano, ferito da una freccia, era pure caduto in mano de' soldati del Valentino, ma morì in capo a due giorni; e fu creduto che Vitellozzo Vitelli avesse fatte avvelenare le sue ferite, perciocchè la rivalità di questo capitano con suo fratello Paolo era stata una delle cagioni del costui supplizio (2).

La perdita di Capoa diè l'ultimo crollo alla già vacillante fortuna di Federico. Abbandonata la capitale, cui più non poteva difendere, egli si chiuse in Castel Nuovo, e permise alle città di Napoli e di Gaeta di aprire, senza essere assalite, le porte ai francesi. La prima si riscattò dal sacco con una taglia di sessanta mila ducati; ed il 25 di agosto, sei giorni dopo l'ingresso dei francesi in Napoli, don Federico diede loro egli medesimo il Castel Nuovo. Lo sventurato monarca promise al d' Aubigné di porlo pacificamente in possesso di tutto ciò che ancora possedeva in quella parte del regno di Napoli che toccava ai francesi in virtù del trattato concluso con Ferdinando il cattolico, riservandosi soltanto l'isola d'Ischia, a patto che per lo spazio di sei mesi quell'isola non dovesse venire assalita. Stipulò in pari tempo un'amnistia a pro

(1) *Fran. Guicciardini*, l. v, p. 268. - *Jac. Nardi*, l. iv, p. 124. *Orl. Malavolti Stor. di Siena* par. III, l. vi, f. 108.

(2) *Fran. Guicciardini*, l. vi, p. 269.

di tutti coloro che si erano dichiarati contro la Francia dopo la conquista di Carlo VIII, ed a favore dei cardinali Colonna e di Arragona si fece promettere la conservazione delle entrate ecclesiastiche ch'essi avevano nel regno (1).

Forse in uin tempo erasi veduto maggior numero d'illustri vittime delle politiche rivoluzioni, di quelle che allora si trovavano nell'isola d'Ischia. Eravi in quel castello Isabella d'Arragona, sorella di don Federigo, da prima consorte del gran Mattia Corvino, re d'Ungheria, poi di Uladislao, re di Boemia. Costei aveva col suo favore procurata ad Uladislao la corona d'Ungheria; e questi in contraccambio l'aveva ripudiata per isposarsi ad altra donna. Eravi pure Beatrice, duchessa di Milano, moglie di Lodovico il Moro e figliuola d'Alfonso di Napoli: il marito e il padre di lei avevano perduti i loro dominii; il padre erale morto in esilio, il consorte ed il figliuolo erano in carcere. Eravi per ultimo il re Federigo, colla moglie e con quattro figliuoli in tenera età. Vero è ch'ei non istette lungamente in questo ritiro; e forse avrebbe più prudentemente adoperato, aspettandovi qualche cambiamento di fortuna. Così fieramente era sdegnato contro il suo cugino, Ferdinando d'Arragona, che amò meglio darsi nelle mani di un nemico che gli aveva sempre fatta guerra aperta. Egli si attenne al consiglio di Filippo di Rabenstein, che era giunto ad Ischia colla sua flotta: da questo

(1) *Fran. Guicciardini*, l. v, p. 269. - *Jac. Nardi*, *Ist. Fior.*, l. iv, p. 125. - *Burchardi Diar. Cur. Rom.*, p. 2132.

ammiraglio ebbe un salvacondotto per recarsi in Francia con cinque galee leggieri, e salpando dall'isola inviò la maggior parte de' suoi uomini d'arme a Taranto, che si difendeva ancora in nome di suo figlio primogenito. Affidò il comando d'ischia al marchese del Guasto ed alla contessa di Francavilla. Lasciò pure in quell'isola Fabrizio e Prospero Colonna, il primo de' quali era stato forzato a riscattarsi dai francesi dopo la presa di Capoa. Lodovico XII, commosso dalla confidenza di don Federigo, gli concedette infatti il ducato d'Angiò e trenta mila scudi di rendita, invece del regno che aveva perduto; ma a condizione che mai non uscirebbe di Francia: e sebbene non fosse suo prigioniero e fosse venuto sotto la fede di un salvacondotto, Lodovico XII lo pose sotto la sopravveglianza del marchese di Rothelin, che con trecento uomini ebbe ordine di fare onorevole guardia alla sua persona, benchè in fatto il guardasse per assicurarsi di lui (1).

La conquista dell'altra metà del regno di Napoli che faceva Gonsalvo di Cordova non fu così rapida; egli l'aveva incominciata più tardi e con più deboli forze, ed inoltre aveva incontrato maggior resistenza negli abitanti. Vedevano questi con estremo dolore la loro patria divisa, e almeno, poichè dovevano cessare d'avere il proprio re, desideravano di venire sotto il domi-

(1) *Summonte, Ist. di Napoli*, l. vi. c. iv, p. 537. - *Fr. Guicciardini*, l. v, p. 269. - *Jean de Saint Gelais, Hist. de Louis XII*, p. 163. - *Barth. Senaregae de reb. Gen.*, p. 573. - *Ist. di Gio. Cambi*, t. xxi, p. 166. - *Rayn. An. Eccl.*, 1501, § 74, p. 528. - *Arnoldi Ferronii*, l. iii, p. 43.

nio francese. Pure, perchè il loro monarca ave-
vali abbandonati e niun altro principe prendeva
a difenderli, si andarono sottomettendo mano
mano che gli spagnuoli faceano loro l'intima di
arrendersi. Le sole città di Manfredonia e di Ta-
ranto sostennero l'assedio: breve fu quello di
Manfredonia, ma quello di Taranto lunghissimo,
sebbene vi stesse a campo lo stesso Gonsalvo.
La città, posta in un' isola unita al continente
per due soli ponti, e abbondantemente provve-
duta di vittovaglie, era abbastanza forte per
rendere lungamente vani tutti gli sforzi degli as-
sedianti; e Giovanni di Guevara, conte di Poten-
za, ajo del giovanetto Ferdinando, che vi co-
mandava, affidato alla naturale forza della piaz-
za, evitava le sortite, le scaramucce ed ogni
piccola zuffa, che ad altro non avrebbero servito
che ad indebolire la guarnigione. All'ultimo aven-
do Gonsalvo trasportato una ventina di navi ar-
mate entro a un seno di diciotto miglia di circui-
to, detto dai tarentini il mare interno, il conte
di Potenza, che non credeva di essere assalito
da quel lato e non vi aveva fatta alcuna nuova
opera di difesa, si mostrò disposto a capitolare,
tanto più che il Gonsalvo gli aveva fatte offrire
onoratissime e vantaggiose condizioni. Il gene-
rale del re cattolicò girò sull'ostia consacrata
nella più solenne forma, che avrebbe data al
giovane Ferdinando, duca di Calabria, la li-
bertà di ritirarsi ove più gli piacesse. La città
fu ceduta a tal patto, e il giovane principe,
secondo gli ordini avuti dal padre, s'avviò su-
bito per la strada di Bitonto per venire nella

parte del regno occupata dai francesi. Ma non era appena giunto in quella città, che fu arrestato per ordine del Gonsalvo, ricondotto a Taranto e di là imbarcato e mandato prigioniero in Ispagna, malgrado le rimostranze sue e dell'ajo, che amaramente dolevasi d'averlo fatto cadere nella insidia. Gonsalvo di Cordova era, non dirò religioso, ma superstizioso e fanatico; e non pertanto ei si rendeva per politici riguardi reo del più infame spergiuo; ma egli non si dava la briga d'illuminare la propria coscienza, e rimettevasi in tutto al suo direttore spirituale; e non mancarono teologi che gli dissero e pubblicarono per sua difesa ch'egli aveva giurato, non per sè medesimo, ma pel suo padrone, onde non era stretto al giuramento nè egli nè il suo signore, poichè il Gonsalvo erasi per questi obbligato senza di lui saputa (1).

Così cadde per non più risorgere quel ramo della casa d'Arragona, che aveva regnato a Napoli con tanto splendore per lo spazio di sessantacinque anni, e così fattamente promosso l'incremento delle lettere italiane. Federigo colla troppo precipitosa sua ritirata si privò d'ogni speranza di ricuperare il regno mercè i dissidi dei monarchi che lo avevano diviso. Egli morì in Angiò il 9 di settembre del 1504. Suo figlio Ferdinando, duca di Galabria, morì in Ispagna soltanto nel 1550, dopo essersi ammogliato due

(1) Paolo Giovio, che riferisce questo sosisma, sembra risguardarlo come un argomento senza replica. *Vita magni Consalvi*, l. 1, p. 195-199. - *Fran. Guicciardini*, l. 7, p. 270. - *Fran. Belcarii Comm.*, l. ix, p. 251.

volte, ma sempre, così richiedendolo la politica spagnuola, con donne conosciute sterili per prova. Alfonso, il secondogenito, che aveva seguito il padre in Francia, morì a Grenoble nel 1515, non senza sospetto di veleno, e l'ultimo, Cesare, morì a Ferrara in età di diciott'anni. Delle figliuole del re Federigo, la sola Carlotta, maritata col conte di Laval, lasciò prole (1).

(1) *Summonte, Ist. di Napoli*, l. vi, c. iv, p. 537. • *Mur.*, *Ann. d'Italia*, an. 1501, t. x, p. 7. - Niccolò, conte di Laval, governatore ed ammiraglio di Bretagna, che sposò Carlotta, non lasciò che una figlia, Anna di Laval, maritata a Francesco della Tremouille. Pel quale parentado la casa della Tremouille pretese poscia aver diritto sul regno di Napoli.



CAPITOLO CI.

Guerfa nel regno di Napoli tra Lodovico XII e Ferdinando il cattolico; sollevazione d'Arezzo; conquiste di Cesare Borgia; battaglia di Cerignole; i francesi sono scacciati dal regno di Napoli.

(1501-1503) GLI oltremontani, che in principio del sedicesimo secolo guerreggiavano in Italia, non celavano in alcun modo la diffidenza, il disprezzo e l'odio ch'ei nutrivano contro la nazione a' cui danni scendevano. Questi sentimenti appalesansi scopertamente nelle scritture de' contemporanei, e perchè altri posteriori avvenimenti più d'una volta li giustificarono, confermossi tutta Europa in un pregiudizio svantaggioso alla nazione che all'ultimo soggiacque. Pure, almeno a que' tempi, l'avversione degli oltremontani contro gl'italiani altro non era che l'odio che nutrono tutti i barbari contro le nazioni ridotte a maggiore civiltà. Ben s'avvisavano essi di quanto gli avanzassero i loro nemici per ingegno, per senno e per dottrina; e appunto per questo odiavano l'Italia. Dicevano, queste doti accoppiarsi necessariamente colla dissimulazione e colla perfidia, e, attribuendo a sè medesimi la palma del

valore e della lealtà, lasciavano sprezzosamente agl'italiani il merito della sottigliezza e dell'avvedutezza. Ogni nazione, paragonandosi agl'italiani, davasi vanto di qualità incompatibili con que' meschini artifici che sono proprii di un popolo giunto all'estrema civiltà; ed esaltavano ora la buona fede teutonica, ora la rozza franchezza elvetica, l'onore francese, la lealtà castigliana. Per altro parve che ognuna di queste nazioni ponesse ogni sua cura nel dare nel periodo di pochi mesi, e nella stessa Italia, tali e tante prove di perfidia, che i più diffamati politici italiani non le avrebbero mai pareggiate.

Massimiliano d'Austria, che vantavasi di essere ancora più cavaliere che re, non aveva fino a quel punto presa veruna parte importante nelle cose d'Italia; ma più tardi ed in occasione delle sue contese con Venezia mostrò in particolar modo quant'egli fosse poco leale osservatore delle proprie promesse. Pure la sua poca fede aveva di già renduta la di lui alleanza fatale a coloro che l'avevano comperata: perciocchè aveva ingannati i pisani, cagionata la ruina di Lodovico Sforza, e contribuito a quella di Federico d'Arragona. Questo re di Napoli aveva dati in prestito a Massimiliano quaranta mila fiorini, a patto ch'ei non dovesse fare accordi colla Francia senza comprendervi il regno di Napoli. Ma il prodigo e spensierato Massimiliano, che per le sue insperate profusioni poneasi ognora alle strette, e che durante tutto il suo regno altro non fece che promettere a prezzo di danaro e mancare di fede allo stesso prezzo; acconsentì per un sussidio pa-

gatogli dalla Francia a far con Lodovico XII una tregua di più mesi senza comprendervi don Federico, dando così tempo al francese monarca di assalire il re di Napoli e di balzarlo dal trono (1).

Il tradimento degli svizzeri a Novara, di cui fu vittima Lodovico Sforza, lasciava a quella nazione assai poco diritto per vantare la propria lealtà; tanto più che quel vile patteggiamento fu preceduto e seguito da molti altri che, sebbene meno strepitosi per l'importanza degli avvenimenti, e meno funesti per le loro conseguenze, non perciò erano meno contrari alla fedeltà ed all'onore militare.

L'operato del governo francese era quasi sempre stato macchiato da pari perfidia; la Francia aveva fatto traffico delle sue alleanze or coi pisani, or coi fiorentini, or col duca Valentino; aveva per danaro dati in preda ai loro nemici coloro ch'ella aveva promesso più solennemente di proteggere; e la costante sua alleanza con Cesare Borgia l'aveva fatta partecipe di tutti i delitti di quell'uomo perfido. Ma la Spagna avanzava ancora tutte le altre potenze per la impudente sua perfidia. Pareva che Ferdinando il cattolico si recasse a merito di non promettere che per mancar di fede, ch'ei si facesse un trastullo de' giuramenti, come i fanciulli de' fantocci, e pigliasse diletto a moltiplicare gl'inganni, anche più che non richiedesse il buon esito de'suoi disegni. I due spagnuoli, Alessandro VI e Cesare Borgia, suo bastardo, fondarono in certo qual modo col

(1) *Fran. Guicciardini*, L. 5, p. 260.

loro esempio la terribile scuola machiavellica; e lo stesso eroe della Spagna, Gonsalvo di Cordova, meritò più volte a ragione il rimprovero di perfidia.

Ma niun patteggiamento di quel secolo inchindeva più perfida violazione di tutti i diritti e di tutti i doveri; quanto il trattato di Granata per lo spartimento della monarchia di Napoli: niun altro trattato svelava in coloro che lo sottoscrissero maggior disprezzo per ogni obbligo o riguardo di onestà, e per le leggi dell'onore. Ben era d'uopo essere accécati dalla cupidigia per isperare che l'una parte o l'altra eseguirebbe di buona fede una convenzione fondata sopra la sovversione di ogni fede, di ogni principio. Una tale convenzione non poteva produrre altro che la guerra, e non la pace; ed infatti, appena fu terminata la conquista del regno di Napoli dai due principi che avevano cospirato a quel tradimento, ch'è cominciaron a contrastarsene colle armi le province.

Il trattato di Granata aveva posto per base della divisione l'antico spartimento del regno di Napoli in quattro province, e due ne attribuiva ad ognuno dei contraenti. Queste quattro province erano la Campania, l'Abbruzzo, la Puglia e la Calabria. La Campania comprendeva tutto quel territorio che oggi chiamasi Terra di Lavoro e i due Principati; l'Abbruzzo comprendeva i due moderni Abbruzzi e la contea di Molise. Queste erano le province assegnate alla Francia. La Puglia comprendeva la Capitanata, la terra di Bari e quella di Otranto; la Calabria comprendeva la

Basilicata e le due moderne Calabrie. Per altro quest' antica divisione del regno era stata cambiata dal re Alfonso I. Le province della Capitanata e della Basilicata, smembrate l' una dalla Puglia, l' altra dalla Calabria, non erano state chiaramente indicate nel trattato di Granata siccome devolute al re di Spagna. Alcune città della prima erano state occupate, senza rimostanze in contrario, da' capitani francesi a nome del conte di Ligni, cui erano state concesse in feudo da Carlo VIII: altronde pareva che la Capitanata non si potesse spartire dagli Abbruzzi; poichè l' entrata delle due province consisteva quasi tutta nelle gabelle delle mandre che in tempo d' estate pascolavano le erbe delle alte montagne dell' Abbruzzo e nell' inverno quelle delle aduste campagne della Puglia (1).

Le ostilità cominciarono ad Atripalda nella Basilicata; i francesi se n' erano impossessati, e gli spagnuoli li soprapresero e li discacciarono. Pure nè gli uni nè gli altri erano apparecchiati ad una nuova guerra. Luigi d' Armagnacco, duca di Nemurs, vicerè di Napoli per Lodovico XII, acconsentì ad abboccarsi con Gonsalvo di Cordova nella chiesa di sant' Antonio tra Atella e Melfi, per discutere i punti intorno ai quali non andavano d' accordo. In quell' abboccamento essi pattuirono che, in pendenza della decisione dei loro monarchi per la dilucidazione del trattato,

(1) P. Jovii *Vita M. Consalvi*, l. 1, p. 199. - *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V*, l. 1, f. 18. - *Venezia 1674 in 4.º* - *Fran. Guicciardini*, l. v, p. 274. - *Fran. Belcarri Comm.*, l. ix, p. 253.

le città controverse sarebbero governate in comune dai due vicerè, i quali vi spiegherebbero ciascuno l'insegna della sua nazione, e che le gabelle del pedaggio delle mandre, che davano cento mila ducati all'anno, e che formavano il più pretto reddito del regno, reddito che sarebbe stato affatto perduto pei francesi se avessero rinunciato la Capitanata, verrebbero per egual porzione divise fra loro e gli spagnuoli (1).

Quella transazione, favorevole ai francesi, non era stata dal Gonsalvo accettata se non perchè egli ben conosceva di essere più debole; per essa ottennessi almeno il tempo di scrivere alle corti. Confessarono i due re di non conoscere il paese e di non avere prevedute le difficoltà ch'erano insorte; ma, sentendo ambidue l'impossibilità di conservare la pace, invece di comandare ai loro vicari di definire la controversia all'amichevole, raccomandarono loro di approfittare il più che si potesse delle circostanze, e di spiegare a proprio vantaggio tutto ciò che fosse oscuro. L'uno e l'altro monarca volevano la guerra, ma i francesi trovaronsi apparecchiati a sostenerla prima degli altri. Perciò il 19 di giugno del 1502 il Nemurs fece dire al Gonsalvo che se non gli veniva restituita la Capitanata, i francesi si farebbero da sé giustizia colle armi; e subito dopo assaltò Atripalda, l'occupò di nuovo, e nello stesso tempo fece cominciare le ostilità su tutto il confine. Il Gonsalvo, avuta notizia che i principi di Salerno

(1) *P. Jovii de Vita M. Carisabii*, l. II, p. 204. - *Al. de Ulloa, Vita di Carlo V*, l. I, f. 18. - *Fran. Guicciardini*, l. V, p. 175.

e di Bisignano eransi dichiarati a favore dei francesi, e che tutto il paese era agitato, fuggì di notte da Atella, e si ritirò prima ad Andria, poi a Bitonto ed a Barletta, distribuendo tutte le truppe che gli rimanevano nelle fortezze, ed abbandonando la campagna alle incursioni de' francesi (1).

Gonsalvo di Cordova aveva scelta Barletta per farvi la massa de' suoi, aspettarvi i soccorsi di Spagna, e lasciar tempo ai francesi di snervarsi nella guerra d'assedii. La città di Barletta, fabbricata dall'imperatore Eraclio al sud-est della foce dell'Ofanto, era stata spesso volte la stanza degli antichi re di Napoli: angusto era il suo porto e non sicuro per tutti i venti, e le vecchie sue mura non avevano terrapieni. Ma il Gonsalvo vi adunava i suoi più valorosi soldati, ed i baroni del regno che si erano dichiarati a favore della Spagna. L'antico partito arragonese, il quale non aveva preso parte al fiero sdegno di Federico, era rimasto fedele agli spagnuoli, e mentre che questo re aveva preferito di porsi in mano della Francia, piuttosto che commettersi alla trista fede di suo cugino, quasi tutti coloro che l'avevano seguito nell'esilio, e in particolare Prospero Colonna trovavansi in allora presso il Gonsalvo. Per lo contrario l'antica fazione d'Angiò si era ovunque dichiarata favorevole ai francesi, ed era appunto più potente nelle province cedute alla Spagna.

Nel consiglio di guerra tenuto dal duca di Ne-

(1) *Fran. Guicciardini*, l. v, p. 275. - *P. Jovii Vita M. Consalvi*, l. II, p. 202. - *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V*, l. I, f. 18.

murs intorno al modo di trattar la guerra, Andrea Matteo d'Acquaviva, duca d'Andria, il più riputato tra i baroni angioini e come letterato e come guerriero, propose di assediare Bari, la più florida città ed il miglior porto che gli spagnuoli avessero sull'Adriatico. Diceva che la conquista di quella città trarrebbe seco quella di Giovenazzo e di Bitonto, e la rivoluzione di tutta la provincia. Ma Isabella di Arragona, figlia di Alfonso II e vedova di Giovan Galeazzo Sforza, aveva il comando di Bari, che le era stata concessuta in appannaggio; ed i generali francesi non avrebbero assalita di buon grado una donna, il di cui padre e marito erano stati da loro privati del trono, e di cui tenevano in prigione il figliuolo; una donna fatta da loro tanto infelice, e di cui rispettavano il carattere. Ivone d'Allegre e il la Palice dissero ch'essi credevano più conveniente all'onore de' cavalieri francesi ed in pari tempo alle regole dell'arte militare di assalire lo stesso Consalvo nella città in cui si era chiuso, di non dargli tempo di accrescerne le fortificazioni, e di approfittare dell'impeto francese per terminare la guerra sulle braccia di Bartolotta medesima (1).

Il duca di Nemurs, uomo di non molto ingegno, nè d'assai ferma e risoluta indole, appigliossi, come il più delle volte sogliono fare gli uomini mediocri, ad un partito di mezzo tra i due che gli venivano proposti, e con una fallace

(1) *P. Jovii Vita M. Consalvi*, l. II, p. 203. - *Alf. de Ulloa, vita di Carlo V*, l. II, f. 18.

prudenza si privò dei vantaggi dell'uno e dell'altro. Assaltando Bari, ei temeva di lasciare il Gonsalvo in libertà; temeva, assediando Barletta, che l'ingegno del gran capitano e il vigore di una grossa armata non gli dessero troppe brighe, e risolse di bloccare soltanto Barletta. Luigi d'Ars, Chatillon de Formant, e Ghandieu o Chandenier, comandante degli svizzeri, furono dello stesso parere. Il d'Aubignì fu inviato con un terzo dell'armata francese a fare un'invasione nella Calabria. Egli si era fatto amare e riverire in quella provincia in tempo della precedente guerra con giusti e miti governi; ed infatti non vi fu appena ritornato, che i principi di Salerno e di Bisignano, della casa di Sanseverino, ed il conte di Mileto, accorsero sotto le sue bandiere; tutte le città e la stessa Cosenza, capitale della provincia, aprirono le loro porte ai francesi; e le guarnigioni ed i magistrati spagnuoli si ritirarono in Sicilia, lasciando che il d'Aubignì stendesse il suo dominio fino al faro di Messina (1).

Intanto il duca di Nemurs andava prendendo varii posti intorno a Barletta, ed occupando tutti i vicini castelli; tentava di togliere al Gonsalvo i viveri e di chiuderli i passi verso altre parti del regno: non mai lasciava impegnare le sue truppe in altre azioni che in iscaramucce di poca importanza; e rinnovava l'errore in cui caddero parecchi generali francesi, di lasciar languire i soldati nel tedio e nell'impazienza, spegnendo in tal

(1) *P. Jovii vita M. Gonsalvi*, l. II, p. 204. - *Alf. de Ulloa*, *Vita di Carlo V*, l. I, p. 19.

modo quell'ardore e quell'impeto loro proprio, mercè del quale avrebbero ottenuta la vittoria.

Mentre che i due generali cansavano le campali battaglie e i sanguinosi scontri, l'uno per prudenza, l'altro per imperizia, le due armate, la di cui cavalleria era tutta composta di coraggiosa nobiltà, cambiava la guerra in tornei ed in formali duelli. Gli uomini d'arme francesi, riconoscendo il valore della fanteria spagnuola, sprezzavano la cavalleria, siccome quella che pareva loro addestrata nelle scuole dei mori, e più atta a caracollare che a combattere. Rispondevano loro gli spagnuoli, che ad armi eguali ed in egual numero, non temevano i francesi. Si fece patto per tanto che undici cavalieri francesi combatterebbero contro undici spagnuoli. I più riputati dei campioni francesi, erano il Bajardo, soprannominato il cavaliere senza paura e senza macchia, e Francesco d'Urfè, signore d'Orose; e degli spagnuoli Diego de Vera e Diego Garcia de Paredes. I veneziani, che comandavano a Trani, e che stavansi affatto neutrali fra le due armate, accordarono lo steccato e nominarono i giudici del campo. Doveva la zuffa aver fine col tramonto del sole, e coloro che fossero stati scavalcati, o cacciati fuori dell'aringo più non dovevano prendervi parte. Al primo scontro furono buttati a terra sette dei francesi, o perchè scavalcati, o perchè ebbero uccisi i cavalli; ma i quattro che rimanevano, cioè il Bajardo, l'Orose, il Torci, luogotenente del la Palice, e il Montdragon, riparati come da un baluardo dietro i cavalli de' loro compagni, stesi sul campo, vi si difesero tanto

valorosamente e con tanta costanza che dopo sei ore d'inutili sforzi, essendo caduto il sole, i giudici del campo divisero i combattenti, e dichiararono la gloria fra di loro eguale (1).

Le due nazioni avevano fatto un accordo pei prigionieri, e credevano dovere di onore il trattarli umanamente. Don Alonzo de Sotomajor, il quale era stato prigioniero del cavaliere Bajardo, lagnavasi di essere stato da lui trattato aspramente. Protestava il Bajardo di non averlo ristretto maggiormente se non dopo che il Sotomajor aveva tentato di fuggire malgrado la data parola. I due cavalieri diffinirono la loro lite in campo chiuso, ove il Sotomajor fu ucciso; e gli stessi spagnuoli fecero piano alla vittoria del guerriero che rispettavano, risguardandola come un giudizio di Dio contro il loro compatriotta (2).

Queste battaglie in chiuso aringo, questi cavallereschi riguardi tra i soldati delle due armate, non si praticavano fra altri che tra i gentiluomini; gl'ignobili fanti non erano trattati con crudeltà minore che per l'addietro, nè i contadini venivano spogliati meno barbaramente. Intanto il Gonsalvo andava ogni giorno afforzando Bartetta con nuove opere, ed il Nemurs, che aveva trascurato di assaltarla gagliardamente da principio, non avrebbe oramai potuto farlo con ispe-

(1) P. Jovii Vita M. Consalvi, l. II, p. 205. - Mém. du chev. Bayard, t. XV, c. 13, p. 36. - Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V, l. I, f. 19.

(2) P. Jovii Vita Consalvi, l. II, p. 206. - Arn. Ferronii, l. III, p. 45. - Mém. du chev. Bayard, c. 19-22, p. 15 e seg. - Alf. de Ulloa, l. I, f. 19.

ranza di riuscita. Si limitò quindi ad occupare le fortezze del vicinato, Cerignole, l'antica ròcca di Gerione, che aveva resistito ad Annibale, e dove il Zarate e il d'Acunha comandavano agli spagnuoli, e Canosa, difesa da Pietro Navarro. Questi due assedii furono valorosamente sostenuti; ma conoscendo il Gonzalvo che finalmente quelle guarnigioni avrebbero dovuto cedere, e non volendo correr rischio di perdere tanti prodi ufficiali e valorosi soldati, ordinò loro di sgomberare quelle due città e di ripararsi a Barletta (1).

Erano di già più mesi passati da che Gonzalvo di Cordova teneva chiusa la sua armata entro le mura di una povera città in cui d'ogni cosa difettava. La corte di Spagna colla consueta sua lentezza nulla aveva fatto per soccorrerlo. Egli più non aveva nè danaro, nè vesti, ed a' suoi soldati cominciavano pure a mancare le vittovaglie e le armi; ma così fattamente amavano essi il loro capitano, ed egli era sì buon conoscitore del carattere spagnuolo, ed aveva approfittato così destramente dell'orgoglio, della costanza e della sobrietà nazionale, che in mezzo a tanti stenti i suoi soldati non diedero verun indizio d'impazienza, d'indisciplina o di scoraggiamento. Finalmente una nave siciliana portò al Gonzalvo il frumento di cui aveva urgentissimo bisogno, e un'altra gli recò da Venezia armi, vesti, scarpe, di che era affatto priva la sua soldatesca. Egli aveva comperate tutte quelle cose a credito

(1) *Pauli Jovii Vita M. Consalvi*, l. II, p. 207. - *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V*, l. I, f. 20.

colla malleveria d' Isabella di Arragona e dei più ricchi mercadanti di Bari, e mentre trovavasi affatto senza danaro, faceva credere a' suoi soldati che un forziere, che loro additava, fosse tuttavia pieno d'oro, e diceva di tenerlo in serbo per pagare il loro soldo il giorno dopo la battaglia (1).

In tal modo venne a fine la campagna del 1502. Frattanto il duca di Nemurs, prima di porre le sue truppe a' quartieri d' inverno, le condusse sotto le mura di Barletta, e mandò un araldo a sfidare il Gonsalvo a battaglia in aperta campagna. Il Gonsalvo rese gli grazie della sua offerta, e gli fece dire che sarebbe ancora più obbligato al duca se questi permetteagli di aspettare le proprie convenienze, tanto più ch'egli non aveva per costume di prendere consiglio dal nemico intorno al tempo ed all'opportunità di combattere. Il Nemurs, contento di avere terminata la campagna con questa braveria, si ritirò verso Canossa, e non temendo un nemico che ricusava di venire a battaglia, non camminava in ordinanza, lasciando che i suoi battaglioni si sbandassero a molta distanza gli uni dagli altri. Ma ad un tratto Diego di Mendoza, che gli teneva dietro con Prospero Colonna, s' avventò contro la retroguardia, accerchiolla cogli uomini d' arme italiani e fece moltissimi prigionieri (2).

(1) *P. Jovii Vita M. Consalvi*, l. II, p. 209. - *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V*, l. I, f. 20. - *Franc. Guicciardini*, l. V, p. 295.

(2) *P. Jovii Vita M. Consalvi*, l. II, p. 210. - *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V*, l. I, f. 20, v.

Trovavasi tra costoro un Carlo Hennuyer de la Mothe, illustre ufficiale francese, il quale co' suoi compagni di sventura fu il giorno susseguente invitato ad un banchetto in casa del Mendoza, di cui era prigioniero. Il capitano spagnuolo, encomiato il valore francese, attribuì il felice esito del suo assalto del giorno precedente all' intrepidezza e alla prontezza delle mosse della cavalleria italiana comandata da Prospero Colonna. I francesi erano ben contenti di dividere la palma del valore cogli spagnuoli, ma risguardavano come un insoffribile affronto di essere paragonati agli italiani. Il De la Mothe rispose pertanto che gli italiani, tante volte vinti, non potevano con verun'arme, in veruna sorta di zuffa essere pari ai francesi. E ardiva pure nel susseguente giorno ripetere a sangue freddo le stesse ingiuriose parole al cospetto di Prospero Colonna, che ne lo aveva interpellato appostatamente, e il quale in risposta diedegli una mentita. Parve quindi che l'onore delle due nazioni fosse interessato in quella privata contesa, e i due generali acconsentirono che si venisse solennemente all'esperimento delle armi. Fu stabilito che tredici italiani e tredici francesi, armati di tutto punto, dovessero entrare in campo chiuso per combattere fino all'ultimo sangue. Il campo venne scelto ad eguale distanza tra Barletta, Quadrata ed Andria; ivi col vomere dell'aratro fu segnato uno spazio di un ottavo di miglio quadrato: e fu convenuto che chiunque sarebbe stato cacciato fuori del campo, si riconoscerebbe per vinto, nè più potrebbe ritornare alla pugna. I due generalissimi,

che avevano per tale uopo acconsentito ad una tregua, eransi avanzati colle loro armate in ordinanza di battaglia per la guardia del campo. I campioni erano stati con somma cura eletti, ed in ispecialità dal lato degli italiani, il di cui onore sembrava più fortemente offeso. In conformità della disfida del De la Mothe ognuno poteva armarsi a beneplacito e come pareagli meglio; sicchè le armi non erano eguali. Gl'italiani usavano lance più lunghe di un piede, ed avevano inoltre piantato sul campo di battaglia due spiedi di riserva per uso dei cavalieri che si troverebbero scavalcati. I vinti dovevano restar prigionieri dei vincitori, a meno che non si riscattassero con cento scudi d'oro per cadauno.

(1503) Questa pugna, cui gl'italiani diedero maggiore rilievo che ad una battaglia campale, ebbe luogo il 13 di febbraio del 1503. I loro campioni erano stati scelti tra gli uomini d'arme di Prospero Colonna, il quale per altro aveva avuta l'avvedutezza di prenderne qualcuno di ogni parte d'Italia. Gli augurii dei generali, dell'armata, del popolo, gli accompagnarono alla pugna; e non dobbiamo maravigliarci che una nazione oppressa, assai più divisa che vinta, e che versava il proprio sangue per gli stranieri senza trovare occasione di spargerlo per la propria indipendenza, cogliesse con tanto ardore l'occasione di rivendicare il proprio onore, quando aveva perduta ogni altra cosa, e che accogliesse poi con somma gioia ed entusiasmo i campioni che lo difesero. Questi campioni furono vittoriosi. Invece di allentare il freno a' loro ca-

valli, come fecero i loro avversari, aspettarono questi di piè fermo, ed ingannandoli di tal modo rispetto allo spazio che dovevano percorrere, li disordinarono. Alcuni cavalli francesi indocili al freno oltrepassarono il solco, ed i loro cavalieri rimasero esclusi dalla pugna. Altri cavalieri furono scavalcati dalle più lunghe lance degli italiani, senza ch' e' potessero raggiungerli colle loro. Due cavalieri italiani, caduti nel primo scontro, afferrarono gli spiedi posti in serbo, e stesero a terra parecchi cavalli francesi. Un solo francese fu ucciso; i suoi compagni, scavalcati gli uni dopo gli altri, s' arresero tutti agl'italiani che li fecero prigionieri, e dopo un' ostinata lotta si diedero per vinti e furono condotti in trionfo a Barletta: niuno di loro aveva portati i cento scudi pel suo riscatto, perchè niuno aveva creduta possibile la propria sconfitta (1).

(1501) Mentre che i generali francesi soverchiavano i nemici nel regno di Napoli, piuttosto

(1) Tutti gli storici Italiani parlarono con manifesta compiacenza di questa zuffa ed assai circostanziatamente. *Fran. Guicciardini*, l. v, p. 296-298. - *P. Jovii Vita M. Consalvi*, l. II, p. 211-214. - *Ejusdem Vita Pompeji Columnae*, p. 354. - *Summonte*, *Ist. di Napoli*, l. vi, c. iv, p. 542 e 552. - *Alfonso de Ulloa*, *Vita di Carlo V*, l. I, f. 21. - *Arn. Ferronii*, l. III, p. 47 (*).

(*) Il nostro autore, che per l'ordinario si mostra parziale a pro degl'italiani, pare che in questa circostanza attribuisca la vittoria piuttosto all'accortezza che al vero valore de' campioni italiani. Oltre i citati autori e molti altri che non importa ricordare, non dobbiamo omettere di citare il frammento di un poema latino del Vida intorno a quel fatto, pubblicato in Milano nel 1817, e probabilmente dall'autore non veduto. Io mi limiterò a

pel vantaggio del numero, che per quello dell'ingegno, i loro commilitoni trovavansi in qualche ansietà nel ducato di Milano. I figliuoli di Lodovico il *Moro* si erano riparati alla corte di Massimiliano, re de' romani. Questo principe, che aveva sposata una loro cugina ed era unito col loro genitore non meno dai vincoli del sangue e dell'amicizia che dai trattati, nudriva da gran tempo tanto astio contro la Francia, che alla prima propizia occasione esso doveva scoppiare. Massimiliano non aveva riconosciuti i pretesi diritti della casa d'Orleans; ei ricusava a Lodovico XII l'investitura del ducato di Milano, e con tale rifiuto annullava, secondo il diritto feudale, la di lui conquista. I ministri del re francese mai non avevano potuto ottenere da Massimiliano se non brevissime tregue ed a prezzo di danaro. Temevano essi ognora che l'imperatore invadesse la Lombardia, e con ciò mettesse in pericolo il regno di Napoli. Il cardinale d'Am-

riferire, secondo lo stesso Vida, i nomi de' guerrieri italiani:

Fieramosca,	capoano
Miale o Aminale,	toscano
Mariano da Sarni,	napoletano
Pachis	} siciliani
Salamone	
Brancaleone,	romano
Capoccio,	romano
Carellario,	napolitano
Fanfulla,	cremonese
Riccio,	parmigiano
Lod. d' Abenavolo,	napolitano
Practio	} siciliani
Galeno	

(*Nota del Traduttore.*)

boise, primo ministro di Lodovico XII, risoluto di non omettere cosa alcuna per conservare la pace con Massimiliano, recossi a Trento per avere con lui un abboccamento. Lodovico XII non aveva figli maschi, ed il cardinale offrì la figlia del suo re, madama Claudia di Francia, in matrimonio all'abbiatico di Massimiliano, Carlo, figliuolo di Filippo e di Giovanna di Castiglia, allora allora nato. Questi due sposi fanciulli dovevano avere in appannaggio il ducato di Milano, di cui Massimiliano darebbe loro l'investitura. Filippo, allora sovrano de' Paesi-Bassi, era premuroso degl'interessi de'suoi industri sudditi; desiderava perciò di rimanere in pace colla Francia ed incaricavasi con zelo delle parti di mediatore tra Massimiliano, suo padre, e Lodovico XII, suo ridottato vicino. Perciò le negoziazioni, cominciate molto prima dell'abboccamento di Trento, parevano portate a buon termine: il cardinale d'Amboise vi aveva aggiunto il progetto della riforma della chiesa nel suo capo e nelle sue membra, credendo con ciò di aprirsi la via al papato. Si mostrò quindi facile rispetto alle condizioni accessorie, e tra le altre cose promise di porre in libertà Lodovico Sforza, il cardinale Ascanio e gli altri prigionieri milanesi. Ma non era facile a risolversi la quistione principale. Lodovico XII poteva ancora avere un figlio e non voleva preventivamente diseredarlo a favore della figliuola: e l'imperatore non volle mai acconsentire alla riserva che Lodovico avrebbe voluto fare di questo diritto contingente, onde si ruppe la conferenza di Trento, senz'altro risultamento

che quello di avere prolungata di pochi mesi la tregua (1).

Intanto Massimiliano, che credevasi destinato a far rivivere tutti i diritti della casa di Sassonia o di Hohenstauffen sopra l'Italia, inviovvì due ambasciatori, che furono il marchese Ermete Sforza ed il proposto di Bressanone, per rivendicare le prerogative de' suoi predecessori. Costoro entrarono solennemente in Firenze il 21 di febbrajo del 1502. Esposero alla signoria, che il loro padrone, apparecchiandosi a venire a prendere la corona imperiale a Roma, per andare in appresso ad assaltare i turchi, domandava alla loro repubblica, quale parte dell'imperio, ed in conformità degli antichi suoi obblighi, un sussidio di cento mila fiorini per le spese di quella intrapresa, metà subito, e l'altra metà in occasione del passaggio del monarca, che a questo prezzo dichiaravasi disposto a porre in obbligo la predilezione che i fiorentini avevano sempre mostrato per la Francia (2).

I fiorentini non avevano altrimenti vaghezza di trattare con Massimiliano, e soprattutto a così onerose condizioni; ma la voce sparsasi di questa negoziazione riuscì loro vantaggiosa. Lodovico XII, dopo la sgraziata condotta del signore di Belmonte, era con loro adirato a motivo dei torti suoi propri; e, determinato a non più proteggerli, aveali lasciati in preda alle malvagie

(1) *Fran. Guicciardini*, l. v, p. 271.

(2) *Ivi*, p. 273. - *Jac. Nardi, Ist. Fior.*, l. iv^a, p. 127. - *Scip. Ammirato*, l. xxvii, p. 265.

pratiche del duca Valentino. Or dunque lo assalì allora il timore che i fiorentini, stancheggiati, invocassero finalmente la protezione di Massimiliano, ed il 16 di aprile acconsentì a sottoscrivere con loro un trattato, col quale, mercè un annuale sussidio di quaranta mila fiorini, assicurava per tre anni i loro attuali possedimenti, e lasciava che colle forze loro tentassero di recuperare ciò che avevano precedentemente perduto (1).

Il solo nome del re di Francia era per la repubblica una potente salvaguardia che la garantiva dalle aperte offese di Cesare Borgia, il quale, accerchiandone già i confini e avendo in pronto un formidabil nerbo d'uomini d'arme, minacciavala ad ogni ora di eccidio. Il Borgia, padrone della Romagna, arbitro supremo di tutto lo stato della chiesa, aveva di fresco afforzata la sua casa con una possente alleanza. Il 4 di settembre del 1501 egli avea data in isposa Lucrezia sua sorella ad Alfonso, figliuolo primogenito del duca di Ferrara; e il 5 di gennaio del 1502 Lucrezia era partita da Roma per recarsi alla corte d'Este (2).

Il duca di Ferrara avea veduto Cesare Borgia assalire l'un dopo l'altro tutti i vicari pontificii; e veggendolo pure ajutato dalla Francia, carreggiato dai veneziani, senza alcuno che si opponesse a' di lui disegni, non sapeva qual sorte

(1) *Scip. Ammirato*, l. xxvii, p. 266. - *Jac. Nardi*, l. iv, p. 128. - *Fran. Guicciardini*, l. v, p. 270.

(2) *Diar. Ferrar.*, t. xxiv, p. 397-405. - *P. Bambi Hist. Ven.*, l. vi, p. 128. - *Burchardi Diar. Eur. Rom.*, p. 2133 e 2136.

a sè medesimo riservata fosse. Laonde con tutta premura colse l'occasione di ripararsi dagli assalti di quel potente e perfido vicino con un parentado che, a dir vero, per la casa d'Este doveva parere alquanto vergognoso. Lucrezia Borgia, sebbene ancora giovane assai, aveva di già avuto tre mariti. Alessandro, suo padre, prima di giugnere al pontificato l'aveva data ad un gentiluomo napolitano, mentre ella non era ancora nubile. Ma poichè fu fatto papa, le fece far divorzio per maritarla a Giovanni Sforza, signore di Pésaro. Di là a poco parve ai Borgia che il parentado di quel piccolo principe non fosse corrispondente al grado loro, ed il papa nel 1497 fece fare di nuovo divorzio alla figliuola per maritarla nel susseguente anno ad Alfonso d'Arragona, duca di Biseglia, principe di Salerno, e figliuolo naturale di Alfonso II re di Napoli (1). Mentre di tali nozze trattavasi, il regno di Napoli fu conquistato dai francesi; il principe di Biseglia, che allora aveva appena diciassette anni, invece di esser nipote di un gran re, più non fu che quello di un proscritto; e i Borgia non avevano mai avuta l'ambizione di mantenersi fedeli a coloro i quali erano abbandonati dalla fortuna. Laonde il 15 di luglio del 1501 il terzo sposo di Lucrezia venne assassinato sulla scala della basilica di san Pietro. Fu interdetta qualunque processura contro gli uccisori; e perchè Alfonso non moriva abbastanza sollecitamente per le riportate ferite, il 18 di agosto fu strozzato nel

(1) *Burchardi Diar. Cur. Rom.*, p. 2096.

suo letto (1). I trascorsi della privata vita di Lucrezia avanzavano ancora lo scandalo de' suoi matrimonii e dei suoi divorzi; perciocchè ell' era accusata di essere stata la concubina del proprio padre e de' suoi medesimi fratelli (2): era stata veduta presiedere ai turpi banchetti delle contigiane ed alle scandalose feste con cui Alessandro infamava il Vaticano: ivi, invece di tornei, Lucrezia istituiva giostre di dissolutezza, giudicava co' suoi occhi del valore de' combattenti, e dispensava premii ai vincitori (3) (4).

Lucrezia portò in dote al suo sposo cento mila ducati in danaro e alcuni feudi ecclesiastici in Romagna, e alla casa d'Este la protezione del papa che valeva più di ogn'altra cosa. L'alleanza poi del duca di Ferrara assicurava il nuovo ducato di Romagna dallato de' confini più aperti ai nemici,

(1) *Burchardi Diar. Cur. Rom.*, p. 2122, 2123. *Jacopo Nardi, Ist. Fior.*, l. iv, p. 126. - *Raynald. Ann. Eccles.*, 1501, § 21, p. 511.

(2) L'epitafio fattole da' Romani compendia tutte queste accuse.

*Hic jacet Borgia Lucretia nomine, re Phais,
Alexandri papae filia, sponsa, nurus.*

(3) *Burchardi Diar. Curiae Rom.*, p. 2134.

(4) Il signor Roscoe nella vita di Leon X, t. 1, si sforza di difendere da così gravi imputazioni la duchessa di Ferrara, Lucrezia Borgia; ma egli trattò l'argomento piuttosto da retore che da storico imparziale. Egli avrebbe fatto miglior sennò ad abbandonare le difese della Borgia prima del suo matrimonio con Alfonso d'Este, per dimostrarla savia principessa dopo quest'epoca, al quale oggetto non doveva che distruggere qualche sospetto di soverchia dimestichezza con Pietro Bembo e con qualche altro illustre personaggio; potendosi in generale asserire che alla corte di Ferrara si contenne come si conviene a saggia e colta principessa.

(Nota del Traduttore.)

e lasciava a Cesare Borgia la facoltà di volgere tutte le sue forze e tutte le sue mire verso la Toscana e verso l'Umbria. In fatti questi partì subito da Roma il 13 giugno del 1502 per avvicinarsi a quelle province (1).

Il giorno 1.^o di maggio del precedente anno il papa aveva pronunciato in concistoro una sentenza contro Giulio Cesare da Varano, signore di Camerino, colla quale, per castigarlo di avere ucciso il proprio fratello Rodolfo, e di aver dato asilo ai banditi ed ai ribelli dello stato della chiesa, spogliavalo del suo feudo, e riuniva il piccolo principato di Camerino alla camera apostolica (2). Il duca Valentino, poichè fu arrivato a' confini del territorio perugino, diede voce che stava per dare esecuzione a tale sentenza. Mandò l'Orsini, duca di Gravina, ed Oliverotto da Fermo, suoi luogotenenti, a guastare la Marca di Camerino; e nello stesso tempo richiese Guid' Ubaldo di Montefeltro, duca d' Urbino, di prestargli tutti gli uomini d'arme e tutta l'artiglieria che aveva. Guid' Ubaldo, che non aveva lite alcuna col pontefice e niun motivo di diffidarne, ubbidì prontamente onde non muovere all'ira quel sì formidabile vicino. Ma come il Borgia ebbe in sua mano tutti i mezzi di difesa del duca, condusse improvvisamente le sue truppe nel di lui ducato, ed occupò lo stesso giorno Cagli, una delle quattro città di quello stato. Guid' Ubaldo spaventato fuggì senza far resistenza, e recossi a Ravenna

(1) *Burchardi Diar. Curiae Rom.*, p. 2138.

(2) *Rayn. Ann.*, 1501, § 17, p. 508.

in abito di contadino e di là passò a Mantova; suo nipote, Francesco Maria della Rovere, prefetto di Roma e signore di Sinigaglia, fuggì nello stesso tempo, e Cesare Borgia non incontrò verun ostacolo a ridurre in suo potere tutto il ducato d' Urbino, tranne le fortezze di san Leo e di Majolo (1).

In tale occasione viene dagli storici accettata la repubblica di san Marino; la qual cosa assai di rado avviene. Due villaggi presso la sommità del monte Titano formano tutt' intero quel piccolo stato, che si era fin allora conservato libero sotto la protezione del duca d' Urbino. Gli abitanti, spaventati dalla ruina del loro protettore, offrirono ai veneziani di darsi a loro se volevano difenderli contro Cesare Borgia; ma i veneziani non ardirono di accettarli. Dal canto suo il Borgia richieseli soltanto di ricevere un podestà da lui eletto; i cittadini di san Marino vi acconsentirono, ed approfittarono poscia delle prime rivoluzioni della Romagna per riporsi in libertà (2).

Mentre il Valentino conquistava il ducato di Urbino e stava intento alle rivoluzioni che scoppiavano in Toscana, il suo luogotenente, Vitellozzo Vitelli, signore di Città di Castello, intavolava pratiche con alcuni cittadini d' Arezzo per

(1) *Fr. Guicciardini*, l. v, p. 278. - *Burchardi Diar. Cur. Rom.*, p. 2138. *P. Bembi Hist. Ven.*, l. vi, p. 130. - *Jac. Nardi, Ist. Fior.*, l. iv, p. 132. - *Ist. di Gio. Cambi*, p. 179.

(2) *P. Bembi Hist. Ven.*, l. vi, p. 130. - *Melch. Delfico, Mem. Stor. di san Marino*, c. vi, p. 175.

farsi dare in mano la città. Guglielmo de' Pazzi, ch'era colà commissario della repubblica fiorentina, le scoprì e fece arrestare due de' più colpevoli; ma il partito de' ribelli, ch'era più numeroso ch'egli non credeva, fece levare in arme tutta la città per liberarli; ed avendo imprigionato il commissario stesso con tutti i suoi ufficiali, gli aretini ristabilirono lo stesso giorno, il 4 giugno del 1502, l'antica loro repubblica e cinsero d'assedio la ròcca (1).

Cosimo de' Pazzi, vescovo d'Arezzo e figlio del commissario, essendosi chiuso nella ròcca, fece frettolosamente chiedere soccorsi a Firenze: ma gli ausiliari de' ribelli erano più vicini, e Vitellozzo Vitelli entrò quasi subito in Arezzo cogli uomini d'arme di Città di Castello. Gian Paolo Baglioni, signore di Perugia, lo seguì immediatamente, seco lui conducendo Fabio Orsini, figliuolo di Paolo, e i due Medici, Pietro e Giuliano cardinale, pronti sempre a collegarsi con tutti i nemici della loro patria. Pandolfo Petrucci loro mandò da Siena danaro ed artiglieria, e il 18 di giugno la ròcca d'Arezzo, che i fiorentini non avevano potuto soccorrere, dovette arrendersi (2).

Tutti i capitani che avevano preso parte nella ribellione d'Arezzo, Vitellozzo Vitelli, gli Orsini, il Baglioni e il Petrucci, erano al soldo del du-

(1) Jac. Nardi, *Ist. Fior.*, l. iv, p. 129. - *Istor. di Gio. Cambi*, t. xxi, p. 177. - *Scip. Ammirato*, l. xxvii, p. 267.

(2) Fran. Guicciardini, l. v, p. 275. - *Burchardi Diar.*, p. 2138. - Jac. Nardi, l. iv, p. 130. - Orlando Malavolti, *Stor. di Siena*, part. III, l. vi, f. 108, v.

ca Valentino; e se questi non erasi immischiato nella trama, almeno sembrava tenersi pronto a coglierne i frutti; ma quando era in sul punto di entrare in Toscana, gli fu partecipato il trattato conchiuso il 16 di aprile tra il re di Francia e la repubblica fiorentina, ed il formale divieto di Lodovico XII di molestare i fiorentini. Egli si vide costretto ad ubbidire, almeno in apparenza, e si accontentò di mandare segretamente a Vitellozzo tutti gli uomini d'arme di cui poteva disporre (1). Nello stesso tempo rivolse le sue forze dalla banda di Camerino, entrò in quella città per sorpresa e, preso Giulio Cesare di Varano con due figliuoli di lui, li fece subito strozzare (2).

Intanto Vitellozzo aveva raunati ottocento uomini d'arme e tre mila fanti; assumeva il titolo di generale dell'armata della chiesa, e continuava la guerra contro Firenze. E perchè tutto il raccolto era ancora ne' campi, i contadini, temendo che non venissero arse le messi, non osavano fare resistenza; onde Vitellozzo impadronissi senza trarre colpo di Monte Sanseverino, di Castiglione Aretino, di Cortona e di tutte le terre murate di Val di Chiana (3). E s'egli si fosse

(1) *Fran. Guicciardini*, l. v, p. 277. - *Jac. Nardi*, *Ist. Fior.*, l. iv, p. 132. - *Orlando Malivolti*, *Stor. di Siena*, par. III, l. vi, f. 109. - *P. Giovio*, *Vita di Leon X*, l. 1, p. 79. - *Fran. Belcarri Comm.*, l. ix, p. 254.

(2) *Fran. Guicciardini*, l. v, p. 279. - *Burchardi Diar.*, p. 2141. - *Scip. Ammirato*, l. xxvii, p. 268. - *Jac. Nardi*, l. iv, p. 134.

(3) *Jac. Nardi*, *Ist. Fior.*, l. iv, p. 131. - *Ist. di Gio. Cambi*, t. xxi, p. 178. - *Scip. Ammirato*, l. xxvii, p. 267.

inimantimente avanzato nel Casentino, sarebbe giunto fino alle mura di Firenze, non vi essendo armata apparecchiata a resistergli; perchè la fanteria adunata a Quadrata, dopo la ribellione di Arezzo, era stata compresa da tale terrore per l'occupazione de' castelli di Val di Chiana, che si era tutta dispersa. Ma Vitellozzo non si prendeva verun pensiero di rimettere i Medici in Firenze, finchè poteva sperare di tenere in suo dominio le conquiste che farebbe ne' contorni del suo piccolo stato di Città di Castello. Invece adunque d'innoltrarsi, piantò le sue batterie da principio contro Anghiari, in appresso sotto Borgo san Sepolcro, e prese quelle due terre. Da altra parte i fiorentini avevano avuto ricorso in principio di questa guerra a Chaumont d' Amboise, governatore del milanese, per ottenere i soccorsi promessi loro da Lodovico XII. Di già dugento lance francesi, comandate dal capitano Imbault, erano giunte a Firenze, ed altre dugento si avvicinavano. Vitellozzo, che aveva fatto intimare la resa al castello di Poppi, quand'ebbe avviso della loro venuta, si ritirò immediatamente e si chiuse in Arezzo (1).

Vitellozzo Vitelli non era entrato in questa intrapresa senza l'assenso del duca Valentino; ma tosto che il duca vide che realmente essa movera all'ira il re di Francia, che le lagnanze di tutta l'Italia contro di lui avevano indispettito Lodo-

(1) *Franc. Guicciardini*, l. v, p. 279. - *Jac. Nardi*, l. iv, p. 131. - *Scip. Ammirato*, l. xxvii, p. 267. - *P. Giovio*, *Vita di Leone X*, l. i, p. 80. - *Fran. Belcarii*, l. ix, p. 255.

vico XII al suo arrivo in Asti, e l'avevano finalmente persuaso a tarpare le ali alla di lui ambizione; che il re aveva mandato a Parma Lodovico della Tremouille con dugento lance e con un grosso treno d'artiglieria; che vi faceva muovere tre mila svizzeri e che si apparecchiava a frenare i troppo turbolenti capitani dello stato della chiesa, il Valentino rinnegò subito le commissioni date al suo luogotenente; anzi minacciò di assalirlo a forza aperta, e Vitellozzo, che ben sapeva che dal suo padrone non v'era da sperare nè pietà nè fede, e nei recenti esempi del duca d'Urbino e del signore di Camerino vedeva fin dove giugnere potesse la di lui crudeltà e perfidia, temeva di essere da lui rovinato. Laonde per trarsi con qualche onore da quella impresa, venne subito a patti col capitano Imbault; il 1 di agosto gli consegnò Arezzo, e tutto ciò che aveva conquistato in Toscana, assoggettandosi al giudizio del re di Francia intorno alla sorte di quella provincia (1).

Lo sdegno di Lodovico XII contro Cesare Borgia pareva essere foriero di una pronta rivoluzione nello stato della chiesa: tutti i nemici di quest' uomo crudele e perfido, tutte le vittime che si erano sottratte ai precedenti suoi tradimenti, tutti coloro che temevano di essere da lui in breve traditi o spersi, eransi recati in Asti presso il re di Francia per supplicarlo di liberare dal

(1) *Fran. Guicciardini*, l. v, p. 280. - *Machiavelli, Disc. sopra Tito Liv.*, l. 1, c. 38, p. 167. - *Jacopo Nardi, Ist. Fior.*, l. iv, p. 135. - *Ist. di Gio. Cambi*, t. xxi, p. 180. - *Scip. Ammirato*, l. xxvii, p. 268.

padre e dal figlio la chiesa e l'umanità. Ma dal canto loro Alessandro e Cesare Borgia non si stavano inoperosi, ed avevano già inviati a Lodovico ed al cardinale d'Amboise i loro più destri negoziatori. Sapevano che quel cardinale ambiva la tiara e che per giugnervi aveva bisogno di far entrare alcune sue creature nel sacro collegio; perciò Alessandro VI gli promise di fare una promozione di cardinali da lui eletti, gli riconfermò per diciotto mesi il titolo di legato *a latere* in Francia, e solleticò la sua vanità facendogli far le parti di protettore della chiesa. Il cardinale d'Amboise, rappattumato coi Borgia, rappresentò allora a Lodovico XII che non si poteva porre fede nelle negoziazioni con Massimiliano; che le pretese dei quattro cantoni sopra Bellinzona potevano essere cagione di dissapori con tutta la confederazione elvetica; che la guerra di Napoli coi re di Spagna poteva riuscire molesta; che i veneziani, sempre occupati nella guerra coi turchi, vedevano con occhio geloso i progressi della Francia; e che il papa e il Valentino erano alla fin fine le sole potenze d'Italia che avessero un'armata, un tesoro, e che potessero soli essere utili alleati. Tosto che fu noto a Cesare Borgia che Lodovico XII erasi lasciato acquetare da tali considerazioni politiche, partì per le poste da Roma il 3 agosto del 1502 e recossi a Milano alla corte del re (1). Lodovico XII lo accolse con tanto onore e con tali testimonianze di affetto che ridussero

(1) *Burchardi Diar. Cur. Rom.*, p. 2142. - *Jac. Nardi*, l. IV, p. 136 - *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gall.*, l. IX, p. 256.

alla disperazione coloro che avevano contro di lui implorata giustizia. Si confermò l'alleanza tra la Francia e la casa Borgia; le truppe francesi mandate in Toscana furono richiamate; la repubblica di Siena e Pandolfo Petrucci, pagando quaranta mila ducati, vennero nuovamente ricevuti in protezione dalla Francia; due mila svizzeri e due mila guaschi ebbero ordine di passare nel regno di Napoli per raggiugnervi il duca di Nemurs; e Lodovico XII, contento di avere dato sesto in tale guisa alle cose d'Italia, ripartì in settembre alla volta di Francia (1).

Le condizioni della nuova alleanza del Valentino col re non furono conosciute se non dopo la partenza di Lodovico, ed eccitarono l'universale indignazione. Lodovico XII, associandosi alle perfidie del Borgia, si obbligava a dargli trecento lance francesi per continuarle impunemente. Nulla aveva stipulato il re a favore del principe di Piombino e del duca d'Urbino, benchè ambidue fossero suoi alleati, ed avessero somministrati i piccoli loro contingenti alle sue armate. Era pure Lodovico XII alleato di Giovanni Bentivoglio ed aveva ricevuto in danaro il prezzo della protezione promessagli, pure acconsentiva espressamente alla di lui rovina. Imperciocchè le trecento lance ch'ei dava al Borgia dovevano militare contro Bologna, Perugia e Città di Castello per cacciarne il Bentivoglio, Gian Paolo Baglioni e Vitellozzo Vitelli (2).

(1) *Fran. Guicciardini*, l. v, p. 282. - *Jac. Nardi*, l. iv, p. 138. - *Agost. Giustiniani*, l. vi, p. 258.

(2) *Fran. Guicciardini*, l. v, p. 283.

•

Non sapevasi se la repubblica fiorentina fosse stata egualmente lasciata dal re in preda alla cupidigia di Cesare Borgia, ma il trattato con cui ella si era collegata con Lodovico XII, fin allora da lei risguardato come la sua guarenzia, non era nè più chiaro nè più sacro che quelli del principe di Piombino, del duca d'Urbino, del Bentivoglio, che vedevansi posti in non cale. Altronde sapevasi che Alessandro VI e suo figlio accusavansi l'un l'altro di pusillanimità per non avere spinti più oltre i vantaggi che ottenuti avevano sopra i fiorentini; poichè dalla conoscenza che fatta avevano della corte di Francia eransi accertati che questa perdonerebbe sempre le cose fatte; e che se avessero aspettato a negoziare con Lodovico dopo di essersi impadroniti di Firenze, non avrebbero incontrata maggiore difficoltà a rappattumarsi con lui di quello che avessero incontrato rispettando quella città (1).

Ai fiorentini erano state restituite in agosto tutte le città e castella che Vitellozzo loro aveva tolte; ma essi riconoscevano tale restituzione da una protezione straniera, perchè deboli come dimostravanli le loro perdite non sarebbero stati in grado di ricuperarle. Spossati da otto anni di guerra con Pisa, questa interna piaga rodeva continuamente le loro finanze, mentre che con tutto il rimanente d'Italia soggiacevano ai mali della invasione straniera ed a tutte le pubbliche calamità. Avendo il re fatto conoscere che gli sarebbe

(1) *Fran. Guicciardini*, l. 1, p. 284. - *Machiavelli*, della *Nauca dei Francesi*, t. III, p. 195.

increbbevole che la repubblica assoldasse il duca di Mantova, ch'egli risguardava come suo nemico, i fiorentini, per rispetto alla volontà del re, non avevano preso nè questo nè verun altro capitano, e si trovavano quasi disarmati (1).

A questi esterni pericoli aggiugnevansi pei fiorentini quelli che derivavano dall'instabilità del proprio governo. Dopo che Firenze più non aveva balie, nè elezioni fatte a mano, nè caporali di fazioni che segretamente governassero i governanti; dopo che i magistrati venivano scelti ogni due mesi dai suffragi del gran consiglio, si sentiva più gagliardamente il danno di non avere nello stato una stabile autorità. La politica degli altri stati erasi affatto mutata: imperciocchè la si trattava nel gabinetto di pochi principi assoluti; richiedeva segreto, accortezza e particolare conoscenza di alcuni uomini e de' ministri; richiedeva l'impiego non de' buoni cittadini, ma de' diplomatici. Le potenze straniere non cessavano mai di rinfacciare ai fiorentini quel continuo rinnovellamento de' loro magistrati, per cui non potevano essere iniziati nei misteri della politica. Il duca Borgia e il re di Francia, nelle loro negoziazioni colla signoria, avevano più volte osservato che il confidare ad essa i loro segreti era lo stesso che pubblicarli. I partigiani dei Medici non avevano altro pretesto da porre in campo pel ristabilimento della tirannide, e dal canto loro gli amici della libertà sentirono che in una così pericolosa crisi dovevano dare alquanto più di

(1) *Fran. Guicciardini*, l. v, p. 284.

stabilità al loro governo. Alamanno Salviati, uno de' priori, propose alla signoria di affidare il temo della repubblica ad un gonfaloniere a vita, quale era il doge di Venezia; di assegnare a questo gonfaloniere le stanze in palazzo e dugento ducati al mese di provvisione; d'accordargli il diritto d'intervenire a tutti i consigli e tribunali, e quello di far le proposte di conserva col *proposto* giornaliero della signoria; ma in pari tempo di dichiarare che questi alti uffici non lo esimerrebbero da quel giudizio capitale che potrebbe venire contro di lui pronunciato dal supremo tribunale degli otto di balia. Questa proposizione, vinta da prima nella signoria e nei collegi, venne assentita il 16 agosto del 1502 dal gran consiglio (1).

Allorchè fu vinta questa legge, il popolo non bene sapeva ancora a chi avrebbe data quella suprema dignità; ma essendo poscia stato raunato il gran consiglio, che fu frequente di più di due mila cittadini, tre candidati ottennero a segreto scrutinio la maggioranza de' suffragi, e furono il giudice Antonio Malegonnelle, Giovachino Guascone e Piero Soderini. Quest'ultimo in un secondo squittinio ebbe poscia maggiori suffragi degli altri due, e fu proclamato il 22 di settembre gonfaloniere perpetuo, benchè non dovesse prendere il magistrato avanti il primo di novembre. Era Piero Soderini uomo di matura età, di molte sostanze, d'illustri natali e d'illibata repu-

(1) *Ist. di Gio. Cambi*, t. XXI, p. 181. - *Jac. Nardi, Ist. Fior.*, l. IV, p. 138. - *Scip. Ammirato*, l. XXVIII, p. 269.

tazione. E perchè non aveva figliuoli non eravi ragione di temere ch'egli posponesse al desiderio di promuovere i suoi il comune vantaggio (1). Poco tempo prima era stato riformato in Firenze ancora l'ordine giudiziario. Con una legge del 15 aprile del 1502 erano stati aboliti gli uffici di podestà e di capitano di giustizia, e si era istituita la ruota fiorentina, composta di cinque giudici, quattro dei quali dovevano convenire nella stessa opinione per profferire una sentenza. Al presidente del nuovo tribunale fu per altro riservato il titolo di podestà, ma l'ufficio del presiedere toccava per turno a ognuno de' giudici o uditori per sei mesi; la quale rotazione appunto fu cagione che si desse in Italia ai tribunali il nome di *ruota* (2).

Dopo di avere con queste interne riforme più fermamente stabilito il loro governo, i fiorentini provvidero alle difese contro i nemici del di fuori; ottennero da Lodovico XII cento cinquanta lance francesi, cui pagavano essi il soldo, e inviarono Gio. Vittore Soderini ambasciatore a Roma, e lo storico Niccolò Machiavelli ambasciatore ad Imola presso al duca Valentino, per sapere fino a qual punto potevano fare assegnamento sopra la durata della pace (3).

I vicari pontificj ed i condottieri, contro i quali il duca Valentino aveva dichiarato di voler con-

(1) *Fran. Guicciardini*, l. v, p. 281. - *Ist. di Gio. Cambi*, t. xxi, p. 183. - *Scip. Ammirato*, l. xxviii, p. 269.

(2) *Ist. di Gio. Cambi*, t. xxi, p. 172. - *Scip. Ammirato*, l. xxviii, p. 270.

(3) *Jac. Nardi*, *Ist. Fior.*, l. iv, p. 138.

durre la propria armata e le truppe ausiliari francesi, erano tutti segreti o dichiarati nemici della repubblica fiorentina: tutti dall'altro canto si trovavano ancora in principio dell'anno stesso al soldo del Borgia, ed erano stati per lunga pezza di tempo stromenti della sua politica. I fiorentini potevano adunque temere, o che l'apparente loro discordia non fosse altro che una astuzia destinata ad ingannare i vicini, o che la loro riconciliazione non si facesse a' danni della repubblica. Ma que' capitani conoscevano ben essi meglio d'ogni altro il pericolo che loro sovrastava. Il Borgia aveva dichiarato di volere ricondurre all'ubbidienza della chiesa Bologna, Perugia e Città di Castello: con ciò veniva a dire ch'egli voleva occupare quelle città e far perire le famiglie dei loro signori, come aveva spente quelle dei Varani e dei Manfredi. Gli Orsini, ch'erano intimi amici ed alleati dei Vitelli, ben s'avvisavano che verrebbe presto la volta loro. Pandolfo Petrucci vedeva stretto da ogni parte dalle conquiste del Valentino, il quale, padrone già della Romagna, dell'Umbria e del Patrimonio, afforzava ancora Piombino. Tanto al Petrucci quanto agli Orsini il Borgia avrebbe dovuto, del pari che a Vitellozzo Vitelli, esser riconosciuto de'servigi prestatigli; ma ben sapeano tutti che il Borgia non era uomo da nodrir gratitudine inverso ad alcuno. Or vedendo questi capitani il turbine imminente, si riunirono segretamente alla Magione, nello stato di Perugia, per dare ordine alla comune difesa. I più di loro trovavansi tuttavia al soldo di Cesare Borgia, ma avevano accortamente ri-

tirati in luogo sicuro i loro uomini d'arme; laonde facevano assegnamento di potere in ogni caso e prontissimamente riunire settecento uomini d'arme, quattrocento alabardieri a cavallo e nove mila fanti. Altronde essi occupavano tutto il paese posto tra la Romagna e Roma, e speravano di potere impedire ogni comunicazione tra Cesare Borgia e suo padre (1).

Trovavansi alla dieta della Magione il cardinale Orsini, il quale, avendo sprezzato il divieto fattogli dal papa di recarsi a Milano presso Lodovico XII, più non ardiva di tornare a Roma; Paolo Orsini, di lui fratello, il quale era padrone di molta parte del patrimonio di san Pietro; Vitellozzo Vitelli, signore di Città di Castello; Giovan Paolo Baglioni, signore di Perugia; Ermete Bentivoglio, inviatovi da suo padre Giovanni, signore di Bologna; Antonio di Venafro, fidato ministro di Pandolfo Petrucci, signore di Siena; e per ultimo Oliverotto da Fermo, il quale con esecrabile perfidia si era impadronito della signoria di Fermo e della sua Marca (2). Essendo Oliverotto rimasto orfano in tenera età, un Giovanni da Fogliano, suo zio materno, l'aveva cresciuto in casa sua e trattato con tutta la tenerezza di un padre verso un prediletto figliuolo. Fatto adulto, volle il Fogliani avviarlo nella professione dell'armi, e acconciollo con Paolo Vitelli, sotto la cui disciplina Oliverotto acquistò assai fama. Dopo la morte di Paolo venne l'allunno del Fogliani an-

(1) *Fran. Guicciardini*, l. v, p. 234.

(2) *Ivi*, p. 286.

noverato tra i più bravi ed animosi luogotenenti di Vitellozzo, e finalmente la impresa del Borgia contro di Camerino lo ricondusse ai confini della sua patria. In tale occasione scrisse Oliverotto al Fogliani, che desiderava di rivedere la casa paterna e mostrarvisi cogli onori acquistati in guerra, facendosi accompagnare da cento dei suoi cavalieri. Il Fogliani ottenne per lui la licenza di condurlo in città; gli procurò le più onorate e liete accoglienze; lo ricevette ad ospizio in sua casa con tutta la truppa, e pochi giorni dopo, per onorare l'alunno ed ospite suo, convivè a pranzo tutti i magistrati di Fermo. Ma a mezzo il pranzo Oliverotto fece entrare i soldati condotti seco, e trucidati il Fogliani e tutti i commensali, indi, assediata la signoria ch'era rimasta in palazzo, la costrinse a riconoscerlo per principe di Fermo e del suo territorio (1).

I nemici di Cesare Borgia non erano quindi nè meno perfidi, nè meno di lui macchiati di delitti; e non potevano avere fede gli uni negli altri, nè ispirarne ai loro vicini. Invano procurarono essi di trarre nella loro lega i fiorentini, che questi mai nol vollero (2). I veneziani, sia per lo stesso motivo; sia perchè in grave pensiero teneali continuamente la guerra coi turchi, ricusarono del pari di collegarsi con loro; ma scrissero a Lodovico XII per dissuaderlo dall'assecondare ulteriormente le intraprese del duca Valentino. Rappre-

(1) Machiavelli, *Il Principe*, c. viii, p. 264. - Fr. Guicciardini, l. v, p. 290.

(2) Jac. Nardi, *Ist. Fior.*, l. iv, p. 139.

sentò il senato a Lodovico quanto grave torto ei facesse alla sua riputazione ed al nome di re cristianissimo ch'egli portava, spalleggiando un ambizioso mostro, privo d'ogni pudore e d'ogni senso d'umanità; un tiranno, che non avea misericordia nè per le donne nè pe' fanciulli nè pe' propri fratelli; che spegneva i prigionieri resiglisi a patti da lui giurati; che raggiungeva col ferro o col veleno coloro che tentavano di scampare dalle sue mani; un uomo in somma disumanato e d'inaudita ferocia. Lodovico XII rispose alle rimostranze dei veneziani in quel modo che sogliono i potenti orgogliosi, che si tengono offesi allorchè altri li coglie in fallo: disse che niuno potea vietare al pontefice di disporre come più gli piaceva delle terre della chiesa, che niuno poteva dar colpa a lui di che ajutasse il papa in così legittima impresa, e che, se i veneziani tentassero di porvi ostacolo, ei li tratterebbe come nemici. E non contento di avere in tal guisa risposto al senato, mandò copia della sua lettera al duca Valentino, il quale la fece leggere al Machiavelli (1).

I confederati della Magione invitarono pure il duca d'Urbino, riparato allora in Venezia, a collegarsi con loro. Questi, che, tutto avendo già perduto, null' altro poteva omai correr rischio di perdere, accettò volonterosamente l'offerta. Sbarchò a Sinigaglia, dove alcuni congiurati gli diedero in mano il forte san Leo; e tutti i popoli

(1) *Machiavelli, Legaz. al duca Valentino, Lett. I. - Fran. Guicciardini, l. v, p. 285. - Fran. Belcarri Comm. Rer. Gall., l. ix, p. 258.*

del ducato di Urbino, che amavano il loro antico signore, presero immanentemente le armi in favore di lui e gli diedero modo di ricuperare i propri stati così prestamente come gli aveva perduti (1). In tal guisa scoppiò in principio di ottobre la sollevazione de' capitani di Cesare Borgia contro di lui. A far loro testa egli non era apparecchiato; molti di loro facevano ancora parte della sua armata, ed egli aveva divisato di assicurarsi de' soldati di tutti gli altri prima di assalire il Bentivoglio, il solo ch'egli avesse scopertamente minacciato. Nel punto in cui ebbe notizia della rivoluzione del ducato d'Urbino, il Borgia trovavasi in Imola con poche truppe: ed il Bentivoglio, che aveva alcune compagnie a Castel san Pietro, ordinò loro di scorrere il paese fino a Doccia, a breve distanza da Imola. Il Valentino scrisse frettolosamente a don Ugo di Cardone e a don Michele di Coreglia, due de' suoi capitani che erano nel ducato d'Urbino, di schivare ogni azione, di piegare in faccia al nemico, e di ricondurli a Rimini i cento uomini d'arme e i dugento cavalleggeri e cinquecento fanti da loro comandati. Ma i due luogotenenti non ubbidirono ai suoi ordini: imperciocchè, allettati dall'occasione loro appresentatasi d'impadronirsi della Pergola e di Fossombrone, ritornarono nel ducato d'Urbino, e si lasciarono cogliere alla sprovvista presso Cagli da Paolo Orsini e dal duca di Gravina, suo cugino, che avevano con loro sei

(1) *Jac. Nardi, Istor. Fior.*, l. iv, p. 140. — *Burchardi Diar. Curiae Rom.*, p. 2142.

cento fanti di Vitellozzo. Le truppe del Borgia furono sconfitte, Ugo di Cardone fu fatto prigioniero, ucciso venne il suo luogotenente, e don Michele, rifuggitosi a Fano, fu costretto poscia a ritirarsi a Pesaro (1).

Il Valentino stavasi in Imola in grandissimo pericolo e vi ragunava quanti più soldati poteva; ma le soldatesche promessesegli dal re di Francia non erano ancora giunte, e gl'italiani da lui assoldati non avevano minor ragione di diffidare di lui che quelli i quali avevano allora prese contro di lui le armi. Un subito impetuoso assalto de' confederati l'avrebbe probabilmente sgominato; ma questi temevano particolarmente di provocare a sdegno il re di Francia, cui avevano fatto dire che, ben lungi dal voler combattere contro i suoi soldati, erano apparecchiati ad eseguire i suoi ordini. Avevano pure i confederati ricusato di accettare nella lega i Colonna, pel solo motivo che erano aperti nemici della Francia. Questi vani riguardi diedero tempo a Cesare Borgia ed al papa di negoziare, tanto per riconciliarsi coi capitani nemici, quanto per seminare tra loro la discordia. Alessandro VI cercava in particolare di riacquistare la confidenza del cardinale Orsini; al quale uopo si valse di Giubio Orsini, fratello del cardinale, ch'era rimasto a Roma (2).

Cesare Borgia era dotato di singolare ingegno per le negoziazioni, e soprammodo facile tornavagli il cattivarsi l'affetto di chi lo praticava. Lo

(1) *Fran. Guicciardini*, l. 7, p. 287.

(2) *Ivi*, p. 286.

scaltro e perfido tiranno sapeva sopra tutto assumere a posta sua la favella della franchezza e della confidenza. Nelle lettere che il Machiavelli scriveva alla signoria in tempo della sua legazione al Valentino, bene spesso ravvisasi l'impronta di quell'apparente bonarietà con cui negoziava il Borgia. Spesso il segretario fiorentino riferisce le espresse parole dette dal duca nei loro abboccamenti. « Quando sei venuto per la prima volta, » diceva il Borgia al segretario fiorentino, il 23 » di ottobre, io non ti ho parlato così aperta- » mente (della mia piena soddisfazione del conte- » gno della tua repubblica, e del mio desiderio » di servirla), perchè io mi trovava allora in mol- » te angustie; Urbino si era ribellato, e non sa- » pevo qual fondamento la ribellione s'avesse; le » cose mie erano in disordine, e nulla poteva » parere stabile con quei nuovi stati; perciò io » non volevo che i tuoi signori si dessero a cre- » dere che la paura che io aveva mi facesse ab- » bondare in promesse. Presentemente che ho » meno da temere, ti prometto assai più; e quan- » do non temerò più nulla, i fatti, ove fia d'uopo, » terranno dietro alle promesse ». Il Machiavelli dopo di avere nella sua lettera dello stesso giorno riferita circostanziatamente questa conversazione, soggiugne: « Voi vedete, o signori, di » quali parole si serve questo signore, sebbene » io non ne scriva che la metà; le signorie vo- » stre avranno per altra parte riguardo alla per- » sona che parla e giudicheranno secondo la » consueta loro prudenza » (1).

(1) *Machiavelli, Legaz. I, lett. I, p. 5 e 6.*

L'immobilità del Borgia, che dopo il cominciamento della guerra si tenne dieci settimane in Imola senza nè avanzare, nè indietreggiare, fece vedere ai confederati ch'ei s'avvisasse della propria debolezza e che a qualunque patto si riconcilierrebbe con loro; laonde presero di buon animo a negoziare con lui, aggiuntocchè nello stesso tempo le loro truppe andavano facendo nuovi acquisti. Il popolo di Camerino si era ribellato ed aveva richiamato Giovan Maria di Varano, figlio dell'ultimo signore, il quale stavasi in esilio all'Aquila; Vitellozzo aveva preso la fortezza di Fossombrone, poscia le rocche di Urbino, Cagli ed Agobbio; di modo che nel ducato d'Urbino al Borgia non altro rimaneva che santa Agata; Fano e tutta la provincia erano stati egualmente occupati dai confederati. Intanto il Valentino chiamava da ogni parte al suo soldo *lance spezzate*; che così chiamavansi que' gentiluomini di poche sostanze, i quali con cinque o sei cavalieri da loro dipendenti si conducevano all'altrui soldo, indipendentemente da ogni condottiere. Siccome queste soldatesche non formavano compagnie, nè erano comandate da alcun riputato capitano, così pareva che non venissero a formare un esercito (1).

Il Valentino voleva indurre Paolo Orsini a venire in persona a trattare con lui in Imola; e per averlo, acconsentì di mandare ai confederati in ostaggio il cardinale Borgia. In fatti Paolo

(1) Machiavelli, *Legaz. I, lett. IV*, p. 16 e *passim*.

Orsini giunse ad Imola il 25 di ottobre (1). Il Valentino lo accolse amichevolmente; confessò di buon grado che doveva porre cagione alla propria imprudenza di che que' capitani che lo avevano fin allora servito con tanta fedeltà, si erano tutti subitamente da lui alienati; incolposi di non avere con essi trattato in guisa da liberarli da que' malfondati sospetti; e soggiunse che, siccome quella rottura non aveva alcun vero motivo, così egli sperava che ben lungi dal lasciare tra di loro semi d'inimicizia, essa avrebbe per lo contrario stretto tra di loro una perpetua e indissolubile unione; perciocchè da una parte, vedendo i suoi capitani come il re di Francia lo aiutava con tutta la sua potenza, dovevano rimanere persuasi di non lo potere opprimere; e dall'altra egli stesso aveva per quella esperienza aperti gli occhi e confessava ingenuamente che dai loro consigli e dal loro valore doveva riconoscere tutta la sua felicità e la sua riputazione (2).

Queste protestazioni di Cesare Borgia ottenevano tanto maggior fede presso Paolo Orsini, aggiuntocchè questi era persuaso che un papa non si potesse reggere in alcun modo quando aveva nello stesso tempo contro di sé la famiglia degli Orsini e quella dei Colonna. E tanto s'inecciò in questa sua fidanza, che, non temendo di cosa alcuna per parte del duca, poi-

(1) *Machiavelli*, *Legaz.* I, lett. II, p. 8. - *Jac. Nardi*, *Ist. Fior.*, l. iv, p. 141.

(2) *Fran. Guicciardini*, l. v, p. 287.

chè questi non dava segno di rancore, sottoscrisse con lui il 28 di ottobre una convenzione, per cui tutte le vicende volmente fatte e ricevute ingiurie dovevano essere dimenticate. Il soldo che i condottieri confederati toccavano inaddietro a' servigi del duca, doveva essere loro conservato; ed e' si obbligavano ad ajutarlo con tutte le loro forze a ricuperare gli stati d'Urbino e di Camerino, senza per altro essere astretti a recarsi in persona alle sue armate, od a porsi in poter suo. Finalmente le contese del papa con Giovanni Bentivoglio rispetto alla sovranità di Bologna, venivano per questo trattato compromesse nell'arbitramento del cardinale Orsini, del duca Valentino e di Pandolfo Petrucci (1).

Ma perchè questa convenzione, che fu da un segretario del duca con ironico sorriso comunicata al Machiavelli (2), avesse alcun effetto, era necessario ch'ella venisse ratificata dal papa e dai singoli confederati. Non fu difficile il trarre in lungo tale formalità, e l'accreocere in tal maniera i sospetti del Bentivoglio, il quale con estremo rammarico vedeva tenersi in sospeso i suoi interessi, mentre che si era dato sesto a quelli di tutti gli altri. Il Valentino seppe approfittare di questi sospetti per conchiudere col Bentivoglio, per mezzo di un figliuolo di lui, protonotario, un parziale trattato di pace, che fu sottoscritto in Imola il giorno 2 di dicembre. Il Bentivoglio

(1) Il Machiavelli in una sua lettera del 10 novembre manda alla signoria l'intera convenzione. *Legaz. I*, l. viii, p. 30. - *Jac. Nardi, Ist. Fior.* l. iv, p. 141.

(2) *Machiavelli, Legaz. I*, l. iv, p. 20.

si obbligò a scostarsi al tutto dai Vitelli e dagli Orsini; promise di militare in servizio del duca e a proprie spese nelle guerre della Romagna con cento uomini d'arme e cento alabardieri a cavallo, e di pagare a Cesare Borgia, sotto il titolo di condotta, per cento lance, dodici mila ducati all'anno; e fidanzò il proprio figliuolo Annibale alla sorella del vescovo d'Enna, nipote del duca Valentino. A tali patti venne riconosciuta dalla chiesa la signoria del Bentivoglio in Bologna. Il re di Francia, cui non andava a sangue l'incorporazione di Bologna allo stato della chiesa, il duca di Ferrara ed i fiorentini, si fecero mallevadori di questo trattato (1).

Intanto, essendo giunta la ratifica del trattato degli Orsini ed essendo sottoscritto il trattato del Bentivoglio, il duca d'Urbino bene s'avvedeva che, per quanto fosse grande l'affetto che gli dimostravano i suoi sudditi, non potrebbe in verun modo difendere il suo principato. Si affrettò dunque a demolire tutte le sue fortezze, onde non avere bisogno di assediarle in più felici tempi, e ritirossi a Città di Castello. Il Valentino fece pubblicare un perdono universale pei popoli sollevati del ducato d'Urbino, i quali ritornarono alla sua divozione l'otto di dicembre (2).

Lo stato di Camerino, il cui signore fuggì di

(1) *Fr. Guicciardini*, l. v, p. 288. - *Machiavelli*, *Legaz. I*, lett. XIV, p. 48.

(2) *Machiavelli*, *Legaz. I*, lett. XVI, p. 51. - *Jac. Nardi*, l. iv, p. 142. - *P. Bembi Hist. Ven.*, l. vi, p. 131. - *Ja. Burchardi Diar. Cur. Rom.*, p. 2143.

nuovo nel regno di Napoli, seguì l'esempio di quello d' Urbino. Vitellozzo ritirò le sue truppe da Fano; e la guerra pareva terminata. Allora appunto il Valentino deliberò di muoversi colla sua armata e partì da Imola il dieci di dicembre (1).

La mossa del Borgia con una poderosa armata, in tempo che questa pareva essergli diventata inutile, sparse l'ansietà e lo spavento nei vicini stati. I veneziani facevano così attenta guardia alle loro terre di Romagna, come se il nemico fosse accampato sotto le loro mura; i fiorentini temevano che la riconciliazione di tanti capitani, da loro egualmente temuti, non si fosse fatta a danno loro; ma più d'ogni altro i condottieri rappattumati di recente col duca cominciavano a temere di cader vittime della sua perfidia (2). Ma subitamente, il 22 dicembre, le quattrocento cinquanta lance francesi, che accompagnavano il duca, lo abbandonarono a Cesena e ripigliarono la strada di Bolognā, senza che si potesse assapere se ciò fosse l'effetto di qualche improvvisa rottura colla Francia, o se fossero richiamate a Milano per un qualche impreveduto bisogno (3). Comunque la cosa fosse, il Borgia, privato della metà delle sue forze e indispettito, almeno in apparenza, contro l'alleato che aveva incusso tanto terrore, continuò ad

(1) *Machiavelli, Legaz. I, lett. XVII, p. 54.* - *Jac. Nardi, l. iv, p. 142.*

(2) *Machiavelli, Legaz. I, lett. XVII e XVIII, p. 54 e 55.*

(3) *Machiavelli, Legaz. I, lett. XIX, p. 60.*

avanzarsi colla sua armata con meno minaccioso apparato. Oliverotto da Fermo fu il primo dei confederati della Magione che ardisse raggiungerlo. Consultarono assieme Oliverotto e il Borgia se dovessero assalire la Toscana o Sinigaglia, e il Borgia fermò di assaltar Sinigaglia. Questo piccolo principato veniva governato da una figlia del defunto Federico di Montefeltro, duca d'Urbino, la quale chiamavasi prefetessa. Papa Sisto IV l'aveva disposta al nipote Giovanni della Rovere, da lui creato prefetto di Roma. Rimasta vedova, ella aveva mandato in Francia il figliuolo, Francesco Maria della Rovere, per sottrarlo alle trame del Valentino; quegli era il presuntivo erede del ducato d'Urbino, poichè il duca regnante, Guidubaldo, suo zio, non aveva figliuoli. La prefetessa era rimasta in Sinigaglia sotto la protezione dei confederati della Magione, e conoscendo che non poteva difendersi senza di loro, si rifuggì per mare a Venezia; ma coloro cui essa aveva affidato il comando della rocca, dichiararono di non volerla cedere ad altri che allo stesso duca Valentino, onde Oliverotto e gli Orsini lo invitarono ad avvicinarvisi per prenderne possesso (1).

Il Borgia, che aveva di già rimandate verso la Lombardia le truppe francesi per dissipare i sospetti dei capitani confederati, quando si vide chiamato da loro medesimi, conobbe di potersi

(1) Machiavelli, *Del Modo tenuto dal duca Valentino ec.*, t. III, p. 148. - Fran. Guicciardini, l. V, p. 389. - Jacopo Nardi, *Ist. Fior.*, l. IV, p. 142. - Jo. Burchardi *Diar. Cur. Rom.*, p. 2147.

fidare di loro, e ch' essi di lui si fidavano. Fece pertanto dir loro di distribuire i soldati ne' villaggi del territorio di Sinigaglia, per lasciare a' soldati suoi propri gli alloggiamenti nella stessa città, e il 31 di dicembre partì da Fano per giugnere lo stesso giorno in quella città, con una scorta numerosa almeno di due mila cavalli e di due mila fanti. Vitellozzo Vitelli, Paolo Orsini e Francesco Orsini, duca di Gravina, si avanzarono disarmati per incontrare il duca Valentino e ossequiarlo. Prima di giugnere al suo cospetto e' dovettero passare per mezzo a tutta la sua cavalleria ch' era schierata in due file ai due lati della strada. Il duca salutò i capitani amorevolmente, e destinò a corteggiare ciascuno di loro due gentiluomini, incaricati di non abbandonarli finchè non fossero giunti al palazzo. Mancava tuttavia Oliverotto, il quale stava al comando della sua compagnia, che sola era rimasta in Sinigaglia per onorare la venuta del Valentino. Uno de' confidenti del duca andò ad avvisarlo che, se non conduceva ai quartieri i suoi soldati, non potrebbe poscia impedire alle truppe che giugnevano di occuparli. Oliverotto in allora licenziò i suoi uomini d'arme e si recò dal duca, il quale accoglievalo non meno gentilmente degli altri tre; e sotto lo stesso pretesto di fargli onore, lo fece come gli altri guardare a vista. Giunti al palazzo destinato al duca, scesero tutti assieme da cavallo; ma non appena i quattro capitani vi furono entrati che trovaronsi presi e quindi incarcerati. Allora il Valentino, risalito subito a cavallo, condusse i suoi uomini d'arme ad assalire i quartieri di Oli-

verotto, e fece svaligiare i di lui soldati. Nello stesso tempo ordinò di assaltare quelli degli Orsini e del Vitelli che trovavansi lontani cinque o sei miglia dalla città; ma questi, essendo stati a tempo avvisati di ciò che accadeva, si ritirarono in buon ordine. La stessa sera il Borgia fece strozzare Vitellozzo ed Oliverotto, e protrasse fino al giorno 18 la morte di Paolo Orsini e del duca di Gravina, perchè voleva prima sapere se il papa suo padre aveva eseguito quanto era stato fra di loro divisato contro gli altri Orsini (1).

(1) *Machiavelli, Legaz. I, lettera XXI, del primo gennaio 1503*, p. 67. - *Idem, Del modo tenuto ec.*, t. III, p. 153. - *Jao. Nardi*, l. IV, p. 143. - *Fran. Guicciardini*, l. V, p. 290. - *Burchardi Diar. Cur. Rom.*, p. 2148. - *Id. di Gio. Cambi*, p. 184. - *Fran. Belcarri*, l. IX, p. 260.

Il signor Roscoe ammette come cosa probabilissima che il Machiavelli fosse a parte della trama di Sinigaglia (*Vita e Pont. di Leon X*, t. I, c. IV, p. 356, della traduz. francese nota 1). Questo sospetto così leggermente promosso contro un uomo che finora non venne accusato di verun delitto, non avrebbe nemmeno potuto venire in mente all'autore, se avesse lette le lettere del segretario fiorentino alla signoria, scritte in tempo di questa prima legazione. Gl'ingenui progressi de' dubbi del segretario, de' suoi timori, delle sue conghietture mano mano che gli avvenimenti vengono a maturanza, le difficoltà ch'egli incontra per parlare al Valentino, perchè egli era un uomo di poco conto, le sue replicate inchieste perchè si mandi un altro ambasciatore in sua vece, per ultimo ogni linea delle 29 sue lettere, distinguono vittoriosamente così ingiuriosi sospetti. Il più grande argomento del signor Roscoe è che il Machiavelli, nella separata sua relazione di questo avvenimento, non correda la sua narrazione di veruna considerazione; a me pare per lo contrario che le considerazioni a tale riguardo non fossero altrimenti necessarie, e che i fatti parlino da sé. Vero è che il Machiavelli non

La perfidia colla quale Cesare Borgia trattò i capi delle bande adunate a Sinigaglia non indispelì punto i popoli contro di lui. Questi capitani erano quasi tutti amati dai loro soldati e detestati dai loro sudditi; il solo timore poteva tenere i popoli ubbidienti verso quella soldatesca podestà, d'ogni giustizia e moderazione sconscente; e Cesare Borgia era troppo accorto per non alleggiare il giogo de' nuòvi suoi sudditi, oppressi da' condottieri. Volendo il Valentino approfittare subito dello spavento de' suoi nemici e del favore de' popoli, il primo di gennaio del 1503 partì alla volta di Conrinaldo, Sassoferrato e Gualdo per avvicinarsi ad Agobbio, e di là accennare nello stesso tempo a Perugia e a Città di Castello (1). Il 4 dello stesso mese gli si presentarono di fatti gli ambasciatori di Città di Castello, dicendogli che il vescovo loro e tutti i Vitelli erano fuggiti, e che gli abitanti si davano a lui. Giulio Vitelli, ch'era il maggiorenne della sua famiglia dopo la violenta morte dei suoi quattro fratelli primogeniti, tutti rinomati guerrieri, era partito alla volta di Venezia col duca d'Urbino, dopo di avere mandati i suoi nipoti a Pi-

aveva nè stima nè compassione per questi nemici del suo paese; ed erano infatti poco degni di stima. Rispetto al Valentino, egli ne ammirava l'accortezza, e lo credeva un gran principe. Ma di que' tempi i vocaboli di *principe*, di *usurpatore*, di *tiranno* erano tutti sinonimi. Il Machiavelli mai non fa distinzione alcuna fra di loro, e non credeva possibile di potervi associare veruna virtù morale, fuorchè grandezza d'animo, carattere fermo ed accortezza.

(1) Machiavelli, *Legaz. I, lett. XXI, XXII*, p. 72. - Jac. Nardi, l. IV, p. 145.

tigliano (1). Gian Paolo Baglioni era pure fuggito da Perugia, tosto che gli pervenne la notizia dello scempio di Sinigaglia; e i perugini avevano mandato richiedere la repubblica di Firenze di aiutarli a difendere la loro libertà; ma i fiorentini risposero, che sì poco era stato l'assegnamento cui Firenze in ogni altra occasione aveva potuto fare sopra l'amicizia e i buoni uffici di Perugia, ch'è non volevano, per salvare così fatti vicini, correre rischio di romperla con un papa tanto potente. I perugini inviarono allora ambasciatori al duca Valentino, i quali presentaronglisi il 5 di gennaio per dichiarargli che le truppe degli Orsini, dei Vitelli e dei Baglioni avendo sgomberata la loro città per ritirarsi a Siena, Perugia lo riconosceva e già lo aveva proclamato signore. Pure il Borgia, o perchè così gli avesse comandato il padre, o perchè gli tornasse opportuno di tenere celati i suoi ulteriori disegni, ricevette la dedizione di Perugia e di Castello come gonfaloniere della chiesa e non in proprio nome, e disse di avere bensì determinato di scacciare tutti i tiranni dal retaggio de' romani pontefici, e di spegnervi le fazioni; ma che non voleva dilatare la propria signoria oltre i confini del suo ducato di Romagna, e che perciò lusingavasi che qualunque si fosse il papa che terrebbe dopo Alessandro VI la cattedra di san Pietro, desso papa gli saprebbe buon grado dell'aver distrutti i nemici dell'autorità pontificia.

(1) Machiavelli, *Legaz.* I, lett. XXV, p. 76. - Jacopo Nardi, l. iv, p. 145.

Non curandosi perciò di entrare nelle due sottomesse città, nè di ricondurre gli esiliati a Perugia, si apparecchiò subito a scacciare da Siena Pandolfo Petrucci. Il Borgia risguardava il Petrucci a cagione della di lui accortezza, siccome l'anima del partito. Lo vedeva chiuso in una fortissima città, ricco di danaro e bene provveduto di soldatesche fedeli e zelantissime. Perciò richiese il Machiavelli d'indurre i fiorentini a collegarsi con lui per iscacciare quest'ultimo nemico, che Firenze doveva temere non meno di quel che lo temesse ei medesimo. Desiderava il Borgia che la repubblica mandasse gente ai confini, intanto ch'egli si avanzerebbe colle sue truppe; ma nello stesso tempo Alessandro VI intavolava negoziazioni con Pandolfo Petrucci per ingannarlo, se possibile fosse, e trovar modo di averlo nelle mani (1).

I sanesi non erano disposti a sostenere un assedio al solo fine di salvare il Petrucci; con tutto ciò, diffidando essi del papa e del di lui figliuolo, erano determinati a difendersi fino all'ultimo sangue, se sotto pretesto di scacciare un tiranno, Cesare Borgia voleva entrare nella loro città, o faceva qualche tentativo per impadronirsene. Pandolfo Petrucci approfittò di questa disposizione de' sanesi per negoziare e non cedere alla burrasca se non a seconda del bisogno. Acconsentì di uscire da Siena, purchè il duca Valentino,

(1) Machiavelli, *Legaz. I, lett. XXVII, del 10 febbrajo*, p. 82. - *Fr. Guicciardini, l. v, p. 291.* - *Orl. Malavolti, Stor. di Siena, par. II, l. VII, p. 109, f. v.*

che si era avanzato fino a Pienza, uscisse in pari tempo dal territorio della repubblica. Questa convenzione si eseguì il 28 di gennaio: Pandolfo Petrucci si ritirò a Lucca con Gian Paolo Baglioni e colle reliquie delle truppe dei Vitelli; ma i suoi partigiani continuarono ad esercitare in Siena la suprema autorità, mentre che il Valentino ricondusse la sua armata alla volta di Roma, per approfittare dello scempio di Sinigaglia e compiere l'abbassamento degli Orsini ⁽¹⁾.

Il papa aveva con ogni premura assecondato i delitti del figliuolo; e appena ebbe da questi l'avviso dell'accaduto in Sinigaglia che fece chiamare il cardinale Orsini in Vaticano sotto colore di volersi abboccare con lui. Il cardinale era imprudentemente tornato a Roma; viveva senza sospetti e niente sapeva della prigionia de' suoi due congiunti; onde recossi a palazzo, ove fu subito imprigionato. Alessandro VI fece in pari tempo prendere nelle loro case Rinaldo Orsini, arcivescovo di Firenze, il protonotario Orsini, l'abate d'Alviano, fratello di Bartolommeo, e Giacomo di Santa Croce. Questi prigionieri, spaventati dalle minacce del papa, acconsentirono a porre in mano sua tutte le loro fortezze, ed a tale prezzo riebbero la libertà, tranne il cardinale da cui Alessandro voleva ottenere la consegna di tutti i suoi averi. Imperciocchè il papa aveva di già fatta occupare la di lui casa a Monte

(1) *Machiavelli, ultima lettera della prima Legazione, N.º XXIX, p. 93. - Jac. Nardi, l. iv, p. 146. - Orlando Malavolti, Stor. di Siena, par. III, l. vi, f. 110.*

Giordano e trasportarne le suppellettili ed i mobili tutti al palazzo pontificio; ed esaminando i libri delle ragioni del cardinale, aveva trovato che questi teneva un credito di due mila ducati sopra un tale il di cui nome non era stato scritto, e che aveva comperata per la somma di due mila ducati una perla che non si trovava. Non volendo lasciarsi sfuggire di mano tali cose, il primo di febbraio fece vietare l'ingresso della prigione del cardinale a coloro che gli portavano la patathea per parte della di lui madre, dichiarando insieme che lo sciagurato cardinale più non mangerebbe finchè non si rinvenisse il nome del debitore e la perla. A tale minaccia la madre del cardinale pagò subito col proprio danaro i due mila ducati, e l'amica di lui, vestita da uomo, andò in persona a consegnare al pontefice la perla che aveva ricevuta in dono dal cardinale. Alessandro acconsentì allora che si portassero al cardinale i cibi che gli venivano mandati, ma prima gli fece dare una bevanda avvelenata che lo trasse a morte il 22 di febbraio (1).

Con tutto ciò non tutti gli Orsini erano caduti nelle mani del pontefice o del figliuolo di lui; la loro famiglia era assai numerosa, perchè tutti i giovani cadetti, appigliandosi al mestiere delle armi, abbandonavano la paterna dimora. Giulio Orsini con molti de' suoi congiunti si afforzava a Pitigliano; Fabio, figliuolo di Paolo Orsini, quello

(1) *Burchardi Diar. Cur. Rom.*, p. 2149. - *Raphael Volater. apud. Raynald. Ann.*, 1503, § 8, p. 540. - *Franc. Guicciardini*, l. v, p. 291. - *Jac. Nardi, Ist. Fior.*, l. iv, p. 146.

ch'era stato strozzato a Sinigaglia, ed Organtino Orsini adunavano la loro cavalleria a Cervetri. Muzio Colonna era tornato dal regno di Napoli, ed aveva occupato Palombara, togliendola al papa. I Savelli si erano rappattumati cogli Orsini; di modo che tutta la primaria nobiltà di Roma faceva causa comune contro i Borgia. Gian Girolamo Orsini era in allora ai servigi del re di Francia nel regno di Napoli; Niccolò Orsini, conte di Pitigliano, militava poi veneziani; e questi due capitani potevano invocare in loro difesa i potenti padroni cui servivano. Il Borgia volle tentare di opprimerli prima che potessero ottenere assistenza, persuaso che gli riuscirebbe più facile il giustificarsi allorchè non vi fosse più rimedio per coloro ch'ei voleva distruggere. Ma sebbene gli venisse fatto d'impadronirsi di Palombara e di Ceri, le altre fortezze degli Orsini gli resistettero tanto da dare tempo ai veneziani e al re di Francia di dichiarare solennemente al Borgia ch'ei prendevano a proteggere Gian Giacomo Orsini ed il conte di Pitigliano (1).

Le minacce del re indussero Cesare Borgia a levare l'assedio di Bracciano, ma questo fece non senza lagnarsi acerbamente della Francia; oltredicchè Alessandro VI proseguì, a malgrado la dichiarata protezione del re, le procedure incominciate contro tutti gli Orsini, e tutti li fece condannare dai tribunali suoi come ribelli. Lodovico XII, vedendo che i Borgia cominciavano a non più riverire la sua autorità, ed essendo

(1) *Fran. Guicciardini*, l. v, p. 293.

pure di già inquieto rispetto agli affari di Napoli, risolse di opporsi al rapido ingrandimento della potenza del duca Valentino; prevedendo eziandio che, allorquando questi si riconoscerrebbe indipendente, farebbesi pagare a troppo caro prezzo la sua amicizia. Parvegli più di tutto importante di porre in salvo la Toscana da nuovi tentativi del Borgia; al quale uopo trovò opportuno di formare un' alleanza tra Firenze, Siena, Lucca e Bologna, ed incaricò di trattare quella faccenda un Francesco Cardulo di Narni; protonotario apostolico. Questi presentossi il giorno 14 di marzo alla balia di Siena, ed offrì ai partigiani di Pandolfo Petrucci di ricondurre a Siena questo capo di parte coll' assenso de' fiorentini, ai quali si prometteva la restituzione di Montepulciano. L'alleanza venne sottoscritta, e Pandolfo tornò a Siena il 29 di marzo del 1503, senza che la rivoluzione per cui era stato scacciato o quella per cui richiamato veniva, verun disordine accagionassero (1).

Ma non sì tosto fu restituito Pandolfo in Siena, che pose in mezzo mille pretesti per non restituire Montepulciano; e soprattutto pretese che a' sanesi calasse tanto di quel possedimento che non voleano comperare a sì alto prezzo l'amicizia de' fiorentini. Questi dal canto loro, malgrado le istanze del ministro francese, non volevano accostarsi alla lega se non a tale condizio-

(1) *Jac. Nardi, Ist. Fior.*, l. iv, p. 149. - *Fran. Guicciardini*, l. v, p. 294. - *Fran. Belcarri*, t. ix, p. 262. - *Orlando Malavolti*, par. III, l. vi, f. 111.

ne; onde non potevasi ottenere la ratifica del trattato, senza del quale sembrava che la Toscana rimanesse in balia del duca Valentino (1).

Altronde le cose di Pisa, che da quasi dieci anni avevano sempre riaccesa la guerra allorchè essa pareva vicina a spegnersi, eccitavano nuovamente i sospetti e l'animosità dei popoli toscani. I fiorentini avevano fatto capitano delle loro armate il balivo d'Occan, capitano francese, il quale coll' assenso del re aveva condotte ai loro servigi cinquanta lance; colla quale cosa speravano che le bandiere francesi sarebbero per loro una salvaguardia contro le intraprese del papa e del Valentino, perchè da costoro non li guarentiva la santità dei trattati. Il balivo aveva condotta l'armata nello stato di Pisa per devastare e distruggere le messi; perciocchè i fiorentini speravano che la città si ridurrebbe colla fame se per più anni consecutivi distruggessero i ricolti. Ma se nel precedente anno erano venuti a capo di guastare, prima che maturasse, tutto il frumento dei pisani, allora poterono soltanto rovinare le campagne di Val d'Arno, non avendo potuto penetrare in Val di Serchio, la quale era meglio difesa (2).

Il balivo d'Occan, poi ch'ebbe guastato il paese, condusse la sua armata sotto Vicu Pisano, in cui stavano di presidio cento fanti svizzeri al soldo dei pisani. Il francese minacciò di farli ap-

(1) *Fran. Guicciardini*, l. vi, p. 309.

(2) *Ivi.* - *Jac. Nardi*, *Ist. Fior.*, l. vi, p. 151, 152. - *Istoria di Gio. Cambi*, t. xxi, p. 175 e 187. - *Scip. Ammirato*, l. xxvii, p. 271.

piccare se portavano le armi contro un re alleato della loro nazione; e i commissarii fiorentini loro offerirono danaro se voleano dare la terra; onde gli svizzeri, atterriti o corrotti, il 16 di giugno aprirono le porte della fortezza ch'era dover loro il difendere. Tale tradimento spianò ai fiorentini i passi per assalire la fortezza assai più importante della Verrucola, la quale, essendo battuta dal lato fin allora inaccessibile di Vico Pisano, si arrese il 18 di giugno. La Verrucola signoreggiava il piano di Pisa, il quale si bene scoprivasi allo sguardo da quella fortezza, che nulla entrar poteva o sortire dalle porte della città senz'essere veduto dalla Verrucola. E quanto quel sito era stato utile ai pisani per prevenire le offese dei loro nemici, altrettanto poteva riuscir loro fatale dopo ch'era venuto in mano de' fiorentini (1).

Questa perdita commosse di bel nuovo i sanesi ed i lucchesi a favore de' loro vicini. Scordarono gli uni e gli altri la lega toscana, sebbene Pandolfo Petrucci andasse debitore ai fiorentini del fresco suo ristabilimento in patria, e spedirono ajuti ai pisani, i quali dal canto loro fecero fare l'offerta al duca Valentino di darsi a lui. Non v'era città che dal tiranno fosse più ardentemente desiderata, sperando egli con essa aver modo di conquistare tutta la Toscana. Ma finchè il re di Francia era onnipotente in Italia, il Va-

(1) *Fran. Guicciardini*, l. vi, p. 310. - *Jac. Nardi*, l. iv, p. 152, 153. - *Scip. Ammirato*, l. xxviii, p. 271. - *Ist. di Gio. Cambi*, t. xi, p. 193.

lentino, per non provocarlo a sdegno, non aveva osato di accettare quella sì gradevole offerta. Ma da qualche tempo pareva che la fortuna abbandonasse le armi francesi, ed il Valentino, che mai non era l'ultimo ad allontanarsi da coloro cui la fortuna volgeva le spalle, cominciava a trattare coi generali di Lodovico XII con piglio e modo più audace; segretamente negoziava con Gonzalvo di Cordova e colla Spagna; temporeggiava coi pisani; si armava; chiedeva per la sua alleanza sempre maggiori premii, e non pertanto aspettava per risolvere definitivamente un ultimo esperimento delle forze dei due re, che pareva dover essere imminente (1).

Ferdinando il cattolico aveva lasciato il suo generale, Gonzalvo di Cordova, senza soccorsi, durante il primo anno della guerra. I rinforzi che aveva per lui allestiti non giunsero in campo se non dopo ch'era già cominciata la campagna del 1503. Ma prima che questi rinforzi giungessero, il generale spagnuolo era stato soccorso in Barletta per opera dell'imprudenza e dell'avarizia de' generali francesi. Ivone d'Allegre aveva presa la città di Foggia, in cui eranvi ricchissimi granai, pieni de' ricolti di quella ubertosa provincia. Invece di acconsentire che que' grani si vendessero a credenza ai napoletani, che ne avevano urgente bisogno, o di tenerli custoditi per l'armata, l'Allegre, per mancanza di danaro, s'indusse a venderli ad alcuni mercadanti venezia-

(1) *Fran. Guicciardini*, l. vi, p. 311.

ni, che li trasportarono a Barletta (1). Poi a poco, l'ammiraglio spagnuolo, Liscano, riportò vicino alla punta della Terra di Otranto, che è l'antico promontorio di Japiga, una vittoria sopra il signore di Prejan, che aveva il comando della flotta francese; la quale sarebbe stata oltracciò interamente distrutta, se non avesse trovato riparo nel porto d'Otranto, che apparteneva ai veneziani ed era egualmente rispettato dalle due nazioni belligeranti. Dopo questa vittoria la marina rimase libera alle navi spagnuole e siciliane, che poterono trasportare senza pericolo soldati, vittovaglie e danaro a Barletta. Le quali cose si facevano senza che i francesi potessero impedirle, anzi pur senza ch'è nulla sapessero di ciò che accadeva in mare (2).

Non pertanto l'armata francese continuava a conquistare terre nell'interno del regno. Il Nemurs aveva ridotte alla sua ubbidienza tutte le città della Puglia che accerchiano Barletta; cioè Canosa, Altamura, Cerignole, Quadrata, Robio, Foggia e Siponto: ed erasi avanzato fino alla estremità della Terra d'Otranto, ove costringeva Lecce, san Piero, Nardo, Rodea, Oria e Matula ad arrendersi. Vero è che non aveva potuto occupare Gallipoli, nè Taranto, ma bensì costretto aveva il conte di Conversano ad accostarsi al suo partito, ed aveva lasciata guernigione in Castellaneta onde frenare le scorrerie delle truppe

(1) *P. Jovii Vita M. Consalvi*, l. II, p. 214. - *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V*, l. I, f. 23. v.

(2) *P. Jovii Vita M. Consalvi*, l. II, p. 214. - *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V*, l. I, f. 24.

spagnuole che Pietro Navarra comandava a Taranto (1).

Il Nemurs era di già tornato sotto Barletta, quando seppe che gli abitanti di Castellaneta, più soffrire non poteudo la petulanza de' soldati francesi alloggiati nella loro città, avevano aperte le porte agli spagnuoli di Taranto e dati prigionieri i loro ospiti. Accecato dall'ira, il Nemurs non volle porgere orecchio alle rimostranze dell'Acquaviva, che gli dava avviso che il Gonzalvo uscirebbe presto in campagna. Partì pertanto col l'armata alla volta di Castellaneta, e, non ascoltando altro che la propria accesa brama di vendetta, non volle ricevere la dedizione degli abitanti alle condizioni da loro offerte. Ma Gonzalvo di Cordova, approfittando della sua lontananza, uscì di notte da Barletta con tutte le sue genti, lasciando quella città così sguarnita, che per essere sicuro della di lei fedeltà trovò necessario di condurre con sé i magistrati in ostaggio, e andò ad investire con improvviso assalto Rubio, dove comandava il la Palice. Ai primi colpi delle artiglierie la breccia venne aperta in più luoghi delle mura; i soldati spagnuoli volarono intrepidamente all'assalto, e, sebbene i francesi si difendessero per sette ore con non minor valore che ostinazione, il la Palice, ferito, fu fatto prigioniero, e la città di Rubio presa e saccheggiata. Il Gonzalvo non cercò pure di conservarla, e trasportò frettolosamente tutto il bottino a Barletta, dov'era rien-

(1) *P. Jovii Vita M. Consalvi*, l. II, p. 215. - *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V*, l. I, f. 24.

trato avanti che il Nemurs, che per opporsi al Gonzalvo aveva abbandonato l'assedio di Castellaneta, fosse tornato a Rubio colla sua armata (1).

Intanto Ugone di Cardone approdò a Reggio con tre mila fanti e tre mila cavalli ragunati in Sicilia. Abbattutosi da prima in Giacomo di Sanseverino, conte di Mileto, lo sconfisse; poi liberò Diego di Ramirez, assediato nella fortezza di Terranuova; saccheggiò e bruciò quella città; fuggì il principe di Rossano e fece prigioniero il signor d' Humbercourt. In quest' ultimo scontro Antonio di Leiva, che era di fresco giunto dalla Spagna e che militava ancora come gregario, fece le sue prime prove in Italia. Noi lo vedremo in appresso, poich' egli fu passato per tutti i gradi della milizia, ottenere il supremo comando delle armate ed essere annoverato tra i primi generali di Carlo V (2).

Mentre il Cardone sbarcava le sue genti, il d'Aubigni trovavasi occupato in un' altra parte della Calabria; ma accorse incontinenti per attraversare i di lui disegni; ed i principi di Salerno e di Bisignano, della casa Sanseverino, si unirono a lui a Cosenza con molti baroni au-
gioini. Don Ugone di Cardone, avvisato delle loro mosse, divisò da prima di ritirarsi verso le mon-

(1) *P. Jovii Vita M. Consalvi*, l. II, p. 216. - *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V*, l. I, f. 24. v. - *Fr. Guicciardini*, l. 9, p. 296. - *Arn. Ferronii*, l. III, p. 48.

(2) *Fran. Guicciardini*, l. V, p. 294. - *Fran. Belcarri Com. Rer. Gall.*, l. IX, p. 263. - *Mémoires de Fleuranges*, t. XVI, p. 24.

tagne, ma fu ritenuto dall'arrivo di don Emanuele di Benavides, che gli conduceva quattrocento cavalli e quattro battaglioni d'infanteria siciliana; altronde le spie gli avevano riferito che al d'Aubigni abbisognavano ancora due giorni per raggiungerlo; ond'egli si era già assicurato, quando vide il d'Aubigni sboccare nel piano dalla banda di mezzodì di Terranuova. Venutosi alle mani, i cavalieri siciliani e spagnuoli non sostennero l'impeto degli uomini d'arme del d'Aubigni, ed in particolare degli scozzesi; la fanteria venne egualmente maltrattata dagli svizzeri e dai guaschi; l'armata di Ugone di Cardone fu sgominata e dispersa, ed egli medesimo fu costretto a fuggire a piedi nelle montagne, dopo di avere tagliati i galletti al suo cavallo. Il signore di Griguan, luogotenente del d'Aubigni, che più d'ogni altro contribuì a questa vittoria, fu ucciso nell'inseguire il nemico (1).

La battaglia di Terranuova non bastava ad assicurare il dominio de' francesi nella Calabria, tanto più che era giunta a Reggio la nuova flotta che Ferdinando aveva armata a Cartagena e condotta in Sicilia. Furono sbarcati da quella flotta seicento cavalli, comandati da Alfonso Carvajale, e cinque mila fanti di Galizia, di Biscaglia e delle Asturie, capitanati da Ferdinando d'Andrades. Il re di Spagna aveva dato il comando di tutte quelle soldatesche a un Porto Carrero,

(1) *P. Jovii Vita M. Consalvi*, l. II, p. 218. - *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V*, l. I, f. 25. - *Fran. Guicciardini*, l. V, p. 295. - *Arnoldi Ferronii*, l. III, p. 49.

oriundo di Genova e della casa de' Boccanezra, scelto dal re, perchè il Porto Carrero ed il Gonzalvo avevano sposate due sorelle, perlocchè era da sperarsi ch'essi opererebbero di perfetto accordo. Ma passò lungo tempo avanti che quest'armata fosse in istato di combattere; prima perchè la flotta era stata travagliata dai venti nel suo tragitto, poscia perchè il Porto Carrero, appena giunto in Reggio, fu preso da grave malattia, in conseguenza della quale morì, lasciando a suo successore il d'Andrades (1).

Correvano intanto in tutte le altre provincie d'Italia inquietanti notizie intorno alle cose di Napoli: onde i tre piccoli cantoni svizzeri che si erano fatti padroni di Bellinzona, non potendo soffrire che la Francia loro contrastasse il possedimento di quella città, presero animo ed assalirono con grande impeto Locarno sul lago Maggiore, e Muralto. Dopo parecchi infruttuosi assalti vennero a capo all'ultimo d'impadronirsi di Muralto, che altro non era che una lunga muraglia eretta per frenare le loro incursioni; ma non poterono conquistare Locarno, e bentosto trovaronsi assediati dai francesi e afflitti da crudeli stenti. Ma Lodovico XII, cui stava a cuore di evitare una guerra nel milanese, fin che le cose sue non erano assicurate nel regno di Napoli, e che aveva più di tutto bisogno di mettere a numero le sue armate colla fanteria svizzera per opporla a quella dei tedeschi e degli

(1) P. Jovii Vita M. Consalvi, l. II, p. 219. - Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V, l. I, p. 26. - Fran. Guicciardini, l. V, p. 295.

spagnuoli, ordinò ai suoi commissarii di accontentare gli svizzeri a qualunque patto. Fu pertanto il dì undiei aprile del 1503 sottoscritto un nuovo trattato di pace tra la Francia e la lega elvetica, nel campo sotto Locarno, col quale Lodovico XII concedette ai tre piccoli cantoni la contea di Bellinzona in piena signoria (1).

Mentre la guerra tra la Francia e la Spagna andava invigorendosi nel regno di Napoli, l'arciduca Filippo d'Austria, figliuolo di Massimiliano e genero di Ferdinando e d'Isabella, passava in Francia per tornare nella sua signoria de' Paesi Bassi. Pochi mesi prima egli aveva accompagnata la moglie per la prima volta alla corte di Spagna, e l'aveva colà abbandonata bruscamente il 22 dicembre del 1502, lasciando Ferdinando di lui ingelosito, Isabella di mal umore a cagione de' pochi riguardi da lui usati alla di lei figliuola, e Giovanna, la di cui seconda gravidanza era avanzata, in uno stato tale di disperazione che ne perdette poi il senno. Filippo venne accolto in Francia con quel rispetto con che era stato trattato in occasione del suo primo passaggio. Egli desiderava la pace pel vantaggio de' suoi stati de' Paesi Bassi; la desiderava ancora per accrescere il suo credito alla corte di Castiglia, e se ne fece con premura il mediatore. L'accompagnavano due ambasciatori del re d'Arragona e di Castiglia, i quali intervennero agli abboccamenti di

(1) *Leonard*, t. iv. - *Hist. de la Diplom. Française*, t. 1, p. 457. - *Fran. Guicciardini*, l. v, p. 299. - *Fran. Belcarri Com. Rer. Gall.*, l. ix, p. 264. - *Jac. Nardi*, l. iv, p. 149.

Filippo con Lodovico XII, ed il 5 d'aprile sottoscrissero con essi a Lione un trattato di pace fra le due monarchie. Fu pattuito con questo trattato che tutti i diritti della Francia sul regno di Napoli dovessero andare in dote a madama Claudia di Francia, figlia di Lodovico XII, la quale venne fidanzata a Carlo, figliuolo di Filippo, che fu poi Carlo V. I due sposi fanciulli dovevano essere dichiarati re e regina di Napoli; ma si fece patto che fino alla consumazione di questo matrimonio, il trattato di divisione di Granata dovesse avere piena esecuzione (1).

Pareva che questa convenzione terminasse la guerra ad equi patti, sebbene tutto il vantaggio fosse per la Spagna, poichè il contrastato regno era ceduto per intero all'erede di quella monarchia. Perciò Filippo aveva mostrata molta premura di conchiuderla; e perchè era illimitato il mandato ch'egli avea, Lodovico XII non dubitò punto che il trattato di Lione non venisse ratificato; onde più non si prese cura d'inviare soccorsi ai suoi luogotenenti in Italia, ai quali solamente raccomandò di schivare ogni fatto d'armi, finchè col cambio delle ratifiche venissero interamente a cessare le ostilità. Ma Gonzalvo di Cordova, dopo essere stato lungamente confinato in un angolo del regno di Napoli, cominciava

(1) *P. Martyris Anglerii Epist.* 255. - *Saint-Gelais, Hist. de Louis XII*, p. 170. - *Raynald. Ann. Eccl.*, 1503, § 3, p. 539. - *Fran. Guicciardini*, l. v, p. 99. - *Jac. Nardi*, l. iv, p. 150. - *Orl. Malavolti, Storia di Siena*. par. III, l. vi, f. 111, v. - *Ist. di Gio. Cambi*, p. 192. - *Fran. Belcarri*, l. ix, p. 265.

a travedere la possibilità di conquistarlo interamente. Egli non volle andate debitore ad un trattato di ciò che poteva ottenere a forza aperta; e i suoi padroni, quando meglio conobbero lo stato delle cose, concepirono la stessa ambizione e ricusarono di ratificare il trattato di Lione.

Ferdinando d'Andrades, assunto il comando dell'armata di Calabria, aveva riunito alle truppe condotte dal Porto Carrero le reliquie dell'esercito di Ugone di Cardone, e, dopo aver loro pagate le paghe mature, le condusse attraverso alla Calabria fin presso a Seminara. In questo stesso luogo, sette anni prima, Ferdinando II e Gonzalvo erano stati rotti dal d'Aubignì; e Terranuova, dove lo stesso d'Aubignì aveva riportata di recente un'altra vittoria sugli spagnuoli, era pure non molto discosta; perciò il d'Aubignì avanzavasi pieno di speranza, punto non dubitando di liberare la Calabria dai nemici con una terza vittoria. Sebbene le sue forze fossero alquanto minori di quelle del d'Andrades, egli lo sfidò a battaglia. Le due armate s'incontrarono il 21 d'aprile al passo di Fiume Secco, tra Gioja e Seminara. Emmanuele Benavides, che aveva il comando della vanguardia spagnuola, si trattenne sopra una delle rive del fiume per parlamentare col d'Aubignì, che trovavasi sulla riva opposta. Mentre che questi era intento all'abboccamento, il Carvajale, che comandava il retroguardo spagnuolo, passò il fiume un miglio al di sopra, e venne ad assalire impetuosamente alle spalle l'armata francese nello stesso tempo che essa era assaltata da fronte. Un solo punto di

confusione e di disordine bastò per romperla; gli uomini d'arme sgominati dovettero fuggire e il d'Aubignì con loro: Onorato ed Alfouso di Sanseverino, che comandavano la seconda e la terza schiera, composte di calabresi, non opposero lunga resistenza; ambidue furono fatti prigionieri; ed in mezz'ora di tempo quasi tutta la fanteria francese fu passata a fil di spada. Il d'Aubignì era fuggito a Gioja, dove trovò il capitano della sua fanteria Mallerbe; essi continuarono a ritirarsi assieme, ma, giunti al forte d'Angitula, furono costretti a rinchiudervisi, perchè i nemici stavano per raggiungerli. Ma gli spagnuoli, non volendo lasciarsi fuggire di mano il più temuto di tutti i generali francesi, lo assediarono appena entrato in Angitula (1).

Nel tempo medesimo all'un di presso che il d'Andrades sbaragliava l'armata del d'Aubignì a Seminara, Gonzalvo di Cordova fu raggiunto a Barletta da una squadra di due mila tedeschi condottigli da Ottaviano Colonna, i quali, essendo usciti di Germania per le montagne della Carniola, si erano imbarcati a Trieste. Erano sette mesi che il Gonzalvo si trovava chiuso in Barletta, nel qual tempo era venuto a capo con la fermezza sua e colla sua accortezza nel guidare a voglia sua gli animi di sostenervi la costanza

(1) *P. Jovii Vita M. Consalvi*, l. II, p. 220. - *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V*, l. I, f. 26. - *Fran. Guicciardini*, l. V, p. 301. - *Jac. Nardi, Ist. Fior.*, l. IV, p. 150. - *Zurita, Annales de Aragon.*, t. V, l. V, c. 15. - *Ann. Eccl. Raynald.*, 1503, § 5, p. 539. - *Fr. Belcarii*, l. IX, p. 266. - *Arnoldi Ferronii*, l. III, p. 51.

de' soldati fra grandissimi stenti. Tutte le città di quel vicinato erano in potere de' francesi, tranne Andria; ma non ebbe appena il Gonzalvo ricevute le truppe tedesche cui aveva così lungamente aspettate, che risolse di porsi in campagna, e mandò a Pietro Navarra e a don Lodovico d'Errera l'ordine di condurghi da Taranto tutti que' soldati che potrebbero. Dal canto suo il Nemurs, avvisato de' movimenti del nemico chiuso in Barletta, volle pure adunare in uno i suoi migliori ufficiali. Scrisse perciò ad Andrea Matteo d'Acquaviva, che stava a Conversano, di recarsi ad Altamura, per incontrarvi Lodovico d'Ars e ritornare con lui. Questi due ufficiali scrissero l'uno all'altro per porre ordine d'accordo al loro cammino; ma una delle lettere dell'Ars essendo caduta in mano di Pietro Navarra, questi venne a conoscere la strada dell'Acquaviva e gli tese un'imboscata. L'Acquaviva, assalito all'impensata, fu gravemente ferito e fatto prigioniero, un suo fratello, chiamato Giovanni, venne ucciso, e tutta la sua cavalleria fu presa o dispersa (1).

L'arrivo a Barletta del Navarra e dell'Errera, che conducevano prigioniero il più savio e rispettato barone angioino, e parecchi ufficiali dell'armata nemica, parve al Gonzalvo ed a' suoi soldati di buon augurio. Onde non vollero frapporre ulteriore dimora a sciogliersi dal blocco nel quale

(1) *P. Jovii Vita M. Consalvi*, l. II, p. 241. - *Alf de Ulloa, Vita di Carlo V*, l. I, f. 26, v. - *Fr. Guicciardini*, l. V, p. 301 - *Fran. Belcarrii, Comm. Rer. Gall.*, l. II, p. 266.

erano stati così lungamente chiusi. Il 28 d'aprile l'armata spagnuola uscì di Barletta, passò l'Ofanto, ed avviandosi verso ponente, giunse nello stesso giorno sotto Cerignole. Il calore era di già estremo nelle pianure della Puglia; i soldati non trovavano acqua in quelle aduste campagne, e pativano crudelmente di sete, sebbene il Gonzalvo, nel passaggio dell' Ofanto, avesse fatte riempire d'acqua molte otri e le portasse con seco. Per sollevare i pedoni, oppressi dal caldo, il duce spagnuolo ordinò ancora ad ogni cavaliere di prendere un fante in groppa, ed egli stesso ne diede agli altri l'esempio, togliendosi in groppa un porta-insegne tedesco. Cerignole, che dista soltanto dieci miglia da Barletta, è un castello posto sulla sommità di un colle, le di cui falde sono tutte coperte di vigneti. Nel viva-guo inferiore di questi vigneti avvi una fossa che li separa dal piano. Prospero e Fabrizio Colonna, che vi erano giunti prima di tutti, disegnarono di accampare l'armata dietro questa fossa; la allargarono, e colla terra scavata innalzarono sulla sponda interna un piccolo parapetto. Il Gonzalvo assistette in persona a questi lavori, e vi fece immediatamente collocare i cannoni in batteria (1).

Il Nemurs, partito da Canosa, era giunto vicino a Cerignole, quasi nello stesso tempo che il Gonzalvo. Nel consiglio di guerra da lui tenuto, il Chatillon e Lodovico d'Ars insistevano perchè si differisse la battaglia fino al susseguente

(1) P. Jovii *Vita M. Consalvi*, l. II, p. 221. - Alf. de Ulloa, *Vita di Carlo V*, l. I, f. 27.

giorno, onde meglio conoscere la posizione del nemico e dar tempo ai soldati di riposarsi. Per lo contrario il Chandieu, che aveva il comando degli svizzeri, ed Ivone d'Allegre volevano che si approfittasse dell'ardore francese per muovere incontanente all'assalto. La disputa fra i capitani si protrasse oltre il dovere, e con ciò si perdette un tempo prezioso. Per inconsiderato impeto disse il d'Allegre che la lentezza del generale faceagli sospettare ch'ei fosse men coraggioso o esperto del dovere. Il Nemurs, offeso nell'onore, si lasciò indurre per debolezza d'animo e contro la propria opinione, a venire a battaglia, per purgarsi da questo rimprovero: ma prese questa risoluzione ad ora così tarda, che si diè nelle trombe allorchè appena sopravvanzava mezz'ora di giorno. L'armata francese era numerosa di cinquecento lance, mille cinquecento cavalleggeri e quattro mila pedoni (1). L'armata spagnuola contava mille ottocento uomini di cavalleria gravemente armata, cinquecento cavalleggeri, due mila fanti spagnuoli ed altrettanti tedeschi (2). Il Nemurs condusse le sue truppe contro il nemico obbliquamente, celando l'ala sua sinistra. Egli stava con Lodovico d'Ars alla testa dell'ala destra che doveva cominciare la pugna; il Chandieu cogli svizzeri stava nel centro alquanto a dietro, e il d'Allegre col resto della cavalleria era alla sinistra ed ancora più a dietro (3).

(1) *Sabellicus, Enneadum XI*, l. 11, ap. Rayn. *Ann. Eccles.*, 1503, § 6, p. 540.

(2) *Barth. Senaregae de Reb. Gen.*, t. XXIV, *Rer. Ital.*, p. 578.

(3) *P. Jovii, Vita M. Consalvi*, l. III, p. 222. - *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V*, l. 1, f. 27. v.

Il Gonzalvo, che aveva divisa la sua armata in sei battaglioni, aveva mandata avanti tutta la sua cavalleria leggiera sotto gli ordini di Fabrizio Colonna e di don Diego di Mendoza per ritardare il nemico. In quelle aduste campagne della Puglia lo scalpitar de' cavalli sollevò un così denso polverio, che ai francesi impedì totalmente di vedere le ordinanze degli spagnuoli. I finocchi, che in que' campi crescono a smisurata grandezza, occultavano affatto la fossa ed il parapetto che chiudevano il campo; e il fumo delle artiglierie accrebbe maggiormente l'oscurità. In una delle prime scariche si appiccò il fuoco alla polveriera degli spagnuoli. Il Gonzalvo, lungi dal mostrarsene spaventato, gridò: « Gli è questo un » felice presagio; noi non abbiamo bisogno di » polvere, perchè nostra è la vittoria ». Frattanto il Nemurs, che si avanzava contro i tedeschi e contro la cavalleria della loro ala sinistra, fu improvvisamente trattenuto dalla fossa, di cui non aveva sospetto; e nell'atto ch'egli indagava un passaggio; rivolgendosi di fianco, fu colpito da una palla e cadde morto alla testa delle sue truppe. In quel punto il Chandieu giugniva in riva al fosso cogli svizzeri. Ma i tedeschi, i quali tenevano l'opposta riva, li respingevano colle loro alabarde, mentre che gli archibugeri spagnuoli li fulminavano di fianco; ond'essi disordinaronsi e perdettero molta gente. Il Chandieu, insigne fra tutti loro per le bianche penne ond'era adornato il suo elmo, combattendo a piedi anzi tutti, fu ucciso nell'atto che scendeva nella fossa per varcarla. Vedendo il d'Ars ed il d'Allegre rotti

i loro compagni, si volsero in fuga; e il Chatillon, che fuggiva dietro di loro, fu preso e ricondotto prigioniero dalla cavalleria spagnuola. Nello spazio di mezz'ora l'armata francese fu dispersa, colla perdita di tre o quattro mila uomini. Tutte le salmerie e tutti i viveri caddero in potere del nemico (1),

Il Gonzalvo fece conoscere quanto fosse l'ingegno suo col profitto che seppe trarre da questa vittoria. L'oscurità della notte, sopraggiunta nel punto che appena cominciavano a piegare i francesi, fu cagione dello scampo de' fuggiaschi; ma Lodovico d'Ars ed Ivose d'Allegre non erano fuggiti per la stessa via; il primo si era posto su quella di Venosa, l'altro su quella che conduce al ducato di Benevento. Il Gonzalvo li fece celeremente inseguire per impedirne la riunione. Garzia de Paredes inseguì Lodovico d'Ars, e don Pedro de Paz il d'Allegre. Questi nella sua fuga si era riunito a Trajano Caraccioli, conte di Melfi; ma per quanto cercassero di affrettare la fuga, precedevansi pur sempre la fama della loro sconfitta; onde tutte le città, tutte le fortezze chiudevano loro le porte; ed appena a forza di preghiere e di danaro e' potevano ottenere che loro si calassero giù dalle mura colle corde pochi.

(1) P. Jovii de Vita M. Consalvi, l. II, p. 223. - Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V, l. I, f. 28. - Fran. Guicciardini, l. V, p. 303. - Saint-Gelais, *Histoire de Louis XII*, p. 171. - *Mém. de Louis de Fleuranges*, t. XVI, p. 15. - *Mém. de Louis de la Tremouille*, t. XIV, c. XI, p. 166. - *Summonte, Ist. di Napoli*, l. VI, c. IV, p. 552. - P. Giovio, *Vita del Card. Pompeo Colonna*, p. 355. - Fran. Belcarri *Comm.*, l. IV, p. 267. - Arn. Ferrouil, l. III, p. 52.

veri entro le ceste. Ivone d'Allegre, dopo essersi trattenuto un solo giorno ad Atripalda, avviossi a Napoli; ma nell'avvicinarsi alla capitale seppe che il popolo si era sollevato, e che la guarnigione lasciatavi erasi chiusa ne' castelli coi tesori del re, coi magistrati francesi e coi più dichiarati partigiani della Francia. A tale notizia ei piegò verso Capoa e Suessa, e senza trattenersi in quelle città andò fino a Gaeta, dove ragunò le reliquie dell'armata francese tra quella fortezza e Tragitto (1).

Gli spagnuoli vincitori inseguivano da ogni parte i fuggiaschi ed occupavano tutte le province del regno. Fabrizio Colonna si portò verso l'Aquila e soggiogò gli Abruzzi; Prospero Colonna si fece aprire le porte di Capoa e di Suessa, ed occupò tutta la Campagna Felice, cacciando i francesi al di là del Garigliano. Tutte le città della Puglia e della Capitanata, informate prima delle altre della vittoria degli spagnuoli, si erano ancora per le prime sottomesse al vincitore. Le Calabrie avevano preso lo stesso partito, poichè ebbero avuta notizia della battaglia di Seminara. Il d'Aubigni difendevasi tuttavia nella ròca di Angitula; ma essendo stato pienamente ragguagliato della sconfitta de'suoi, capitolò e s'arrese prigioniero, a patto che tutti i soldati i quali militavano sotto di lui avessero la libertà di tornare in Francia (2).

(1) *P. Jovii de Vita M. Consalvi*, l. II, p. 224. - *At. de Ulloa, Vita di Carlo V.*, l. I, f. 28. v. - *Fran. Guicciardini*, l. V, p. 304.

(2) *P. Jovii Vita M. Consalvi*, l. II, p. 224. - *Rayn. An. Eccl.*, 1503, § 6, p. 540.

Gonsalvo di Cordova trovò ad Acerra gli ambasciatori di Napoli, che gli portavano le chiavi della città e gli chiedevano la conferma dei privilegi della capitale; egli la promise in nome de' suoi padroni, e fece il suo solenne ingresso nella città il 14 di maggio. Nel susseguente giorno ei ricevette in nome di Ferdinando il giuramento di fedeltà de' sei seggi, che rappresentavano la nobiltà ed il popolo di Napoli. I due castelli, in cui si erano ritirati i francesi, e che per l'ordinario resistevano lungamente alle armate che gli assediavano, soggiacquero in pochi giorni agli assalti di Pietro Navarra, il quale aveva pel primo trovato il modo di far le mine colla polvere, e con quelle inaspettate esplosioni aveva incusso ai soldati nemici tanto terrore, che i loro capi non avevano potuto in alcun modo rassiecurarli. Il giorno 11 di giugno le mine del Navarra rovesciarono la metà delle mura di Castel Nuovo sopra i difensori, ed aprirono agli spagnuoli una spaventosa breccia. Gonzalvo di Cordova mandò i suoi all'assalto e promise a' soldati il sacco de' ricchi magazzini che vi erano stati adunati, e de' tesori che vi si erano posti colla fede di metterli in luogo sicuro. Non era ancora ben terminato il saccheggio del castello che molti soldati vennero dal Gonzalvo, lagnandosi di non avere avuta la parte loro. « Or bene, per rifarvi, andate a saccheggiare il mio palazzo, egli rispose loro ridendo; ed infatti il palazzo in cui il generale era stato alloggiato, il quale apparteneva al principe di

Salerno, fu dagli spagnuoli incontanente svaligiato (1).

Il castello dell'Ovo, posto sopra uno scoglio solitario, appiè del promontorio di sant'Elmo ed in mezz'alle acque, fu preso ventun giorni dopo Castel Nuovo e cogli stessi mezzi. Lo scoppio di una mina atterrò parte della rupe sulla cappella, in cui il comandante della fortezza teneva rauuato in quel punto un consiglio di guerra; e quasi tutti coloro che vi assistevano furono schiacciati sotto i rottami della montagna. In tal modo tutto il regnò si trovò in potere degli spagnuoli, ad eccezione di Gaeta, dove tutte si erano unite le reliquie dell'armata francese; di santa Severina, in cui il principe di Rossano era assediato, e di Venosa, che fu da Lodovico d'Ars con somma sua gloria lungamente e valorosamente difesa (2).

(1) *P. Jovii Vita M. Consalvi*, l. II, p. 225. - *Alf. de Ulloa*, *Vita di Carlo V*, l. I, f. 29. - *Jacopo Nardi*, l. IV, p. 150. - *Fr. Guicciardini*, l. VI, p. 507. - *Fran. Belcarri*, l. IX, p. 269.

(2) *P. Jovii Vita M. Consalvi*, l. II, p. 228. - *Alf. de Ulloa*, *Vita di Carlo V*, l. I, f. 30. - *Fran. Guicciardini*, l. VI, p. 308. - *Summonte*, *Ist. di Napoli*, l. VI, c. 14, p. 553.

•CAPITOLO CII.

Guerra de' veneziani coi turchi. Morte di Alessandro VI. Elezione di Pio III e di Giulio II. Disastri del Valentino; sconfitta dei francesi al Garigliano. Tregua tra la Francia e la Spagna.

(1499-1504). LE due più importanti rivoluzioni che potesse provare l'Italia, la cacciata della schiatta sforzesca e quella del ramo bastardo d'Arragona, la conquista del milanese fatta dai francesi e quella del regno di Napoli fatta dagli spagnuoli, erano state condotte a fine senza che il più saggio e più potente stato d'Italia, qual era senza alcun dubbio la repubblica di Venezia, potesse aver parte nell'una o nell'altra. Vero è che Venezia trovavasi, di nome almeno, alleata con Lodovico XII contro la casa Sforza, ma non aveva partecipato a quella guerra. Essa non era intervenuta nel trattato di divisione del regno di Napoli a Granata; non aveva difesa la casa d'Arragona, nè avea contribuito a balzarla dal trono; e si era tenuta affatto in disparte dalla guerra che quasi subito dopo era scoppiata fra gli spogliatori. Fino dal tempo che i francesi eransi ritirati per la prima volta dal regno di

Napoli, dopo l'impresa di Carlo VIII, la repubblica possedeva molte fortezze nella Puglia, sulle coste dell'Adriatico; ma dalle mura di Trani, di Monopoli, di Brindisi e di Otranto, i comandanti veneziani rimiravano le battaglie de' francesi cogli spagnuoli senza prendervi parte, osservando la più stretta neutralità. Certo che il senato non senza grave inquietudine avea veduto gli oltramontani acquistare le due più ricche e più popolate regioni dell'Italia; ma le pretese di Massimiliano sopra le province veneziane, e le continue sue minacce, avevano costretto i veneziani ad acconsentire alla ruina di Lodovico Sforza, ed anche a concorrervi, sperando che i francesi, loro novelli vicini, difenderebbero all'uopo la repubblica contro i tedeschi. La pericolosa guerra, che di que' tempi i veneziani dovettero sostenere contro l'impero ottomano, fu cagione che non prendessero parte nelle cose di Napoli, e ch'è lasciassero in quel regno balzar dal trono un monarca italiano per sostituirvi un vicerè spagnuolo: tanto è vero che l'Italia non soggiacque agli assalti degli oltramontani se non perchè questi riunironsi tutti a di lei danno; e che i turchi, benchè nemici degli spagnuoli, e i tedeschi, benchè nemici dei francesi, contribuirono alle conquiste de' loro avversari, perchè con incessanti offese distrussero le forze della nazione italiana, che sola doveva far testa a tutti.

La guerra dei turchi contro Venezia avea cominciato nello stesso tempo che quella di Lodovico XII contro la casa Sforza. Questa guerra occupò dunque la repubblica in tutto quello spa-

zio di tempo la di cui storia è compresa nei tre ultimi capitoli, e per tutto questo tempo impedì al più potente degli stati italiani di potere opporsi all'ambizione de' francesi, a quella degli spagnuoli ed a quella di papa Alessandro VI e del di lei figliuolo. Baiazette secondo, il nono sultano ottomano, non era nè irrequieto nè crudele al paro di Maometto II, suo padre, o di Selim suo figlio. Chè anzi la sua vaghezza di studi, il suo amore della filosofia* e del riposo il fecero perfino tenere, a paraggio degl'illustri guerrieri della sua stirpe, per neghittoso principe. Pure Baiazette II aveva sostenuto una gloriosa guerra contro Cait-bey, soldano dei mame-lucchi d'Egitto, e contro i croati ed i valacchi. Egli aveva, siccome il suo predecessore, dilatati i confini dell'impero ottomano; ed il terrore che aveva ispirato quella non interrotta serie di conquiste, non si era per anco dissipato sotto il suo regno. La repubblica di Venezia, che confinava colla Turchia per un lungo tratto di paese, e che sola custodiva contro di lei l'Italia e tutto l'Occidente, non entrava senza spavento in una guerra col gran signore; e mentre dovea far festa a quel possente nemico, obbliava ogni altra rivalità ed implorava i soccorsi e cercava di cattivarsi l'affetto di tutti i principi cristiani. Invece di pensare ancora a tenere la bilancia in bilico tra di loro, il suo primo scopo era per lo contrario quello di tutti riunirli per la comune difesa.

Varii sono i motivi che vengono dagli storici assegnati alla guerra che arse in sul finire del quin-

dicesimo secolo tra Baiazette II e la repubblica di Venezia. Forse tutti gli assegnati motivi contribuiro ad accenderla o come cagione o come pretesto. Baiazette, in grembo alla pace, cercava d'indebolire i suoi vicini, animando il ladro-neccio a' confini de' loro stati. La Dalmazia veneta era sempre infestata da armate masnade di ladri che uscivano dall'Albania: nè solo assalivano costoro i mercanti ed i viaggiatori, ma saccheggiavano le borgate, ardevano i villaggi, conducevano gli abitanti in servitù o gli sforzavano a riscattarsi con grosse taglie; e da tutti i porti dell'impero turco uscivano in pari tempo arditi pirati, che saccheggiavano le coste ed impedivano il traffico. Se i mercanti veneziani se ne dovevano con Baiazette, questi, invece di prendere le difese di que' malfattori, diceva essere suo desiderio ch'e' fossero castigati, e confortava i suoi vicini a trattarli con estremo rigore. Frattanto le province, contro le quali ei divisava di portare in appresso le armi, venivano in tale modo anticipatamente rovinate; i popoli fuggivano, ed all'ultimo riusciva impossibile il difenderle (1).

Il sultano era sempre in pari tempo apparecchiato a porgere orecchio ai traditori che offrivano di dargli in mano qualche fortezza dei suoi vicini posta in sul confine. Una trama di tal fatta fu ordita a Corfù, e Baiazette allestì un

(1) Teodoro Spandugino Cantacuzeno, dell' origine dei Turchi. Presso Fran. Sansovino, l. II, f. 210. v. Ven., in 4.^o 1568. - Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V, l. I, f. 9. v.

poteroso navilio e uua grossa armata per occupare quell' isola così importante; ma fortunatamente il capitano della flotta veneziana che tornava di Candia, sia che segretamente fosse ragguagliato del tradimento, sia che il puro caso lo abbia favorito, fece imbarcare, passando a Corfù, tutti coloro che avevano trattato cogli ottomani, e diede la muta alla guarnigione dell' isola. Baiazette non volle lasciar sospettare che altri avesse potuto scoprire le sue trame; condusse nella Bulgheria e nella Valacchia l' armata che aveva adunata; mandò in pari tempo i suoi luogotenenti a saccheggiare i monti della Chimera, i di cui abitanti si mantenevano indipendenti, e conquistò il piccolo stato di Giorgio Czernewitsch, in vicinanza di Cattaro. Ma sospettando che la sua trama di Corfù fosse stata scoperta dal balio di Venezia, disse di non voler più soffrire spie presso di sè, e scacciò da Costantinopoli il balio con tutti gli altri ambasciatori o nunzi de' principi cristiani (1).

Nello stesso torno di tempo Niccolò Pesaro, ammiraglio della flotta veneziana, incontrò una galea turca la quale ricusò d' ammainare le vele secondo l' usato cerimoniale. Il Pesaro la sommerse. Il senato, inquieto per questo rigoroso trattamento e per la cacciata del suo balio, mandò a Costantinopoli Andrea Zancani per dare sesto a tutte queste differenze colla Porta e per ottenere dal sultano un nuovo trattato. Pareva che

(1) *And. Cambini Fiorentino, Dell' origine dei Turchi presso il Sansovino, l. II, f. 175. - Teod. Spandugino, ivi, f. 208.*

le negoziazioni procedessero felicemente. Bajazette non si diede a divedere adirato e sottoscrisse il trattato che gli fu presentato dall' ambasciatore. Ma questo trattato era scritto in latino, e il sultano riservavasi di protestare contro tutto quello che potev' essere espresso nella lingua degl' infedeli, ch' egli non intendeva. Lodovico Sforza, che ancora aveva la signoria di Milano e che sperava di salvarsi con una poderosa diversione, gli aveva di que' tempi inviati accorti nunzi che lo esortavano ad assalire la repubblica di Venezia (1). Bajazette II promise di farlo, e tenne la cosa segretissima. E cominciò a fare grandiosi apparecchi, senza che si sapesse contro quale provincia dell' Asia o dell' Europa fossero destinati. Credevano molti ch' ei volesse investire l' isola di Rodi, posseduta dai cavalieri di san Giovanni di Gerusalemme. Quando i suoi apparecchi furono terminati, diede principio alle ostilità coll' irruzione di due mila cavalli turchi nel territorio di Zara; e nello stesso tempo fece porre in catene tutti i mercanti veneziani stabiliti in Costantinopoli, e confiscare i loro averi. Trovavasi tra costoro Andrea Gritti, di cui diremo come uscisse di prigione per terminare questa guerra e per salire dopo alcun tempo sul trono ducale (2).

La flotta ottomana, di cui Bajazette aveva dato

(1) P. Bembi *Hist. Ven.*, l. iv, p. 82. - Vettor Sandi, *Stor. Civ. Veneta*, l. ix, c. vii, t. iv, p. 203. - *Ann. Eccl. Rayn.*, 1499, § 5, p. 480.

(2) P. Bembi *Hist. Ven.*, l. v, p. 91. - Vettor Sandi, *Stor. Civile*, l. ix, c. vii, t. iv, p. 204. - Teod. Spandugino, *presso il Sansovino*, l. ii, f. 208. v.

il comando al sangiaccio di Gallipoli, e che gli storici veneziani pretendono fosse numerosa di dugento settanta vele, si avanzò in cerca de' cristiani verso le coste della Morea, nelle acque della Sapienza e di Modone. Dal canto suo il senato di Venezia diede il comando di una flotta di cento quaranta vele, con cui sperava di difendere i suoi possedimenti del Levante, ad Antonio Grimani, gentiluomo che fino all'età di sessantatré anni, cui era allora pervenuto, aveva goduto sempre di non mai interrotta felicità. La famiglia del Grimani, benchè nobile, era assai povera; ma egli aveva in poco tempo accumulate grandi ricchezze. Sapevasi ch'ei possedeva più di cento mila ducati in crediti o in contante, oltre i poderi ch'erano assai ragguardevoli. Aveva il Grimani accudito al traffico con tanta prosperità, che tutti gli altri mercadanti badavano solo a quel ch'egli si facesse, comperando quando lo vedevano comperare e vendendo quando lo vedevano vendere. Egli era stato aggregato al senato, e aveva quindi ottenute le più rilevanti cariche della repubblica, delle quali si era dato a dividersi assai degno per la sua eloquenza, per la sua prudenza, e pel suo coraggio. Aveva maritate le sue figliuole ai principali di Venezia; aveva ottenuto pel suo figliuolo primogenito da Alessandro VI, pel prezzo di trenta mila ducati, il cappello cardinalizio, ed in appresso dal senato il patriarcato d'Aquileja. Gli altri suoi figliuoli avevano ottenuti dalla repubblica onoratissimi impieghi, ed egli stesso era insignito della dignità di procuratore di S. Marco,

la più alta dignità dello stato dopo quella del doge. Aveva comandate non ingloriosamente le flotte della repubblica nella guerra di Carlo VMI, e conquistato Monopoli; e nel ritorno da quella impresa era stato accolto in trionfo. Purè come atterrito ei ricusò da prima il comando che gli veniva affidato contro i turchi, quasi prevedesse che la lunga sua prosperità stava per abbandonarlo; e poichè fu costretto ad assumere sì grave incarico, mandò all'erario pubblico, in dono o presente patriotico, venti mila ducati per concorrere alle spese dell'armamento della flotta ch'egli dovea comandare (1).

La flotta veneziana incontrò in agosto presso Modone la flotta turca. Il Grimani aveva poco più che la metà delle vele dei turchi; anzi tra le sue cento quaranta navi non vi erano più che quarantasei galee; e tutte le altre navi erano poco atte alle mosse militari. Dallato dei turchi non si vedeva altro che un maraviglioso numero di navi male armate, male governate, le di cui ciurme, ignoranti e tolte di fresco all'aratro, non erano rette da alcuna disciplina; e perciò i musulmani temevano la battaglia non meno di quello che i cristiani, nella ferma fiducia di uscirne vittoriosi, la desiderassero.

Le due flotte manovrarono parecchi giorni l'una al cospetto dell'altra; ma qualunque volta pareva che il Grimani si disponesse all'assalto, i turchi si ritiravano in Porto Lungo. Nella flotta musulmana trovavasi un vascello d'immensa grandezza, della

(1) *Chron. Ven.*, t. XXIV, *Rer. Ital.* p. 125-130 e seg.

capacità di quattro mila tonnellate, il quale pareva sollevarsi in mezzo agli altri come una roccia. Era l'immensa nave comandata dal raiz Barach. Il 12 di agosto del 1599 questo vascello trovossi in faccia a Chiarenta alquanto lontano dagli altri, e fu subito investito dalle due galee d'Andrea Loredano e dell'Albanese d'Armier, che, afferratolo coi ganci, vennero all'abordaggio. Accanita fu la zuffa, e il rimanente delle due flotte non vi prese parte alcuna, o perchè una subita bonaccia ne le tenesse lontane, come dicono alcuni, o perchè il Grimani, invidiando la gloria del Loredano, come fu creduto dai più, fosse contento di vederlo perire. Più di mille soldati difendevano il vascello turco, e la battaglia pendeva ancora indecisa, quando il fuoco s'appiccò ad una delle galee venete, e rapidamente comunicossi alle altre due navi che non poterono scostarsi; così perirono tutte e tre in mezzo alle acque. Quando il Loredano vide affatto perduta la sua nave, taluno gli propose di salvarsi a nuoto; ma egli afferrato per tutta risposta lo stendardo di san Marco che sventolava sul ponte, disse queste parole: *Sotto quest'insegna io sono nato ed ho vissuto, e sotto di essa voglio morire*; e dette queste parole, gettossi tra le fiamme. Gli schifi turchi accorsero all'incendio e raccolsero le loro genti che si gittavano in mare; ma i veneziani, abbandonati dai loro nazionali, perirono quasi tutti (1).

(1) *Chron. Ven.*, t. xxiv, *Rer. Ital.*, p. 104. - *Sabellicus, Ennead. X*, l. ix, *apud Hayn.*, 1499, § 9, p. 480. - *Teod. Spandugino*, f. 208, *presso il Sansovino*, l. II, *Imperio dei Turchi*.

Finchè durò questa zuffa le due flotte combatterono a cannonate senza troppo accostarsi; ma l'incendio delle navi del Loredano e del Darmier fece cader d'animo tutti i veneziani, i quali, invece di desiderare la battaglia, come avevano fatto fin allora, cominciarono a temerla; ed il Grimani, cedendo alla fortuna, si ritirò sulla costa del Peloponneso. Colà ebbe avviso che una flotta francese di ventidue galere stava ancorata allo Zante. Lodovico XII l'aveva fatta armare a Genova per soccorrere i cavalieri di Rodi, ed in appresso l'aveva offerta al senato come seppe che Rodi non era minacciata. Il Grimani andò subito a raggiungerla e tornò colla medesima in cerca dei musulmani. Pure, allorchè fu pervenuto in vista della loro flotta, preso dalla stessa irrisoluzione o dalla stessa pusillanimità ond'era stato incolpato precedentemente, non osò assalirla. Le due flotte farono paghe nel ricambiarsi da lontano le cannonate, ed i francesi, soffrire non potendo questa timida maniera di combattere, si congedarono dall'ammiraglio veneziano e si ritirarono (1).

Nello stesso tempo i turchi avevano cinto d'assedio Lepanto; e il Grimani non osò soccorrere quella città, che si arrese poichè vide allontanarsi la flotta veneziana (2). Il Grimani, per ricuperare la fama, fece dal canto suo un tenta-

(1) *P. Bembi Hist. Ven.*, l. v, p. 93. - *Chron. Ven.*, t. xxiv, p. 103, 110. - *And. Cambini, presso il Sansovino*, l. II, f. 176.

(2) *Rayn. Ann. Eccl.*, 1499, §§ 9 e 10, p. 480. - *Teod. Spandugino, presso il Sansovino*, l. II, f. 209.

tivo per impadronirsi di Cefalonia, ma senza successo. Allora ei ridusse la sua flotta a Corfù, ove trovò Melchiorre Trevisani, che il consiglio dei dieci gli aveva mandato per successore, coll'ordine di mandare il Grimani a Venezia incatenato a rendere conto delle opere sue. La bella flotta affidata al Grimani pareva ai veneziani bastante per distruggere quella dei turchi, e fare in appresso la conquista del Peloponneso e dell'Eubea; e per le stesse alte speranze che avevano concepite, erano più inclinati a dare colpa del male esito alla viltà o al tradimento dell'ammiraglio. Se non che forse il senato non faceva quel conto che si conveniva dei progressi fatti dai turchi nell'arte della guerra marittima, ed il Grimani, accostandosi ad una flotta che di lunga mano soverchiava la sua di navi e di guernigioni, aveva conosciuto che più non trattavasi di una moltitudine disordinata come supposevasi a Venezia. I pochi vantaggi ottenuti dagli ammiragli che succedettero al Grimani, ed il trionfo ch'era a lui riservato quando nell'estrema sua vecchiezza di ottantasette anni fu eletto doge di quella medesima repubblica che lo aveva condannato, sono bastevoli indizi della sua innocenza. Ma nel punto che il Grimani giugneva a Venezia, troppo gagliarda era la prevenzione contro di lui perchè egli potesse difendersi. Invano il cardinale Grimani, di lui figliuolo, accorse da Roma per riceverlo, e vestito pontificalmente portonne le catene, e nell'atto che il padre attraversava il porto, e quando fu tradotto innanzi al gran consiglio. L'austera assemblea non si lasciò mitigare. Il

gran consiglio aveva a sè avvocato questo giudizio, temendo che l'accusato non potesse troppo sull'animo del consiglio dei dieci, sia a cagione delle sue ricchezze, che in grazia degli aderenti della sua famiglia. Il Grimani venne condannato alla relegazione nelle isole di Cherso e di Ozero nel golfo del Quarnero: dal quale esilio fuggì poi di là ad alcun tempo e riparossi a Roma in casa del figliuolo cardinale (1).

Le truppe di terra della repubblica non si diportarono meglio di quelle di mare. Il Zancagno aveva avuto ordine di adunare le milizie dei confini della Carniola, di afforzare le rive dell'Isonzo e di porre il suo campo a Gradisca. Ma Scander bassa, sangiacco di Bosnia, avendo condotti sull'Isonzo sette mila cavalli; il 29 di settembre fece da due mila de'suoi valicare il fiume. Il Zancagno non si mosse per impedire il passo del fiume, e tenne i suoi soldati chiusi in Gradisca. I contadini, che vivevano in piena sicurezza, credendosi difesi dall'armata della repubblica, furono presi da estremo terrore quando videro avvicinarsi i barbari; le rive della Piave e del Tagliamento furono abbandonate, sebbene abbastanza munite per la difesa. I popoli a torme a torme fuggivano dal Friuli; gli abitatori di Treviso e della stessa Padova si salvarono in Venezia, e la campagna fu ruinata fin presso alle Lagune. I turchi, dopo aver fatto un grosso numero di prigionieri, parte

(1) P. Bembi *Hist. Ven.*, l. v, p. 98. - Vettor Sandi, l. ix, c. vii, t. iv, p. 207. - *Chron. Ven.*, t. xxiv, *Rer. It.*, p. 124. - Rayn. *Ann. Eccl.*, 1499, §§ 10 e 11, p. 481. - P. Giovio, *Vita di Antonio Grimani. Ritratti*, l. v, p. 290.

de' quali furono uccisi prima di rivalicare il Tagliamento, ritornarono alle case loro senza aver avuta occasione di combattere (1).

In principio del 1500 i veneziani, caduti d'animo pel male esito dell'ultima campagna, e desiderando di poter attendere daddovero alle cose dell'Italia, le di cui rivoluzioni divenivano ogni dì più importanti, inviarono ambasciatori a Costantinopoli per dolersi col gran signore di essere stati assaliti senza precedente provocazione, e per chiedere la liberazione dei loro mercadanti, fatti prigionieri in tutte le contrade dell'impero tureo, e la restituzione di Lepanto; ma Bajazette rispose loro che non concederebbe la pace alla repubblica, se non a patto che i veneziani gli dessero Modone, Corone e Napoli di Malvasia, e si obbligassero a pagargli l'annuo tributo di dieci mila ducati (2).

Durante l'inverno la flotta turca erasi posta a svernare, parte nel golfo di Ambracia, e parte in quello di Lepanto. Melchiorre Trevisani, che aveva preso il comando della flotta veneziana, voleva impedire ai turchi di riunirsi e a tal fine si teneva nelle acque di Corfù e di Cefalonia; ma i nemici trovarono modo di deludere la sua vigilanza e si riunirono presso al promontorio di Leucade; dopo

(1) *P. Bembi Hist. Ven.*, I. v, p. 97. - *Chron. Ven.*, t. xxiv, p. 116. - *Vettor Sandi*, I. ix, c. vii, t. iv, p. 203, 206. - *Ann. Eccl. Rayn.*, 1949, §§ 7 e 8, p. 480. - *Teod. Spandugino*, I. II, f. 208.

(2) *P. Bembi Hist. Ven.*, I. v, p. 100. - *Chron. Ven.*, t. xxiv, p. 148. - *Vett. Sandi, Storia Civ. Veneta*, I. ix, c. vii, t. iv, p. 207.

di ~~ehe~~, trovandosi più forti, fecero dar a dietro i veneziani. Dauth bassà entrava poscia nel Peloponneso con una formidabile armata, mentre che la flotta turca assaltava dal lato del mare le città domandate da Bajazette. I turchi furono respinti da Napoli di Malvasia e da Zonchio, ~~che~~ è l'antico Pilos di Nestore; ma occuparono il sobborgo di Modone, e cominciarono immantinenti l'assedio di quella città importantissima (1).

In quelle istanze, essendo Melchiorre Trevisani morto di malattia naturale sotto Cefalonia, venne Girolamo Contarini a prendere il comando della flotta veneta. Il nuovo ammiraglio volle soccorrere Modone, ma avendo incontrata la flotta turca presso Pilos, l'assaltò con isvantaggio, perdette alcune galere e fu forzato a rifugiarsi allo Zante (2). Pure perchè non sapeva risolversi ad abbandonare gli assediati, si presentò per la seconda volta il 9 di agosto sotto Modone, non con intenzione di venire a battaglia, ma per distrarre l'attenzione de' nemici tanto che cinque sue galere, le più leggeri al corso di tutta la flotta, potessero entrare in porto coi rinforzi e colle munizioni destinate agli assediati. Parve che il suo disegno venisse a buon fine, perciocchè quattro delle cinque galee, attraversando la flotta turca, arrivarono fino allo steccato che chiudeva il porto. Tutti gli abitanti di Modone si affollarono verso le galere per iscaricarle più presto, e la

(1) P. Bembi *Hist. Ven.*, l. v, p. 102. - *Chron. Ven.*, t. xxiv, *Rer. Ital.*, p. 122.

(2) P. Bembi *Hist. Ven.*, l. v, p. 103.

stessa guardia scese dalle mura in riva al mare. Del che avvedutisi i turchi, mossero in quel punto all' assalto e superarono le mura. Gli abitanti accorsero per resistere; ma gli era troppo tardi, essendo i musulmani già seesi nelle strade. Pure nè i greci nè i veneziani, sebbene perduta avessero ogni speranza, tentarono di fuggire; e, continuando a combattere, furono quasi tutti uccisi sul campo. Intanto il fuoco, appiccato dagli assalitori alle prime case, andava rapidamente dilatandosi per tutta la città; ed in breve tempo l'incendio si fece universale come la carnificina. Modone cadde in potere degli ottomani; ma omai non vi erano nè edifici nè abitatori ⁽¹⁾.

Il terrore sparso per l'eccidio di Modone in tutta la Morea consigliò gli abitanti di Pilos e di Corone ad arrendersi senza fare resistenza. Il capitano tureo assediò in appresso Napoli di Malvasia; e, fatto condurre sotto le mura di quella città Paolo Contarini, da lui fatto prigioniero a Modone, minacciollo de' più crudeli supplicii se non esortava gli assediati ad arrendersi. Il Contarini chiese di parlare a quegli abitanti, ma mentre gli aringava, vedendo che le sue guardie distratte non lo tenevano d'occhio, diè di sprone al cavallo e, sfuggito dalle loro mani, varcò con un salto la prima fossa delle fortificazioni e giunse in città senza essere colpito dai dardi o dalle

(1) P. Bembi *Hist. Ven.*, l. v, p. 103. - Rayn. *Ann. Eccl.*, 1500; §§ 11 e 12, p. 490, ex Sabellico, *Ennead. X*, l. ix. - Andrea Cambini, *origine dei Turchi* f. 176, e Teod. Spandugino f. 209, presso il Sansovino, l. II. - Alf. de Ulloa, *Vita di Carlo V*, l. I, f. 7, v.

palle che i turchi facevano piovere sopra di lui; e contribuì poscia efficacissimamente alla difesa di Napoli ove si era rifugiato (1).

Benedetto Pesaro fu quindi incaricato dal consiglio dei dieci del comando della flotta veneziana. Questo nuovo capitano la trovò scuorata, indebolita e dispersa da una recente burrasca. Riunita a Corfù ed allo Zante, vi ristabilì la disciplina, severamente gastigando gli ufficiali che avevano mal fatto il loro dovere, ed in appresso la condusse in cerca di quella dei turchi; ma era in tempo che questi, soddisfatti degli ottenuti vantaggi, si ritiravano a Costantinopoli. Il Pesaro, rimasto padrone del mare, occupò Egina, saccheggiò Mitilene e Tenedo, prese molte navi della flotta turca rimaste in dietro sbandate, e condannò a morte tutte le guernigioni, lasciandole appiccate alle forche piantate sulle due rive dell'Europa e dell'Asia, affinchè tutte le navi che attraversavano i Dardanelli vedessero gli effetti della sua crudeltà, ch'egli credeva di giustificare col nome di rappresaglia. L'ultima sua impresa prima di lasciar quelle acque fu la riduzione dell'isola di Samotraccia nel dominio della repubblica (2).

La flotta che Ferdinando ed Isabella avevano allestita a Malaga sotto gli ordini di Gonzalvo di Cordova, e cui destinavano a fare la conquista

(1) *P. Bembi Hist. Ven.*, l. v, p. 104. - *Teod. Spandugino, presso il Sansovino*, l. II, f. 209, v. - *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V*, l. I, f. 8.

(2) *P. Bembi Hist. Ven.*, l. v, p. 105. - *Sabellicus, Ennead. X*, l. IX, *apud Rayn.*, 1500, § 17, p. 492. - *Teod. Spandugino*, f. 209.

del regno di Napoli, sebbene volessero ancora per qualche tempo nascondere i loro disegni, era arrivata a Messina, indi passata allo Zante, ove, chiamato dal Gonzalvo, doveva trovarsi Benedetto Pesaro. Colà i due generali furono di parere di assalire l'isola di Cefalonia, e, approfittando di un vento favorevole, entrarono a forza ne' due porti di quell'isola, sbarcarono le loro truppe e strinsero d'assedio la capitale. Era questa difesa dall'epirota Gisdar, che sostenne l'assedio con valorosa costanza. Gli spagnuoli soffrirono e fame e malattie crudeli; ma diedero in quell'assedio le prime prove di quella costanza e di quella confidenza nel loro capitano, colle quali due anni più tardi dovevano a Barletta trionfare de' loro nemici. Finalmente Pietro Navarra fece una larga breccia nelle mura di Cefalonia con una mina carica; la città fu presa d'assalto il primo di novembre del 1500, e la guarnigione fu passata a fil di spada. Zonchio o Pilos si ricuperò parimenti per improvviso assalto; e il Pesaro avea risolto di assalire anche Modone, quando gli giunse l'avviso che i turchi vi avevano mandati gagliardi rinforzi. Il Gonzalvo dichiarò allora di essere costretto a ricondurre la sua flotta ne' porti della Sicilia; la quale sua ritirata non impedì tuttavia che la repubblica, volendo mostrarsi grata ai di lui servigi, lo facesse inscrivere nel libro d'oro della nobiltà veneziana (1).

Il Pesaro continuò durante l'inverno la guerra

(1) *P. Jovii Vita M. Consalvi*, l. 1, p. 191, 192. - *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V*, l. 1, f. 8.

contro i turchi. Prese o distrusse molti loro vascelli che si stavano fabbricando alla Prevezza nel golfo d'Ambracia (1); tentò d'incendiare una parte della loro flotta nel fiume di Lous, ma venne respinto con molta perdita di gente (2); finalmente ebbe a patti Alessio, che si arrese alla repubblica. Dall'altro canto i turchi non istettero inoperosi; perciocchè le città di Zonchio e di Durazzo furono di nuovo prese da loro. Tutti questi prosperi o sinistri avvenimenti venivano accompagnati da atroci crudeltà, tanto per parte de' cristiani che dei turchi. Agli sventurati abitanti toccava in ogni modo pagare il fio delle vicende guerriere; imperciocchè allorquando cadevano in mano al nemico, perchè mal difesi dalle guarnigioni, a tale infortunio davasi il nome di ribellione, e, ritolti ai nemici, aspramente erano puniti. Quanto è a' soldati prigionieri, essi perivano quasi tutti fra' supplici (3).

I veneziani, vedendo imminente la perdita di quasi tutti i loro possedimenti d'oltremare, avevano chiesti soccorsi a tutti i principi della cristianità. Tutti questi principi risguardavano tuttavia come un dovere la guerra contro gl'infedeli; tutti riconoscevano la necessità di soccorrere Venezia nella disuguale tenzone in cui era impegnata; pure sembravano più disposti a mettere in salvo l'onore loro, mandando ai veneziani un

(1) *P. Bembi Hist. Ven.* l. v, p. 108.

(2) *Idem.* l. v, p. 110.

(3) *P. Bembi*, l. v, p. 114. - *Vettor Sandi*, l. ix, c. vii, t. iv, p. 213. - *Rayn. Ann. Eccl.*, 1501, § 77, p. 528. - *Teod. Spandugino*, f. 210.

qualche momentaneo soccorso, che non a somministrare ai loro alleati una reale assistenza. Alessandro VI fece fors'anco più di tutti, poichè armò venti vascelli, de' quali diede il comando a Giacomo Pesaro, vescovo di Pado, che li condusse in rinforzo della flotta veneziana; ma più efficace fu il soccorso dato dal papa alla repubblica, cedendole il prodotto delle indulgenze vendute nello stato veneto, che ammontò ad ottanta mila ducati (1). Il Rabenstein, governatore di Genova pel re di Francia, condusse allo Zante una flotta francese destinata a spalleggiare quella della repubblica; ma le guernigioni erano state pagate soltanto per tre mesi, due e mezzo de' quali erano di già scorsi prima che la flotta giugnesse nei mari di Grecia; onde il Rabenstein si ritirò senza avere ai veneziani renduto verun servizio. Anche una flotta portoghese comparve in quelle acque, ma l'almirante non volle prendere parte negli assedii, dichiarando di avere soltanto ordine di combattere in mare nelle file de' veneziani, e si ritirò ancor esso quando vide che in quell'anno i musulmani non sembravano intenzionati di venire a battaglia (2).

Prima che terminasse l'anno, Filippo di Rabenstein ricondusse la flotta francese in ajuto dei veneziani ed assaltò di conserva con loro l'isola di Mitilene; ma l'indisciplina de' suoi soldati lo costrinse ad abbandonare l'intrapresa quand'era

(1) *P. Bembi*, l. v, par. III. - *Rayn. Ann. Eccl.*, 1500, § 22, p. 494.

(2) *P. Bembi Hist. Ven.*, l. vi, p. 121. - *Teod. Spandugino*, f. 210.

quasi sicuro della vittoria (1). Tutti questi effimeri ausiliarii avevano probabilmente indotta la Porta a non far uscire in quell'anno dai Dardanelli la sua flotta, ma non avevano procurato verun durevole vantaggio ai veneziani. Lo stesso non deve dirsi della irruzione di Uladislao, re d'Ungheria e di Boemia, nelle province confinanti de' turchi; perciocchè le scorrerie degli ungheri costrinsero Bajazette II a mandare le sue armate verso il Danubio. Dal canto loro i polacchi cominciavano a muoversi, ed il loro re aveva promesso alla repubblica di Venezia di fare una diversione in di lei favore. La morte di quel re impedì, a dir vero, la guerra della Polonia, ma la sola fama de' suoi apprestamenti era stata utile ai veneziani (2).

Nel susseguente anno 1502 un nuovo ausiliario, più dei precedenti inaspettato, recò pure qualche sollievo alla repubblica. Fu questi Ismaele, sofì e signore della Persia, che prese le armi contro Bajazette II, occupò la parte dell'Armenia soggetta ai turchi e richiamò in Asia le armi del sultano (3). Il Pesaro, che aveva ricevuti alcuni soccorsi dai cavalieri di Rodi, dal re di Francia e da Alessandro VI, volle approfittarne per assaltare l'isola di Leucade o di santa Maura, che fu da lui conquistata (4). Questa fu quasi

(1) *P. Bembi Hist. Ven.*, l. vi, p. 122. - *Raynald. Ann. Eccl.*, 1501, § 81, p. 530. - *P. Jovii Epitome Hist.*, l. viii, p. 156.

(2) *Ann. Eccl. Rayn.*, 1501, § 84, p. 530.

(3) *Ivi*, 1502, § 17, p. 536. - *Barth. Senaregae de reb. Genuens.*, t. xxiv, p. 577.

(4) *P. Bembi Hist. Ven.*, l. vi, p. 129. - *Raynald. Ann. Eccl.*, 1502, § 21, p. 537.

la sola intrapresa della flotta veneta in quell'anno. I turchi, distratti da due poderose diversioni in Europa ed in Asia, più non poterono fare grandi sforzi contro la repubblica. Ma questa, ancora atterrita dai passati pericoli, e temendo di vedere ogni anno desolato il Friuli e consumata la conquista del Peloponneso, evitava di provocare maggiormente all'ira il sultano. In sul finire dell'anno medesimo 1502 la repubblica ricevette da Achmet, uno dei bassà di Bajazette II, alcune proposte di pace, ch'essa partecipò al re d'Ungheria; e siccome questi non volle acconsentirvi, non ricusò essa di negoziare da sè sola. Andrea Gritti, uno de' mercadanti che i turchi avevano arrestati in principio della guerra, il quale in allora trovavasi nelle prigioni di Costantinopoli, fu l'ambasciadore incaricato di negoziare per Venezia. Parve che la fortuna avesse destinato quest'uomo, che non era meno ragguardevole per la nobiltà dei natali, per la bellezza della persona e per la forza del corpo, che per le politiche e militari sue doti, a conchiudere in tempo della sua prigionia due de' più importanti trattati che facesse la repubblica. Il Gritti, che alquanto più tardi acquistò tanta gloria nella guerra della lega di Cambrajo, e che poscia rappattumò la sua patria colla Francia, ed all'ultimo, salito sul trono ducale, l'occupò quindici anni, fu quegli stesso che fermò il trattato di pace per cui in principio del 1503 la repubblica di Venezia fu riconciliata coll'impero turco; trattato che non fu rotto prima del 1537. I veneziani per quella pace restituirono santa Maura o Leucade ai turchi, rinunciarono

ai loro diritti sopra Lepanto, Modone e Corone, perdute da loro nel corso della guerra, ed ottennero in contraccambio la restituzione soltanto dei privati averi de' loro cittadini, che dal sultano erano stati confiscati in principio della guerra (1).

Questo trattato, che da Andrea Gritti fu recato a Venezia in novembre del 1503, venne accolto con esultanza dalla repubblica, sebbene per esso Venezia acconsentisse alla perdita di alcune delle sue migliori fortezze possedute in Levante. Infino a tanto ch'era durata la guerra, i veneziani eransi trovati, rispetto ai principi cristiani loro vicini, in uno stato di costante umiliazione ed ansietà. Ed ora erano stati costretti ad assecondare gli ambiziosi progetti di Lodovico XII, spesso a soffrire la petulanza de'suoi luogotenenti, talvolta a chiudere gli occhi sulle pratiche del duca Valentino. Non avevano potuto nè far valere le loro raccomandazioni, nè far rispettare i proprii diritti; e lo stato di crisi in cui erasi trovata l'Italia nei precedenti anni, non pareva vicino a terminare. La guerra di Napoli aveva accesa l'ambizione di tutti gli oltramontani, ed i sovrani della Francia, della Spagna, della Germania manifestavano più apertamente che mai le loro pretese sulle province della penisola.

Il re di Francia non poteva darsi pace della

(1) *P. Bembi Hist. Ven.*, l. vi, p. 132. - *Vett. Sandi, Stor. Civ. di Ven.*, l. ix, c. vii, t. iv, p. 214. - *Ann. Eccl. Rayn.*, 1503, § 2, p. 539. - *Fr. Guicciardini*, l. vi, p. 333. - *Fran. Belcarii, Comm. Rer. Gall.*, l. x, p. 281. - *Teod. Spandugino Cantacuzeno, presso il Sansovino*, l. ii, *Imp. Turco*, f. 211. - *P. Giovio, ritratti d' uomini illustri*, l. vi, p. 368.

perdita del regno che così rapidamente gli era stato rapito dal perfido re *cattolico*. Egli si doleva dall'arciduca Filippo, che gli avesse legate le mani con una ingannevole negoziazione di pace. Questi, che aveva lealmente trattato e che trovavasi investito de' più estesi poteri dallo suocero, lagnavasi che il suo onore fosse stato fieramente offeso. Ferdinando ed Isabella avevano da prima cercato or l'uno, or l'altro pretesto per ritardare la ratifica del trattato conchiuso dal loro genero; ma quando ebbero sicuri avvisi de' vantaggi ottenuti dal Gonzalvo, ricusarono assolutamente di sottoscrivere il trattato, accusando Filippo di avere promesso più che non poteva per le facoltà concedute gli. Pure i re consorti proponevano ancora altre negoziazioni per ingannare di nuovo Lodovico XII (1). Ma questo monarca, conoscendo finalmente che con principi senza fede la sola forza può dare qualche valore ai trattati, risolse di assalire nello stesso tempo la Spagna dal lato di Bajona e di Fontarabia e dal lato della contea di Rossiglione; di far guastare le coste della Catalogna e di Valenza da una flotta francese, finalmente di mandare nel regno di Napoli un' armata da tanto di riacquistare i perduti vantaggi (2).

Il comando di quest'armata fu dato a Lodovico della Tremouille; sotto il quale doveva servire Francesco Gonzaga, marchese di Mantova, quel

(1) *Fran. Guicciardini*, l. vi, p. 306.

(2) *Ivi*, p. 312. - *Jacopo Nardi*, l. iv, p. 153. - *Fran. Belcarri Comm.*, l. ix, p. 271.

medesimo che si era opposto ai francesi a Forno e che aveva comandata l'armata veneziana inviata contro di loro nella Puglia. Al balivo di Bissi fu dato l'incarico di levare e condurre gli svizzeri. I fiorentini, i sauesi, i principi di Ferrara, di Mantova e di Bologna avevano promessi a Lodovico i loro ajuti; sicchè l'armata della Tremouille doveva contare mille ottocento lance e diciotto mila fanti, ed essere assecondata da una poderosa flotta. Non si erano mai veduti in Francia più formidabili apprestamenti (1). Pure il la Tremouille, prima d'ingolfarsi nel regno di Napoli, voleva essere sicuro delle opere del papa e del di lui figliuolo. Ai timori che giustamente ispirava la loro indole rea aggiungevasi da qualche tempo la diffidenza che suscitare dovevano le loro contraddittorie negoziazioni, le insolenti pretese del papa, che voleva perseguitare e spogliare de' suoi feudi Gian Giordano Orsini, sebbene questi godesse della particolare protezione del re (2), la licenza data agli spagnuoli di far leve di soldati in Roma e le non ignote pratiche del Valentino col Gonzalvo. Il Valentino, che trovavasi avere cinquecento uomini d'arme, offriva di unirli all'armata francese, purchè Lodovico XII lasciasse in di lui balia non solo Gian Giordano Orsini, ma ancora lo stato di Siena; ed i francesi erano in procinto di fermare quel vile trattato, allorchè il Borgia ne propose uno meno ignominioso,

(1) *Fran. Guicciardini*, l. vi, p. 313. - *Jacopo Nardi*, l. iv, p. 153. - *Mém. de la Trémouille*, t. xiv, c. xi, p. 167. - *P. Jovii Vita M. Consalvi*, l. ii, p. 229.

(2) *Jac. Nardi*, *Ist. Fior.*, l. iv, p. 151, 154.

ma di maggior pericolo. Egli offriva il passo per lo stato della chiesa, ma voleva starsi neutrale e in armi. Facilmente si comprendeva che sua intenzione era quella di dichiararsi a seconda delle circostanze per opprimere i vinti; o pure che, malgrado le sue promesse, mentre i francesi sarebbero nel regno di Napoli, proponevasi di assalire la Toscana, da loro lasciata sfornita di truppe (1). Ma in mezzo a tali progetti ed a tali speranze, papa Alessandro VI fu il 18 di agosto soprapreso da quasi improvvisa morte; e il duca Cesare Borgia, suo figlio, e il cardinale di Corneto furono nello stesso tempo portati a Roma quasi moribondi da una vigna in cui dovevano cenare col papa. Il corpo di Alessandro VI, copertosi subitamente di atra spaventosa gangrena, diede motivo all'universale di sospettare che il papa, il di lui figliuolo e il loro commensale fossero vittime di un veleno apparecchiato dal papa medesimo per altri (2).

Tutta la vita d' Alessandro Borgia era stata bruttata di tanti delitti, ed egli avea per tanti titoli meritato l'odio di Roma, dell'Italia e di tutta la cristianità, che non è maraviglia che la di lui morte venisse attribuita a quegli stessi delitti cui egli avea assuefatta la sua corte, e che il rapidissimo abbassamento della di lui famiglia e il giusto gastigo della sua malvagità paressero a tutti non dover essere altro che la conseguenza

(1) *Jac. Nardi, Ist. Fior.*, l. iv, p. 155.

(2) *Fran. Guicciardini*, l. vi, p. 314. - *Raphael Volaterranus*, l. xii, apud *Rayn. Ann. Eccles.*, 1503, § 10, p. 540.

degli scellerati mezzi da lui praticati per ampliare il suo stato. I sospetti furono ancora da altre circostanze avvalorati. Tutti sapevano quanto danno avessero fruttato ad Alessandro VI in tutto il corso del suo pontificato le promozioni al sacro collegio, che, in forza delle costituzioni ecclesiastiche, aveva il diritto di fare egli medesimo. In undici promozioni, egli aveva creati quarantatre cardinali (1), e quasi niuna di tali elezioni era stata gratuita. Da ognuna aveva ricavato almeno dieci mila fiorini; quella di Francesco Soderini, fratello del gonfaloniere di Firenze, gliene aveva fruttati ventimila; trentamila quella di Domenico Grimani, figliuolo del procuratore di san Marco; ed altre probabilmente un prezzo ancora maggiore. Ma pel papa non era gran cosa la vendita di questa principalissima dignità ecclesiastica. I cardinali da lui adoperati nel maneggio delle faccende pubbliche si arricchivano prontamente; e il papa, se vere sono le accuse fattegli, li faceva perire per usurpare le loro eredità e disporre nuovamente de' loro beneficii, che ricadevano alla santa sede. Queste erano, si diceva, le ree pratiche con cui il papa suppliva alle enormi spese che si richiedevano pel mantenimento delle armate del duca Valentino, pel lusso della corte pontificia, per le profusioni di Lugrezia Borgia, e per dar condizione agli altri figli e nipoti di Alessandro. Colle voci che correivano prima di quell'ultimo fatto, fu pertanto facilmente creduto in tutta l'Italia, che il papa avesse invi-

(1) Onofrio Panvinio, *Vita di Alessandro VI*, p. 479.

tato il cardinale Adriano di Corneto ad un convito nella sua vigna di Belvedere, presso al Vaticano, con intenzione di avvelenarlo, come aveva altra volta avvelenati i cardinali di sant'Angelo, di Capoa e di Modena, prima suoi zelantissimi ministri, poi vittime della sua cupidigia; che il duca Valentino avesse mandato un fiasco di vino avvelenato al coppiere del papa, senza palesargli l'arcano, facendogli dire soltanto di non mandarlo in tavola senza suo espresso ordine; e che infine, nella momentanea assenza di questo coppiere, il di lui vicario avesse dato per errore di questo vino al papa, a Cesare Borgia ed al cardinale di Corneto. Quest'ultimo disse egli medesimo molto tempo dopo a Paolo Giovio, che, appena inghiottita tale bevanda, avea sentito nelle sue viscere un ardore cocentissimo, che subito avea perduta la vista ed in appresso l'uso di tutti i sensi; e che dopo una lunga malattia, durante la quale si era escoriata tutta la sua pelle, era riuscito a camparne (1).

Gli scrittori contemporanei meglio informati e quelli che più minutamente parlarono di tale avvenimento, consentono tutti intorno alle circostanze. Pure un diario della corte di Roma e le lettere dell'ambasciatore della casa d'Este sembrano dimostrare che la malattia del papa durasse otto giorni, ch'ella fosse giudicata febbre per-

(1) P. Giovio, *Vita di Leon X*, l. II, p. 82. - *Vita del card. Pompeo Colonna*, p. 358. - *Ejusdem Vita M. Consalvi*, l. II, p. 279. - *Frau. Guicciardini*, l. VI, p. 314. - *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V*, l. I, f. 31.

niciosa e come tale medicata (1). Inoltre non sappiamo per l'appunto la data del banchetto nella vigna di Belvedere. Quanto è a noi, diremo che ne pare probabile che il convito avesse luogo il dieci di agosto; che la malattia, causata dal veleno diviso in tre invece di essere preso da un solo, abbia durato otto giorni, e che in tale tempo non gli si desse il suo vero nome, per non accusare il papa e suo figlio, ancora vivi ed onnipotenti (2).

Alessandro VI, il di cui solo nome ricorda tanti delitti e tante infamie, in tempo del suo pontificato profferì in nome della chiesa romana molte decisioni che hanno ancora presentemente forza di legge. Perciò gli scrittori ecclesiastici cercano di provare che, malgrado i nefandi suoi vizi, egli non si scostò mai nè per un punto dalla purità della fede (3). Alessandro VI fu uno degl'istitutori dell'ordine de'frati minimi di san Francesco da Paola, ch'egli ratificò colla sua bolla del 1.º di maggio del 1501, e di quello delle suore di Maria Vergine, fondato da Giovanna di Valois, moglie ripudiata di Lodovico XII (4). La chiesa romana gli deve inoltre un'istituzione

(1) *Muratori, Ann. d' Ital.*, t. x, p. 15. - *Rayn. Ann. Eccles.*, § 11, p. 541.

(2) *P. Bembi Hist. Ven.*, l. vi, p. 123. - *Jacopo Nardi, Ist. Fior.*, l. iv, p. 157. - *Scip. Ammirato*, l. xxviii, p. 272. - *Ist. di Gio. Cambi*, p. 194. - *Orlando Malavolti, Stor. di Siena*, par. III, l. vi, f. 112. - *Fr. Belcarii*, l. ix, p. 272. - *Onof. Panvinio, Vita di Alessandro VI*, p. 478. - *Barth. Senaregae de reb. Gen.*, t. xiv, *Rer. Ital.*, p. 578.

(3) *Raynaldi Ann. Eccl.*, 1501, § 22, p. 511.

(4) *Idem*, § 24, p. 511.

che forse più d'ogni altro contribuì a conservare la sua autorità contro le offese della filosofia ed i progressi dello spirito umano; quest'è la censura ecclesiastica dei libri. Alessandro VI comandò pel primo, con suo breve del nove di giugno del 1501, a' tipografi, sotto pena di scomunica, di non istampare verun libro senza l'assenso degli arcivescovi o de' loro vicari od auditori, ed ordinò a questi di far prendere e bruciare ogni libro contenente dottrine eretiche, contrarie alla fede cattolica, empie e malsonanti (1).

Il duca Valentino diceva al Machiavelli, che credeva di avere pensato a tutto ciò che potrebbe accadere nella circostanza della morte di suo padre, e che a tutto aveva trovato rimedio; ma che mai non aveva pensato che nel punto in cui accadrebbe la morte di Alessandro, egli medesimo avrebbe potuto trovarsi mortalmente infermo (2). Il Borgia si tenea sicuro che l'elezione del nuovo pontefice sarebbe in gran parte del voler suo, dovendo, a suo credere, rimanere in sua divozione i cardinali eletti da Alessandro ed, in particolare, i diciotto spagnuoli ch'egli aveva fatti entrare nel sacro collegio. Quasi tutta la secondaria nobiltà degli stati romani era in sua clientela ridotta, e la primaria era in modo oppressa e afflitta, ch'ei credeva di non aver che temere per parte di essa. Tutte le fortezze, tanto in Roma che nel territorio, erano guardate dai suoi soldati, e l'armata con cui egli avea mossa

(1) *Barnaldi Ann. Eccl.*, 1501, § 36, p. 514.

(2) *Machiavelli, Del Principe*, c. vii, p. 259.

la guerra agli Orsini, trovavasi acquantierata nei contorni di Roma. Ma d'altra parte egli si trovava colto dalla malattia e colpito dalla morte del padre in quel punto in cui, incerto ancora s'egli dovesse accostarsi alla corte di Francia o a quella di Spagna, non poteva far capitale del favore dell'una o dell'altra; anzi ei si vedeva ad un tempo stretto dalle due armate nemiche: pure, per quanto travagliato fosse dalla malattia, non si lasciò cadere d'animo. Mentre che il popolo affollavasi a san Pietro con indicibile gioja per saziare gli occhi sul cadavere di Alessandro VI, e manifestare tutto l'abborrimento ond'era inverso di questi compreso, Cesare Borgia si tenne nel palazzo del Vaticano; entrò in trattato coi Colonna, che suo padre avea spogliati de' loro feudi, e, restituiti loro Ghiazzano, Capo d'Azzo, Frascati, Rocca di Papa e Nettuno, che Alessandro VI aveva notabilmente fortificato, a tal prezzo fece loro promettere di starsi neutrali (1).

Il duca Valentino non aveva soldati in numero sufficiente per potere vietare a' suoi nemici l'ingresso in Roma e raffrenare nello stesso tempo il popolo da cui era esecrato. Prospero Colonna era quindi tornato in patria con tutto il suo partito. Dal canto suo Fabio Orsini era rientrato in possesso dei palazzi della sua famiglia a Monte Giordano; aveva fatte saccheggiare le case e le

(1) *Fran. Guicciardini*, l. vi, p. 315. *P. Giquio, Vita del card. Pompeo Colonna*, p. 360. - *Ist. di Gio. Cambi*, t. xxi, p. 197. - *Fran. Belcarri Comm. Rer. Gall.*, l. ix, p. 273. - *P. Jovii Vita M. Consalvi*, l. ii p. 229.

botteghe de' cortigiani e de' mercadanti spagnuoli, così careggiati sotto il regno dell'ultimo papa, ed altamente domandava il capo di Cesare Borgia, in espiatione del sangue di suo padre e de' suoi congiunti, versato dal tiranno. Le truppe del Valentino erano tutte acquartierate in Borgo e nei contorni del Vaticano; di modo che i cardinali, per non cadere nelle loro mani, si adunarono nella chiesa di santa Maria sopra Minerva; ma non si affrettarono di cominciare l'esequie del papa, che dovevano durare nove giorni e terminarsi prima del conclave (1).

Fuori delle porte di Roma e negli stati fin allora occupati dal Valentino gli sconvolgimenti politici erano ancora più rapidamente accaduti. Gian Paolo Baglioni si era associato a Bartolommeo d'Alviano, capitano della casa Orsini al servizio de' veneziani, e coll'ajuto di lui era rientrato in Perugia; aveva cacciata da Viterbo la fazione dei Gatti, da Todi quella di Chiaravalle; ed aveva uccisi o svaligiati tutti que' cittadini addetti ai due partiti, che gli erano venuti in mano. Fabio Orsini, nel perseguire in compagnia de' Savelli nel Patrimonio di san Pietro tutti i partigiani del Valentino, avendo ucciso uno dei Borgia, si lavò le mani e la bocca col di lui sangue (2). Tutti i baroni romani avevano ricuperate le rocche loro tolte dal papa; i Vitelli erano

(1) *Fran. Guicciardini*, l. vi, p. 316. - *Raynald. Ann. Eccles.*, 1503, § 12, p. 541. - *P. Bembi Hist. Ven.*, l. iv, p. 133. - *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V*, l. 1, f. 31 v. - *Jac. Nardi*, l. iv, p. 156.

(2) *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V*, l. 1, f. 32.

tornati in Città di Castello, Giacomo d'Appiano in Piombino, il duca d'Urbino ed i signori di Pesaro, di Camerino e di Sinigaglia negli stati che avevano perduti (1). Soltanto la Romagna non si mosse, e si mantenne abbidiente al duca Valentino. Le altre sue conquiste erano più recenti; in quella di Romagna egli aveva avuto tempo di far sperimentare al popolo i vantaggi del suo governo. Quest'uomo, tanto crudele e di così perverse mire e massime politiche, ottimamente conosceva il modo di rendere felici i suoi sudditi; egli faceva osservare tra di loro la più stretta giustizia, e manteneva inviolabilmente la pubblica sicurezza. Tutte le fazioni erano compresse; tutte le concussioni de' magistrati e de' principi erano cessate; per tutti gli uomini più ragguardevoli era il Borgia illuminato protettore; i guerrieri erano a più alta condizione promossi nelle armate o nel comando delle rocche del duca; i letterati venivano riccamente provveduti di beneficii ecclesiastici; in somma lo stato prosperava, cosicchè niuno de' romagnuoli poteva senza timore pensare al ritorno degli antichi signorotti (2).

Lodovico della Tremouille, che doveva avere il comando dell'armata francese, dovette trattenersi in Parma a cagione di una malattia che più non gli acconsentì di aver parte nell'impresa di Napoli. Il marchese di Mantova succedeagli nel comando come luogotenente del re; ma in fatto quasi tutta l'autorità era nelle mani del balivo

(1) *Jacopo Nardi*, l. iv, p. 156.

(2) *Fran. Guicciardini*, l. iv, p. 316. - *Machiavelli*, *Il Principe*, c. vii, p. 259.

d'Occan e del barone di Sandricourt, perchè i francesi sdegnavano di ubbidire ad un principe straniero. Era quest' armata entrata in Toscana per la via di Pontremoli, avanzando lentamente a motivo degli svizzeri, che di mal animo prendevano parte nelle disastrosé guerre del regno di Napoli. Finalmente l'esercito attraversò lo stato di Siena e giunse tra Nepi e l' Isola nel punto in cui i cardinali stavano per entrare in conclave. Il primo ministro e favorito del re di Francia, il cardinale d'Amboise, giungeva frettolosamente col cardinale d'Arragona e col cardinale Ascanio Sforza, da lui posti in libertà nella ferma fiducia che i loro suffragi dipenderebbero dal suo. Spalleggiato dalla possente protezione del suo padrone, dalla libertà di valersi a voglia sua de' tesori del re e di una poderosa armata, giunta presso le mura di Roma, credeva l'Amboise d' avere in pugno la tiara pontificia, e fece servire alle sue private mire le negoziazioni del gabinetto e le mosse dell'esercito francese. In particolar modo il ministro di Lodovico cercò il favore del duca Valentino, che dicevasi arbitro di tutti i suffragi de' cardinali spagnuoli; e per trarlo dalla sua, non badò a indispettire gli Orsini, fin allora additti alla Francia. Il Borgia dal canto suo, bene vedendo che l'armata francese era a lui più vicina che non quella di Spagna, e che poteva fargli più bene che male, ruppe le pratiche intavolate con Gonzalvo di Cordova per mezzo dei Colonna, e il primo di settembre fermò cogli ambasciatori francesi un nuovo trattato, in forza del quale si obbligava a militare per Lodovico XII con tutte le

sue forze nella guerra di Napoli; a patto che il re gli mallevasse i dominii ch'egli ancora possedeva, e gli promettesse il suo ajuto per riconquistare i perduti (1). Gonzalvo di Cordova, avuto avviso di questo trattato, ordinò a tutti i capitani spagnuoli che militavano nell'armata del Borgia, di abbandonarla, per servire sotto le insegne della Spagna, se non volevano farsi rei di alto tradimento. Per tale comandamento fu privato il duca di Ugo di Moncade, di Girolamo Olorico, di Pietro di Castro, di Diego di Chigayones e di altri riputatissimi guerrieri (2).

La promessa de' suffragi dei cardinali additti alla casa Borgia non formava un'esplicita condizione del trattato del Valentino, sebbene fosse questo il principale motivo che aveva indotto il cardinale d'Amboise a sottoscriverlo. Ma quei cardinali, di cui si patteggiavano i suffragi, miravano assai più al futuro loro stato che non a mostrarsi riconoscenti de' passati beneficii. Desideravano essi in particolar modo la propria libertà e quella della loro elezione; perciò non vollero chiudersi in conclave finchè il cardinale d'Amboise non ebbe promesso che l'armata francese non si avanzerebbe oltre Nepi, e finchè Cesare Borgia non fu partito da Roma co' suoi dugento uomini d'arme e trecento cavalleggeri per raggiungere l'armata (3).

(1) *Fran. Guicciardini*, l. vi, p. 217. - *Jac. Nardi*, *Isa Fior.*, l. iv, p. 157.

(2) *P. Jovii Vita M. Consalvi*, l. ii, p. 230. - *Alf. de Ulto*, *Vita di Carlo V*, l. i, f. 32.

(3) *Fran. Guicciardini*, l. vi, p. 318.

I cardinali non erano ancora gran fatto d'accordo per procedere ad una definitiva elezione. Giorgio d'Amboise non godeva presso il conclave di tutto il credito ch'egli aveva sperato, ma si lusingava di guadagnare col tempo nuovi partigiani; in quella vece i suoi avversari non dubitavano ch'egli non perdesse qualche suffragio tosto che l'armata francese sarebbesi allontanata da Roma. Per altra parte tutti i partiti conoscevano egualmente quanto sarebbe pericolosa cosa per la libertà loro e per l'indipendenza della chiesa il protrarre il conclave in mezzo a tanto trambusto di guerra. Tutti adunque accontatonsi di scegliere per papa un cardinale, di cui si prevedeva a cagione delle estenuate forze e della conosciuta infermità vicina la morte. Fu questi Francesco Piccolomini, nipote di papa Pio II, che l'avea fatto arcivescovo di Siena ed in appresso cardinale. Questo decano del sacro collegio, che veniva da tutti risguardato come uomo assai virtuoso, ebbe in favor suo trentasette suffragi di trentotto che si annoveravano in conclave. Il Piccolomini fu intronizzato il 22 di settembre e incoronato l'8 di ottobre sotto il nome di Pio III (1).

Dopo quest' elezione, l'armata francese, che non aveva più ragione alcuna di trattenersi, passò il Tevere e proseguì il suo cammino verso il re-

(1) *Gaef. Panvinio, Vita di Pio III*, 219. *Pontefice*, p. 481. - *Fr. Guicciardini*, l. vi, p. 318. - *Rayn. Ann. Eccles.*, 1503, § 13, p. 541. - *P. Bambi Hist. Ven.*, l. vi, p. 134. - *Jac. Nardi, Ist. Fior.*, l. iv, p. 158. - *Fr. Belcarri*, l. ix, p. 274. - *Arn. Ferronii*, l. iii, p. 54.

gno di Napoli: e il duca Valentino, che sempre era ammalato, e che si era fatto portare in lettica a Nepi, si fece nello stesso modo riportare a Roma, dove si afforzò nel Borgo con dugento cinquanta uomini d'arme, altrettanti cavalleggeri ed ottocento fanti. Gli Orsini, che anelavano all'istante di potersi vendicare di lui, erano essi pure tornati in città colle loro truppe, e si afforzavano in un altro quartiere. Avevano costoro chiamati a Roma Gian Paolo Baglioni e Bartolommeo d'Alviano, ed ogni giorno venivano alle mani colle genti del Valentino. E siccome la guerra stava per riardere, trattavano ad un tempo come condottieri per condursi al soldo dell'una o dell'altra potenza. Essi propendevano verso la Francia, e quest'inclinazione veniva accresciuta dalla loro rivalità coi Colonna, che militavano nell'esercito spagnuolo. Ma il cardinale d'Amboise gli aveva fieramente offesi col favore accordato al Valentino e col mercanteggiare in appresso i loro servigi, come se non facesse gran conto della loro assistenza, o credesse che, per difendersi dai Colonna, gli Orsini sarebbero sempre obbligati ad accorrere anche senza soldo sotto le insegne francesi. Bartolommeo d'Alviano, che aveva lasciato il servizio della repubblica di Venezia per venire a Roma a rimirsi alla sua famiglia, si sentì offeso da questo male tratto, e trattò con Gonzalvo di Cordova a nome di tutti gli Orsini, promettendo di condurre ai servigi della Spagna cinquecento uomini d'arme per sessanta mila ducati all'anno. Ma l'Alviano volle in contraccambio che il Gonzalvo promettesse di

rimettere i Medici in seggio a Firenze dopo il fine della guerra (1).

L'ambasciatore di Venezia in Roma si adoperava per questa riconciliazione degli Orsini cogli spagnuoli, ed aveva dato in prestito a questi il danaro necessario per pagare la prima rata; in appresso ajutò ancora gli Orsini a rappattumarsi coi Colonna, che militavano nella medesima armata. Il Valentino, spaventato da questa lega e supponendola ordita contro di lui, volle in allora uscire da Roma. Gian Giordano Orsini non aveva fatto causa comune co' suoi parenti, ed aveva promesso al cardinale di Roano che condurrebbe il Borgia sicuro fino all'armata francese; onde il Borgia si mosse per andare a trovarlo a Bracciano; ma nello stesso tempo che il Borgia usciva, Fabio Orsini e Gian Paolo Baglioni assalirono la porta del Torrione e l'arsero, indi entrati nel quartiere del Valentino, s'avventarono contro i di lui soldati con forze molte soverchie. Cesare Borgia, vedendo che la sua cavalleria cominciava a fuggire, si riparò col principe di Squillace, suo fratello, ed alcuni cardinali spagnuoli nel palazzo del Vaticano, d'onde, coll'assenso del papa, recossi in Castel sant' Angelo. Il comandante del castello era un creato d'Alessandro VI, e non solo promise di difendere il Borgia contro i suoi nemici, ma ancora di lasciare ch'ei si ritirasse qualunque volta lo vorrebbe. Intanto l'armata del duca, inseguita dagli Orsini e dal Baglioni, si

(1) *Fran. Guicciardini*, l. vi, p. 319. - *Vita di Leon X*, d. 11; p. 84. - *P. Jovii Vita M. Consalvi*, l. II, p. 230.

dissipò interamente, e gli splendidi sogni dell'ambizioso Borgia si dissiparono coll'armata (1).

Pio III non ingannò l'aspettazione de' cardinali, che avevano pensato ch'ei dovesse vivere pochissimo; e dopo ventisei giorni soltanto di regno, morì il 18 di ottobre in età di sessantaquattro anni e cinque mesi. Fin dal tempo della sua elezione egli aveva in una gamba una piaga che poteva col tempo inciprignirsi; non pertanto si sospettò che la fosse stata avvelenata per commissione di Pandolfo Petrucci, tiranno di Siena; il quale temeva che Pio nodrisse i rancori dei gentiluomini sanesi e quindi fosse nemico dell'ordine dei nove, col di cui favore regnava Pandolfo (2).

Durante il breve regno di Pio III i cardinali avevano provveduto meglio alle cose loro; le varie fazioni avevano conosciute le proprie forze; e quelle che non isperavano di trionfare, avevano se non altro ottenuto di vendere a più alto prezzo i loro suffragi. Giorgio d'Amboise pel primo era stato costretto a riconoscere ch'egli non otterrebbe mai più la tiara, ed in conseguenza volse i suffragi da lui dipendenti a favore di quel cardinale che al tempo dell'impresa di Carlo VIII si era totalmente dedicato agl'interessi della Fran-

(1) *Fran. Guicciardini*, l. vi, p. 320. - *Rayn. Ann. Eccles.*, 1503, § 15, p. 542.

(2) *Onof. Panvinio*, *Vite de' Pon*, p. 482. - *Or. Malavolti*, *Stor. di Siena*, par. III, l. vii, f. 112, v. - *Alf. de Ulloa*, *Vita di Carlo V*, l. 1, f. 32, v. - Il Rainaldo non parla di questo sospetto di veleno. *Ann. Eccles.*, 1503, §§ 16-19, p. 542.

cia. Era questi il cardinale di san Pietro *ne' vincoli*, Giuliano della Rovere, nipote di Sisto IV, il quale, per vendicarsi di Alessandro VI, suo sfidato nemico, aveva chiamate le armi de' francesi in Italia, ed, esiliato da Roma, era quasi sempre vissuto alla corte di Francia. Possedeva questo cardinale immense ricchezze e molti beneficii ecclesiastici, con cui poteva guiderdonare i suoi partigiani.

Alessandro VI, che abborrivalo, aveva contuttociò contribuito a procacciargli riputazione di sincerità, più volte dicendo ch'ei conosceva in lui questa sola virtù con innumerevoli vizi; e Giuliano approfittò della fiducia dell'universale nella sua sincerità per meglio ingannare. Ognuno credeva così fattamente alle sue parole ed alle sue promesse, che moltissimi amici gli affidarono ogni loro sostanza e tutti i loro beneficii ecclesiastici, ond'egli se ne valesse per comperare partigiani. Il cardinale Ascanio Sforza, conoscendo assai meglio che Giorgio d'Amboise lo spirito ambizioso ed inquieto del della Rovere, vide che questo supposto partigiano della Francia era di tutto il sacro collegio l'uomo più disposto a ritogliere il ducato di Milano dalle mani dei francesi per restituirlo alla casa Sforza. Finalmente il Valentino, ridotto in tali e tante angustie da non poter più seguire le regole della consueta sua politica, prestò facile orecchio alle promesse che aveva costume di sprezzare: suppose o volle supporre che i recenti beneficii potrebbero far dimenticare le vecchie offese, e il 29 di ottobre sottoscrisse col della Rovere un compromesso

confermato con giuramento, in forza del quale egli assicurò al cardinale i suffragi di tutti i cardinali spagnuoli, mediante la promessa del gonfalone della chiesa, della malleveria di tutti i suoi stati, e del matrimonio di una sua figliuola con Francesco Maria della Rovere, nipote del futuro papa. Con questi vari trattati e con tutte queste mene l'elezione del cardinale di san Pietro ne' vincoli era così bene preparata da tutti, che lo stesso giorno 31 di ottobre in cui i cardinali entrarono in conclave, senza che si avesse avuto il tempo di rinchiuderveli, chiamarono papa Giuliano della Rovere, che prese il nome di Giulio II (1).

Ben necessarie erano grandi sventure per indurre il Valentino a promuovere l'elezione del suo più antico nemico. Ma in fatti dopo la sconfitta della sua piccola armata intorno al Vaticano, la potenza del Borgia era quasi venuta in fondo. Le città della Romagna, che avevano sperato il suo ritorno, vedendo caduta la sua fortuna, avevano voluto acquistarsi merito presso i vecchi loro padroni, dandosi spontaneamente nelle loro mani. Cesena era tornata sotto l'immediato dominio della chiesa: a Imola era stato ucciso il comandante della rocca, e la città era divisa tra i partigiani dei Riari e quelli della chiesa. Forlì aveva aperte le porte ad Antonio Ordelaffi, erede della famiglia che aveva regnato

(1) *Franc. Guicciardini*, l. vi, p. 321. - *Joh. Burchardi*, *Diar. Cur. Rom.*, p. 2519. - *Barth. Senaregae de Rebus Gem.*, t. xxiv, p. 578. - *Jacopo. Nardi*, *Ist. Fior.*, l. iv, p. 158. - *Scip. Ammirato*, l. xxviii, p. 272. - *Fr. Belcarri*, *Comm.*, l. x, p. 275.

in quel piccolo stato prima che se ne impadronisse Girolamo Riario. Giovanni Sforza era rientrato in Pesaro, e Pandolfo Malatesta in Rimini, di dove fu ben tosto scacciato da Dionigi Naldo, capitano al soldo di Cesare Borgia. Faenza aspettò più lungamente il Valentino che niun' altra città di Romagna; ma all' ultimo, perdendo la speranza di vederlo recuperare l' antica potenza, si diede a Francesco, figliuolo naturale di Galeotto di Manfredi, il solo erede della famiglia de' Manfredi che rimanesse, perchè tutti i legittimi discendenti erano stati uccisi dal Borgia. Le rocche di tutte queste città furono tuttavia fedelmente custodite dai loro capitani a nome del duca Valentino (1).

Ma ormai sembrava che la sorte della Romagna dovesse assai meno dipendere dai desiderii del popolo, dalle forze del duca Valentino, o dai maneggi del papa, che dalle armi della potente repubblica la quale aveva sempre risguardata questa provincia come più particolarmente sottomessa all' autorità sua. Venezia già da gran tempo dava provvisione a que' piccioli principi, ed aveva pure conquistata in quella contrada qualche città. Nella primavera dello stesso anno 1503 Venezia aveva fermata la pace coi turchi; Andrea Gritti, negoziatore del trattato, non era per anco tornato da Costantinopoli, e di già la repubblica faceva aceorti i suoi vicini, che le di lei forze più non erano compresse dal terrore

(1) *Fran. Guicciardini*, l. vi, p. 322. - *Scip. Ammirato*, l. xxviii, p. 272. - *Jac. Nardi*, *Ist. Fior.*, l. iv, p. 157.

degli ottomani; che i suoi consigli più non erano esclusivamente intenti a raffrenare i costanti progressi degl'infedeli, e ch'ella trovavasi nuovamente in istato di farsi rispettare e temere. Giacomo Venieri, che comandava pe' veneziani in Ravenna, vi adunava ragguardevoli forze; si procurava intelligenze in Cesena, ed all'ultimo tentò d'impadronirsi di quella città per soprapresa; ma ne fu respinto. Poco dopo Dionigi Naldo, più non isperando di vedere in auge il duca Valentino, e non si volendo assoggettare ai Manfredi, contro i quali si era precedentemente ribellato, consegnò ai veneziani le fortezze di Val di Lamone, e indusse il comandante della rocca di Faenza a venderla ai medesimi a prezzo d'oro. Queste due vendite non si trassero però dietro la resa della capitale; perchè i di lei abitatori, indispettiti che il comandante della rocca e i contadini di Val di Lamone pretendessero disporre della sorte loro, si difesero ostinatamente, e fecero in pari tempo domandare ajuto a Giulio II ed ai fiorentini (1).

Gli altri piccoli principati di Romagna erano tutti ad un tempo assaliti dai veneziani; ai quali aprirono le porte Forlìmpopoli e più altre fortezze. Fano, assalito alla sprovvista, si difese; Rimini venne loro volontariamente data da Pandolfo Malatesta, che loro chiese soltanto in cambio la signoria di Cittadella nello stato di Padova e il grado di gentiluomo veneziano (2).

(1) *Fran. Guicciardini*, l. vi, p. 322. - *P. Bembi Hist. Ven.*, l. II, p. 134.

(2) *Fr. Guicciardini*, l. vi, p. 323. - *P. Bembi Hist. Ven.*, l. vi, p. 135. - *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V*, l. I, f. 32, v.

Giulio II, salito di recente sulla cattedra di san Pietro, non ancora abbastanza conosceva quali fossero le sue forze e non voleva affrettarsi a farne mostra. Pure non poteva sopportare senz'ira che i veneziani occupassero le città dipendenti dalla chiesa. I vicari che le possedevano in addietro, e il duca Valentino stesso, erano per la loro debolezza e pe' quotidiani loro bisogni ricondotti alla dipendenza della santa sede; ma la repubblica di Venezia, sempre potente e sempre ugualmente formidabile, più non restituiva ciò che una volta aveva acquistato. Giulio II, che ancora non ardiva romperla con lei, tentò le vie della persuasione. Inviò per tanto il vescovo di Tivoli a Venezia, per lagnarsi delle offese che il senato gli faceva dal bel principio del pontificato di lui, assaltando una città della chiesa, quando egli aveva sperato di poter far assegnamento sopra l'amicizia della repubblica; amicizia ch'ei si credeva avere meritata colla sua divozione a' di lei interessi quand'era ancora cardinale (1).

I veneziani erano allora accecati da quella medesima ambizione che loro aveva fatta accettare la protezione di Pisa, la divisione del ducato di Milano e i porti del regno di Napoli: cercavano essi di dilatare il loro dominio in Toscana, in Lombardia e lungo le coste dell'Adriatico, senza pensare che ogni conquista pro-

(1) *Machiavelli, Legaz. II (a Roma)*, t. vi, p. 400. - *Leg., Lett. XIII*, p. 133. - *P. Bembi Hist. Ven.*, l. vi, p. 136.

vocava contro di loro un nuovo nemico; e non li trattenne il timore di aggiugnere agli altri nemici anche il papa. Perciò risposero con generali protestagioni d'amicizia e coll'offerta di pagare per Faenza lo stesso tributo che pagavano i vicari pontificii; dissero nello stesso tempo, che da più secoli quella città più non era sotto l'immediato dominio della chiesa, e promettevano di essere così fedeli vassalli quanto lo erano stati i Manfredi o il duca Valentino. Mentre che in apparenza tenevano questa moderata favella, le loro truppe andavano gagliardamente stringendo l'assedio di Faenza: elle si erano accampate presso la chiesa dell'Osservanza e cominciavano a battere in breccia le mura della città. I fiorentini, che in sulle prime avevano mandato a Faenza un piccolo soccorso di dugento uomini, come non si videro assecondati dal papa non vollero entrar soli in quella pericolosa guerra; onde gli assediati abitanti, più non isperando di potersi difendere, s'arresero il 19 di novembre a patto che i veneziani si obbligherebbero a pagare al giovine Francesco Manfredi una provvisione annua di trecento ducati (1).

In allora i veneziani avevano acquistato altresì in Romagna, oltre i due principati di Faenza e

(1) *Fran. Guicciardini*, l. vi, p. 324, il quale dà per abbaglio al giovane Manfredi il nome di Astorre. - *Jac. Nardi*, *Ist. Fior.*, l. iv, p. 157. - *Machiavelli*, *Legaz. II*, *Lett. VII, VIII, IX, X e seg.* p. 117. - *Opera*, t. vi, p. 389 e seg. - *P. Berni Hist. Ven.*, l. vi, p. 136.

Da quel tempo in poi più non avendo la casa Manfredi ricuperata la sua sovranità di Faenza, riputiamo conve-

di Rimini, Monte fiore, sant'Arcangelo, Verucchio, Porto Cesenatico e sei altre terre murate. Loro non sarebbe stato difficile di occupare ancora Imola e Forlì, ma si rattennero per non innasprire soverchiamente il papa. Il duca Valentino altro omai non possedeva che le rocche

niente cosa di riportare in questo luogo una tavola cronologica del regno di questi piccoli principi.

Ann. C.

1334. Riccardo Manfredi, acclamato dal popolo signore di Faenza e d'Imola.

1350	{	Giovanni	{	figli di Riccardo, si difendono
		Renieri		contro Clemente VI fino al 1358,
				nel quale sono scacciati dalla loro signoria.

1377. Astorre I di Manfredi ritorna il 25 di luglio per un acquedotto in Faenza, spalleggiato dai fiorentini, ed è riconosciuto come vicario di Faenza e d'Imola.

È costretto di vendere queste città a Baldassarre Cossa, che lo fa decapitare il 28 di novembre.

1410. Giovanni Galeazzo Manfredi, figlio d'Astorre I, rientra in Faenza il 18 di giugno. Muore nel 1416.

1416. Guid' Antonio Manfredi, figlio del precedente, signore di Faenza e d'Imola. Muore il 18 giugno 1448.

1448.	{	Astorre II	{	figli di	{	signore di Faenza. Mor-
		Taddeo		Guid'		to il 2 maggio del 1468.
				Antonio		signore d'Imola, vende
				Manfredi		questa città a Girolamo
						Riario 1473.

1468. Galeotto, figlio d'Astorre II, signore di Faenza, ucciso dalla moglie il 31 maggio del 1488.

1488. Astorre III, figlio di Galeotto, prigioniero di Cesare Borgia il 22 aprile del 1501; e strozzato a Roma il nove luglio del 1501.

1503. Francesco di Manfredi, figlio naturale di Galeotto, acclamato dagli abitanti signore di Faenza in ottobre del 1503, si arrende ai veneziani il 19 novembre del 1503.

di Forlì, Cesena, Forlimpopoli e Bertinoro. Egli le offrì al papa in deposito, affinchè non venissero in mano de' veneziani; ma questi, dice il Guicciardini, la di cui sincerità non era per anco affatto corrotta dall'uso del potere, le ricusò per non esporsi in appresso alla tentazione di mancare di fede (1).

Giulio II aveva fatte al Valentino onorate accoglienze, mostrando agli atti di essere sinceramente con lui rappattumato; il 3 di novembre gli aveva dato stanze nel Vaticano, dove il duca stavasi circondato da una quarantina de' suoi ufficiali, e gli andava promettendo che nel primo concistoro lo eleggerebbe gonfaloniere della chiesa (2). Cesare Borgia, avvezzo alla prosperità, non ebbe la forza d'animo necessaria per giudicare le circostanze del suo presente stato. Quest'uomo, che mai non aveva con chicchessia mantenute le sue promesse, dava piena fede alle parole del suo più antico nemico, ed aspettava con piena fidanza il gonfalone della chiesa, che Giulio II aveva promesso di dargli, protraendo fin dopo tale elezione la sua partenza alla volta della Romagna. Pensava il Borgia di ragunare in allora alcuni uomini d'arme già assoldati, di attraversare la Toscana, o forse di passare per mare a Genova, di là in Lombardia, quindi coll'ajuto de' suoi partigiani soccorrere i castellani che avevano fedelmente custodite le fortezze. Quando il Machiavelli, che in allora trovavasi in legazione

(1) *Fran. Guicciardini*, l. vi, p. 324.

(2) *Burchardus Diar. Cur. Rom.*, p. 2259.

a Roma, andò il 5 di novembre a partecipargli l'intrapresa de' veneziani contro Faenza, il Borgia si adirò contro i fiorentini, i quali con soli cento uomini d'arme avrebbero potuto, volendolo, salvare tutti i di lui possedimenti. Giurò che non isciuperebbe i danari che gli rimanevano tra le mani de' banchieri di Genova, i quali ammontavano a più di dugento milà fiorini, per difendere invano una città che stava per perdere; che piuttosto darebbe egli stesso le sue fortezze ai veneziani per avere la soddisfazione di vederli in appresso assalire Firenze e distruggerla. Pochi mesi prima, tali minacce avrebbero potuto fare molto senso; ma più non si conveniva al Borgia questo modo di parlare; e lo stesso cardinale d'Amboise, che sempre lo proteggeva e che lo riguardava come un utile alleato della Francia, quando il Machiavelli gli riferì questo discorso, si fece a dire: « Dio mai non lasciò verun peccato impunito, e nemmeno perdonerà quelli di costui (1) ».

Il papa non voleva ancora rompere la fede data al Valentino; pure desiderava di sbrigarsi presto di lui; e sebbene procurasse di giovargli di quel poco di credito di che ancora godeva il Borgia per difendere la Romagna contro i veneziani, si rallegrava tuttavia di vederlo abbandonato da tutti i suoi amici. Egli, non meno che il cardinale d'Amboise, lo aveva incorato a chiedere un salvacondotto ai fiorentini per mandare

(1) Machiavelli, *Leg. II, Lett. IV del 6 di novembre*, p. 110 *Op., Lett. IX, t. vi, p. 390.*

la sua piccola armata ai confini della Romagna (1); ma non ebbe a male che questo salvacondotto venisse a lui negato; e procurò soltanto di dare al duca fallaci speranze di un accomodamento coi fiorentini per indurlo a partire (2).

Finalmente il Valentino si pose in viaggio il 19 di novembre circa la mezza notte, con intenzione d'imbarcarsi ad Ostia e di farsi tragittare con quattrocento o cinquecento uomini alla Spezia. Aveva il Borgia ordinato a settecento cavalli che partivano per la strada della Toscana, di trovarsi alla Spezia (3). In quel tempo appunto Faenza, stretta dai veneziani, stava in procinto di capitolare. Giulio II, atterrito dai loro progressi, credette che il solo mezzo di farvi argine fosse quello di farsi consegnare le fortezze che tuttavia il Valentino possedeva in Romagna. Il duca, partendo, aveva lasciata la corte di Roma in balia de' suoi nemici, i quali tutti esortavano Giulio II a mancargli di fede, ed anticipatamente facevano plauso al gastigo di quel perfid'uomo, abborrito dal papa. Questi non resistette lungamente alle loro insinuazioni, e fece partire alla volta di Ostia il cardinale di Volterra, fratello del gonfaloniere Pietro Soderini, per domandare al Valentino la consegna di tutte le sue fortezze. I venti contrari ritardavano la partenza del duca, e il cardinal di Volterra lo trovò tuttavia in Ostia il 22 di novembre; ma il Borgia, nel punto stesso

(1) *Machiavelli, Leg. II, p. 397, lett. del 10 novembre.*

(2) *Ivi, p. 418, lett. del 18 novembre.*

(3) *Ivi, p. 424, lett. del 19 novembre.*

in cui si movea per tentare di riconquistare la Romagna, non poteva indursi nè a rinunciare la sua signoria nè a cedere le ròcche che ancora vi possedeva, e ricusò di accondiscendere alla volontà del pontefice. Giulio II, troppo orgoglioso e troppo irascibile per sopportare in pace un rifiuto, fece subito arrestare il Valentino, che rimase prigioniero in faccia ad Ostia sopra una galea francese (1). Quindi a poco si sparse voce che il papa l'aveva fatto gettare nel Tevere. Tutti fecero plauso alla supposta perfidia, e mostraronsi in seguito dolenti di che non fosse stata commessa (2). La piccola armata del Valentino, comandata da Michele di Coreglia, era giunta intanto a' confini di Perugia e di Firenze; ma ivi fu assalita dalle genti di Giovanni Paolo Bagliotti e svaligiata. Don Michele restò prigioniero dei fiorentini, che cedendo alle fervide preghiere del papaglieso consegnarono; e Giulio II si mostrò soddisfattissimo di che le estreme forze che restavano a colui al quale aveva promesso vanamente di perdonare, fossero finalmente distrutte (3).

Per quanto fosse grande l'odio che Giulio II nutriva nell'intimo del cuore contro il Valentino, il papa non obbliò mai del tutto che a lui andava debitore della tiara e che aveva promesso di

(1) *Machiavelli, Legaz. a Roma, 23 e 24 novembre, t. vi, p. 440.*

(2) *Ivi, lett. del 16 di novembre, t. vi, p. 448. - Fran. Belcarri, l. ix, p. 276.*

(3) *Machiavelli, Legaz. a Roma. Lett. del 1.º dicembre, p. 462. - Fran. Guicciardini, l. vi, p. 325. - Jac. Nardi, l. iv, p. 158.*

mostrarsegli grato. Lo fece pertanto condurre al palazzo del Vaticano e, sempre insistendo per ottenere l'ordine ai castellani della Romagna di consegnare le ròcche, lo trattò pure con tali riguardi che da lui non si aspettava tanto. E con tali mezzi, almeno apparentemente, riuscì a conseguire ciò che addomandava. Il 2 di dicembre il Valentino sottoscrisse l'ordine che gli si chiedeva, e Pietro d'Oviedo, uno de'suoi luogotenenti, incaricato di recarlo, partì alla volta della Romagna onde farlo eseguire. Dopo ciò il Borgia ottenne maggiore libertà, e il papa promisegli di lasciarlo partire alla volta di Francia tostocchè avesse notizia dell'ingresso delle truppe pontificie nelle ròcche della Romagna (1).

Ma una tenzone più importante avea luogo nello stesso tempo quasi alle porte di Roma, e decideva dei destini d'Italia e in tal qual modo ancora di quelli di tutta Europa. Le due poderose armate dei francesi e di Gonzalvo di Cordova trovavansi a fronte l'una dell'altra su le rive del Garigliano; si aspettava ad ogni istante una battaglia campale, che a cagione delle continue pioggie di giorno in giorno differivasi; la fortuna stava in bilico, ed in tale stato di ansiosa incertezza, nè il papa, nè i fiorentini osavano tentare novità alcuna. Su gli altri punti la guerra tra i due monarchi non aveva prodotto verun grande avvenimento. L'armata francese avanzatasi per la Guascogna si era tosto dispersa

(1) *Machiavelli, Legaz. alla Corte di Roma, lett. del 2 dicembre, p. 468.*

per mancanza di danaro e per l'imprudenza di colui che ne aveva il comando; la flotta, dopo di avere inutilmente scorse le marine della Catalogna, erasi chiusa nel porto di Marsiglia; l'armata della contea di Rossiglione erasi trattenua all'assedio di Salze, castello posto alle falde de' Pirenei; e dopo di avere consumati quaranta giorni sotto quella terra, che valorosamente si difese, erasi ritirata all'avvicinarsi dell'armata di Spagna, comandata dallo stesso re Ferdinando. Frattanto Federico, già re di Napoli, cui Lodovico XII e Ferdinando promettevano amendue del pari di riporlo in trono, aveva tra di loro negoziata una tregua di cinque mesi, nella quale non era compresa l'Italia; egli dava fede alle loro parole e non si accorgeva che ambidue i re cercavano di cancellare la vergogna del precedente tradimento senza rinunciare ai frutti che ne avevano raccolti (1).

Ma l'armata francese, che il cardinale d'Amboise aveva così lungamente tenuta vicina a Roma per godere di maggiore autorità nel sacro collegio, aveva in appresso presa la via di Napoli, sotto gli ordini del marchese di Mantova. Quest'armata ch'era assai più numerosa di quella del Gonzalvo, era stata abbondantemente provveduta di danaro e di vittovaglie dall'antivegenza del re; e soltanto la fanteria svizzera, che ne formava molta parte, non era stata eletta con tanta cura come nelle precedenti guerre, e

(1) *Fran. Guicciardini*, l. vi, p. 326. - *Machiavelli, Legaz. a Roma*, t. vi, p. 447, lett. del 24 novembre.

perciò era più debole assai di quella che aveva militato nelle precedenti armate. Gli uomini d'arme francesi più non volevano assoggettarsi a verun ordine o disciplina dopo che più non erano capitanati dal la Tremouille; superbi come erano, e' si tenevano offesi che il re avesse posto a capitanarli un generale italiano; ed il marchese di Saluzzo, il balivo d'Occan e il Sandri-court, luogotenenti generali di lui, erano poco d'accordo sia tra di loro che col loro capitano (1).

In tempo delle affrettate marcie e nel fervore delle battaglie, l'indisciplina de' francesi non è gran fatto notabile; ma nella guerra d'assedii, e qualunque volta le operazioni si traggono in lungo, essa diventa pericolosissima. Perciò la lentezza del cammino dell'armata francese a traverso all'Italia ed il suo lungo soggiorno presso Roma, avevano avuta la più fatale influenza sulle disposizioni de' combattenti. Pure allora soltanto che si videro cominciare le piogge dell'autunno, le quali in quell'anno furono assai più lunghe e più ostinate che all'ordinario, si poté conoscere quanto danno la privata ambizione del cardinale d'Amboise e le sue pratiche per salire sul trono pontificio avessero arrecato alla Francia. La campagna aveva cominciato con auspici abbastanza felici. Il marchese di Saluzzo, dopo avere valorosamente difesa

(1) *Fran. Guicciardini*, l. vi, p. 328. - *Jac. Nardi Ist. Fior.*, l. iv, p. 157. - *P. Jovii Vita M. Consalvi*, l. ii, p. 231. - *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V*, l. i, f. 33.

Gaeta colle reliquie dell' armata che in primavera era stata sconfitta a Cerignole, aveva riconquistato il ducato di Trajetto e la Contea di Fondi fino alle rive del Garigliano, e quindi aveva raggiunta l' armata del marchese di Mantova tra Pontecorvo e Ceperano.

Gonzalvo di Cordova aveva posti i suoi accampamenti generali a san Germano, con intenzione di difenderne il passaggio, protetto dalle due fortezze di Rocca-Secca e di Monte Casino. Un capitano spagnuolo, chiamato Vitalba, erasi chiuso in Rocca-Secca, ed avendo valorosamente rispinti due assalti dati dall' armata francese, tenne a cagione della sua resistenza sette giorni i francesi nelle vicinanze di Pontecorvo. Il paese era desolato nè bastava a provvederli di vittovaglie, e le continue piogge inondavano i loro alloggiamenti. All' ultimo, dopo avere patito assai per la fame e per l' umidità, i francesi abbandonarono l' assedio di Rocca-Secca e deposero il pensiero di forzare il passo di san Germano; e ripiegandosi a destra ed a scirocco delle montagne di Fondi, tentarono d' entrare nel regno per la strada lungo la marina, inoltrandosi per quella via fino alla torre che signoreggia il passo del Garigliano là dove credesi che sorgesse un tempo la città di Minturno. La sponda del fiume, più alta dal canto loro che dall' opposta parte, agevolava la costruzione dei ponti; e mentre ch' ei stavano costruendoli si trovavano in paese amico. Essi possedevano le città di Gaeta, d' Itri, di Fondi e di Trajetto, e la loro flotta, padrona del mare, poteva condurre loro le vittovaglie fino alla fo-

ce del fiume. Gonzalvo di Cordova non si lasciò tuttavia cadere d'animo per queste sfavorevoli circostanze, e venne immanamente ad occupare l'opposta sponda del Garigliano ed a contrastare il terreno ai marrajuoli e marangoni francesi; ma questi, riparati essendo dalle loro batterie, il 5 di novembre terminarono il ponte a dispetto del Gonzalvo (1).

Quand'ebbero fatto il ponte, i francesi attraversarono il Garigliano senza incontrare gagliardi ostacoli, e s'impadronirono di alcune artiglierie abbandonate dagli spagnuoli sull'opposta riva. Ma il Cordova non si era ritirato che per un miglio e, scavata nel piano a sinistra del fiume una profonda fossa, che ben tosto si trovò piena di acqua, aveva innalzato in riva alla medesima assai migliori fortificazioni che non erano quelle cui aveva dovuto abbandonare al Garigliano. Non potendo i francesi passare oltre, lasciarono soltanto una guardia avanzata sulla sinistra del Garigliano e tornarono al consueto loro quartiere. Don Pietro de Paz, il più arrisicato cavaliere dell'armata spagnuola, sebbene la sua piccola statura e il contraffatto aspetto non dessero indizio in lui di alcun vigore nè di animo nè di corpo, tentò di sorprendere il harone di Sandricourt, che aveva il comando dell'antiguardo: egli è senza dubbio a questo

(1) *Fran. Guicciardini*, l. vi, p. 327. - *Machiavelli, Legaz. a Roma*, lett. del 10 di novembre, p. 394. - *Sabellius, Ennead. XI*, apud *Rayn. Ann.*, 1503, § 15, t. xx, p. 4. - *P. Jovii Vita M. Consalvi*, l. II, p. 233. - *Alf. de Ulloa*, l. II, f. 34.

fatto che debbesi riferire l'impresa alquanto romanzesca che il *leale servitore* racconta del suo padrone Bajardo, allorchè dice che questi, da sè solo, fece testa a dugento cavalli spagnuoli e difese contro di loro il ponte del Garigliano (1). Comunque andasse la bisogna, in questa sanguinosissima scaramuccia, Fabio, figliuolo di Paolo Orsini, giovane capitano che degnamente camminava sulle orme del padre, fu ucciso; i francesi rimasero padroni del ponte, ma conobbero la necessità di afforzarvisi onde ripararsi dalle offese del nemico (2).

Il paese che stendesi al sud-est del Garigliano è pantanoso e quasi deserto: i soldati del Cordova erano perciò ridotti a starvi quasi allo scoperto in mezzo al fango, mentre che le continue pioggie inondavano il paese. L'opposta riva era più coperta assai di abitazioni e per conseguenza gli alloggiamenti de' francesi erano assai migliori; ma in cambio i loro corpi sembravano meno atti a soffrir le intemperie del clima e i loro animi meno tolleranti. Mentre il Gonzalvo riteneva tutte le sue truppe con inalterabile costanza entro un miglio di raggio intorno alla testa del ponte dei francesi, questi che avevano le loro truppe sparse fino a Fondi ed Itri, ad otto miglia di distanza, sostenevano a stento la pioggia, il male vitto, e le cattive stazioni (3).

(1) *Mém. du chev. Bayard*, t. xv, c. xxv, p. 45.

(2) *Fran. Guicciardini*, l. vi, p. 327.

(3) *Ivi*, p. 327. - *Machiavelli*, *Legaz. alla corte di Roma*, lett. del 10 di novembre e de' seg. giorni, p. 400 ec. - *Fran. Belcarri Com.*, l. x, p. 278. - *P. Jovii Vita M. Consalvi*, l. II, p. 234. - *Alf. de Ulloa*, l. I, f. 34, v.

Forse un più risoluto e più ubbidito generale, che non fosse il marchese di Mantova, avrebbe assaltati gli spagnuoli per uscire da quelle angustie; e fors'anco avrebbe tentato di cambiare il teatro della guerra, e di uscire da que' pantani cui le piogge impraticabili rendevano. Ma la sua maggiore forza stava tutta negli uomini d'arme francesi e nelle artiglierie, perciocchè la sua fanteria era di lunga mano più fiacca di quella degli spagnuoli; e la sua cavalleria non avrebbe potuto liberamente muoversi nelle inondate pianure al di là del Garigliano, e i suoi cavalli da tiro non avrebbero potuto trarre dal fango le artiglierie; altronde, se il tempo tornava sereno, quello stesso pantanoso piano diventava il più vantaggioso campo di battaglia per combattere contro gli spagnuoli; ed avevano i francesi pochi giorni prima sperimentati i danni della guerra tra le montagne. Or quanto più avevano durato le piogge, tanto più lusingavasi il marchese di Mantova di vederle bentosto terminare. I suoi alloggiamenti erano migliori, le sue truppe meglio provvedute di viveri, ricco il suo tesoro, mentre che al Gonzalvo mancava ogni cosa; credeva perciò il marchese di poter aspettare più pazientemente che gli spagnuoli; e pareva dimostrato che colui il quale più lungamente sosterebbe gl'inconvenienti di quella situazione, sarebbe vittorioso (1).

(1) Machiavelli, *Legaz. alla Corte di Roma, lett. XIII a XXVIII*, p. 398 a 470. - *P. Jovii Vita M. Consalvi*, l. II, p. 235.

Ma i francesi, travagliati dall'umidità da cui non potevano scampare, e afflitti dall'illanguidir dei cavalli, dalle malattie e più di tutto dalla noia, se la prendevano coi loro generali a motivo dell'intemperie del clima. Il Sandricourt accusava il marchese di Mantova di timidità e di lentezza; ed in una numerosa adunanza aveva detto, che era pur troppo strano che di tutti i nobili francesi niuno fosse parso al re da tanto di guidare le sue armate, cosicch'ei dovesse assoggettare la nobiltà francese al comando di uno di quegli italiani, ch'egli additò coll'ingiurioso epiteto dato abitualmente dai soldati a tutta la nazione. Queste parole così offensive pel Gonzaga vennero applaudite da tutti i francesi. Il marchese di Mantova più non otteneva da loro ubbidienza nè osservanza delle regole militari; gli abbondanzieri, credendo ogni cosa loro licita sotto un capitano sì poco rispettato, rubavano, sfauciavano e lasciavano i soldati privi d'ogni cosa. Il marchese di Mantova, più nulla sperando da un'armata da cui non poteva farsi ubbidire, sentendosi offeso nell'onore e non volendo farsi mallevadore de' funesti avvenimenti che prevedeva, colse il pretesto di una leggiera febbre quartana, che lo travagliava, per abbandonare il 1.^o di dicembre il comando dell'armata e ritirarsi ne' suoi stati (1).

Le pioggie, le nevi, i perversi tempi continuavano sempre così ostinatamente che nulla di si

(1) *P. Jovii Vita M. Consalvi*, l. II, p. 235. - *Machiavelli, Legaz. alla Corte di Roma, lettera del 2 dicembre*, p. 470. - *Belcarius, Comm. Rer. Gall.*, l. I, p. 278 - *Arn. Ferronii*, l. III, p. 55.

mile erasi mai veduto nel clima della Campania felice. L'armata francese si andava assottigliando per le malattie e per le diserzioni; molti cavalieri, molti soldati, che tollerare non sapevano tanti stenti e tanto ozio, si allontanavano dal campo col commiato o senza; e i ladronecci degli abbondanzieri andavano aggravando gli stenti di coloro che restavano al campo. Gonzalvo di Cordova, sebbene si trovasse in più gravi angustie, aveva saputo farle sopportare alacramente a' suoi soldati colla confidenza che loro aveva ispirata; altronde egli aveva ricevuti i rinforzi condottigli da Bartolommeo d'Alviano e da tutti gli Orsini, mentre che Giampaolo Baglioni, che nello stesso tempo si era condotto al soldo de' francesi, mai non era venuto al campo colla sua compagnia. L'esercito del Gonzalvo era numeroso di novecento uomini d'arme, mille cavalleggeri e novemila fanti spagnuoli. Con queste forze ei si dispose finalmente ad offrire la battaglia invece di aspettare che i francesi lo assalissero; e dopo essere rimasto cinquanta giorni nello stesso luogo a fronte del nemico, incaricò Bartolommeo d'Alviano di gettare di notte un ponte di barche a Sugio, quattro miglia al di sopra del campo francese.

Il ponte degli spagnuoli fu costruito senza ostacolo nella notte del 27 dicembre, e Bartolommeo d'Alviano occupò la terra di Sugio. Ne fu però subito portato l'avviso all'accampamento generale de' francesi; ma Ivone d'Allegre, mossosi a quella volta, invano tentò con un impetuoso assalto di cacciare l'Alviano al di là del fiume. Intanto la cavalleria francese, sparsa in tutto il

vicino paese, adunavasi tumultuariamente intorno al marchese di Saluzzo. Questi non tardò ad avvedersi che il Gonzalvo aveva passato il fiume sul ponte dell'Alviano colla sua schiera, e che una retroguardia spagnuola, rimasta a fronte dei francesi, assaliva la testa del loro ponte. Vedendo di non potere mantenersi nella sua posizione e impedire lungamente il passaggio del fiume colla poca gente che aveva ragunata, abbandonò prima che aggiornasse la torre del Garigliano per ripiegare sopra Gaeta, dopo di aver rotto il suo ponte, lasciando nel campo nove grossi pezzi di artiglieria, la maggior parte delle munizioni e un numero grandissimo di soldati ammalati o feriti (1).

Il Gonzalvo, avvisato della ritirata dei francesi, mandò loro dietro Prospero Colonna, per ritardarne il cammino. I francesi camminavano in buon ordine; andavano innanzi le loro artiglierie, cui teneva dietro la fanteria, ed in coda stava la cavalleria, che quasi sempre era alle mani col nemico che la inseguiva. Tenevano con quest'ordinanza la strada della marina, facendo alto a tutti i ponti, a tutti i passi angusti, per dar tempo all'armata di difilare. Ma la retroguardia del Gonzalvo, lasciata alla torre del Garigliano, avendo raggiunte le barche lasciate dai francesi in balia della corrente poi ch'ebbero rotto il loro ponte, rifece ben tosto questo ponte;

(1) *Fran. Guicciardini*, l. vi, p. 330. - *Sabellicus, Ennead. XI*, l. II, apud. *Raynald. Ann. Eccl.*, 1503, § 16, t. XX, p. 4. - *Belcarius, Rer. Gall. Comm.*, l. X, p. 279. - *P. Jovii. Vita M. Consalvi*, l. III, p. 238.

passò incontanente il fiume e, avviatasi per più retta via verso il Molo di Gaeta, trovossi ben tosto in sul fianco dell'esercito francese ed anzi oltrepassollo. L'armata francese, giunta al ponte che trovasi poco distante dal Molo, si fermò di nuovo per dar tempo di difilare alle artiglierie, che cominciavano a cagionare del trambusto sulla strada. La zuffa appiccatasi fu ostinata; ma vedendo i francesi che alcune schiere spagnuole soverchiavansi di fianco, abbandonarono il campo alquanto disordinati e, giunti al bivio delle due strade, una delle quali conduce ad Itri, l'altra a Gaeta, si volsero apertamente in fuga. Le loro artiglierie e tutti i bagagli vennero in potere dei vincitori; molti francesi rimasero estinti sul campo, altri in assai maggior numero, coloro cioè che si erano dispersi per le campagne o che, alloggiati un po' lontano dall'armata, non avevano potuto raggiungerla, furono spogliati dai contadini e fatti prigionieri; i più avventurati si salvarono in Gaeta, e furono inseguiti fino appiè delle mura (1).

Pietro de' Medici, che seguiva il campo francese, erasi imbarcato sul Garigliano con quattro pezzi d'artiglieria cui sperava di condurre a Gaeta; ma una folla di fuggiaschi gettatasi nella sua barca la travolse, e il Medici si annegò con tutti quelli che si trovavano a bordo (2).

(1) *Fran. Guicciardini*, l. vi, p. 330. - *P. Jovii Vita M. Consalvi*, l. ix, p. 239. - *Fr. Belcarii Comm.*, l. x, p. 279. - *Saint Gelais, Hist. de Louis XII*, f. 173. - *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V*, l. 1, f. 35. - *Ar. Ferronii*, l. iii, p. 56.

(2) *Fran. Guicciardini*, l. vi, p. 331. - *Barth. Senaregae de reb. Gen.*, t. xxiv, p. 579. - *Jac. Nardi, Istori. Fior.*,

Gonzalvo di Cordova si acquistierò quella notte a Castellone ed al Molo; e all'indomani, avvicinandosi a Gaeta, occupò senza difficoltà i borghi e la montagna d'Orlando, che i francesi nella confusione cagionata dalla sconfitta non avevano pensato a porre in istato di difesa. Essi avevano in città assai più gente che non abbisognava per sostenere un lungo assedio, ed essendo libero il mare, non potevano temere che loro mancassero le vittovaglie. Ma la loro costanza era venuta meno; ad altro non pensavano che a tornare subito in Francia e chiesero immantinente di capitolare. Convennero che il d'Aubignè e tutti gli altri loro prigionieri sarebbero posti in libertà senza taglia e potrebbero ritirarsi in Francia con tutti i loro averi; e il primo giorno di gennaio del 1504 consegnarono la fortezza di Gaeta a Gonzalvo di Cordova. La loro capitolazione era stata sì male concepita, oppure quegli con cui trattavano era uomo di così poca fede, che gli spagnuoli non vollero comprendere i baroni napoletani tra i prigionieri che si doveano porre in libertà; laonde Andrea Matteo Acquaviva, Alfonso ed Onorato di Sanseverino, furono gettati in fondo ad una torre in Castel Nuove di Napoli. Del resto i francesi ai quali il Gonzalvo diede la libertà non furono quasi maggiormente avventurati di loro. La maggior parte di coloro che partirono da Gaeta perirono per istrada di freddo,

l. v, p. 159. - *Scip. Ammirato*, l. xxviii, p. 273. - *Ist. di Gio. Cambi*, t. xxi, p. 199. - *P. Jovii Vita M. Consalvi*, l. iii, p. 240.

di miseria, e delle malattie che contratte avevano ne' cinquanta giorni di accampamento in mezzo al fango. Alcuni giunsero in Francia, tra i quali il marchese di Saluzzo, il Sandricourt ed il balivo di Bissì; ma morirono appena vi furono giunti. Di tutta quella fiorente armata che il la Tremouille aveva condotta in Italia e che sembrava bastante a condurre a fine in pochi mesi la conquista del regno di Napoli, quasi non sopravanzò alcun uomo in istato di servire ancora la patria, sebbene pochissimi fossero periti sotto il ferro de' nemici (1).

La sconfitta del Garigliano fu cagione in Francia d'immenso lutto; ella immerse Lodovico XII nel più profondo dolore, decise la sorte del regno di Napoli e fece temere che il restante dell'Italia non cadesse in pochi giorni in mano degli spagnuoli. I francesi più non avevano forze in Lombardia; i loro soldati, stracchi delle guerre d'Italia, non volevano valicare le Alpi; ed i fiorentini, i soli alleati che avesse il re, non erano in istato di far testa a tutti i nemici di lui. Pure contro l'universale aspettazione a questa sconfitta tenne dietro una generale tranquillità. Gonzalvo di Cordova, che il re cattolico aveva lasciato senza danaro, doveva alle sue truppe più di un anno di vecchie paghe e non poteva senza pagarle tentar di condurle nell'alta Italia; e per

(1) *Fran. Guicciardini*, l. vi, p. 332. - *Barth. Senaregae de reb. Gen.*, p. 579. - *P. Jovii Vita M. Consalvi*, l. iii, p. 240. - *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gall.*, l. x, p. 280. - *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V*, l. i, f. 36 - *Ar. Ferronii*, l. iii, p. 56.

soddisfarle fu costretto ad alloggiarle a discrezione nelle provincie del regno di Napoli, ove le loro ruberie ed i loro oltraggi compierono la rovina degl'infelici abitanti.

Lodovico d'Ars, capitano francese, si manteneva solo nel regno di Napoli: dopo la sconfitta di Cerignole egli occupava sempre Venosa, Troja e Sanseverino. Il Cordova ristrinse le sue imprese a cacciarlo da quelle città; e Lodovico d'Ars, dopo di averle valorosamente difese, sdegnò di capitolare e si aprì la via colla lancia in resta per ricondurre i suoi uomini d'arme in Francia ⁽¹⁾.

Giulio II, allegando per pretesto gl'imbarazzi in cui si trovava salito appena sul trono, seppe mantenersi neutrale tra la Francia e la Spagna, sebbene in cuor suo tenesse per i francesi; di modo che per la disfatta del Garigliano nulla ebbe a temere in particolare dal vincitore. Né l'animo di Giulio verso i francesi cambiò a seconda de' rovesci loro toccati; egli soccorse generosamente tutti gli sventurati che attraversarono lo stato della chiesa. La sua politica era tutta in questo di difendere la Romagna contro i veneziani, e sebbene più non potesse per quest'uopo valersi del braccio della Francia, non si ostinava perciò meno a stringere il Valentino perchè gli cedesse le sue fortezze. Pietro d'Oviedo era stato mandato con un ordine del Borgia per consegnarle al papa; ma appena fu entrato l'O-

(1) *Mémoir. du chev. Bayard*, c. xxv, p. 53, et notes p. 437. - *Fran. Guicciardini*, l. vi, p. 338. - *P. Jovii Vita M. Consalvi*, l. iii, p. 241. - *Fran. Belcarrii Comm. Rer. Gall.*, l. x, p. 282. - *Jac. Nardi, Ist. Fior.*, l. iv, p. 159.

vièdo nella ròcca di Cesena, che Diego di Chignones, il quale ne teneva il comando, lo fece appiècare, dicendo di risguardare come un traditore colui che assumevasi l'incarico di eseguire ordini così pregiudicevoli al suo padrone, benchè sapesse che tali ordini gli erano stati estorti a forza e mentre stava in prigione (1).

Tale fatto riuscì vantaggioso a Cesare Borgia, il quale fors'anco avevalo segretamente ordinato. Vedendo Giulio II che la violenza riusciva inutile, acconsentì a confinare il suo prigioniero nella fortezza d'Ostia sotto la custodia di Bernardino Carvajale, cardinale spagnuolo. Questi si obbligò a porre il duca in libertà dal punto che le ròcche di Cesena, Bertinoro e Forlì sarebbero consegnate al pontefice, ed inoltre sottoscrisse una polizza di quindici mila ducati per guarenzia della sua promessa. In allora Cesare Borgia diede a' suoi luogotenenti ordini senza restrizioni e colla ferma volontà che si eseguissero. Frattanto egli anelava all'istante di uscire dalle mani del papa, e fece segretamente chiedere a Gonzalvo di Cordova un asilo. Questi gliel promise, mandandogli un salvacondotto. Poco dopo il cardinale Carvajale ebbe avviso che le ròcche della Romagna erano state consegnate alle genti del papa, e senza aspettare gli ordini di Giulio II, di cui

(1) *Burchardi Diar. Cur. Rom.*, p. 2159. - *P. Jovii Vita M. Consalvi*, l. III, f. 246. - *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V*, l. I, f. 37.

diffidava non senza ragione, il 19 di aprile del 1504, pose il duca Valentino in libertà (1).

Cesare Borgia, caduto da così alte speranze, ed altro non conservando della passata sua fortuna che il danaro da lui deposto presso i banchieri di Genova, si riputava ancora felice di avere recuperata la libertà; s'imbarcò a Nettuno sopra una filucca, la quale trasportollo a Mondragone, donde recossi per terra a Napoli. Il Cordova lo accolse con tutte le dimostranze di affetto e di reverenza con che avrebbe onorato i più grandi personaggi, e cominciò subito a trattare con lui delle cose d'Italia ed in particolare del disegno del Valentino di gettarsi in Pisa; per la quale impresa promise gli sei galere e diedegli licenza di assoldar gente nel regno. Non per tanto scrisse a Ferdinando il *cattolico* per sapere in qual modo comportarsi dovesse col Borgia, e quand'ebbe ricevuti i suoi ordini lo fece arrestare il giorno 26 o 27 di maggio, nell'atto che usciva da una conferenza nella quale gli aveva rinnovellate le protestazioni della più larga fiducia e del più vivo affetto e l'aveva più volte abbracciato. Il Valentino, tratto sopra una galera in cui rimaneagli un solo paggio per servirlo, salpò incontanente per la Spagna. Quest'uomo, reo di tanti tradimenti e vittima ei stesso a vicenda di non meno neri tra-

(1) *Burchardi Diar. Cur. Rom.*, p. 2160. - *Fr. Belcarii Com. Rer. Gall.*, l. x, p. 283. - *Epist. Papae ad Regem et Reginam Hispan*, 11 maii. - *Rayn. Ann. Eccl.*, 1504, § 12, p. 10. - *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V*, l. 1. f. 37.

dimenti, appena giunto in Ispagna, fu rinchiuso nella fortezza di Medina del Campo, destinata da Ferdinando il cattolico, dal Valentino non offeso giammai, a servirgli di sepolcro (1).

Alcun tempo prima della caduta del principe che aveva così lungamente turbata l'Italia colla sua ambizione e co'suoi delitti, si seppe che mercè delle negoziazioni tra il re di Francia e di Spagna, che si erano sempre continuate anche nel tempo in cui la guerra pareva più viva, si era venuto a capo di fermare una tregua, sottoscritta il 31 marzo del 1504, nella quale era compresa l'Italia come tutti gli altri loro stati. Questa tregua doveva durare tre anni, e ognun contraente aveva tre mesi di tempo a nominare i suoi alleati ed a farveli comprendere. Soltanto le fortezze che Lodovico d'Ars teneva ancora in nome della Francia nel regno di Napoli, non furono in essa comprese; ma questo capitano, avendo perduta ogni speranza di difenderle, non indugiò molto a sgomberarle. Il restante dell'Italia si riposò fra' timori, non potendo farsi a credere che la tregua fermata nell'abbazia di Nostra Donna della Misericordia potesse porre fine a così fiere inimicizie, e non ravvisando nella divisione degli stati stabilita dalla forza tale equilibrio di

(1) *Fran. Guicciardini*, l. vi, p. 339. - *Burchardi Diar. Cur. Rom.*, die 29 maii, p. 2160. - *P. Giovio*, *Vita M. Consalvi*, l. iii, p. 247. - *Lo stesso*, *Vita di Leone X*, l. ii, p. 83. - *Rayn. Ann. Eccl.*, 1504, § 13, t. xx, p. 11. - *Alf. de Ulloa*, *Vita di Carlo V*, l. i, f. 37. v.

possanza per cui lungamente mantenere si potesse la tranquillità (1).

(1) *Fran. Guicciardini*, l. vi, p. 341. - *N. Machiavelli*, *Legaz. II alla corte di Francia*, lett. I e seg., p. 501 e seg. - *Jac. Nardi*, *Ist. Fior.*, l. iv, p. 160. - *Fr. Belcarù*, *Com. Rer. Gall.*, l. x. p. 283. - Si rileva da una lettera di Niccolò Valori alla signoria, che la ratifica della tregua era seguita alla corte di Francia in Lione l' 11 febbrajo; pure il *Leonard.* t. II, la riferisce al 31 marzo - *Legaz. di Niccolò Machiavelli alla corte di Francia*, lett. IX e X, p. 533.



CAPITOLO CIII

Riposo e servitù dell' Italia; guerricciuole in Romagna ed in Toscana; Giulio II sottomette alla chiesa le città di Perugia e di Bologna.

(1504-1506) **LA** tregua conchiusa tra i re di Francia e di Spagna in febbraio del 1504 aveva restituito il riposo all' Italia, poichè que' due potenti monarchi potevano da quel punto decidere a posta loro della sorte della penisola, ed i piccoli stati italiani, oramai sottoposti alla politica oltremontana, aspettavano la venia dai loro alleati per pigliare o per deporre le armi. Per quanto umiliante, trista e precaria fosse cotal pace, essa fu dai popoli gioiosamente accolta, perciocchè ell'era a cagione del loro spossamento e della stracchezza de' principi affatto necessaria. Per ragunare nuove forze da rompere nuove guerre, abbisognava loro assai tempo, e bisognava inoltre alcun tempo perchè si potessero dimenticare i funesti mali della guerra e perchè si osasse ricorrere a questo rimedio terribile ma passeggero di mali permanenti. I primi mesi di pace restituiscono alle forze vitali di una nazione l'energia loro lungamente sospesa: l'agricoltura, le mani-

fatture, il traffico rigermogliano spontaneamente; l'autorità si devolve dai capitani ai magistrati ed ai tribunali civili, il di cui giogo sembra più leggero. Se tuttavia soffresi ancora qualche sopruso, lo si riguarda come la conseguenza dello stato di guerra da cui si esce, e non di quello in cui si entra; il ricdere delle abitudini lungamente sospese rammentà ad ogni uomo la sua infanzia, la sua gioventù è in somma più felici tempi. Si crede di entrare in una nuova era di prosperità; e, l'immaginazione varcando gli stessi confini del possibile, il popolo chiede alla pace la restituzione di tutto ciò che gli rapì la guerra, e vuole che si avverino tutti i suoi sogni e tutte le sue non meno fantastiche rimembranze. Intanto scorrono i mesi, e l'età matura più non incontra i piaceri della giovinezza; le ricchezze dissipate dalla guerra non rinascono in un attimo; le imposte, aggravate a cagione della guerra, non vengono abolite, e gli abusi della pace risorgono assai più presto che le utili istituzioni. I potenti lasciano trapelare i loro disegni d'usurpazione; il raggiro torna in credito ed in favore; la forza, che dovrebb'essere protettrice, diventa nimica alla società, ed il popolo finalmente, sentendo aggravarsi ognor più le sue catene, desidera nuovamente di romperle col mezzo della guerra, per quanto ella sia terribile e sanguinosa.

Veruno stato d'Italia aveva ottenuto colla tregua, nè poteva sperare di ottenere colle negoziazioni della pace quello che senza dubbio era stato lo scopo de' comuni desiderii prima che si cominciassero le ostilità: ciò era un governo con-

sentaneo agl'interessi del popolo. Il regno di Napoli, perduta la sua indipendenza, era suddito di straniera nazione e governato da un vicerè; il ducato di Milano aveva parimenti perduta l'indipendenza ed i suoi antichi sovrani. Gli spagnuoli non erano più amati nel mezzodì dell'Italia, di quel che i francesi il fossero nelle contrade settentrionali della medesima. Gli uni e gli altri offendevano egualmente la soggiogata nazione co' loro barbari costumi, colla petulanza, col disprezzo. I malcontenti che nel 1494 avevano ardentemente desiderata una rivoluzione, ed ajutate le armi che dovevano operarla, in niun luogo avevano ottenuta una riforma che li compensasse di tutti i loro patimenti. Intanto le loro forze erano esaustrate, cadute in fondo le loro speranze, ed e' piegavano il collo sotto una tirannia peggiore di quella che avevano tentato di distruggere, onde acquistare a così caro prezzo qualche tempo di riposo.

La repubblica di Venezia non si era impacciata quasi per niente nella guerra che pel corso di dieci anni aveva desolata tutta l'Italia; ella si era sottratta alle calamità, e la prosperità del suo territorio moveva ad invidia i vicini popoli, che avevano veduto saccheggiare le loro città e guastare le loro campagne. In que' dieci anni aveva Venezia acquistato il Cremonese nel ducato di Milano, tre o quattro fortezze nella Puglia e due piccoli principati in Romagna, ma le perdite toccatele nella Morea e nella Dalmazia non erano forse minori degli acquisti fatti in Italia. Fra tante e sì importanti rivoluzioni operatesi in quei

dieci anni, pareva che le tante conquiste di Venezia non dovessero sembrare di tanto valore da ridestare vivamente la gelosia degli altri stati; ma i veneziani erano soli felici in mezzo ad una nazione afflitta, e gli altri italiani gravemente sopportavano che la repubblica sola fosse stata immune da' comuni danni. Il papa non pensava che ad aizzare contro di loro gli oltramontani, dai quali avrebbe piuttosto dovuto procurare di liberar l'Italia; i fiorentini, che avevano avuto cagione di dolersi dei veneziani, desideravano la loro ruina; e il Machiavelli, l'accorto Machiavelli, trovandosi ambasciadore alla corte di Francia, soffiava il fuoco della vendetta, e si rallegrava vedendo Massimiliano, Lodovico XII e Ferdinando proporre di già la divisione degli stati di quella repubblica che sola poteva conservare l'indipendenza d'Italia (1).

Giulio II erasi proposto di ricondurre, durante il suo pontificato, sotto il diretto dominio della santa sede tutti i feudi da lei dipendenti; egli poneva l'onore suo nel felice esito di questo disegno, e siccome quegli ch'era al sommo impaziente ed irascibile, risguardava come una imperdonabile offesa l'opposizione che vi avevano fatta i veneziani. Ad ogni modo, perchè non aveva ancora avuto il tempo di ammassare un tesoro, di adunare truppe e di afforzarsi con alleanze, egli non adoperava per sottomettere la Romagna

(1) *Seconda Legaz. di Niccolò Machiavelli alla corte di Francia, passim e special. Lettera di Niccolò Valori, di Lione, 11 febbrajo, t. vi, p. 534.*

sitro che il timore che incuteva la conosciuta sua impetuosa indole. I luogotenenti di Cesare Borgia gli avevano consegnate le rocche di Cesena e di Bertinoro mentre il Borgia era ancora in Ostia; la rocca di Forlì non gli era stata data se non dopo il ritorno de' messaggeri che quel castellano aveva inviati al Borgia a Napoli. Siccome questi riferirono che il duca era stato mandato prigioniero in Ispagna, il castellano vendette per quindici mila ducati la rocca, benchè non avesse più motivo di difenderla (1). Raffaello Riario di Savona, cardinale del titolo di san Giorgio, indusse gli abitanti d'Imola a darsi al papa, sperando poi che questi darebbe la signoria della città ad Ottaviano Riario, spogliatone da Cesare Borgia. Ma, sebbene Ottaviano fosse congiunto di Giulio II, il papa non volle arricchirlo a spese della chiesa. Se non ch'egli fu poi meno scrupoloso rispetto ad un altro suo congiunto, che fu Francesco Maria della Rovere, figlio di un suo fratello; poichè non solo ristabilì questi nelle signorie di Mondovì e di Sinigaglia e nell'ereditario ufficio di prefetto di Roma, ma indusse ancora Guid' Ubaldo di Montefeltro, che non aveva figliuoli, ad adottarlo, perchè era figliuolo d'una sorella di lui, ed a chiamarlo erede nel ducato di Urbino. Giulio II ratificò questa adozione colla sua bolla del 10 maggio 1504, nella quale determinò l'annuo tributo che il ducato d'Urbino doveva pagare alla camera aposto-

(1) *Fran. Guicciardini*, l. vi, p. 341. - *P. Bembi Hist. Ven.*, l. vii, p. 140. - *Raynald. Ann. Eccl.*, 1504, §§ 9, 10 e 11, t. xx, p. 10.

licà in 1840 fiorini, somma che già pagavano i conti di Montefeltro (1).

Verso lo stesso tempo Antonio degli Ordelaffi morì a Forlì. Lodovico, suo fratello naturale, che gli succedette, sentendosi troppo debole per reggersi in quel piccolo principato, volle venderlo ai veneziani; ma la repubblica non ardì provocare maggiormente lo sdegno del pontefice, e rifiutò di farne l'acquisto. Lodovico fu allora costretto a fuggire, e Forlì aprì le sue porte alle truppe pontificie (2).

(1) *Rayn. Ann. Eccl.*, 1504, §§ 36 e 37, t. xx, p. 17.

(2) *Fran. Guicciardini*, l. vii, p. 341. - *Fran. Belcarri Comm. Rer. Gallic.*, l. x, p. 284. - Lodovico riparatosi in Venezia, ove morì senza prole, fu l'ultimo della casa degli Ordelaffi. Eccovi la tavola cronologica della successione di questi principi.

Mainardo di Susinana, primo signore di Forlì.

1276 Sinibaldo, figlio di Mainardo, ucciso nel suo letto dal popolo.

1310 Scarpetta, Pino e Bartolommeo degli Ordelaffi, imprigionati da Roberto re di Napoli.

1317 Cecco degli Ordelaffi, capitano perpetuo del popolo di Forlì, morto nel 1331.

1331 Francesco degli Ordelaffi, fratello di Cecco, signore di Forlì, Forlimpopoli e Cesena. Sua moglie, Marzia o Cia di Susinana, è forzata a cedere al papa Cesena il 21 giugno del 1357, e Forlì il 4 luglio del 1359. Francesco fa la guerra da condottiere e muore a Venezia del 1374.

1375 Sinibaldo, figliuolo di Francesco ritorna in Forlì spalleggiato dai fiorentini. Viene riconosciuto come vicario della santa sede nel 1379. Tradito da' suoi nipoti, viene posto in prigione il 13 dicembre del 1385.

1385	{	Cecco II,	{	nipoti e	{	morto il 19 luglio del
				successori		1401.
	{	Pino,	{	di Sinibaldo	{	morto il 8 settembre del
						1405.

Giovanni Sforza, signore di Pesaro, sposò in sul finire dello stesso anno una figliuola di Matteo Tiepolo, ricco e potente cittadino di Venezia, sperando con tal mezzo di ottenere la protezione della repubblica, intanto che il credito del cardinale Ascanio Sforza, suo congiunto, ri-

- 1405 Antonio, figlio di Cecco II, a cui succede in tenera età; è ridotto allo stato di cittadino della repubblica di Forlì; esiliato dal legato B. Cossa; arrestato in agosto del 1411 da un suo cugino, per nome Giorgio, signore di Forlimpopoli; richiamato alla signoria in luglio del 1425; morto il 4 agosto del 1448.
- 1410 Giorgio Ordellaffi, signore di Forlimpopoli; nel 1411 signore di Forlì; fa imprigionare suo cugino Antonio in agosto del 1411; viene riconosciuto dalla santa sede il 25 dicembre del 1418; muore il 25 di febbrajo del 1422.
- 1422 Teobaldo, figlio di Giorgio, a cui succede di nove anni, sotto la tutela della madre, Lucrezia degli Alidosi, viene scacciato da sua zia Cattarina, che ristabilisce Antonio: muore in luglio del 1425.
- 1448 { Cecco III, } figli di Anto- } morto il 22 aprile
 { Pino II } nio e suoi suc- } del 1466.
 { } cessori nella si- } morto nel 1480.
 { } gnoria di Forlì; }
- 1480 Sinibaldo II, figlio naturale di Pino II, è riconosciuto per signore, malgrado l'opposizione dei legittimi figli di Cecco III; scacciato lo stesso anno da Girolamo Riario.
- 1480 Girolamo Riario, nipote di Sisto IV, acquista nel 1473 la signoria d'Imola, occupa nel 1480 quella di Forlì: è ucciso il 15 aprile del 1488.
- 1480 Ottaviano Riario, figlio del precedente, cui succede sotto la tutela di sua madre, Catarina Sforza; spogliato da Cesare Borgia, in dicembre del 1499 di Imola, ed in febbrajo del 1500 di Forlì.
- 1503 Antonio degli Ordellaffi, figlio di Cecco III, rientra in Forlì in tempo della prigionia del Borgia: muore nel 1504.

traeva Giulio II dal pensiero di assaltarlo (1). Il papa pretendeva sempre dai veneziani la restituzione dei piccoli principati che avevano acquistati in Romagna; e li faceva minacciare ora dal re di Francia, ora dall'imperatore Massimiliano, a' quali Giulio ispirava il suo odio contro i veneziani, e con cui gettava di già i fondamenti di quella lega che poco dopo si vide fermata contro la repubblica. I veneziani tentarono di placare il papa, offrendogli la restituzione di tutto ciò che avevano acquistato in Romagna, tranne Faenza ed il suo territorio, purchè la santa sede li riconoscesse come suoi vicarii in quel piccolo principato, ricevendo da loro lo stesso tributo che pagavano i Manfredi: ma Giulio II sdegnosamente rispose che non voleva lasciar loro una sola torre di tutto ciò che avevano usurpato, e che aveva ferma speranza di ritorre loro ancora Ravenna e Cervia, sulle quali città non avevano maggior diritto che sul rimanente, sebbene le possedessero da più gran tempo (2). Aveva il papa infia allora rifiutato di ricevere i loro ambasciatori, che poi accolse in principio del susseguente anno;

1504 Lodovico, suo fratello naturale, vuole dare Forlì ai veneziani ed è scacciato da Giulio II; vi ritorna; ed è di nuovo scacciato nel 1505. Muore in Venezia.

Dal Sansovino, nelle sue *Famiglie illustri d'Italia*, è riportata al f.º 17 una tavola genealogica degli Ordelaffi; ma molto inesatta. Egli non diede quella dei Riarj, che non ricuperarono meglio degli Ordelaffi la sovranità di Forlì.

(1) *P. Bembi Hist. Ven.*, l. vii, p. 141.

(2) *Fran. Guicciardini*, l. vi, p. 347.

ma i veneziani per ottenere questa grazia, che non fu accompagnata da veruna promessa, gli restituirono una decina di fortezze ne' territori di Cesena, d'Imola e di Forlì; dopo di che le due parti vissero in pace per alcuni anni, senza che i rispettivi diritti venissero meglio discussati (1).

La Toscana non aveva recuperata la pace in forza della tregua tra i re di Francia e di Spagna; e le contese delle sue repubbliche erano state risguardate come separate dalle grandi contese che avevano fin allora travagliata l'Italia. Da che i pisani avevano scosso il giogo de' fiorentini, mai non avevano cessato di combattere per difesa della loro libertà. Firenze aveva provate molte fiere rivoluzioni, si era più volte veduta minacciata dei più grandi pericoli ed aveva corso perfino il rischio di perdere la propria indipendenza, e con tuttociò non aveva pensato mai a fare la pace con coloro ch'ella risguardava come sudditi ribelli e non come liberi cittadini. Dall'altro canto Pisa, doppiamente esausta da ottantasette anni di schiavitù, e da dieci anni di sanguinosa distruggitrice guerra, Pisa, che aveva perduto il traffico e la maggior parte della sua popolazione, e che vedeva ogni anno guastati i suoi campi, sopportava fortemente tanti danni e tante angustie ed offriva di darli or all'uno or all'altro de' stranieri principi, piuttosto che tornare sotto l'abborrito giogo de' fiorentini. In tempo delle grandi guerre

(1) *Fran. Guicciardini*, l. vi, p. 348. - *P. Bembi Hist. Ven.*, l. vii, p. 141. - *Jac. Nardi, Ist. Fior.*, l. iv, p. 169. - *Rayn. Ann. Eccl.*, 1505, § 1, t. xx, p. 20.

de' francesi e degli spagnuoli la guerra di Pisa non era mai stata interrotta, e solo trattavasi alquanto più lentamente; ma tosto che si posavano le armi nelle altre parti d'Italia, essa riardeva più fervidamente, e sempre minacciava di riaccendere l'incendio generale che con tanta fatica si era venuto a capo di spegnere.

Il re di Francia aveva nominati i fiorentini tra i suoi alleati nel trattato di tregua col re di Spagna; questi non aveva nominati i pisani, ma si sapeva che Gonzalvo di Cordova li favoreggiava, e che aveva determinato di valersi di loro per assoggettare la Toscana al suo padrone. I fiorentini, avendo risoluto di trattare più vigorosamente la guerra contro di Pisa, inviarono un ambasciatore al Cordova per accertarsi della sua neutralità (1). In pari tempo assoldarono Gian Paolo Baglioni, Marc'Antonio Colonna, i Savelli, ed alcuni altri condottieri, e affidato il comando della piceola loro armata ad Ercole Bentivoglio, entrarono in campo il giorno 25 di maggio (2). Le forze loro non bastavano ad assediare così vasta città com'era Pisa, e perchè i pisani non osavano arrischiarsi in campagna, non accadde verun fatto di rilievo: ma il Bentivoglio guastò tutto il territorio fin sotto alle mura della città e costrinse il castellano di Librafratta ad arrendersi a discrezione (3).

(1) *Scip. Ammirato*, l. xxviii, p. 273.

(2) *Jac. Nardi*, *Ist. Fior.*, l. iv, p. 161. - *Scip. Ammirato*, l. xxviii, p. 273. - *Fran. Guicciardini*, l. vi, p. 341.

(3) *Jac. Nardi*, l. iv, p. 162. - *Scip. Ammirato*, l. xxviii, p. 274.

Antonio Giacomini Tebalducci, commissario dei fiorentini all'esercito, indispettito dal vedere che i lucchesi mai non cessavano di mandare soccorsi ai pisani, fece pure due scorrerie nel loro territorio, in cui predò molto bestiame e fece un buon numero di prigionieri. Gli sventurati contadini di Pisa, dopo avere perdute le loro inessi, avevano seminato i campi di grano turco e miglio; ma l'armata fiorentina tornò in agosto nello stato pisano per distruggere ancora quella estrema speranza della tarda stagione. Nello stesso tempo i fiorentini presero al loro soldo don Dimas di Requensens, partigiano del re Federigo di Napoli, che aveva seguito quel principe in Francia e che, serbando ancora delle reliquie della sua passata fortuna tre galee, serviva con queste chiunque voleva assoldarlo. Il Requensens in tutto il corso dell'estate diede la caccia alle piccole navi pisane che uscivano dall'Arno; ma il 5 di novembre fu sovrappreso nel golfo di Rapallo da un vento così gagliardo che lo fece perire colle sue tre galere⁽¹⁾.

In quel torno di tempo alcuni ingegneri fiorentini proposero alla signoria di deviare il corso dell'Arno cinque miglia sopra Pisa, onde privare in tal modo la città delle acque che formavano la sua salubrità, e lasciarla aperta ne' luoghi in cui entra ed esce il fiume. La signoria accettò la proposta; e già era fatta la livellazione, e gl'ingegneri assicuravano che tutta l'opera non richiedeva più che trentacinque o quaranta mila giornate

(1) *Scip. Ammirato*, l. xxviii, p. 275. - *Jac. Nardi*, *Ist.* l. iv, p. 165. - *Fran. Guicciardini*, l. vi, p. 342.

di manovali. Messisi all'opera, quegli ingegneri cominciarono ad innalzare un dicco alla Fagiana, che doveva chiudere il vecchio alveo del fiume, e ad aprire due nuovi canali di venti e di trenta braccia di larghezza e sette braccia profondi per condurre le acque al mare (1). Ma la forza e l'impeto dei fiumi quasi mai non rispetta i divisamenti e i computi degli ingegneri: eransi di già consunte ottanta mila giornate di manovali, ed il lavoro non era ancora fatto per metà, quando una di quelle dirotte piogge che gonfiano subitamente i fiumi d'Italia (2), atterrò il dicco e colmò i canali, cosicchè si dovette rinunciare per sempre a quell'ardito disegno. Per altro le acque già deviate dall'alveo eransi sparse nel piano di Pisa, riducendo que' campi, prima così fertili, in pantani, ed accrescendo l'insalubrità dell'aria (3).

I pisani, che vedevano oggi giorno venir meno le loro forze, offrirono ai genovesi di porsi sotto il loro dominio, per godere altresì in tal modo della protezione del re di Francia. Lodovico XII partecipò queste offerte a Niccolò Valori ed al Machiavelli, ch'erano a lui inviati della repubblica fiorentina, dicendo loro che s'egli acquistava la signoria di Pisa, non tarderebbe a darne loro il

(1) Il braccio di Firenze è di circa 22 pollici.

(2) Ciò deve intendersi dei fiumi che hanno le loro sorgenti negli Appennini, e dei torrenti; ma non de' principali fiumi che discendono dalle Alpi, rispetto ai quali l'effetto delle piogge non è sensibile se non dopo alcuni giorni.

(Nota del Traduttore).

(3) Jac. Nardi, *Ist.*, l. iv, p. 164. - Scip. Ammirato, *l. xxviii*, p. 274. - Fran. Guicciardini, l. vi, p. 342. - Jac. Arrosti, *Chron. di Pisa*, f. 224.

possesso. Ma i fiorentini lo sconsigliarono da quel trattato; ed egli stesso, dopo di avere ponderata la cosa, ordinò ai genovesi di rompere le trattative per timore che dando loro facoltà di fare delle conquiste e rendendo loro le costumanze repubblicane, non venisse ad accrescere in essi il desiderio di ricuperare la libertà (1).

Il primario scopo della tregua fermata fra Lodovico XII ed i re di Spagna era quello di agevolare fra di loro un trattato di pace. Di vero le due corti mai non avevano cessato di negoziare, e Ferdinando il cattolico, vergognando la propria perfidia nello spogliare un suo cugino del regno di Napoli, o piuttosto atterrito dal giudizio di tutta Europa intorno a tanta perfidia, proponeva in queste negoziazioni di rimettere in trono Federico. Ferdinando era pure venuto a capo di far credere all'esule re ch'egli pensava da senuo a restituirgli il mal tolto; e Lodovico XII, che aveva perduta la speranza di ricuperare il regno di Napoli, avrebbe di buon grado acconsentito a questa transazione: egli voleva soltanto ottenere piena amnistia a pro dei baroni napolitani che si erano per lui dichiarati. Ma nello stesso tempo Lodovico si era impegnato in altre negoziazioni con Massimiliano e il di lui figliuolo, l'arciduca

(1) *Legazione del Machiavelli alla corte di Francia. Lettera di Niccolò Valori del 2 di febbrajo, p. 521 e seg., passim. - Fran. Guicciardini, l. vi, p. 34. - Scip. Ammirato, l. xxviii, p. 275. - Jac. Nardi, l. iv, p. 169. - Agost. Giustiniani, l. vi, f. 258.*

Filippo, signore delle Fiandre. Trattavasi di far rivivere il trattato di Lione, di mandare ad effetto il matrimonio di Carlo, figlio dell'arciduca, con madama Claudia di Francia, e di dare in dote a questa principessa i diritti che suo padre pretendeva di avere sopra Napoli. Credeva Lodovico XII che la lentezza di Ferdinando e d'Isabella a sottoscrivere il loro trattato procedesse da segreta intenzione di attraversare quello del loro genero Filippo, di cui erano gelosi, e che quando fosse abbandonata questa pratica, essi ancora romperebbero la loro. Perciò in una pubblica udienza accommiatò gli ambasciatori della Spagna, aspramente loro rinfacciando la poca fede de' loro padroni. In appresso, il 22 settembre del 1504, sottoscrisse a Blois tre trattati con Massimiliano e Filippo, che in allora anticipatamente prese il titolo di re di Castiglia: col primo di essi Massimiliano concedeva a Lodovico l'investitura del ducato di Milano, per lui e i di lui eredi maschi ed, in mancanza loro, a Claudia di lui figliuola, a patto che gli si pagassero cento venti mila fiorini, metà da sborsarsi all'atto e metà nel termine di sei mesi, e gli si facesse il presente ogni anno, nel giorno di Natale, di un paio di sporon d'oro a titolo di omaggio. Col secondo Claudia di Francia veniva promessa sposa a Carlo d'Austria e fidanzata, se Carlo moriva prima del matrimonio, al di lui fratello Ferdinando, col ducato di Milano per dote. Col terzo la Francia ed il re de' romani si collegavano contro i veneziani, con obbligo di assalire di conserva quella repubblica e di dividere i di lei stati di terra ferma. Si

davano quattro mesi di tempo al re di Spagna per accedere a questo trattato (1).

Federigo d'Arragona, che fin allora, per la concordia dei due re, avea nodrito speranza di risalire sul paterno trono, morì in Turs il 9 di settembre del 1504, pochi di prima che fossero sottoscritti questi trattati (2), e il 26 di novembre dello stesso anno morì pure, dopo una lunga e penosa malattia, Isabella di Castiglia, la quale, sposandosi a Ferdinando, aveva insieme unite le due corone di Spagna e fatta così potente quella nuova monarchia. L' unica di lei figliuola, Giovanna, e il di lei genero, l'arciduca Filippo, avrebbero dovuto alla di lei morte succedere immediatamente alla corona di Castiglia; ma Isabella, partecipando alla gelosia del marito contro il genero e conservandola fino alla morte, aveva nominato con suo testamento Ferdinando d'Arragona governatore del regno di Castiglia, ed aveva voluto che il proprio genero, Filippo, da lui dipendesse (3).

Finalmente il 25 di gennaio del susseguente anno 1505 l'Italia perdette anch' essa un principe che, tra le fiere rivoluzioni di cui ell'era stata straziata; aveva conservata la fama di accorto ne-

(1) *Fran. Guicciardini*, l. vi, p. 344. - *Fran. Belcarri Comm.*, l. x, p. 285. - *Jac. Nardi*, l. iv, p. 165. - *Flassan, Hist. de la diplom. française*, t. 1, p. 457.

(2) *Scip. Ammirato*, l. xxviii, p. 275. - *Istoria di Gio. Cambi*, t. xxi, p. 205.

(3) *P. Jovii Vita M. Consalvi*, l. iii, p. 248. - *Fran. Guicciardini*, l. vi, p. 345. - *Fran. Belcarri Comm.*, l. x, p. 286. - *Jac. Nardi, Ist. Fior.*, l. iv, p. 167. - *Raynald. Ann. Eccl.*, 1504, § 40, t. xx, p. 18.

goziatore e di prudente reggitore. Ercole d'Este, che fino dal 20 agosto del 1471 regnava sopra Ferrara, Modena e Reggio, morì in matura vecchiaja, lasciando tre figliuoli legittimi. Gli succedette Alfonso, sposo di Lucrezia Borgia, il quale, mandato dal padre nelle corti d'Europa per imparare a conoscerle, trovavasi allora in Inghilterra; Ferdinando, suo fratello, era rimasto in Ferrara, ed Ippolito era stato nominato cardinale da Alessandro VI nel 1493. Ercole lasciava inoltre un figlio naturale, chiamato Giulio. Avendo dovuto suo malgrado prendere parte nelle guerre di Sisto IV, Ercole aveva veduti gli stati suoi devastati da potenti nemici; ma dopo quel tempo egli aveva trovato il modo di vivere con tutti in pace, anche ne' tempi più fortunosi in cui niuna parte d'Italia aveva potuto schivare i danni della guerra. Sebbene amico di Lodovico il Moro, di cui era suocero, nimico de' veneziani, che nodrivano contro di lui molto astio, e indifferente per rispetto a' francesi, diventati suoi vicini per le loro conquiste, egli fu sempre rispetto ad essi non altro che mediatore e paciere. La sua corte diventò l'asilo dei letterati, e Ferrara, da lui arricchita di magnifici edifici, fu quasi nuovamente rifatta sotto il di lui regno (1).

Il re Ferdinando d'Aragona che aveva cercata la pace colla Francia ne' tempi in cui per

(1) Muratori, *Ann. d'Ital.*, Ann. 1505, t. x, p. 29. - Tiraboschi, *Stor. della Lett.*, t. vi, l. 1, c. II, § 11, p. 30. - Jac Nardi *Istor. Fior.*, l. vi, p. 168. - Scip. Ammirato, l. xxviii, p. 276. - *Istor. di Gio. Cambi*, t. xxi, p. 206. - *Vita di Alf. d'Este di P. Giovio*, ad init.

la sua unione con Isabella potea valersi di tutte le forze della Spagna, avea ancora maggior ragione di desiderarla dopo la morte di quella reyna, onde conservare il conquistato regno di Napoli, e potere, senz'essere distratto da altre cure, reprimere chi già incominciava a contrastargli l'autorità nel regno di Castiglia. Dal canto suo Lodovico XII vedeva di mal animo che Massimiliano non avesse per anco ratificato il trattato di Blois, e temeva che la naturale versatilità di quel monarca non sovvertisse di bel nuovo le fondamenta sopra delle quali il re Lodovico avea pensato di stabilire la pace. Finalmente Massimiliano e Filippò si recarono ad Hagenau, tolta da loro di recente al conte Palatino cui facevano guerra; non tardò a raggiugnerli il cardinale di Amboise, e il 4 di aprile ottenne da loro la ratifica dei trattati di Blois: nel susseguente giorno in nome di Lodovico XII egli prestò fede ed omaggio pel milanese a Massimiliano, ottenne l'investitura di quel ducato, e pagò i primi sessanta mila fiorini promessi al re de' romani. Il secondo pagamento doveva farsi quando il monarca entrerebbe in Italia per cominciare la guerra contro i veneziani: ma il re de' romani disse che non era apparecchiato a cominciare in quell'anno le ostilità (1).

Lodovico XII, che non avea alcun giusto motivo di odiare i veneziani nè ragione alcuna di assalire quella repubblica fuorchè l'opinione, as-

(1) *Ravis de Flassan, Histoir. de la diplom. française*, t. 1, p. 285, 458. - *Fran. Guicciardini*, l. vi, p. 346. - *Fran. Belcarii Rer. Gall. Comm.*, l. x, p. 287.

sai radicata tra i re, che un paese non soggetto a verun monarca è in balia del primo occupante, poteva senza alcuno inconveniente differire l'esecuzione de' suoi ambiziosi progetti. Egli non voleva incominciare la guerra se non di conserva con Massimiliano, e non vedeva senza gelosia la crescente grandezza di quel monarca e di Filippo di lui figliuolo; perciò affrettossi di rinnovare le negoziazioni proposte da Ferdinando il cattolico, ed il 12 di ottobre sottoscrisse con lui a Blois un nuovo trattato di pace e di alleanza. Togliendosi ogni speranza di mai più ricuperare il regno di Napoli, egli cedeva in dote alla figliuola di sua sorella, Germana di Foix, che Ferdinando doveva sposare, i diritti che gli si aspettavano sopra una parte del regno di Napoli in virtù del trattato di Granata del 1500. Ei non si riservava il diritto di ricuperare quelle province se non nel caso che Ferdinando premorisse senza prole alla nuova sua sposa, e rinunciava ai titoli di re di Napoli e di Gerusalemme. Dal canto suo Ferdinando si obbligava a pagare entro dieci anni settecento mila fiorini al re di Francia per le spese della guerra, a riconoscere trecento mila fiorini di dote a Germana di Foix, ad aiutare Gastone di Foix, di lei fratello, nella conquista del regno di Navarra sul quale voleva far valere i suoi diritti, e a concedere ampio e generale indulto a favore di tutti i baroni napoletani che avevano seguito la parte francese. Fu pure convenuto in questo trattato che Isabella di Baux, vedova di Federico, re di Napoli, sarebbe rimandata di Francia, e dimore-

rebbe col figliuolo in Ispagna; ma Isabella non seppe risolversi a porsi tra le mani di un monarca cui per tanti tradimenti ella aveva imparato a conoscere; e, costretta a lasciare la Francia, ebbe più caro ritirarsi a Ferrara, dove le antiche parentele di sua famiglia le davano diritto alla compassione ed all'assistenza ⁽¹⁾. •

Per tal modo esseendosi con nuovi trattati rafferma la pace tra le straniere potenze che signoreggiavano l'Italia, più non restava nella penisola altra guerra che quella de' fiorentini e de' pisani, la quale si andava protracendo d'anno in anno. Pareva che i primi desiderare non potessero più favorevoli circostanze per trionfare finalmente dei loro avversari; ma da dieci anni in poi Firenze aveva sempre avuto la peggio ogni volta che i suoi nemici sembravano privi di qualunque soccorso. Luca Savelli, generale de' fiorentini, dopo di avere guastato il piano di Pisa con quattrocento cavalli e cinquecento fanti, volle vittovagliare Librasfratta. Ei veniva da Cascina, e avendo già passato il ponte Capellese sull'Osori, teneva con molte bestie da soma cariche la via alquanto angusta tra quel fiume e la montagna di Pisa, allorchè il 25 di marzo venne così impetuosamente assaltato dal Tarlatino, generale dei pisani, che, sebbene questi non avesse più che quindici uomini d'arme, quaranta cavalleggeri e sessanta pedoni, tutta la schiera del Savelli fu sgominata. Dessa, non potendosi ordinare alla di-

(1) *Fran. Guicciardini*, l. vi, p. 356. - *Fran. Belcarri Com. Rer. Gall.*, l. x, p. 291. - *Jacopo Nardi, Ist. Fior.*, l. vi, p. 185. - *P. Bembi Rer. Ven.*, l. vii, p. 142.

fesa a cagione delle bestie da soma con cui trovavasi frammischiata, prese vergognosamente la fuga e abbandonò cento venti cavalli di guerra, cento bestie da soma cariche ed un numero di prigionieri maggiore di quello de' vincitori (1).

Questa scaramuccia sollevò l'animo de' pisani, e rendette i fiorentini non meno diffidenti dei loro soldati che de' loro generali: ma questo fatto non decideva della sorte della campagna. I fiorentini non lasciarono di devastare le messi nel piano di Pisa, siccome avevano fatto nel precedente anno; e fatte passare le paghe a Gian Paolo Baglioni, che si era condotto al loro soldo, richiesero di venire a raggiugnere la loro armata. Ma il Baglioni disse di non potere in quell'anno abbandonare Perugia dove pretendeva di dover temere le pratiche di segreti nemici. Il Machiavelli, spedito dalla signoria a Perugia l'8 di aprile, per decifrare i motivi del suo rifiuto, raccolse ch'egli era d'accordo cogli Orsini, con Pandolfo Petrucci e coi lucchesi, tutti nemici di Firenze, per privare all'improvviso la repubblica di una ragguardevole parte della sua cavalleria, ponendola in tal modo nell'impossibilità di distruggere in quell'anno la messe de' pisani (2).

Infatti gli Orsini, sempre alleati dei Medici, non avevano deposto il pensiero di ricondurre quella

(1) *Fran. Guicciardini*, l. vi, p. 348. - *Jac. Nardi*, *Ist. Fior.*, l. iv, p. 169. - *Scip. Ammirato*, l. xxviii, p. 277. - *Fran. Belcarri Comm. Rer. Gall.*, l. x, p. 287. - *Jacopo Arrosti*, *Cron. di Pisa*, in *Arch. Pisano*, f. 225, v.

(2) *Legaz. del Machiavelli a Gian Paolo Baglioni*, t. vii, p. 1-12. - *Jac. Nardi*, *Ist. Fior.*, l. iv, p. 170. - *Fr. Guicciardini*, l. vi, p. 350. - *Scip. Ammirato*, l. xxviii, p. 277.

famiglia colla forza delle armi a Firenze e di riportarla nell'antico suo dominio. Pandolfo Petrucci, benchè non fosse alleato dei Medici, desiderava ch'essi ricuperassero la signoria, affinchè la repubblica di Siena, da lui dispoticamente governata, non avesse alle sue porte l'esempio della libertà; la stessa cagione moveva pure Gian Paolo Baglioni, che aveva usurpata la tirannide in Perugia; ed erano ambidue segretamente spalleggiati ed incorati da Gonzalvo di Cordova. Questo generale aspettava l'occasione propizia di poter cacciare i francesi d'Italia; ed a ragione risguardava i fiorentini come i loro più fedeli partigiani. Aveva divisato il Gonzalvo di far sollevare il milanese, facendo uso del nome del cardinale Ascanio Sforza, sempre caro ai popoli di Lombardia. Lodovico XII, gravemente infermo di pleuritide, era dato da' medici per disperato, ed in Italia si era pure sparsa la voce della di lui morte. Tutto sembrava presagire generali sconvolgimenti, e gli spagnuoli aspettavano soltanto la sicura notizia della morte del re per rompere la tregua e far riconoscere il cardinale Ascanio duca di Milano. Ma contro l'universale aspettazione, di là a poco si ebbe notizia della guarigione di Lodovico XII e della quasi subita morte del cardinale Ascanio, accaduta in Roma il 18 di maggio, dove era stato colto dalla peste (1).

Trovandosi per tale guisa sventate le trame degli spagnuoli sopra la Lombardia, parte delle

(1) *Fran. Guicciardini*, l. vi, p. 350. - *Jac. Nardi*, l. iv, p. 172. - *Fr. Belcarii Com. Rer. Gall.*, l. x, p. 288.

truppe destinate a mandarle ad effetto cominciarono a minacciare la Toscana. Bartolommeo d'Alviano, che le aveva ragunate nello stato di Roma, s'ingigeva corrucciato con il Cordova; ed aveva approfittato di tale apparente rottura per servire al livore degli Orsini, che continuavano a vantarsi capi di parte guelfa, contro i Colonna e contro tutti coloro cui davasi il nome di ghibellini. In Orvieto, in Rieti, in Città di Castello avevano avuto luogo, sotto la protezione di quella piccola armata, che contava trecento uomini d'arme e cinquecento fanti di ventura, esecrande stragi. Ma quest'armata entrava in una contrada in cui tutti i piccoli principi facevano il mestiere di condottieri ed erano uniti per la stessa causa; onde in pochi giorni ella poteva essere ingrossata dai soldati di coloro alle cui vendette aveva servito (1).

Bartolommeo d'Alviano, che, senza spiegare le insegne di verun principe, conduceva quest'armata d'avventurieri, non cercava pure di nascondere la sua intenzione di assalire Firenze per rimettervi in seggio i Medici. Egli sperava di trovare Firenze sprovveduta, abbandonata da Gian Paolo Baglioni, ingannata dal marchese di Mantova, che l'aveva lungo tempo lasciata di vane speranze di porsi al di lei soldo, ed adombrata dalle mosse di Gonzalvo di Cordova, che aveva posta guarnigione spagnuola in Piombino (2). Pandolfo Petrucci, signore di Siena, aveva voluto approfittare delle angustie de' fiorentini,

(1) *Jac. Nardi*, l. iv, p. 167. - *Scip. Ammirato*, l. xxviii, p. 276.

(2) *Ivi*, p. 174 - *Scipione Ammirato*, l. xxviii, p. 275.

ed aveva offerto al Machiavelli, inviato presso di lui, di disperdere l'armata dell'Alviano, purchè la repubblica rinunciasse in suo favore ai diritti che ella aveva sopra Montepulciano (1). Ma i fiorentini non vollero porre tanta fede in un tiranno loro segreto nemico, e vollero piuttosto approfittare dell'amorevolezza di Prospero Colonna, che in allora serviva la Spagna e che, per la inimicizia che portava agli Orsini, desiderava che andasse a male l'intrapresa dell'Alviano: rinunciarono al guasto delle messi dei pisani; fecero dire a Gonzalvo di Cordova che per quell'anno non avrebbero molestata Pisa, ed in cambio ottennero dal vicerè spagnuolo la promessa di non ajutare Bartolommeo d'Alviano (2).

L'Alviano si andava sempre avanzando ed, accennando a' confini di Firenze, ora dalla banda del litorale, ora da quella di Val di Chiana, il primo di luglio del 1505 entrò finalmente nella Maremma di Volterra, nel luogo detto le *Macchie*, in vicinanza di Campiglia, con intenzione di avviarsi a Pisa (3). Ma l'Alviano, il di cui coraggio degenerava talvolta in temerità, trovavasi associato a persone troppo caute, i di cui artifizi e riguardi spesso accostavansi alla perfidia. Questi erano il Petrucci, il Baglioni e il Vitelli. Pandolfo Petrucci aveva dato in prestito danaro all'Alviano per assoldare pedoni, e nello stesso

(1) *Legaz. II di Niccolò Macchiavelli a Siena, dal 16 al 24 di luglio del 1505*, t. VII, *Op.*, p. 16-47.

(2) *Jac. Nardi*, l. IV, p. 175. - *Fran. Guicciardini*, l. VI, p. 351.

(3) *Scip. Ammirato*, l. XXVIII, p. 279.

tempo negoziava contro di lui coi fiorentini. Gian Paolo Baglioni gli aveva promesso di raggiungerlo colla sua compagnia d'uomini d'arme. Chiappino Vitelli doveva condurgli le truppe di Città di Castello, ed assumere il comando degli spagnuoli sbarcati a Piombino. Tenendosi sicuro di questi ajuti, l'Alviano si era avanzato solo fino ai confini di Campiglia; ma colà ricevette ordine dal Gonzalvo di cessare dall'impresa; i pisani gli fecero dire che per gli ordini del Gonzalvo non potevano riceverlo in città; le truppe del Petrucci e del Baglioni, adunate a Grosseto, ricusarono di raggiungerlo, finchè con qualche primo fatto non avesse loro fatto conoscere ciò che potevano sperare dalla sua intrapresa. E per tal modo l'irrisoluzione o la dissimulazione de' suoi alleati furono cagione ch' ei dovesse trattenersi molte settimane nelle Maremme, e diedero tempo alla repubblica fiorentina di ragunare cinquecento cinquanta uomini d'arme e trecento cavalleggeri. Il comando di tali forze fu dato ad Ercole Bentivoglio ed al commissario Antonio Giacomini Tebalducci, il solo fiorentino che conoscesse l'arte della guerra (1).

L'armata della repubblica era di già più numerosa di quella dell'Alviano; ma il governo, siccome voleva la sua timida politica, aveva ordinato ai suoi capitani di non assalire, e di non porsi in sito in cui potessero venire assaliti. Pure la impetuosità dell'Alviano offrì loro quell'occasione

(1) *Jac. Nardi*, l. iv, p. 178. - *Fran. Guicciardini*, l. vi, p. 353. - *Scip. Ammirato*, l. xxviii, p. 279. - *Diario del Bonaccorsi*, f. 107 e 115.

di combattere che i magistrati loro ricusavano. Questo generale vedeva ogni giorno andar crescendo le sue angustie in quel malsano e spopolato paese, onde pensò di aprirsi il varco per giugnere a Pisa. Il Bentivoglio si era accampato sulle alture in distanza d' un mezzo miglio da Campiglia, e l' Alviano doveva passare lungo la marina, di fianco a quelle colline. Il terreno era tutto coperto di piante, che agevolavano ai fiorentini il modo di nascondere le loro mosse ai nemici in luoghi di cui essi conoscevano tutti gli andirivieni. Mossesi l' Alviano la mattina del 27 agosto, ma come si fu inoltrato fino alla torre di san Vincenzo, posta in riva al mare al di sopra di Castagneto, si trovò ad un tratto assalito da fronte e da tergo; e, malgrado la più vigorosa resistenza, malgrado grandi sforzi di valore coronati momentaneamente da felici risultamenti, fu all'ultimo compiutamente sconfitto. Egli si salvò con nove de' suoi nello stato di Siena; Chiappino Vitelli, press' a poco con altrettanti cavalieri, scampò a Pisa; tutti gli altri furono uccisi o fatti prigionieri. Mille cavalli di guerra ed un maggior numero ancora di cavalli da soma e da tiro vennero in potere dei vincitori con un grandissimo bottino, che l' armata sconfitta aveva raccolto col saccheggio de' paesi attraversati (1).

I generali fiorentini, che avevano ottenuta questa vittoria, scrissero subito al governo per ottenere la licenza di approfittarne assaltando Pisa.

(1) *Jac. Nardi, Ist. Fior.*, l. iv, p. 181. - *Fran. Guicciardini*, l. vi, p. 353. - *Scip. Ammirato*, l. xxviii, p. 280. - *Fran. Belcarii Rer. Gall. Comm.*, l. x, p. 289.

Rappresentavano che questa città era atterrita, che i sanesi ed i lucchesi, i quali l'avevano per l'addietro difesa, erano caduti d'animo; finalmente che Pandolfo Petrucci era pronto a concorrere a quella impresa per avere pace colla repubblica. Ma in Firenze altri volevano che l'armata vittoriosa, che di già si trovava ai confini di Siena, ne approfittasse per vendicarsi dello stesso Petrucci, per iscacciarlo, se possibile fosse, dalla signoria, e per impadronirsi almeno di alcune terre del sanese, che in appresso si potrebbero cedere in cambio di Monte Pulciano. Dicevano di non potere offender Pisa in quell'anno a motivo delle parole corse con Gonzalvo di Cordova per l'intromissione di Prospero Colonna; dicevano essere cosa pericolosa il chiamare truppe spagnuole in Toscana, e di grave pericolo essere egualmente l' esporre l'armata alle malattie che producevano sempre le piogge e l'infecto aere del piano di Pisa. Il gonfaloniere perpetuo, Pietro Soderini, spalleggiava gagliardamente il primo partito, e approfittando dell'entusiasmo destato dalla vittoria, fece al gran consiglio la proposta di porre alle voci cento mila fiorini per la guerra. L'assemblea del popolo avendo il 19 di agosto approvata la proposizione del gonfaloniere, l'assalto di Pisa fu deliberato (1).

L'armata vittoriosa si pose intanto a' quartieri a san Casciano, cinque miglia distante da Pisa, finchè le giungesse l'artiglieria d'assedio. I dieci

(1) *Jac. Nardi*, l. iv, p. 182. - *Scip. Ammirato*, l. xxviii, p. 281. ●

della guerra avevano da principio avuto intenzione di farle fare qualche scorreria nello stato di Lucca per punire i lucchesi de' continui soccorsi mandati a Pisa a danno de' fiorentini (1). Ma i generali temevano che si perdesse troppo tempo, ed essendo loro giunti undici cannoni d'assedio e sei mila fanti di nuove leve, andarono ad erigere le loro batterie verso san Francesco presso alla porta a Calci, nello stesso luogo in cui nell'ultimo assalto avevano anche i francesi poste le loro. Il fuoco vi incominciò il 7 di settembre alle undici della mattina. All'indomani, alle tre circa dopo mezzodì, era di già aperta una breccia di circa sessanta piedi di larghezza, onde i generali fiorentini disposero le loro truppe all'assalto. Ma le milizie pisane si schierarono intrepidamente sulla breccia, e per lo contrario quelle di Firenze, formate di contadini non usati al fuoco, mostravansi irrisolute e vili. Tre colonnelli tentarono uno dopo l'altro di fare scendere i loro soldati nella fossa, e sempre inutilmente. Ognuno di loro conduceva mila fanti; ed altri sette mila restavano ancora nel campo; pure non si volle venire alla prova anche di questi per non perigliare la riputazione di tutta l'armata; e fu invece determinato di fare un'altra breccia sì fattamente larga, che ne venisse meno ogni speranza ai difensori ed ogni pretesto alla viltà degli assalitori (2).

(1) *Spediz. del Machiavelli al campo contro Pisa. Lett. dei X ad Antonio Giacomini, 19 augusti 1505, t. vii, opere, p. 48.*

(2) *Jacopo Nardi, l. iv, p. 183. - Scipione Ammirato, l. xxviii, p. 281.*

Infatti, avendo il fuoco continuato altri tre giorni, furono dalle artiglierie atterrate cento trentasei braccia di mura poco lungi dalla precedente breccia. La mattina del 13 i generali fiorentini vollero dare l'assalto; ma tanta era la viltà della fanteria che doveva adoperarsi in questo genere di assalto che il colonnello eletto dalla sorte per dare l'assalto, ricusò di muoversi, senza che nè le preghiere nè le minacce di Ercole Bentivoglio e di Antonio Giacomini valessero a ridestare nel suo cuore il sentimento dell'onore. Gli altri nove colonnelli furono richiesti di sottentrare nel posto di quel vile, e tutti egualmente ricusarono. I loro soldati protestarono pure più apertamente di non voler salire sulla breccia, ed alcuni si lasciarono uccidere dai loro ufficiali piuttosto che muoversi. All'ultimo l'armata, coperta d'indelebile vergogna, tornò ai suoi alloggiamenti senza avere tentato l'assalto. Intanto si ebbe avviso che trecento spagnuoli della guarnigione di Piombino erano entrati in Pisa; ed i generali fiorentini, temendo che ne giugnessero degli altri, conobbero la necessità di levare l'assedio. Il 14 di settembre a mezzodì condussero via le artiglierie, e trasportarono il campo a Ripoli, lontano undici miglia da Pisa, dove fu licenziata la fanteria, e la cavalleria mandata ai quartieri d'inverno (1). I pisani, ripreso coraggio, verso la metà di ottobre ripresero le loro scorrerie e giunsero fino nella Lunigiana. Mille cinquecento soldati

(1) *Jac. Nardi, Ist. Fior.*, l. iv. p. 184. - *Fran. Guicciardini*, l. vi, p. 355. - *Scip. Ammirato*, l. xxviii, p. 282. - *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gall.*, l. x, p. 289.

spagnuoli arrivarono intanto in Pisa; ma perchè più non abbisognavano per difendere la città, salirono di nuovo sulle loro navi poi a pochi giorni, e continuarono il loro cammino per passare di Napoli in Ispagna (1).

Oltre la guerra di Pisa, la storia particolare d'Italia non offre in quest'anno, 1505, altra cosa di rilievo che un tragico avvenimento accaduto alla corte di Ferrara. Il cardinale Ippolito d'Este, fratello del duca regnante Alfonso, era perdutamente innamorato di una donna, sua parente; che nello stesso tempo veniva corteggiata da don Giulio d'Este, fratello naturale d'Ippolito. Dolendosi il cardinale colla signora di essere posposto al suo rivale, questa se ne scusò colla favella degli amanti, incolpandone il fascino de' begli occhi di don Giulio. Il cardinale furibondo, avendo saputo che il fratello era alla caccia, andò ad assalirlo ne' campi, lo fece trarre giù da cavallo, e gli fece da' suoi scudieri strappare quegli occhi che avevano in lui destata quella fiera gelosia. Ma, sebbene il cardinale fosse presente all'atroce fatto, pare che questo si eseguisse incompletamente e che don Giulio non perdesse al tutto la vista (2).

L'autore di tanto delitto non fu punito e nemmeno rimbrottato dal duca. Alfonso era tutto intento ora ai piaceri, ora alle cose della meccanica, di cui si diletta grandemente. Traeva molta parte

(1) *Fran. Guicciardini*, l. iv, p. 356. - *Jac. Nardi*, l. iv, p. 184.

(2) *Fran. Guicciardini*, l. vi, p. 357. - *Fran. Belcarri* *Com. Rer. Gall.*, l. x, p. 295.

del giorno in una officina di tornitore, dove faceva con sufficiente destrezza parecchi lavori in legno; poscia talvolta con vaghezza più degna di un principe, fondeva cannoni di bronzo. Viveva alla dimestica co' buffoni, co' giullari ed ancora con qualche poeta; ma pareva che poco badasse alle cose del governo; perlocchè da'suoi sudditi veniva riputato poco degno del trono. La smisurata ambizione del di lui fratello secondogenito, don Ferdinando, faceva sì che a questi paressero gravissimi tali difetti; ed un ardente desiderio di vendetta animava l'infelice don Giulio; onde ambidue cercavano compliei per sovvertire il governo. Il conte Albertino Bosehetti di Modena e Gherardo Roberti, cittadino ferrarese, si collegarono con loro, allettati dalla promessa d'ottenere le primarie cariche sotto un nuovo governo. Quanto è ai mezzi di sbrigarsi del principe, don Giulio voleva spegnere Alfonso ed Ippolito col ferro e col veleno, ma Ferdinando, che non covava lo stesso odio, avrebbe voluto farsi principe senza uccidere i fratelli. Altronde era difficile assalirli ambidue ad un tratto, non usando essi di trovarsi assieme se non in occasione di grandi cerimonie, ed in allora erano circondati da grossa guardia. Mai non mangiavano allo stesso desco. Alfonso colla sua allegra compagnia pranzava di buon' ora; Ippolito per lo contrario, colla pompa e colla squisitezza di un prelato, protraeva i suoi banchetti fin oltre la mezza notte.

I congiurati, aspettando la propizia occasione, non avevano ancora fatto verun tentativo, sebbene il cantore Gianni, complice della congiura,

fosse stato più volte chiamato dal principe, e trattato così alla domestica che lo aveva legato colle proprie mani nei giuochi che facevano assieme. Ma Ippolito, più diffidente e non dimentico della passata sua crudeltà, stava sempre attento ai passi di don Giulio; ed all'ultimo in luglio del 1506 scoprì la congiura. Don Giulio ebbe tempo di fuggire a Mantova, ma dal marchese Giovan Francesco II Gonzaga fu consegnato ad Alfonso. Il cantore Gianni fuggì ei pure, ma fu consegnato dal papa. Col mezzo della tortura si ebbero dagl'inquisiti nuovi lumi intorno alla congiura di cui erano accusati. Il Boschetti, il Roberti e il Gianni furono condannati a pena capitale; a don Ferdinando e a don Giulio, condannati allo stesso supplicio, fu fatta grazia sul patibolo, e fu commutata la loro pena in quella del carcere perpetuo. Ferdinando morì in carcere nel 1540, Giulio ottenne la libertà nel 1559 dopo cinquantatre anni di prigionia (1).

La casa d'Este era in allora la principale protettrice dei letterati; la maggior parte dei dotti, degli storici, dei poeti cercavano di piacere ad Alfonso; laonde questi crudeli avvenimenti furono travisati ne' loro racconti, o quasi al tutto obbliati. Il Giovio si sforza di non dare biasimo al cardinale Ippolito, il quale colla sua barbarie era stato cagione de' traviamenti de' suoi fratelli. Giovan Battista Giraldi ne' suoi comentari della storia di Ferrara tace al tutto que' fatti, e l'Ario-

(1) P. Giovio, *Vita d' Alf. d' Este*, p. 17. - Muratori, *Ann. d' Italia*, an. 1506, p. 34. - Fr. Guicciardini, l. vi, p. 369. - Fran. Belcarri *Com.*, l. x, p. 295.

sto, introducendo i due sventurati fratelli tra le ombre presentate a Bradamante, rappresenta i casi loro siccome una splendida prova della elemezza di Alfonso (1). Discorriamo ora un'età in cui per gli stessi premii conceduti ai letterati, i principi incominciarono a badare assai più alla storia, e gli storici ad essere molto più adulatori; la veracità venne meno in questi, e le loro narrazioni non meritano sempre intera fede.

L'Italia, privata della condotta delle proprie cose, trovavasi sempre più dipendente dalla politica degli stranieri, e dopo che il re di Spagna fu nello stesso tempo re di Napoli, e quello di Francia duca di Milano, le negoziazioni che trattavansi oltre l'Alpi, decidevano frequentemente dei destini della nazione che più non si governava da sè medesima. Perciò di que' tempi gli sguardi degli italiani erano tutti volti verso la Spagna, ove l'arciduca Filippo, diventato re di Castiglia per la morte d'Isabella, si era recato per mare colla consorte, col secondogenito suo figliuolo Ferdinando e con una grossa armata. Egli non aveva voluto acquetarsi al testamento d'Isabella, la quale, conoscendo il poco senno della figliuola Giovanna, l'aveva assoggettata alla tutela del padre, piuttosto che a quella del marito. Questi aveva fatta a Ferdinando l'intima di cederli l'amministrazione del suo regno di Castiglia; e vedendolo inclinato a nuocerli a segno di voler privare dell'eredità la propria figliuola, pel qual motivo principalmente si era Ferdinando

(1) *Orlando Furioso*, cant. III, st. 60-62.

indotto a sposare Germana di Foix; Filippo ordinò ai suoi ambasciatori di fermare a Salamanca il 24 di novembre del 1505 con Ferdinando un trattato che altro scopo non aveva fuor quello di addormentare lo suocero in una fallace sicurezza; indi salpò in gennajo dai porti delle Fiandre (1).

Filippo fu gettato dalla burrasca sulle coste dell' Inghilterra, ed Enrico VII per fare cosa grata al vecchio Ferdinando ritenne per tre mesi il giovane principe nella sua isola, prima di permettergli che s'imbarcasse. Finalmente Filippo, sciolto dalle mani d' Enrico, arrivò a Biscaglia, e vi fu ricevuto con tripudio dalla nobiltà e dal popolo, che assai poco amavano Ferdinando. Abbandonato da' suoi medesimi cortigiani e non si sentendo abbastanza forte per venire alle mani col genero, il vecchio re acconsentì il 27 giugno del 1506 ad un nuovo trattato, col quale, deposto il governo della Castiglia e riservandosi soltanto finchè visse la metà delle entrate dei nuovi acquisti d' America, la carica di gran maestro dei tre ordini di san Giacomo di Compostella, di Alcantara e di Calatrava, venticinque mila ducati di rendita e l'esclusivo possesso del regno di Napoli, promettea d' abbandonar la Castiglia e di non più tornarvi (2).

Ferdinando, assai mortificato di essere stato deluso da un politico assai più giovane e meno

(1) *Robertson's History of the reign of Charles the V. B. I, t. II, p. 12 ed 18. London 1792.*

(2) *Fran. Guicciardini, l. VII, p. 360. - Jac. Nardi, Ist. Fior., l. IV, 186. - Franc. Belcarri Com. Rer. Gall., l. X, p. 291. - Robertson's hist. of Charles the V. B. I, p. 16.*

destro di lui, e abbandonato da' suoi cortigiani e dai sudditi, non volle vedere il trionfo del genero in Ispagna. S'imbarcò pertanto a Barcellona il 4 di settembre con intenzione di visitare i suoi nuovi sudditi del regno di Napoli, e di dar sesto all'amministrazione de' paesi da lui acquistati. Il sospetto in che teneva Gonzalvo di Cordova era pure uno de' motivi che lo guidavano in Italia. Gonzalvo, onnipossente a Napoli, caro alle soldatesche e riverito dagl'italiani, poteva a voglia sua o riservare questo regno pel re di Castiglia, di cui era suddito naturale, o farsene padrone egli stesso. Di già richiamato da Ferdinando, Gonzalvo si era scusato sotto varii pretesti dall'ubbidire, onde sembrava che la sola presenza del monarca potesse sospendere l'autorità dell'orgoglioso vicere (1).

I più potenti sovrani dell'Europa parevano disposti a visitare tutti nello stesso tempo l'Italia: Massimiliano, che non aveva per anco altro titolo che quello d'imperatore eletto, perchè non aveva dalle mani del papa ricevuta la corona imperiale, mostravasi oltre modo voglioso di venire a prenderla a Roma, onde potere in appresso indurre gli elettori ad eleggere Filippo, suo figliuolo, re de' romani; egli aveva di già inviati i suoi ambasciatori in Italia per annunciare la vicina sua venuta e chiedere alle terre dell'imperio l'usato sussidio per l'incoronazione de-

(1) *Fran. Guicciardini*, l. vii, p. 361. - *Jac. Nardi*, l. iv, p. 189. - *P. Jovii Vita M. Consalvi*, l. iii, p. 248. - *Alf. de Ulloa*, l. i, f. 52, v.

gl' imperatori; ed altri ambasciatori aveva mandato a Lodovico XII per richiederlo di allestire ed avviare le cinquecento lance promessegli per tale occasione, di restituire gli esuli milanesi nel possedimento de' loro beni, e di pagargli anticipatamente i sessanta mila ducati dovutigli dalla Francia per l'investitura del ducato di Milano. Lodovico XII non si mostrò renitente se non rispetto a questo anticipato pagamento, e rispose all'ambasciata con parole di sincera amicizia, attestando il suo vivo desiderio di conservare la concordia fra i due stati. Per altro non poteva Lodovico non adombrarsi grandemente della crescente grandezza della casa d'Austria; temeva la nomina di un re de' romani per le stesse ragioni per cui desiderava Massimiliano; e per impedire che questi scendesse in Italia, si adoperava di soppiatto presso gli svizzeri e presso i veneziani, ed in segreto soccorreva il duca di Gheldria, allora in guerra con Filippo (1).

Omai Lodovico XII erasi sciolto dalla clausola principale del trattato di Blois, quella cioè che risguardava il matrimonio di madama Claudia, sua figliuola, con Carlo d'Austria. Egli aveva fatto in modo che tutti gli stati delle province del regno e tutte le corti supreme si dolessero con lui del matrimonio di questa principessa con uno straniero, e facendo quindi le viste di cedere a quella ricercata violenza, l'aveva fidanzata al duca d'Angulemme, suo presuntivo erede. (2) Dall'al-

(1) *Fran. Guicciardini*, l. VII, p. 361. - *Fran. Belcarii*, l. X, p. 291.

(2) *Fran. Guicciardini*, l. VII, p. 362. - *Jacopo Nardi*, l. IV, p. 188. - *Fr. Belcarii*, l. X, p. 292.

tro canto Massimiliano, informato della malattia di Uladislao, re di Polonia e di Ungheria, e desideroso dello scettro ungarico, guarentitogli per patto da tutti i magnati ungari, non voleva trovarsi lontano da' suoi stati; qualora Uladislao morisse, e differì ad un altro anno l'esecuzione dei suoi disegni sull'Italia (1).

Giulio II, di cui si erano più volte notati i vasti disegni e l'impetuosa turbolenta indole quando non era che cardinale, nulla peranco aveva fatto dopo avere conseguito il papato, che all'universale aspettazione corrispondesse. Egli si era più volte lasciato uscire di bocca di voler purgare lo stato della chiesa da tutti i tiranni che lo rodevano; di voler ritorre a' veneziani anche la più piccola torre ch'è possedessero nella Romagna; pure nè i tiranni dello stato della chiesa, nè i veneziani venivano per anco da lui molestati. Ma Giulio voleva che i suoi disegni avessero intera esecuzione, e perciò gli andava cautamente maturando. Egli accumulava danaro con una parsimonia non mai notata in lui; e voleva in pari tempo suscitare tutte le potenze d'Europa contro Venezia, prima di rompere apertamente con quella repubblica. Aveva Giulio II trovati da principio grandemente inclinati Lodovico XII, Massimiliano e Ferdinando alla divisione da lui proposta, e di già in uno de' trattati di Blois eransi gettate le basi dell'alleanza che venne in appresso fermata a Cambrajo. Ma Lo-

(1) *Fran. Guicciardini*, l. vii, p. 362. - *Jacopo Nardi*, l. iv, p. 188.

dovico XII, ammaestrato intorno a' suoi veri interessi dall'ombra che faceagli Massimiliano, conosceva allora quanto imprudente cosa fosse il distruggere la sola potenza che chiudesse alla casa d'Austria le porte d'Italia; perciò erasi accostato di nuovo ai veneziani, e col mezzo loro sperava d'impedire che Massimiliano andasse a prendere a Roma la corona dell'imperio. Si accontentava adunque di dare buone parole a Giulio II; era liberale promettitore, perchè sperava che mai non giugnerebbe il momento di dare esecuzione alle sue promesse; e intanto per ricompensa della nomina dei due cardinali d'Aix e di Bayeux, ottenuta dal papa, contraeva inverso a lui obbligazioni contrarie ai suoi trattati con altre potenze ed a' suoi proprii progetti (1).

Giulio II bene s'addava della necessità di difendere le offese contro Venezia; ma perchè non voleva più oltre languire inoperoso, a mezza estate risolse di ricondurre sotto il diretto dominio della santa sede le due più potenti sue città, Bologna e Perugia, che da gran tempo ubbidivano a principi indipendenti. Invece di pensare ad agevolare l'esito di quest'intrapresa con negoziati che avrebbero potuto ritardarne l'esecuzione, egli troncò le difficoltà col modo imperioso con cui favellò e coll'impeto suo proprio. Per riuscire nelle sue mire contro Bologna il papa abbisognava de' soccorsi della Francia e della neutra-

(1) *Fran. Guicciardini*, l. VII, p. 359 *Fr. Belcarrii Com. Rer. Gall.*, l. X, p. 293. - *Seconda Legaz. di Niccolò Machiavelli alla corte di Roma*, lett. I, t. VII, Op., p. 69.

mancato a' suoi obblighi. Lodovico XII era per ciò sdegnato contro di lui, ed anche i fiorentini, da lui ingannati nel precedente anno, si rallegravano della prossima di lui rovina. Ma il Baglioni, essendo capitano di cento uomini d'arme e di cento cinquanta cavalleggeri, e padrone della più forte e belligera città degli stati della chiesa, poteva per qualche tempo resistere colle proprie forze (1).

Pure ei credette per lo meglio di ricorrere alla protezione de' potenti amici che aveva nel sacro collegio ed alla corte del papa. Il duca d'Urbino e tutti coloro che tenevano qualche feudo della chiesa, erano ansiosi e sconsortati vedendo che il papa imprendeva a spogliare i più potenti fra loro; onde cercavano di calmare Giulio II, e nello stesso tempo esortavano il Baglioni a placarlo con apparente ossequio per acquistar tempo. All'ultimo essi il mallesarono della sicurezza di sua persona, ed il Baglioni, cedendo ai loro conforti, andò l'8 di settembre a trovare il papa ad Orvieto, ed a porsi nelle sue mani (2). Giulio II, mosso da tanta fiducia, gli promise che l'avrebbe lasciato vivere quietamente in Perugia, godendovi di tutti i suoi beni. Inoltre lo prese al suo soldo con tutti gli uomini d'arme che aveva, per fare l'impresa di Bologna; ma volle avere in mano sua le porte e le roche di Perugia, onde poter riformare il governo di quella città e restituirle nelle antiche franchigie (3).

(1) *Machiavelli, Legaz., lett. VIII, p. 84.*

(2) *Machiavelli, Legaz. alla corte di Roma, lett. dell' 8 e del 9 settembre, p. 87 e 88. - Jac. Nardi, l. IV, p. 189.*

(3) *Machiavelli, Legaz., lett. X, p. 88.*

Com' ebbe fermati questi capitoli, il Baglioni ripartì subito alla volta di Perugia, onde apparecchiarsi ad accogliervi il papa, che viaggiava più lentamente e visitava i castelli delle rive del lago. Giulio II giunse a Perugia il 13 di dicembre. Siccome il suo bollente animo non conosceva pericoli, egli entrò in Perugia con tutta la sua corte senza farsi dare la guardia di una sola delle porte della città, ponendosi in tal modo in balia di un uomo da lui offeso ed alle di cui promesse nè egli nè altri in Italia davano fede. Vero è che il Baglioni non tentò di fermare gli ostaggi che gli si erano da sè medesimi imprudentemente dati nelle mani; ma e' fu piuttosto per poco ardimiento o poca prontezza di spirito, che per iscrupoli; cose a lui ignote (1). Il Baglioni partì quindi col papa, il quale avviossi lentamente verso la Romagna. La città dopo la loro partenza rimase ancora per alcun tempo soggetta al partito del Baglioni; ma all' ultimo i cittadini, lungamente oppressi, cominciarono a riprendere ardire e fidanza nelle leggi; il magistrato dei dieci di balia, istituito dal tiranno, che per esso manteneva la sua autorità, venne solennemente abolito, e Perugia ricominciò a godere sotto la protezione della chiesa de' privilegi di città libera (2).

A Giulio II premeva ancor maggiormente di riformare allo stesso modo Bologna. Giovanni Ben-

(1) Machiavelli, *de' discorsi*, l. 1, p. 27, 125. - *Idem*, *Legazione alla corte di Roma*, lett. del 13 settembre da Perugia, p. 95. - Fran. Guicciardini, l. vii, p. 366.

(2) Machiavelli, *Legaz.*, lett. XXVII, Cesena, 4 ottobre, p. 122.

tivoglio non aveva usurpato l'assoluto potere, se non colla rovina di tutte le potenti famiglie che fino allora avevano goduto eredito nella sua patria. Egli aveva quattro figli, la di cui insolenza era diventata insopportabile ai cittadini, e il di cui lusso e il largo spendere aggravavano la pubblica miseria. Egli più non procurava di guadagnarsi gli animi colla clemenza e colla dolcezza, ma per lo contrario a raffrenarli colle armi, ad atterrirli coi supplici (1). Si credea sicuro in trono mercè delle alleanze strette co' suoi vicini; se non che egli stesso aveva insegnato loro di dipartirsene senza scrupolo per ottenere un presente vantaggio. I fiorentini, a dispetto del loro trattato col Bentivoglio, avevano mandato il Machiavelli al papa fin dal tempo che questi era uscito di Roma, promettendogli di unire i loro uomini d'arme alla sua armata. Il marchese di Mantova, dopo avere ottenuto l'assenso del re di Francia, aveva pure condotte le sue truppe al papa; i veneziani avevano offerto a Giulio II di cacciare essi medesimi il Bentivoglio da Bologna, purchè a tale patto Giulio ratificasse il loro possesso di Faenza e di Rimini. La sola cosa che potesse parere dubbiosa era la cooperazione della Francia, perchè, sebbene il re l'avesse promessa al papa, egli aveva ancora solennemente promesso al Bentivoglio di difenderlo, e gliene aveva riconfermata la promessa dopo che Giulio trovavasi in cammino colla sua armata (2).

(1) *Fran. Guicciardini*, l. vii, p. 363. - *Fran. Belcarri*, l. x, p. 292.

(2) *Machiavelli*, seconda Legaz. alla corte di Roma, lett. I alla XX, fino al 25 di settembre, p. 64-109.

Ma l'impeto di Giulio spaventava coloro che dovevano trattare con lui. Il cardinale d'Amboise rappresentò al re che, ov'egli non avesse accondisceso all'inchiesta del papa in tale occasione, questi diventerebbe suo accanito nemico; onde Lodovico si disciolse della promessa di proteggere il Bentivoglio con un indegno sotterfugio, dicendo di essersi obbligato a difenderlo nel possesso degli stati di lui, ma non già in quello degli stati della chiesa; e comandò al signore di Chaumont, governatore del milanese, di muovere contro Bologna con seicento lance, tre mila fanti svizzeri e ventiquattro pezzi d'artiglieria (1).

Tosto che Giulio II ebbe avviso dell'avvicinamento de' francesi, entrò in Romagna pel ducato di Urbino, rimettendo la pace nelle città in cui giugneva, riducendole all'ubbidienza della chiesa, e non pertanto schivando sempre di toccare il territorio di Rimini o di Faenza, per non approvare nemmeno con una sola occhiata l'occupazione di que' principati fatta dai veneziani (2). Giunto che egli fu nella città di Forlì, gli si presentarono sei ambasciatori bolognesi, che gli arrecavano i patti a cui il Bentivoglio era disposto a sottomettersi. Voleva il Bentivoglio tra le altre cose che il papa non potesse entrare in Bologna con altra scorta che la sua guardia di dugento cinquanta o trecento svizzeri, e si obbligasse a non

(1) *Machiavelli, Legaz., lett. XXVI, Cesena 3 ottobre*, p. 119 e seg.

(2) *Fr. Guicciardini, l. vu, p. 566. - Machiavelli, Leg., lett. XXXV, XXXVI, XXXVII, del 16 al 21 ottobre*, p. 135.

dimorarvi oltre un determinato tempo. Questo non era per certo il modo con cui dovevasi adoperare trattando con un vecchio orgoglioso ed irascibile. Invece di rispondere a tali proposte, Giulio II il 10 di ottobre pubblicò in Cesena una bolla contro Giovanni Bentivoglio ed i suoi partigiani, colla quale chiarivali ribelli alla santa chiesa; faceva lecito a chicchessia di saccheggiare i loro averi e di ridurre in servitù le loro persone; ed accordava indulgenza plenaria a chiunque combatterebbe o ucciderebbe i fautori del Bentivoglio; dopo il che fece comandamento al particolare inviato del Bentivoglio di sortire subito dagli stati della chiesa, minacciandolo di pena capitale se gli fosse caduto di nuovo nelle mani (1).

Il papa giunse ad Imola il 20 di ottobre con un esercito assai ragguardevole, di cui diede il comando al marchese di Mantova. Oltre ai quattrocento uomini d'arme coi quali Giulio era partito da Roma, Giovan Paolo Baglioni ne conduceva cento cinquanta; Marc'Antonio Colonna, condottiere de' fiorentini, ne aveva cento; cento il duca di Ferrara; il marchese di Mantova guidava dugento cavalleggeri; e v' erano di più cento stradioti, venuti dal regno di Napoli, e parecchie migliaia di fanti, levati nel ducato di Urbino, nella Toscana e nella Romagna. Dall'altra parte lo stesso giorno in cui il marchese di Mantova assaltava san Pietro, primo castello dei

(1) *Machiavelli*, *Legaz.*, lett. XXXI, ex Forlì, 10 oct., p. 128. - *Bulla apud Rayn.*, *Ann. Eccl.*, 1506, § 25-27, p. 41.

bolognesi dalla banda d'Imola, il signore di Chaumont con seicento lance francesi e tre mila svizzeri entrava in Castelfranco, primo castello del bolognese dalla parte di Modena. Per tal modo il papa aveva ottenuto di far sì che quello tra i suoi feudatari la di cui indipendenza contrariava più d'ogni altra cosa i suoi ambiziosi progetti, fosse da que' medesimi assalito, cui più avrebbe dovuto importare di difenderlo (1).

In tutti i suoi discorsi, in tutti i suoi bandi. Giovanni Bentivoglio aveva fin allora fatta mostra di molto coraggio e della ferma risoluzione di respingere la forza colla forza. Egli aveva armate le milizie ed afforzata diligentemente la sua capitale; ma non sapeva indursi a spendere per la propria difesa quel danaro cui risguardava come l'estremo suo sostegno se perdeva la signoria. Non aveva perciò fatte sufficienti leve; e per altra parte faceva partecipi i suoi sudditi della propria diffidenza, lasciandola travedere, ed inimicavasi tutti coloro ai quali chiedeva quegli sforzi cui non sapeva fare egli stesso. Pure, perchè i suoi vicini, che volevano salvarlo, non cessavano di dargli speranze ch'è s'interporrebbero in suo pro; e perchè il signore di Chaumont gli fece assapere ch'egli non lo assalirebbe, il Bentivoglio faceva ancora assai fermo viso. Ma il 15 di ottobre il Chaumont, a dispetto delle promesse, gli fece intimare che dovesse entro due giorni assog-

(1) *Machiavelli, Leg.*, l. xxxviii, ex *Imola*, 22 oct. p. 130. - *Fran. Guicciardini*, l. vii, p. 367. - *Fran. Belcarini*, l. x, p. 284. *Scip. Ammirato*, l. xxviii, p. 283.

gettarsi a tutti gli ordini del papa, se non voleva perdere la protezione della Francia ed essere immediatamente da lui assalito. Nello stesso tempo, purchè ubbidisse subito, il Chaumont gli assicurava il godimento dell'intero di lui patrimonio e la facoltà di vivere in Bologna come privato cittadino con i suoi figliuoli (1).

Avuta questa intima, il Bentivoglio perdette ogni speranza, dimenticò le sue protestazioni di irremovibile costanza e gli acerbi moteggi con cui aveva accolto Pietro de' Medici, allorchè questi senza combattere aveva abbandonato la città in cui regnava. Questo principe, di già in età di settant'anni, si recò il 2 di novembrè al campo francese colla consorte, Ginevra Sforza, e con tutti i suoi figliuoli, per implorare dal signore di Chaumont migliori condizioni. Costui fu vile a segno di farsi pagare dodici mila ducati dal principe fuggitivo per patrocinar la di lui causa; e pattuì poscia col papa che al Bentivoglio sarebbe francato il godimento di quegl' immobili posti nel territorio bolognese, di cui proverebbe il legittimo acquisto, e che gli si darebbe la facoltà di portarsi via il danaro e gli averi mobili, e di viverse ne quietamente colla sua famiglia nel ducato di Milano (2).

Appena partito il Bentivoglio, i bolognesi in-

(1) *Legaz. di Niccolò Machiavelli, lett. XL, ex Imola*, 26 oct., p. 145. - *Fran. Guicciardini*, l. vii, p. 367. - *Fr. Belcarii*, l. x, p. 294.

(2) *Fran. Guicciardini*, l. vii, p. 367. - *Diar. Parisii de Grassis, Apud Rayn.*, 1506, § 29, p. 42. - *Jac. Nardi, Ist. Fior.*, l. iv, p. 190.

viarono altri ambasciatori al papa per supplicarlo di proscioglierli dalle pene ecclesiastiche, e di non lasciar entrare in città l'armata francese. Giulio II non aveva al certo intenzione di far entrare in Bologna que' pericolosi alleati; perciocchè temeva egualmente e la licenza de' soldati e l'ambizione de' capi, ai quali potea forse venire il pensiero di conservar qualche diritto nella sua conquista. Di già l'armata del Chaumont si era inoltrata fino appiè delle mura, tra le porte di Saragossa e di san Felice, e ad alte grida chiedeva il sacco di quella così ricca e trafficante città. Trovandosi l'esercito schierato lungo il canale che conduce le acque del Reno a Bologna, il papa diede licenza ai bolognesi di calare lo sportello di ferro che chiude il canale a' piè delle mura, e di far così rifluire le acque sulla campagna in cui stavano i francesi. Questi, scacciati dalle acque, si ritirarono tumultuariamente al ponte del Reno, lasciando nel fango una parte delle loro artiglierie e de' loro bagagli. In appresso il papa accommiatò il signore di Chaumont, facendogli un presente di otto mila ducati, dandogliene altri dieci mila da distribuirsi all'armata e aggiugnendovi la promessa di concedere il cappello cardinalizio al di lui fratello, il vescovo d'Alby. Poscia l'11 di novembre, giorno di san Martino, fece con grande apparato il suo solenne ingresso in Bologna. Giulio confermò le franchigie della città e il di lei reggimento repubblicano, ma ne mutò la costituzione. Fino allora Bologna era stata governata da una signoria o collegio di sedici magistrati; Giulio escluse tre

dei signori, cioè Giovanni Benivoglio e due dei suoi più zelanti partigiani, e incorporò gli altri tredici in un nuovo collegio o senato, composto di quaranta senatori, al quale affidò tutta l'autorità. Da quel tempo e fino a' dì nostri l'oligarchia de' Quaranta di Bologna amministrò quella provincia con parecchie prerogative che ricordavano la sua libertà e l'antica indipendenza. Trovandosi i Quaranta a contrasto sempre colla corte di Roma, erano a forza e, a dispetto dell'angusto spirito delle oligarchie ereditarie, i veri rappresentanti del popolo ed i costanti propugnatori de' suoi privilegi. Con ciò vennero a capo di far rifiorire nella loro città le arti ed il traffico, sbanditi dagli altri stati della chiesa; ma da quel punto Bologna più non venne annoverata tra gli stati indipendenti d'Italia, e più non iscosse che una sola volta e per breve tempo il giogo impostole da Giulio II (1).

L'Italia non fu in quell'anno 1506 turbata da verun altro movimento di guerra. I fiorentini, spossati dalla guerra di Pisa, avevano sofferto eziandio estrema carestia di frumento nella primavera del 1506. Essi vi avevano provveduto colla consueta loro generosità, senza nemmeno scacciare i poveri forastieri che da ogni parte accorrevano a Firenze per godere delle pubbliche limosine (2); ma in quella campagna non fecero

(1) *Fran. Guicciardini*, l. vii, p. 368. - *Jac. Nardi*, *Ist. Fior.*, l. iv, p. 191. - *Ist. di Gio. Cambi*, t. xxi, p. 214. - *P. Bembi Ist. Ven.*, l. vii, p. 144.

(2) *Jac. Nardi*, *Ist. Fior.*, l. iv, p. 173. - *Scip. Ammirato*, l. xxviii, p. 276. - *Gio. Cambi*, t. xxi, p. 289.

veruna scorreria contro Pisa, neppure per guastarne il territorio. In aprile del 1506 Firenze avea pure rinnovellata per tre anni la tregua con Pandolfo Petrucci e coi sanesi, rinunciando per tutto quel tempo a far valere i suoi diritti sopra Montepulciano, ed obbligandosi ancora a non accettare la signoria di quella borgata quando pure essa volesse darsi loro spontaneamente. Parve a' fiorentini più conveniente di fare quest'accordo con un vicino di cui non si fidavano, ma nemmeno avean timore, che non di chiamare in Toscana un alleato che l'avrebbe fatta da padrone; perlocchè avevano rifiutate le profferte del re di Francia, che loro proponeva di mandare contro Pandolfo Petrucci cinquecento lance e due mila svizzeri da mantenersi a spese comuni (1).

La tranquillità di cui godeva l'Italia faceala più attenta ai movimenti di Ferdinando il cattolico, diventato uno de' suoi più potenti principi. Questo monarca si era imbarcato a Barcellona il 4 di settembre ed aveva approdato con una flotta di cinquanta galee prima in Provenza, indi a Genova, ove fu ricevuto con grandi onori: poco dopo, a Porto Fino nella riviera di Levante, ov'era trattenuto dai venti, ricevette l'inaspettata notizia della morte di suo genero, Filippo I, accaduta in Burgos il 25 di settembre del 1506, dopo una breve malattia. Questo principe, che avea mostrata tanta premura di regnare e che avea per così dire cacciato in esilio lo suocero

(1) Jac. Nardi, *Ist. Fior.*, l. iv, p. 186. - Scip. Ammirato, l. xxviii, p. 282.

per occupare il di lui trono; non aveva potuto goderlo più di tre mesi. Alcuni attribuivano la sua morte a smodato esercizio di corpo, altri ad una malattia epidemica, altri all' intemperanza alla quale si era assuefatto nelle Fiandre, intemperanza diventata assai più pericolosa in un clima tanto diverso dal suo. Molti finalmente, i quali sapevano con quanto rincrescimento avesse gli Ferdinando ceduta la Castiglia, lo sospettavano vittima di lento veleno (1). Pure, invece di tornarsene addietro per riprendere le redini di un governo lasciato con tanto rammarico, Ferdinando proseguì il suo viaggio alla volta di Napoli. Il giorno 18 ottobre approdò a Gaeta; ma si trattene in quella città o a Portici fino al primo di novembre, giorno da lui destinato al suo solenne ingresso in Napoli. Gonzalvo di Cordova, che ben sapeva quanta gelosia avesse di lui Ferdinando, e ch'era stato dagli amici suoi consigliato a non porsi tra le di lui mani, salì con piena fidanza a bordo della galera reale, commettendosi in tutto alla fede sua (2). Ferdinando, accolto con grande giubbilo dai napolitani, che l'onorarono con isplendide feste, volle partecipare di tutti questi onori il gran capitano che gli aveva conquistato il regno; volle che il solo Gonzalvo

(1) *Machiavelli, Legaz. a Roma, lett. XXIX, ex Cesena*, 6 oct., t. vii, p. 125. - *Jo. Mariana, Hist. de' lus Españas*, t. ii, p. 225. - *P. Jov. Epit. Hist.*, l. ix, p. 156. - *Ejusd. Vita M. Consalvi*, l. iii, p. 251. - *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V*, l. i, f. 53.

(2) Il Guicciardini dice che il Gonzalvo andò incontro a Ferdinando fino a Genova. Il Giovio, nella Vita del Gonzalvo, dice ch'ei lo aspettava al capo di Miseno.

gli presentasse tutta la nobiltà di Napoli e tutti coloro che meritavano i suoi favori; lo colmò di onorificenze e di gloria; gli confermò il possesso del ducato di sant' Angelo, de' beni nel regno di Napoli, che gli fruttavano ventimila ducati, e vi aggiunse l'ufficio di grande contestabile del regno. E perchè era al tutto determinato di non lasciarlo a' Napoli, facevagli sperare la carica di gran maestro dell'ordine di san Giacomo di Compostella per compensarlo degli onori e dell'autorità cui Gonzalvo doveva rinunciare lasciando l'Italia per tornare in Spagna (1). L'Europa, che conosceva la fede di Ferdinando il cattolico, vide con rammarico il grand'uomo che aveva tanto tempo fatto parlare di sè colle sue imprese, ripartire di là a cinque mesi col suo padrone per rientrare nell'oscurità.

(1) Fr. Guicciar., l. vii, p. 368. - P. Jovii V. M. Consalvi, l. iii, p. 251. - Belcarii Com., l. x, p. 294. - Machiavelli, Legaz., lett. XXIII, ex Urbino 28 sept., p. 113. - Summonte, Ist. di Napoli, l. vi, c. v, t. iv, p. 4. - Jac. Nardi, l. iv, p. 190. - Ist. di Gio. Cambi, t. xxi, p. 213. - P. Bembi Hist. Ven., l. vii, p. 143.



CAPITOLO CIV

Sollevazione di Genova, punizione inflitta da Lodovico XII; abboccamento di questo monarca con Ferdinando il cattolico; Massimiliano minaccia la Francia, assale i veneziani, poi fa con loro la pace; miseria di Pisa la quale si arrende ai fiorentini.

(1506-1509) **N**ON v'era stato periodo nella storia d'Italia, in cui Genova avesse fatto parlar meno di sè e fosse stata meno soggetta agli intestini sconvolgimenti, che quello che abbiamo discorso. Verò è che la repubblica più non era libera, più non aveva volontà propria, nè più dipendeva dalle deliberazioni de' cittadini il partito cui ella si appigliava. Genova, che per le fiere sue rivoluzioni era stata sospinta sotto il dominio degli Sforza, era in appresso passata sotto l'autorità del re di Francia, quasi facesse parte del ducato di Milano. Pure volontaria era stata la capitolazione per cui ella avea concesse al sovrano di Lombardia le stesse prerogative all'un di presso di che prima godeva il suo proprio doge. Questa capitolazione sussisteva pur sempre tra Genova e la Francia, e benchè la libertà più non fosse intera, benchè la pubblica energia fosse venuta

meno insieme coi diritti dei cittadini, benchè infine i genovesi più non avessero nè flotte da signoreggiare il Mediterraneo, nè armate da contendere dell'impero d'Italia, nè tesori da assoldare le potenze straniere, nè traffico finalmente da gareggiare in ciò con Venezia, o soltanto con Firenze, pure il loro reggimento era tuttavia repubblicano, la costituzione era conforme all'un di presso all'antica, e in parte pure guarentita la sicurtà delle persone e degli averi.

Le fazioni, che non molti anni prima avevano acquistato in Genova sì formidabile potenza, erano raffrenate dal timore del monarca, nè più versavano sangue, nè più contendeano della suprema autorità colle armi. I magistrati e gli uffici erano per legge divisi tra la nobiltà e la plebe per egual parte, e tutti si erano da lungo tempo acquetati a questa divisione. Ma dopo che la carica di doge era occupata da un governatore francese, questo governatore, vanaglorioso ognora de' suoi natali, propendeva sempre apertamente a favore della nobiltà. Coi soli nobili conversava, decideva in pro loro tutte le contese, e quando ancora faceva eseguire i patti delle capitolazioni fra i nobili e i popolani, facea sempre le maraviglie di che la gente da nulla avesse osato dettar leggi alle persone qualificate.

La nobiltà genovese, favoreggiata dal governatore, aveva assunto verso gli ordini inferiori insolenti ed orgogliosi modi, da quelli ben diversi ch'ella usava allora quando, secondo le antiche leggi dello stato, sceglieasi il doge nell'ordine solo de'popolani. E nulla curando che i suoi pri-

vati vantaggi, la nobiltà più non prendevasi pensieri dell'indipendenza della patria, e in ogni contesa sempre spalleggiava gl'interessi del padrone straniero che signoreggiava la repubblica (1).

Questa opposizione tra il pubblico interesse de' cittadini e l'interesse cortigianesco da cui erano mossi i nobili, si manifestò in particolar modo nel 1504, nella congiuntura che i pisani vollero darsi ai genovesi, impetrando colle più calde istanze ciò che in altro tempo i genovesi avrebbero risguardato come il più splendido vantaggio. Tutto il partito popolare si mostrò desideroso di accettare quelle proposte; per lo contrario la nobiltà, conoscendo le intenzioni della corte, vi si oppose ostinatamente (2). Quegli dei nobili che adoperossi con maggiore zelo per mandare a vuoto il desiderio comune de' suoi concittadini, fu Giovan Lodovico del Fiesco, ch'era a que'tempi il più ricco de' nobili di Genova e che maggior numero aveva di clienti; perciocchè dall'un canto possedeva nella riviera di Levante ragguardevoli feudi, dall'altra aveva ottenuto dal re importanti governi nella riviera di ponente. Giovan Lodovico del Fiesco opposevasi all'acquisto di Pisa, perchè voleva tenere la repubblica genovese in basso stato, sicchè agevole tornasse fondarvi il credito della propria famiglia; perchè voleva piacere a Lodovico XII, il quale vedea di mal occhio accrescersi la potenza dei genovesi: finalmente perchè accarezzava i fiorentini, dal-

(1) *Fran. Guicciardini*, l. vii, p. 370.

(2) *P. Bizarri Sen. Pop. Gen. Hist.*, l. xvii, p. 412.

Porto dei quali era universale opinione in Genova ch'ei fosse stato corrotto (1). Ma il ragionamento con cui cercò il Fiesco di far prevalere la propria opinione, manifesta lo strano indebolimento della repubblica: « invece di marinai e di soldati, » diceva egli, abbiamo tessitori ed artieri; difficilmente trovasi gente da armare due o tre galere per la guardia del porto; non abbiamo danaro nell'erario, e non si vuole o non si può sopportare straordinarie gravezze (2) ».

Lo sdegno del popolo contro la nobiltà andò sempre crescendo dopo quella contesa intorno all'acquisto di Pisa. Il popolo cominciò ad accusare la nobiltà di avere posposto l'onore della patria ai privati vantaggi sperati dalla corte. Per altra parte di que' tempi l'ordine de' nobili in Genova comprendea solo i discendenti delle quattro possenti famiglie che avevano pel corso di un secolo esercitata la sovranità in quella repubblica; mentre che i discendenti di coloro che prima del tredicesimo secolo erano entrati a parte del governo coi Doria, con gli Spinola, coi Fieschi e coi Grimaldi, o di coloro che si erano innalzati dopo il 1339, erano tutti confusi nell'ordine del popolo. I popolani stavano a paro de' nobili per ricchezze e per ingegno, e non credevansi pure per conto dei natali da meno di loro. Si gli uni che gli altri attendevano al traffico, che suole ispirare sentimenti di eguaglianza; e quando i nobili cominciarono ad armarsi di pugnale, sul di

(1) *Uberti Foliettae Gen. Hist.*, l. xii, p. 681.

(2) *Ivi*, p. 682.

cui manico avevano fatto incidere queste parole : *castiga villana*, i popolani, veggendosi minacciati ed oltraggiati ad un tempo da tanta tracotanza, giurarono di vendicarsi dell'immeritato dispreggio (1).

Ogni giorno un qualche gentiluomo ingiuriava un qualche cittadino dell'ordine del popolo; e l'offeso non poteva sperare soddisfazione, perchè tutti i tribunali e tutti i consigli erano composti per metà di nobili, determinati a sottrarre i loro compagni ad ogni castigo, e perchè il governatore reale era sempre disposto ad assecondarli. Perciò, semprechè un popolano era oltraggiato od ingiuriato, il popolo si adunava per domandare che, essendo le famiglie dell'ordine popolare illustri, ricche e da gran tempo in possesso del governo, il doppio più numerose di quelle dei nobili, ottenessero altresì i due terzi de' pubblici uffici. Questa domanda, fatta più volte, era sempre dai nobili sdegnosamente rejeta e dal governatore delusa. Ma siccome il vicario reale cominciava a temere dell'universale fermento, così per acquetare il popolo ei si appigliò al partito, qualunque volta un nobile faceva ingiuria ad un popolano, di bandire l'offensore e l'offeso; onde toglierli in tal modo ambidue dalla vista de' faziosi.

Questo ripiego ritardò per qualche tempo uno scoppio che sembrava inevitabile, ma non poté impedirlo. Una contesa, accaduta in un mercato

(1) *Jean d'Anton., Hist. de Louis XII, an. 1506, p. 47. - Observations sur les Mém. de Fleuranges, t. xvi, p. 329. - Uberti Foliettae, l. xii, p. 687. - Ag. Giustiniani, Ann. di Genova, l. vi, f. 258.*

per lievissima cagione tra un Visconti Doria, gentiluomo ch'era assai riputato, ma superbo ed irascibile come i suoi pari, ed un popolano (1), fece immediatamente correre all'armi la città tutta. Paolo Battista Giustiniani ed Emmaquello Canali, ambidue dell'ordine del popolo, sebbene fossero d'illustri famiglie, si posero alla testa de'sollevati. Visconti Doria fu ucciso, un altro Doria ed alcuni altri nobili feriti, e Roccabertino, luogotenente del re, non venne a capo di acquetare il popolo se non promettendo che d'allora in poi l'ordine del popolo avrebbe due terzi delle cariche, e i nobili l'altro terzo. La proposta fu portata nel susseguente giorno al supremo consiglio; fu vinta, ed ebbe forza di legge (2).

(1) « Fu un certo Guillon, di que' del popolo, dice Giovanni d'Anton, storico francese contemporaneo, il quale contrattava con taluno che colà si trovava dei funghi, e li voleva portar via; così li voleva pure un Visconti Doria, gentiluomo, il quale diede di piglio al paniere dov'erauo detti funghi. Il Guillon, che ancora non gli aveva pagati, li volle per sé, dicendo ch'era stato il primo a contrattarli e che gli avrebbe; ciò vedendo, il detto gentiluomo diede un gran pugno sul volto al Guillon, dicendo: Te' cotesto villano, e a me i funghi. E di botto sguainò una daga che avea e volle ferire il detto Guillon che subito si ritrasse, e come oltraggiato d'essere stato battuto, tutto pieno d'ira e di livore, cominciò a gridare: *Popolo! popolo! addosso ai gentiluomini!* onde ad un tratto il popolo si mosse... Sicchè in meno di un'ora più di dieci mila villani furono armati per le strade ». Giovanni d'Anton, *Ist. di Lodovico XII*, p. 47. - *Observ. sur les Mémoires de Fleury*, t. xvi, p. 330. - *Agost. Giust.*, l. vi, f. 259.

(2) Uberti Foliettae, l. xii, p. 690. - P. Bizarro, *Hist. Gen.*, l. xviii, p. 414. - Fran. Guicciardini, l. vii, p. 371. - Fr. Belcarri *Comm. Rer. Gall.*, l. 2, p. 296. - *Agost. Giustiniani, Ann.*, l. vi, f. 260.

Quella vittoria doverasi ad una sollevazione di tutto il popolo; e pareva contuttociò che le illustri famiglie dell'ordine popolare volessero sole goderne tutti i frutti; ma esse benosto più non furono in istato di guidare a posta loro gli ordini inferiori che avevano suscitati. Tre giorni dopo ch'era stata vinta la legge che cambiava la partizione de' pubblici onori, la plebaglia sollevossi di nuovo e andò ad assaltare le case dei nobili ed a saccheggiarle. I capi dell'ordine popolare si opposero con tutte le forze che avevano a questo anarchico tumulto: i nobili fuggirono ed implorarono contro la loro patria l'assistenza degli stranieri (1).

I nobili genovesi fuggiaschi scelsero per luogo di convegno la città d'Asti, ove si adunarono presso Filippo di Ravenstein, che Lodovico XII aveva nominato governatore di Genova, affinchè l'alta condizione di questo signore e la memoria della podestà da lui in altri tempi esercitata in quella città, piegassero più facilmente i cittadini all'ubbidienza. Poco dopo che Giovan Lodovico dei Fieschi e tutti i gentiluomini fuggitivi si furono ragunati intorno al Ravenstein, giunsero in Asti gli ambasciatori della repubblica per difendere i loro concittadini dalle accuse de' nobili ed assicurare il governatore del loro ossequio. Il Ravenstein entrò in Genova il 15 di agosto, cinto di soldatesche e preceduto dai magistrati a piedi. Egli voleva incutere terrore, e in quella

(1) *Uberti Foliettas Gen. Hist.*, l. XII, p. 691. - *Jac. Nardi, Ist. Fior.*, l. IV, p. 192.

vece ridestò la diffidenza ed il risentimento. L'aristocrazia popolana, che aveva cominciata la rivoluzione, temeva il governatore e la rivalità delle classi inferiori: ma queste fecero col loro vigoroso contegno comprendere al Ravenstein il pericolo d'irritare una città possente, la quale dal più lieve abuso d'autorità poteva essere sospinta alla ribellione. Egli costrinse pertanto Giovan Lodovico del Fiesco ad uscire da Genova; acconsentì che si eleggessero i magistrati secondo il prescritto dal nuovo decreto di partizione dei pubblici onori; e non si oppose alla creazione di otto tribuni scelti dal popolo per suoi protettori (1).

La stessa causa che si agitava innanzi al Ravenstein trattavasi ancora innanzi a Lodovico XII, cui dalla repubblica era stato inviato il giureconsulto Niccolò Oderici, in qualità di ambasciatore, per difendere i diritti del popolo. L'argomento col quale i nobili avevano principalmente cercato d'istigare il re contro il popolo, fu appunto quello che gli fece conoscere il bisogno di procedere con moderazione. Imperciocchè essi avevano rappresentati i loro avversari in atto di deliberare se dovessero assoggettare la repubblica ad un altro principe estero.

Filippo I, re di Castiglia, viveva ancora in quel tempo, e Lodovico XII, che lo vedeva avviarsi rapidamente a quella potenza cui giunse in ap-

(1) *Uberti Foliettae Hist. Gen.*, l. XII, p. 692. - *P. Bizzarri S. P. Gen. Hist.*, l. XVIII, p. 415. - *Fr. Guicciardini*, l. VII, p. 371. - *Agost. Giustiniani*, l. VI, f. 260. v.

presso Carlo V, sospettava di lui grandemente. Per non dargli occasione d'impacciarsi delle cose di Genova, Lodovico si arrese dunque ad approvare egli medesimo il decreto che dava i due terzi de' pubblici onori all'ordine del popolo; ma vi aggiunse una condizione; ed era che tutti i feudi che Giovan Lodovico del Fiesco possedeva nella Riviera di Levante gli si dovessero restituire. In tempo delle turbolenze il partito popolare gli aveva assaltati e ne aveva conquistato il maggior numero. Michele Rizio, giureconsulto ed esule napoletano, venne incaricato di recare a Genova il decreto, e di farlo eseguire (1).

I popolani più ricchi ed illustri erano contenti e non chiedevano di più. Ma il popolo ed i tribuni non erano soddisfatti; dicevano essi che, richiamando in città un gentiluomo orgoglioso, vendicativo, rinnegatosi dalla patria per vendersi alla corte, e restituendogli que' feudi che gli davano il modo di avere in sua mano alcune migliaia di vassalli e le migliori rocche della Liguria, non v'era più da sperare guarenzia alcuna in quelle leggi che costui aveva così frequentemente violate. Erano ben contenti i tribuni e la plebe di ricevere in città Giovan Lodovico del Fiesco, ma a condizione che i suoi feudi fossero governati dalle leggi comuni, e sottomessi ai magistrati della repubblica.

Si è più volte fatto rimprovero ai riformatori

(1) *Uberti Foliettae Hist. Gen.*, l. xii, p. 693. - *P. Bizarri Hist. Gen.*, l. xviii, p. 416. - *Fr. Guicciardini*, l. vii, p. 372. - *Fran. Belcarii Com. Rer. Gall.*, l. i, p. 296.

di che non abbiano saputo porre limite alle loro riforme; e tale rimprovero è per lo più giusto e fondato: volendo sempre ottenere di più, essi perigliano quello che hanno di già ottenuto, e spesso perdono sicuri vantaggi per conseguirne altri dei quali avrebbero potuto far senza. Ma non dobbiamo dimenticare qual sia lo stato delle leggi, quali siano gli ordini civili ne' paesi in cui s'intraprendono tali riforme: da ogni parte vi si veggono abusi, da ogni parte usurpazioni e patimenti. I riformatori hanno quasi sempre giusti motivi per distruggere quello di che si lagnano, sebbene sia vero ch'essi avrebbero mostrato maggiore prudenza e moderazione conservando una parte dell'edificio ed approfittandone mentre che rifacevano l'altra parte. Altri li giudica poscia severamente secondo gli istituti da loro surrogati alle istituzioni abolite. Ma non si pone mente che i nuovi istituti non hanno a favor loro nè il sostegno dell'esperienza che supplisce al raziocinio, nè la sanzione del pregiudizio, che stà per quella della bontà conosciuta della cosa, e talvolta la vince. La forza d'inerzia fa sì che una mal congegnata macchina serbi lungamente ancora il moto acquistato; la stessa forza opponesi pure lungamente al moto che si vuol dare ad una macchina migliore d'assai, ma che non fu peranco adoperata.

Era indubitatamente dannoso alla repubblica il lasciare in mano di Giovan Luigi del Fiesco, soldato nimico dell'ordine popolare, la metà delle terre marate nelle due riviere, e quelle in particolare da cui la città traeva le vittovaglie; di modo che questo cittadino poteva all'ombra della

pace tenere la sua patria come assediata. Per altro le persone prudenti avrebbero desiderato di assoggettarsi a questo danno, piuttosto che esporsi al pericolo assai più grave che derivare poteva dal rifiuto di un aggiustamento proposto dal re: ma per lo contrario il popolo, invece di voler rendere al suo nimico i feudi, posseduti da lui con non altro titolo che quello di un'antica usurpazione, risolse di riconquistare un altro feudo, quello cioè di Monaco, ugualmente usurpato a danno della repubblica da nobili prepotenti. Luciano Grimaldi si era impadronito di Monaco, ed ivi, sotto la protezione di una fortissima ròcca, aveva fatto un asilo pei corsari armati a danno del traffico di Genova. I tribuni del popolo chiamarono da Pisa quel Tarlatino che aveva con tanto valore difesa quella città, e che in quell'anno vi si credeva inutile, perchè i fiorentini avevano sospesa la guerra; gli diedero due mila uomini con due galere ed alcune altre navi di minor conto, e gli ordinarono in sul finire di settembre di espugnare Monaco (1).

Il Ravenstein, sdegnato, abbandonò il 25 di ottobre la città, veggendo che l'autorità reale più

(1) *Uberti Foliettae*, l. xii, p. 694. - *P. Bizarro*, l. xviii, p. 416. *Fran. Guicciardini*, l. vii, p. 373. - *Jac. Arrosti*, *Cron. di Pisa*, in *Arch. Pisano*, f. 228, v. - *Agost. Giustiniani*, l. vi, p. 261.

Un Grimaldi pari del regno di Francia e successore di Luciano, signoreggia tuttora, sotto la salvaguardia de' trattati del congresso di Vienna, il piccolo principato di Monaco, la città di Mentone e un'altra terra, guardati dall'armi del re di Sardegna, conte di Nizza, ne' cui stati sono inchiusi. Tanto rispetto poté meritare l'antica usurpazione?

(Nota Aggiunta).

non eravi rispettata. Altronde a motivo della gelosia del signore di Chaumont, nipote del cardinale d'Amboise e governatore di Milano, e di quella del luogotenente del re, Roccabertino, che aveva comandato in tempo di sua assenza, il Ravenstein trovavasi in assai critica e spiacevole situazione. Avendo oltracciò altri de' nobili fuorusciti invocata la protezione di Lodovico XII, questi, liberato per la morte di Filippo, re di Castiglia, da ogni timore per rispetto all'Italia, risolse di ristabilire con aperta forza la sua autorità in Genova, di condurvi egli medesimo la sua armata, onde non esporsi ai danni che la divisione dell'autorità tra' suoi luogotenenti aveva cagionato per l'addietro, e di approfittare di questa impresa per abboccarsi col papa in Bologna intorno agli affari di Venezia, e assecondare il desiderio manifestato già da qualche tempo da Giulio II (1).

Intanto che adunava le sue truppe per l'impresa di Genova, Lodovico XII ordinò al comandante del Castelletto di Genova ed al signore di Chaumont di trattare i genovesi come nemici. Il primo, ch'era uomo crudele ed avido, colse di buon grado l'occasione che gli si offriva di sbramare il suo malefico genio. In occasione di una festa che celebravasi nella chiesa di san Francesco, attigua al Castelletto, era accorsa colà gran folla di popolo; quel comandante, senza prima avere denunciato il cominciamento delle

(1) *P. Bizarri, Hist.*, l. xviii, p. 417. *Uberti Foliettae*, l. xii, p. 696. - *Fr. Belcarii Comm.*, l. x, p. 296. - *Agost. Giustiniani*, l. vi, f. 262.

ostilità, occupò le porte di quella chiesa e, dopo averne fatti uscire i gentiluomini e le donne, fece porre in carcere tutti i cittadini che vi si trovavano, e ne estorse una taglia di dieci mila fiorini. Subito dopo ei prese a tempestare la città ed il porto colle bombe; sommerse molte navi e atterrò parecchie case laddove gli abitanti pensavano a tutt'altro che a ripararsi da tale violenza. Il Rocabertino lasciò in pari tempo la città, ch'era da lui chiamata ribelle, sebbene lo stendardo reale continuasse ancorà per lungo tempo a sventolare sul pretorio. Il signore di Chaumont vietò ai genovesi ogni traffico co' lombardi e ricusò loro il frumento che solevano asportarne. Intanto Ivone d'Allegre s'incamminò verso Monaco per costringere il Tarlatino a levarne l'assedio. (1).

Carlo Domenico del Carretto, cardinale del Finale, esortava i genovesi, suoi concittadini, a rappattumarsi col re, onde non provocare contro di loro tutte le di lui forze in un tempo in cui erano senz' alleati, e offrì d'interporli in loro favore, promettendo alla città ed al partito popolare la conservazione di tutti i loro privilegi. Ma i genovesi non si credevano così privi di forze com'erano di vero. Essi avevano implorato l'ajuto del papa, il quale era nato a Savona e quindi loro concittadino, e per parte della famiglia apparteneva al partito popolare. Giulio II aveva in

(1) *P. Bizarro*, l. xviii, p. 417. - *Uberti Foliettae*, l. xii, p. 698. - *Fr. Guicciardini*, l. vii, p. 374. - *Agost. Giustiniani*, l. vi, f. 262. v.

fatti scritto al re assai caldamente in favore della sua patria, e perchè le sue dimostranze erano state infruttuose, dispettosamente erasi partito da Bologna il 22 di febbrajo per tornare a Roma, abbandonando in tale modo l'abboccamento che il re si era proposto di avere con lui in Italia, e tanto più mostrandosi sollecito di partire quanto maggiori erano le istanze del cardinale d'Amboise per trattenerlo (1).

I genovesi avevano pure trovato favorevole accogliimento presso l'imperatore Massimiliano, di cui avevano invocata la protezione. Questo monarca, sempre apparecchiato a tutto intraprendere, ma sempre incapace del pari di condurre a fine verun suo disegno, e compromettendo ognora in tale guisa la sua dignità imperiale col suo ardore di voler far rivivere certi diritti dell'impero andati in dissuetudine e colla debolezza e colla instabilità con cui abbandonava le incominciate imprese, scrisse caldamente a Lodovico XII per raccomandargli i genovesi; gli rammentò eh'essi dipendevano dalla camera imperiale, e ch'era dovere dell'imperadore il proteggerli; per la qual cosa offrivasi mediatore per ristabilire la pace. Questa lettera crucciò assai l'apino di Lodovico XII, che la tenne come una prova della fellonia dei genovesi, i quali scuotevano il giogo della sua autorità per darsi all'imperatore. Per altro egli conosceva bastante-

(1) *Ub. Foliettae*, l. xii, p. 697. - *P. Bizarro*, l. xviii, p. 417. - *Fr. Guicciardini*, l. vii, p. 374. - *Jac. Nardi*, l. iv, p. 192. - *Parisius a Grassis*, *Iter Julii II. Apud Rayn. Ann. Eccl.*, 1507, § 1, t. xx, p. 48.

mente per lunga esperienza l'indole di Massimiliano, onde essere sicuro che le di lui parole non importavano fatti; laonde questa lettera non ebbe altro effetto che quello di accelerare le mosse di Lodovico (1).

Le vane speranze con cui Massimiliano aveva pasciuti i genovesi, gli sospinsero finalmente a scuotere del tutto il giogo dell'autorità francese, cui avevano fin allora rispettata. Il 15 di marzo elessero un doge, lo che tornava lo stesso che proclamare la loro indipendenza; e perchè le illustri famiglie dell'ordine popolare si tenevano in disparte, sia per timore del risentimento del re, sia per invidia contro gl'inferiori ordini, e conferirono questa sublime dignità a un Paolo di Novi, institore in una tintoria di seta, uomo di assai mediocri natali e probabilmente povero, ma d'indole ferma, di somma integrità, atto al maneggio delle faccende pubbliche, e d'un animo degno di più felici tempi (2).

I primi atti del governo di Paolo sembravano presagire prosperi risultamenti. Tre mila fanti ed uno squadrone di cavalleria, comandati da Girolamo, figliuolo di Giovan Lodovico del Fiesco, e da Emmanuele del Fiesco, suo cugino, si avanzarono verso Rapallo e Recco, per riacquistare il possesso di quelle due terre del dominio del Fieschi; Paolo di Novi fece assalire questa gente

(1) *Ub. Foliettae Hist.*, l. xii, p. 699. - *P. Bizarri Gen. Hist.*, l. xviii, p. 418.

(2) *Ub. Foliettae Gen. Hist.*, l. xii, p. 699. - *P. Bizarri*, l. xviii, p. 417. - *Fr. Guicciardini*, l. vii, p. 375. - *Agost. Giustiniani*, l. vi, f. 263.

per via e la sconfisse. Orlandino dei Fieschi, che cercava di entrare negli stessi feudi per un'altra strada, fu egualmente respinto e fugato. Il Castellaccio, vetusta ròcca, eretta nella più alta parte delle mura, ove i francesi avevano un assai piccolo presidio, fu da lui forzato ad arrendersi; un nuovo forte venne innalzato sul promontorio della Lanterna, per impedire il passo agli assalitori; e si diè principio all'assedio del Castelletto, poichè furono cautamente portati via tutti i viveri e tutti i foraggi dalla valle della Polcevera, affinchè l'armata francese non vi si potesse mantenere.⁽¹⁾

Ma niun guerriero divisamento può essere condotto felicemente a fine, allorchè ne viene affidata l'esecuzione a milizie di nuova leva. L'entusiasmo sostiene momentaneamente il loro coraggio; ma poi subitamente lasciansi vincere da panici terrori per cose che niuno poteva prevedere. L'immaginazione, facoltà soggiogata in parte nella soldatesca dalla disciplina, rimane sempre il più forte movente della moltitudine. Lodovico XII, che aveva ragunata in Asti la sua armata, innoltravasi alla metà d'aprile all'incirca per la via di Borgo de' Fornari e di Serravalle. Perchè il paese in cui andava a portare la guerra non era fatto per la cavalleria, il re non conduceva seco più che ottocento cavalieri di grave armatura e mille cinquecento cavalleggeri, ma loro faceva tener dietro sei mila svizzeri e sei mila fanti

(1) *Ob. Foliettae Gen. Hist.*, l. xii, p. 700. - *Fr. Belcarii Com. Rer. Gall.*, l. x, p. 297.

francesi. Paolo di Novi non aveva trascurato di fermarli alle prime gole delle montagne, delle quali aveva fatti occupare i più importanti passi da seicento fanti genovesi; perchè un maggior numero di gente sarebbe stato inutile in quegli angusti luoghi e perchè la più piccola resistenza pareva sufficiente per fermarvi il nemico. Ad ogni modo il 26 di aprile i genovesi, alla vista della grossa armata francese che stava per assalirli, furono compresi da subito terrore; e, postisi tutti ad un tratto vergognosamente in fuga senza nè pure aver tentato di combattere, abbandonarono senza fare la menoma resistenza tutti i passi delle montagne ai francesi e si ripararono in Genova, ove furono accompagnati da tutta la moltitudine degli abitanti della Polcevera, che cercavano di sottrarsi al saccheggio coi loro averi e bestiami (1).

Da pari terrore compresi furono gli abitanti di Genova all'arrivo di questa fuggitiva truppa. L'armata del re era di già entrata nella Polcevera; le formidabili montagne, veri propugnacoli di Genova, erano state superate, ed il ricinto delle sue mura più non ispirava sicurezza alcuna agli abitanti. Tutti già si aspettavano il sacco, e ad altro omai non pensavano che a nascondere le cose più preziose; molti, diffidando della propria avversa fortuna, credevano più sicura della propria la casa d'un altro, ed affidavano le loro

(1) *Ub. Foliettae*, l. xii, p. 701. - *P. Bizzarri S. P. Gen. Histor.*, l. xviii, p. 418. - *Fr. Guicciardini*, l. vii, p. 376. - *Fr. Belcarii Com.*, l. x, p. 298. - *Ag. Giustiniani*, l. vi, f. 263.

ricchezze al vicino egualmente atterrito. Per altro i cittadini ammonticchiavano sui tetti delle case pietre, dardi e proiettili, come se le case dovessero difendere e non le mura della città. Queste mura erano abbandonate, e Paolo di Novi vedevasi ridotto ad asserragliare le vie, dopo aver alloggiati i fuggitivi della Polcèvera nelle case dei nobili assenti, e ad apparecchiarsi a resistere nella città medesima, poichè non poteva indurre i suoi concittadini a difenderne valorosamente il recinto (1).

Ad ogni modo si ristabilì in Genova qualche ordine prima che i francesi potessero arrivare in faccia alle porte. Il Tarlatino, ch'era stato richiamato dall'assedio di Monaco, non aveva potuto entrare in città, perciocchè una schiera nemica gl'impe-
diva il passo per terra ed i venti contrari chiudevagli la via del mare; ma v'era in città Giacomo il Corso, di lui luogotenente, cui venne affidata la difesa del promontorio che ripara il porto: otto mila uomini di milizia sortirono con lui dalla città il 27 di aprile ed occuparono l'altura di Belvedere sotto al castello. I francesi, ch'erano schierati in battaglia a Rivardo, gli assalirono e furono respinti con grave perdita; ma avendo il Chaumont condotti là vicino due pezzi di cannone, prese a tempestare di fianco i genovesi e li costrinse a ritirarsi. Or mentre quella truppa si riparava nelle montague che le stavano da tergo, la guarnigione che doveva di-

(1) *Urb. Fœtietue*, l. XII, p. 701. - *Agost. Giustiniani*, l. VI, f. 263.

scendere il nuovo forte della Lanterna ed il suo promontorio, temette di trovarsi tagliata fuori e fuggì vilmente senza aspettare il nemico. La truppa che ritiravasi dalla battaglia, più non potendo entrare in città per il Belvedere e per la Lanterna, fu costretta a fuggire per gli sconosciuti sentieri delle alture, ove perdettero molta gente (1).

I genovesi, costernati da questo secondo disastro, inviarono al re Stefano Giustiniani e Battista Rapallo per arrendersi a patti. Il cardinale d'Amboise loro disse che Lodovico voleva ad ogni costo avere la città a discrezione; proponendosi tuttavia di rispettare le sostanze dei privati cittadini. Mentre che si stava negoziando, una numerosa truppa di animosi cittadini, dolenti della vergogna della patria per questa capitolazione, scese dalle alture del Castellaccio verso di Belvedere, per tentare di riconquistar quel ridotto; ma dopo una zuffa di tre ore, sostituita con grande valore, essa fu costretta a rinunciare alla sua intrapresa. Andato a vuoto questo tentativo, i magistrati inviarono altri deputati a Lodovico, con facoltà di accettare tutte le condizioni che a lui piacerebbe richiedere; e intanto il doge Paolo di Novi e tutti coloro che si erano troppo scagliati nelle passate turbolenze per isperare perdono, si ritirarono a Pisa (2).

(1) *Ub. Foliettae Gen. Hist.*, l. xii, p. 701. - *P. Bizarri Genuens. Hist.*, l. xviii, p. 419. - *Fr. Guicciardini*, l. vii, p. 377. - *Fr. Belcarri Com.*, l. x, p. 298. - *Mém. du chev. Bayard*, t. xv, c. xxvii, p. 60. - *Agost. Giustiniani*, l. vi, f. 263. v.

(2) *Ub. Foliettae Gen. Hist.*, l. xii, p. 702. - *P. Bizarri S. P. q. Gen. Hist.*, l. xviii, p. 420. - *Fr. Guicciardini*, l. vii, p. 377.

Il re voleva domare i genovesi e loro incutere alto e durevole timore; ma non rovinarli. Perciò, com' ebbe ottenute le porte, ne affidò la guardia ad uomini d'arme francesi, e fece divieto agli svizzeri, cui non avrebbe potuto impedir di rubare, di entrare nella città. Egli fermò d'entrarvi il 29 di aprile (1), e fece il suo ingresso a cavallo, armato di tutto pinto, colla spada sguainata in mano. I magistrati, che gli andarono incontro, lo ricevettero in supplichevole atto e in ginocchioni, scongiurandolo a perdonare alla città una ribellione che non si era contro di lui tentata. Parve che le loro preghiere e quelle delle donne e de' fanciulli che chiedevano grazia, portando in mano tralci d'ulivo, lo commovessero, perchè disse ai genovesi che loro perdonava; ma egli era un perdonatore di re. Conciossiacchè crudelmente si procedette contro tutti coloro ch'erano od eran creduti autori o fautori della sollevazione; s'innalzaron patiboli in molte parti della città, e molti cittadini sommariamente condannati furono appiccati; un perfido amico, alla cui fede Paolo di Novi si era commesso a Pisa per esser condotto a Roma, lo vendette ai francesi; il riverrito doge fu ricondotto a Genova per esservi giu-

(1) P. Bizarro, l. xviii, p. 420. - Fr. Belcarii Com., l. x, p. 299. - Fr. Guicciardini, l. vii, p. 378. - Ma Giacomo Nardi, che s'attiene sempre al giornale del Buonaccorsi, pone tutti questi avvenimenti tre settimane più tardi e fissa l'ingresso del re al 17 di maggio. Ist. Fior., t. iv, p. 193. - Agost. Giustiniani, l. vi, f. 264, il pone a' 28 di aprile.

stiziato; la sua testa, confitta in una picca, fu posta sulla torre del pretorio, e le squartate sue membra vennero esposte sulle porte della città. La città fu condannata ad una taglia militare di trecento mila fiorini, che il re poscia ridusse a dugento mila. Si edificò alla Lanterna una rocca inespugnabile e tale da signoreggiare nello stesso tempo l'ingresso del porto e la città; finalmente tutti i privilegi di Genova ed il suo trattato col re di Francia furono arsi in pubblico. Lodovico istituì nondimeno una foggia di governo municipale, ma quest'era una concessione fatta di suo beneplacito, e non dovere ch'ei credesse incumbergli verso i genovesi, e vi ristabili i nobili nella metà degli onori pubblici. Questa sentenza fu da tutti i cortigiani celebrata come un' altissima prova della clemenza del re, e trovasi registrata da tutti gli storici come una testimonianza dell'ammirabile sua bontà (†).

Lodovico XII trovavasi solo in Italia con un formidabile esercito mentre che tutti gli altri principi erano disarmati; ma egli ben sapeva quanti sospetti destasse in loro per tale cagione, e soprattutto in Massimiliano e ne' principi tedeschi; onde per calmare i loro timori accomiatò incontanente le sue truppe, e il 14 di maggio recossi a Milano, aspettando avviso che

(†) *Fr. Guicciardini*, l. vii, p. 379. - *P. Bizarro*, l. xviii, p. 422. - *Jac. Nardi*, l. iv, p. 194. - *Fr. Belcarri*, l. i, p. 300. - *P. Giovin*, *Vita di Alfonso d'Este*, p. 19. - *Muratori*, *Ann. d'Italia*, 1507, t. x, p. 35. - *Agost. Giustiniani*, l. vi, f. 264. - *Arnol. Ferronii*, l. iv, p. 66.

Ferdinando il cattolico, con cui dovè abboccarsi in Savona, si fosse imbarcato a Napoli.

Ferdinando era stato accolto nel regno di Napoli con sommo giubbilo e colle più alte speranze; i napolitani più non dubitavano ch'ei non restituisse la pace alle province, e non ponesse fine ai disordini ed alle intollerabili estorsioni sotto cui gemevano. Ma Ferdinando era povero ed inoltre era avaro; egli si era obbligato a restituire ai baroni angioini i poderi confiscati da lui e da' suoi predecessori, e siccome in appresso erano stati cotesti poderi donati o restituiti ad altri gentiluomini del partito arragonese, cui Ferdinando non osava spogliare, così egli era costretto a ricomperarli; perciò talvolta non li pagava se non per metà, o non li restituiva se non in parte; e per farlo era pure costretto di aggravare il peso di tutte le imposte e di opprimere il popolo con insolite estorsioni; di modo che faceva mal paghi di lui e i gentiluomini e gli altri regnicoli (1).

Ferdinando non aveva meglio saputo cattivarsi l'animo dell'unico suo vicino, Giulio II, che de' suoi proprii sudditi. Egli aveva chiesta al papa l'investitura di tutto il regno in suo proprio nome, sebbene, a seconda del suo trattato colla Francia, l'Abbruzzo e la Campania, ch'erano stati ceduti a Lodovico XII col trattato di Granata, dovessero risguardarsi come dote di Ger-

(1) Fr. Guicciardini, l. vii, p. 384. - Io. Martineae de reb. Hisp., l. xxix, c. 4, p. 262. - Jac. Nardi Hist. Fior., l. iv, p. 195. - Fr. Belcarri Com. Rer. Gall., l. x, p. 302.

mana di Foix, sua consorte. Inoltre chiedeva Ferdinando che il tributo annuale del regno inverso alla chiesa fosse per lui ridotto come lo era stato a favore de' suoi predecessori; per lo contrario Giulio voleva riscuotere l'intero censo com'era determinato nelle antiche investiture. Questi punti controversi non erano ancora stati definiti, quando Ferdinando risolse di partire dal regno di Napoli per tornare a Barcellona e, sciolte le vele dalla capitale il 4 di giugno, navigò direttamente per la Spagna senza approdare ad Ostia, ove sapeva che il papa lo stava aspettando per abboccarsi con lui (1).

Ferdinando era sollecito di ritornar presto in Spagna per provvedere al governo del regno di Castiglia. La reina Giovanna, di lui figliuola, dopo la morte del marito Filippo, era oppressa dal dolore; e pareva che non comprendesse altra cosa che quello che riguardava il perduto consorte, cosicchè intorno a qualsiasi altro argomento non si poteva ottenere da lei risposta. Quantunque bene spesso stranamente operasse ed eccessivo paresse il dolor suo, con tuttociò non si era conosciuto per anco il di lei stato. L'infelice aveva perduto il senno, e i cortigiani suoi nemmeno il sospettavano. Un tale sospetto nasce inni sempre tardi nell'animo de' cortigiani, ed è lungamente respinto a dispetto dell'evidenza. Pure la regina non voleva dare ordine alcuno, non

(1) *Fr. Guicciardini*, l. vii, p. 384. - *Jo. Marianae de rebus Hisp.*, l. xvix, c. viii, p. 269. *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gall.*, l. x, p. 302.

voleva sottoscrivere decreti, e l'inalterabile osservanza de' castigliani alle loro forme legali traeva il regno in miseranda anarchia. La nobiltà di ogni paese era divisa in fazioni, che cominciavano a farsi giustizia da sè colle armi; i castigliani assuefatti non erano ancora alle orribili processure del tribunale dell'inquisizione stabilito da Isabella, e Cordova erasi ammutinata per scuotere il giogo degl'inquisitori (1). Ferdinando era da tutti i partiti richiamato in quel regno da cui era stato espulso pochi mesi prima; perciocchè pareva che solo il suo braccio potesse mettere fine all'anarchia.

Prima che Ferdinando giungesse in Ispagna, il celebre avventuriere ch'egli vi aveva fatto condurre prigioniero, cioè il duca Valentino, era venuto a capo di fuggirsene. Ferdinando il cattolico era stato supplicato di riporre in libertà Cesare Borgia, dal re di Navarra, di cui il Valentino aveva sposata la sorella, dal duca di Ferrara, marito di Lucrezia Borgia, il quale si faceva garante pel Valentino, finalmente dai cardinali spagnuoli debitori della loro elezione ad Alessandro VI; ma tutte queste suppliche erano state invano (2). Il Borgia venne a capo di liberarsi da sè medesimo, calandosi con una scala di corda dalle mura della fortezza di Medina del Campo, dov'era stato rinchiuso, e rifuggissi presso il cognato Giovanni d'Albret, re di Navarra. Se non che per poco

(1) *Jo. Mariana de rebus Hisp.*, l. xxix, c. iii e v, p. 261, 264.

(2) *Ivi*, l. xxviii, c. xii, p. 240.

tempo Cesare Borgia potè godere della recuperata libertà. Il re di Navarra, che in allora trovavasi in guerra col conte di Lerin, credette di non poter confidare a miglior capitano il comando della sua armata. Cesare Borgia il 10 di marzo fu tratto da una schiera di cavalleria, che fuggivagli dinanzi, in un'imboscata che gli si era apparecchiata in vicinanza di Viana; balzato da cavallo con un colpo di lancia, continuò ancora a difendersi valorosamente a piedi, finchè, oppresso dal numero, fu ucciso. Quest'uomo, famoso per tanti delitti, non era privo di virtù. Valoroso, eloquente, accorto, prodigo de' suoi benefici senza mai impoverirsi, zelante per la retta amministrazione della giustizia ne' suoi stati, abbastanza illuminato per reggerli felicemente e prosperarli; di che in brevè tempo si vide l'effetto, egli seppe rendersi caro a' suoi sudditi ed a' suoi soldati, mentre era l'orrore e lo spavento de' principi suoi vicini e de' popoli che non erano a lui soggetti (1).

Ferdinando arrivò a Savona il 28 di giugno e vi trovò Lodovico XII, che lo stava attendendo, e colà i due monarchi si trattennero quattro giorni in segrete famigliarissime conferenze. Lodovico XII andò pel primo a visitare Ferdinando sulla sua galera; questi venne poscia a visitar Lodovico e si trattenne con lui: l'Italia non potea comprendere come questi due monarchi, ch'erano stati sì gran tempo nemici, ed avevano

(1) *Joh. Mariana* de rebus Hisp., l. XXIX, c. VI, p. 266. - *Jac. Nardi*, Ist. Fior., l. IV, p. 199.

opinione di essere poco leali mantenitori delle loro promesse, così fattamente si fidassero l'uno dell'altro. Gonzalvo di Cordova era col re cattolico, imperciocchè Ferdinando non aveva voluto lasciarlo solo a Napoli. Lodovico XII, ammirando il generale che avea fatto sì gran danno alla Francia, volle ch'egli solo degli uomini privati fosse ammesso alla mensa a cui sedevano i due re e la regina. Tutta la corte francese riveriva del pari il Gonzalvo; ma fu questo l'ultimo giorno di trionfo di quel gran capitano: tanti onori non valsero ad altro che ad accrescere la diffidenza di Ferdinando, che glieli fece poscia smontar tutto. Imperciocchè non solo negavagli la sperata carica di gran maestro di Compostella, ma cercò ogni maniera di sminuire la di lui ricchezza, di abbassare la di lui famiglia, di alienargli tutti gli amici, e lo ritenne a Loxa, lontano 10 miglia di Granata, quasi in esilio fino al 2 di dicembre del 1515, nel qual giorno il Gonzalvo morì, tratto alla tomba da una doppia febbre quartana in età di sessantatre anni (1).

Le risoluzioni prese dai due re nell'abboccamento di Savona, le quali, siccome in seguito si seppe, aggiravansi principalmente intorno alle cose di Venezia e quelle di Pisa, rimasero alcun tempo ancora avvolte in profondo segreto: frattanto l'ingresso di Lodovico XII in Italia con

(1) *P. Jovii Vita M. Consalvi*, l. m, p. 252 *usque ad finem*, p. 268. - *Fran. Guicciardini*, l. vii, p. 385. - *Jo. Marianae de reb. Hisp.*, l. xxix, c. ix, p. 270. - *P. Bizarri Hist. Gen.*, l. xviii, p. 425. *Jac. Nardi, Ist. Fior.*, l. iv, p. 198. - *Fr. Belcarri Comm. Rer. Gall.*, l. x, p. 303.

una poderosa armata, il soggiogamento di Genova, la dimora del re in Milano ed il suo abboccamento in Savona con Ferdinando, stordivano tutti i popoli e spaventavano tutte le corti. L'accommiatamento dell'armata francese ed il ritorno di Lodovico in Francia, non sedarono questi timori se non dopo ch'essi avevano già prodotti importanti effetti. Tanti stati si trovavano allora incerti di sè e vacillanti; tante segrete gelosie e tanti disgusti dividevano i governi, che ognuno di loro stava in angosciosi terrori, vedgendo un monarca straniero capitanare in Italia un'armata che sola bastare poteva a dar legge ai destini di tutto il paese.

In particolare Giulio II, sebbene avesse più volte eccitato Lodovico XII a collegarsi con lui contro i veneziani, concepiva del re francese i più ingiuriosi sospetti. La subita ira e la diffidenza succedevansi nell'animo di quel papa con una strana rapidità; e l'indole sua bollente ed impetuosa era indizio ben meglio di debolezza che di verace magnanimità. Annibale Bentivoglio aveva tentato di rientrare in Bologna con seicento fanti assoldati nel milanese; prendendo motivo da questo movimento, il papa non solo fece spiare dal popolo ammatinato il palazzo del Bentivoglio in Bologna, maraviglioso monumento della più bella architettura (1), ma domandò ancora che tutti i Bentivogli fossergli consegnati, o per lo meno venissero scacciati dallo stato di Mi-

(1) *Jacopo Nardi*, l. iv, p. 191. - *P. Jovii Epistolarum Hist.*, l. ix, p. 156.

lano. Per obstringere il re ad assoggettarsi a così indegna condizione, Giulio ricusò il cappello di cardinale al vescovo d'Albi, fratello del Charnont, cui lo aveva promesso, e nello stesso tempo scrisse un breve all'imperatore, nel quale annunziavagli che il re di Francia, entrando in Italia non quella poderosa armata, non altro si proponeva che d'innalzare alla santa sede il suo favorito, il cardinale Giorgio d'Amboise, dopo di avere occupati gli stati della chiesa; che quest'ambizione di Lodovico XII. e del suo favorito più omai non si potevano dissimulare; che il re aveva di già tentato di padroneggiare il conclave col terrore delle sue armi nelle due precedenti elezioni, e che non si potea dubitare di un altro suo segreto pensiero, che era di farsi all'ultimo conferire la corona dell'imperio dal papa ch'egli avrebbe creato, e che gli sarebbe interamente ligio (1).

Massimiliano, che in quel torno di tempo aveva fatto un viaggio nelle Fiandre per domandare agli stati di quelle provincie la tutela del retaggio di suo nipote, e che non aveva potuto ottenerla, tornò a Costanza, dove aveva adunata la dieta dell'impero; ed espose a quell'assemblea con molto calore ed eloquenza le lagnanze del papa, ed i disegni de' francesi. Massimiliano era assai valoroso, e di bel tratto e cortese; la sua galanteria cavalleresca seduceva i suoi cortigiani, a tal che lo riputavano un grand'uo-

(1) *Fr. Guicciardini*, l. vii, p. 380. - *Fr. Balcarti Comm. Rev. Gall.*, l. x, p. 309.

mo, sebbene la sua prodigalità e la sua instabilità avessero da molto tempo fatto conoscere quanto poco in somma ei valesse. Egli parlò ai tedeschi della loro gloria militare, di cui i francesi tentavano di rapir loro il premio, usurpando la corona imperiale; dei pericoli che avevano superati; degli sforzi che avevano di buon animo sostenuti per difendere l'onore germanico; della lunga discordia della nazione tedesca, sola cagione della sua debolezza; e per ultimo della loro potenza, per cui, volendo, erano in istato di dettare leggi alla Francia e di riconquistare l'Italia. Da gran tempo non v'era stata dieta dell'imperio così numerosa, nè compresa da così fervido entusiasmo, nè più disposta a prendere ferme e gagliarde determinazioni. Massimiliano chiese che gli si desse un esercito, non al solo fine di recarsi a prendere la corona imperiale in Italia, ma ancora di ricuperare il milanese, la di cui investitura a favore del re di Francia, condizionata al matrimonio di Claudia di Francia con Carlo, era stata annullata dopo la rottura di detto matrimonio. La dieta dell'imperio fece plauso con molto ardore alla proposta, e parve determinata a somministrare all'imperatore assai maggiori forze di quelle che mai avesse avute veruno de' suoi predecessori (1).

Ma infrattanto giunse ai principi tedeschi la notizia che Lodovico XII aveva licenziato il suo esercito dopo la conquista di Genova, di modo che

(1) *Fr. Guicciardini*, l. vii, p. 380. - *Jac. Nardi*, *It. Fior.*, l. iv, p. 199. - *Fr. Balcarii*, l. x, p. 301.

ben si vedea ch' si non convava più vasti progetti di quelli che aveva annunciati. Altronde il re di Francia aveva mandato a ciascheduno dei principj tedeschi un qualche suo fidato messo per protestare ch' egli non nutriva ostili intenzioni nè contra la chiesa nè contro l'imperio. Questi segreti inxiatà avevano ridestata l' antica diffidenza di que' principj verso l'imperatore, insinuando loro che Massimiliano cercava sotto vani pretesti di disporre di tutte le loro forze per ridurli in servitù, ed avvalorando queste insinuazioni col denaro profuso ai principj ed ai loro ministri. Volendo quindi la dieta determinare i promessi sussidi, richiese che l'impresa d'Italia si facesse in di lei nome, che dalla dieta si eleggessero i generali e che le conquiste appartenessero a tutto lo stato germanico. Massimiliano rigettò queste condizioni, la qual cosa accrebbe la diffidenza de' tedeschi, e disse che aveva più caro ottenere tenni sussidi, ed essera egli solo capo dell'intrapresa. Perciò la dieta gli accordò un'armata di otto mila cavalli e di ventidue mila fanti, pagati per sei mesi, incominciando le paghe da mezzo ottobre, ed inoltre un sussidio di 120,000 fiorini per l'artiglieria e per le spese straordinarie, dopo del che si sciolse il 20 di agosto, senza avere meglio provveduto delle precedenti diete all'esecuzione di quelle splendide promesse (1).

Massimiliano, il quale credeva che tutta l'arte del regnare consistesse nel celare a tutti i pro-

(1) *Fran. Guicciardini*, l. vii, p. 366. - *Fr. Belcarri*, l. x. p. 304.

prii segreti, assegnò tre luoghi, l'uno dall'Adro molto distanti, per l'unione delle tre armate dell'Imperio, e stabili che l'una dovesse raccogliersi a Trento per accennare al veronese, l'altra a Besanzone per minacciare la Borgogna, l'ultima nella Carniola per minacciare il Friuli (1). Intanto ch'egli faceva i suoi apprestamenti di guerra non permetteva che i ministri o ambasciatori de' principi stranieri gli stessero a' fianchi, ma tenevali in certo qual modo relegati in qualche piccola città, a Trento, per esempio, a Bolzano, a Murano, lontani dalla corte e dall'armata; e con ciò impediva loro di scrutare i suoi disegni e di investigare quali e quante si fossero le sue forze (2).

Prima di scendere in Italia come nemico, Massimiliano volle negoziare colla repubblica di Venezia, a cui inviò tre ambasciatori, non pel solo fine di chiederle il passo a traverso i suoi stati, ma ancora per proporle un' alleanza, i di cui risultamenti dovevano essere la divisione dello stato di Milano. Per indurre i veneziani a romper fede a Lodovico XII, fede che il monarca francese non meritava, Massimiliano aveva loro comunicato il trattato di Blois, il di cui oggetto era la divisione di tutti gli stati della repubblica, dicendo loro che Lodovico ne sollecitava ancora l'esecuzione. Ma Lodovico aveva saputo che Massimiliano cercava l'alleanza degli svizzeri e che aveva tratto dalla sua molti uomini potenti fra di loro,

(1) *Machiavelli, Legaz. all' imp., lett. di Bolzano, del 17 febbrajo 1508, t. vii. p. 161.*

(2) *Lettere del Machiavelli e Fran. Vettori nella Legaz. all' imp., t. vii, passim.*

la quale alleanza avrebbe privato i francesi della sola buona fanteria che militasse nelle loro armate; ond' egli procurava di riconciliarsi appieno coi veneziani e di sgombrare ogni loro sospetto, facendo alla repubblica le più vantaggiose offerte per indurla a difendere di conserva con lui l'Italia, minacciata dall'armi dell'imperatore; e purchè Venezia negasse il passo ai tedeschi, le prometteva la perpetua guarenzia de' di lei stati di terra ferma (1).

I veneziani bene conoscevano da quanti pericoli circondati fossero; non si fidavano nè delle promesse di Massimiliano nè di quelle di Lodovico XII, e temevano ad ogn' ora di vedere questi due rivali riuniti a danno della repubblica; ma temeano pure che, dichiarandosi o per l'uno o per l'altro di que' due principi, onde impedire questa lega, colui che sarebbe giovato della loro alleanza non gli abbandonasse all'ultimo e non li lasciasse impegnati essi soli in una guerra la quale non importava loro più che tanto. Dopo di avere lungamente consultato intorno a tal cosa, i veneziani determinarono finalmente di non abbandonare il partito della Francia, e l'alleanza colla quale essi garantivano a Lodovico XII lo stato di Milano in compenso di una somigliante garanzia che la Francia aveva promessa per le loro province di terra ferma. In conseguenza risposero a Massimiliano, che in forza de' loro trattati non potevano acconsentire al passaggio del

(1) *Fran. Guicciardini*, l. vii, p. 387. - *Fran. Belcarri*, *Comm. Rer. Gall.*, l. x, p. 305.

suo esercito pel loro territorio; che, quand' anche l'imperatore scendesse a danni del milanese da altre parti, e doveano somministrare alla Francia un certo numero di truppe per difesa di quello stato; che volevano soddisfare scrupolosamente agli obblighi loro, ma non più; poichè nel tempo stesso che desideravano fare il debito loro verso il re di Francia, loro alleato, bramavano altresì di conservare la buona armonia e la buona vicinanza coll' imperio e coll' imperatore. Soggiunsero per ultimo che se l'imperatore voleva pacificamente scendere in Italia per ricevere a Roma la corona d'oro, l'avrebbero accolto in tutti i loro stati con tutti gli onori che la repubblica aveva in ogni tempo renduti al capo dell' imperio (1).

Per quanta cura posta avessero i veneziani per non offendere Massimiliano colla loro risposta, questa pure a lui riusciva acerbissima; conciossiachè tenessesi in pugno la loro adesione alle sue domande. Era costume di Massimiliano di non far mai capitale delle proprie forze per ottenere il successo delle sue intraprese e di sperar sempre negli altrui soccorsi; quindi stupiva di non essere ajutato, benchè in nulla fosse d' ajuto ad altri. Egli aveva incominciato a trattare coi caudoni per levare dodici mila svizzeri, e la dieta elvetica, non dando troppo orecchio alle querele della Francia, non si era mostrata aliena dal somministrargli i soldati; ma il denaro promesso dalla

(1) *Fr. Guicciardini*, II. VII, p. 387-398. - *Fran. Belcarri Comm. Rer. Gallic.*, I, X, p. 305. - *P. Bembi Hist. Ven.*, I. VII, p. 145.

dieta germanica di Costanza non bastava per fare così grosse leve; e per altra parte Massimiliano l'aveva di già quasi tutto consumato in dispendiosi trasporti d'artiglieria. Egli aveva inoltre fatto fondamento sopra sussidi degli stati d'Italia; ma aveva loro fatte così esorbitanti domande, che tutti gli avevano data la ripulsa. Il vescovo di Bressanone, suo ambasciadore ai fiorentini, aveva domandato a quella repubblica non meno di cinquecento mila ducati (1): e questo fu il motivo che la consigliò, quando ancora stava atterrita, a mandare il Machiavelli a raggiugnere in Innsbruck Francesco Valori, suo ambasciadore, per avere migliori condizioni. Ma non avendo l'imperatore voluto scendere ad alcuna ragionevole termine, essi cercarono dal canto loro di trarre in lungo la faccenda, finchè si vedesse chiaramente quale dovesse essere il risultato di tante minacce e degli apparecchi annunciati così briosamente a tutta l'Europa (2).

Massimiliano faceva pure domandare a tutti gli altri stati d'Italia non meno esorbitanti somme a titolo de' sussidi che gli si doveano in occasione della sua incoronazione: e ad Alfonso, duca di Ferrara e di Modena, aveva fatto chiedere oltracciò la restituzione della dote di Anna Sforza, prima moglie d'Alfonso, della quale pretendeva essere erede l'imperatrice Bianca Sforza. Massimiliano credeva di poter valersi delle immense somme che addomandava, come se già le

(1) *Fr. Guicciardini*, l. VII, p. 398.

(2) *Niccolò Machiavelli, Legaz.*, l. VII, 156-258.

avesse ricevute: eppure di tutto questo denaro non ebbe più che sei mila ducati, di cui i sanesi confessaronsi debitori verso la camera imperiale⁽¹⁾.

Intanto sopraggiunse il mese di ottobre, e le truppe levate per ordine della dieta germanica cominciavano ad adunarsi; ma non si vedevano comparire che pochi e radi battaglioni. Massimiliano intanto correva frettolosamente dai confini della Borgogna a quelli d'Italia e faceva muovere le soldatesche per ogni verso, cosicchè tutta l'Europa non d'altro parlava che dei movimenti delle sue truppe, e tutti stavano incerti s'egli assalterebbe la Francia, lo stato di Milano, o i veneziani⁽²⁾.

Lodovico XII non trascurò le provvidenze opportune a respingere quest'aggressione. Coll'assenso del re cattolico assoldò 2500 fanti spagnuoli; mandò soccorsi al duca di Gheldria per dar che fare all'imperatore in Germania; tolse il castello d'Arona, posto sul Lago maggiore, a' Borromei, di cui non si fidava, e posevi guarnigione; mandò Gian Giacomo Trivulzio ai veneziani con quattrocento lance francesi e quattro mila fanti, e considerabilmente accrebbe il numero delle sue truppe nello stato di Milano. I veneziani dal canto loro avevano assoldato di nuovo il conte di Pitigliano e Bartolommeo d'Alviano: ed avevano dato al primo la custodia de' passi del veronese e di Roveredo, con quattrocento uomini

(1) *Fran. Guicciardini*, l. vii, p. 399. - *Fran. Belcarri Comm. Rer. Gall.*, l. x, p. 306. - *Lett. di Fran. Vettori*, del 24 di febbrajo 1507, p. 172.

(2) *Fr. Guicciardini*, l. vii, p. 400.

d'arme e al secondo quella del Friuli con ottocento uomini d'arme. Le quali truppe non impedirono tuttavia una rapida incursione di Giovanni Battista Giustiniani e del Fregosino, esuli genovesi, i quali con mille fanti tedeschi si erano lusingati di attraversare lo stato veneziano, poi quello di Parma, per entrare nella Liguria. Costoro furono poi dai francesi trattiene alle falde delle montagne di Parma, e tornarono a dietro; ed i veneziani acconsentirono ch'è rientrassero negli stati dell'imperio, a patto che deponessero le armi entrando nel territorio della repubblica, per riceverle poi all'opposto confine (1).

Questa breve incursione non venne punto riguardata come un cominciamento di guerra: i veneziani, veggendo ch'ell'era stata tentata per nuocere ad altri, invece di attribuirla a Massimiliano, non avevano voluto risguardarla se non come la conseguenza di qualche pratica di Giulio II. Sapevano che questo pontefice permetteva nello stesso tempo un assembramento di fuorusciti genovesi in Bologna; che accusava il Bentivoglio d'aver tentato di farle avvelenare da un prete, e che aveva inviato il cardinale di Santa Croce a Massimiliano per muoverlo contro i francesi (2). Ma Giovanni Bentivoglio, che teneva Giulio II in tanti sospetti, morì a Milano in febbrajo del 1508, in età di settant'anni. Aveva questo

(1) *Fr. Guicciardini*, l. vii, p. 400. - *Fr. Belcarti*, l. x, p. 306. - *P. Bembi Hist. Ven.*, l. vii, p. 146. - *Let. di Fran. Vettori, Bolzano*, 17 gennajo 1507. In *Machiavelli*, t. vii, p. 168.

(2) *Fr. Guicciardini*, l. vii, p. 400.

principe goduta per ben quarant'anni nel suo principato una inalterabile prosperità, dovuta assai più alla fortuna che al proprio ingegno od alle proprie virtù, e non seppe in appresso sostenere le traversie che alla prosperità conseguitarono. Poco dopo la di lui morte, Annibale, il primogenito, ed Enrico, l'ultimo de' suoi figliuoli, s'impadronirono della porta di san Momolo a Bologna coll'ajuto dei Pepoli, e di alcuni altri gentiluomini; ma bentosto furono scacciati dal popolo, che preferiva il dominio della chiesa a quello de' suoi antichi signori; e il re di Francia, irritato per questo intempestivo movimento dei Bentivogli, li fece uscire dalla Lombardia, ordinando al signore di Chaumont di difendere Bologna contro chiunque volesse turbare la chiesa nel possesso di quella città. Il papa, soddisfatto della protezione offertagli da Lodovico XII, fece tacere l'odio suo contro la Francia, e non volle aver parte nella guerra che stava per scoppiare (1).

Massimiliano era giunto a Trento in principio dell'anno, per capitaneare l'impresa da tanto tempo annunciata. Il giorno 3 di febbrajo egli si recò processionalmente in chiesa, preceduto dagli araldi d'armi dell'imperio, e colla spada sguainata in mano. Il suo cancelliere, Matteo Langen, vescovo di Gurck, salì sopra un'alta bigoncia per annunziare al popolo, che Massimiliano entrava in Italia col suo esercito e recavasi a Roma a prendere la corona imperiale. Infatti l'imperatore

(1) *Fran. Guicciardini*, l. vii, p. 401. - *Fran. Belcarri*, l. xi, p. 307. - *Sansovino*, *Famiglie illustri d'Italia*, f. 187.

eletto partì da Trento nella seguente notte con mille cinquecento cavalli e quattro mila fanti tirolesi, mentre che il marchese di Brandeburgo con cinquecento cavalli e due mila fanti avanzavasi per un'altra strada sopra Roveredo. Ma il marchese, non avendo potuto entrare in questa città, tornò subito a dietro; e Massimiliano, dopo aver guastato il territorio dei sette comuni, paese abitato da una tribù di montanari quasi indipendenti che vivevano sotto la protezione della repubblica di Venezia, il quarto giorno si allontanò repentinamente dai confini, e tornò a Bolzano, senza che si potesse spiegare il perchè di questo strano movimento retrogrado (1).

Quattrocento cavalli e cinque mila fanti austriaci entrarono intanto dalla parte del Friuli nel territorio di Cadore, i di cui abitanti erano affezionatissimi ai veneziani. Mentre che quelle truppe assediavano alcune rocche del Cadore, Massimiliano andò a raggiungerle con sei mila fanti: scorse circa quaranta miglia di paese al di là dei confini veneti, commettendovi grandissimi guasti; ma in sul finire di febbrajo tornò subitamente ad Irsbruck per impegnarvi tutti i suoi gioielli; giacchè il danaro che egli aveva creduto bastante per tutta la campagna, era di già consumato. Giunsegli in quella città l'avviso che gli svizzeri, non ricevendo da lui danaro, avevano data licenza al re di Francia di levare soldati nel loro

(1) *Fr. Guicciardini*, l. vii, p. 401. - *Fr. Bèlcarri*, l. xi, p. 307. - *Lett. di Fr. Vettori, da Trieste, 8 febbrajo 1508. Presso il Machiavelli. Legaz.*, t. vii, p. 183.

tirossi a Roveredo e l'altra a Trento, ove si disperse. Massimiliano non aveva mai potuto avere nello stesso tempo nella sua armata più di quattro mila uomini di truppe dell'imperio: imperciocchè quando giungeva un contingente per militare, l'altro aveva di già terminati i suoi mesi e se n'andava. La dieta convocata in Ulma era stata prorogata; e Massimiliano, invece di tornare all'esercito, erasi recato a Colonia. Per alcune settimane non si seppe nemmeno ov'egli fosse; e per fermo, indispettito com'era per tanti disastri, egli doveva sfuggire volentieri gli sguardi di tutti. Se i francesi, che si erano uniti a Roveredo all'armata veneziana, avessero voluto assaltare Trento, avrebbero potuto agevolmente fare molte conquiste; ma il Trivulzio se ne schermì, dicendo che aveva ricevuto ordine dal re di difendere i passi dell'Italia, e non di assalire la Germania (1).

Finalmente il prete Luca Renaldi, comunemente chiamato Prè Luca, fidatissimo di Massimiliano, recossela Venezia per fare alcune proposte di pace. Egli offriva ai veneziani una tregua di tre mesi, che venne altamente da questi rifiutata quando seppero che l'imperatore non voleva comprendere la Francia. In troppo tristo stato erano le cose di Massimiliano, perchè potesse star fermo in tale pretesa; ond'egli acconsentì ad una tregua di tre anni per l'Italia. Ma Lodovico XII non

(1) *Fran. Guicciardini*, l. vii, p. 404. - *Fr. Belcarri Com. Rer. Gall.*, l. xi, p. 309. - *Leti. del Vettori: Trento*, 16 aprile e 30 maggio. *Macchiavelli, Leg.*, l. vii, p. 218-232.

volle aderirvi, perchè bramava farvi comprendere il duca di Gheldria. Il senato di Venezia non era per nulla alleato con questo duca, e risguardava la di lui contesa coll'imperadore siccome cosa affatto estranea alla politica d'Italia e ad una guerra trattata soltanto ai confini della penisola. Perciò, dopo di avere fatto invano fervidissime istanze agli ambasciatori di Francia di accettare la tregua tal qual essa veniva offerta, alfine l'accettò egli stesso semplicemente e senza nemmeno aspettare la risposta di Lodovico XII, cui era stato spedito un corriere. Questa tregua si pubblicò il 7 di giugno ne' due campi: essa doveva essere comune a tutti gli alleati che dall'una o dall'altra parte sarebbero nominati entro tre mesi, e non comprendere altro che l'Italia. Massimiliano annoverò subito fra' suoi alleati il papa, i re di Spagna, d'Inghilterra e d'Ungheria, e tutti gli stati dell'imperio: i veneziani nominarono i re di Francia e di Spagna, e tutti gli stati italiani loro alleati. Tutte le conquiste fatte nella cessata guerra dovevano essere conservate da chi le avea fatte; e l'una e l'altra potenza riservavasi il diritto d'innalzare entro la linea de' suoi confini tutte le fortificazioni che troverebbe convenienti (1).

Una guerra che pareva minacciasse tutta l'Italia di una nuova invasione degli oltremontani era di tale guisa terminata in pochi mesi; ma per altro lasciava dietro di sè molti semi di malcon-

(1) *Fran. Guicciardini*, l. vii, p. 405. - *Fr. Belcarii*, l. xi, p. 309. - *P. Bembi*, l. vii, p. 153. - *Jac. Nardi*, l. iv, p. 200. - *Lett. del Vettori*, Trento, 8 giugno 1508, e del *Machiavelli*, Bologna, 14 giugno, p. 237-257.

tento. Massimiliano era altamente umiliato d'aver annunciate così grandi cose, di averne eseguite di così meschine, e di avere in due mesi perduti tutti i porti di mare ch'egli possedeva sul golfo Adriatico, porti così preziosi pel traffico de' suoi stati. I veneziani avevano fatto esperimento della gelosia de' francesi ed erano sdegnati di che il Trivulzio non avesse voluto aiutarli a proseguire le incominciate conquiste. Finalmente Lodovico XII faceva le viste di essere vivamente offeso perchè i veneziani avessero sottoscritto la tregua contro il parer suo e senza pure aspettare l'ultima sua risposta.

Per altro niuno in quell'occasione aveva meno ragione di Lodovico XII di lagnarsi. I veneziani avevano usato dei loro diritti prendendo consiglio piuttosto da' proprii che dagli altrui interessi e ricusando di continuare senza cagione la guerra per fare una diversione a favore del duca di Gheldria con cui non avevano che fare: ma oltracciò essi conoscevano abbastanza la perfidia del re di Francia per non credersi obbligati ad avere troppi riguardi alle sue raccomandazioni.

Lodovico XII era stretto coi veneziani da molti trattati, quando avea conchiuso con Massimiliano il trattato di Blois, in forza del quale egli e l'imperatore stipulavano la divisione degli stati di quella repubblica; e non avea alcun motivo di lagnarsi di Venezia. E benchè si fosse di bel nuovo collegato intimamente coi veneziani nel precedente anno, quell'alleanza non lo distoglieva dal trattare di nuovo di questa divisione con Ferdinando nell'abboccamento di Savona e dal cercare di

porre a parte della stessa divisione il re di Spagna. In mezzo alle più amichevoli negoziazioni e stretto dalle più intime alleanze, Lodovico XII non cessava di arrotare la spada con cui ferì la repubblica ai tempi della lega di Cambrajo. Nè altro motivo potrebbe assegnarsi a tanta perfidia, se non che i re assoluti risguardano sempre le repubbliche come proscritte dal diritto delle genti, e cercano ogni occasione di distruggerle.

Infatti in quello stesso torno di tempo Lodovico XII operava quasi altrettanto perfidamente ed ingiustamente verso la seconda delle repubbliche d'Italia per potenza. Malgrado la sua alleanza coi fiorentini, malgrado lo zelo che questa repubblica aveva sempre mostrato per il partito francese, egli disturbava la conquista di Pisa, che i fiorentini erano in sul punto di mandare ad effetto, contrariava tutte le loro operazioni militari, ed all'ultimo metteva sfacciatamente a prezzo il suo assenso al soggiogamento di una città che egli medesimo risguardava come ribellata, e cui più volte s'era obbligato a ridurre egli medesimo all'ubbidienza de' fiorentini.

Dopo l'abboccamento del precedente anno col re Ferdinando, Lodovico XII aveva cominciato a risguardare la contesa di Pisa come un mezzo di raggranellar danaro. I pisani, indeboliti da così lunga guerra, più non potevano ricevere soccorsi da Genova dopo il soggiogamento de' genovesi, e pochissimi e nascostamente ne ricevevano da Lucca e da Siena. Essi vedevano avvicinarsi la loro ultima ora; i contadini rifuggiti in città, i quali in allora formavano più della

metà del popolo, cominciavano a sospirare all'istante di potersene tornare ai loro campi, e la loro ostinazione più non era quella di prima. Pisa sarebbe probabilmente caduta fino dal 1507 in potere dei fiorentini, se i due potenti monarchi che in allora davano a vicenda, or l'uno, or l'altro, legge all'Italia, non avessero voluto farsi ricompensare per una cosa che non doveva dipendere da loro. Il re d'Arragona dichiarò agli ambasciatori fiorentini che gli furono mandati per ossequiarlo, che Lodovico XII aveva in lui rimesse le cose di Pisa e ch'egli prenderebbe a proteggere quella città e non ne permetterebbe la conquista se prima la repubblica non prometteva ai due re un onesto compenso pel loro assenso. Lodovico XII confermò questo discorso; ed all'ultimo i due re s'accontarono di domandare ognuno cinquanta mila ducati. Promettevano essi a tale prezzo di mandare in Pisa una guarnigione, che i pisani avrebbero ricevuta senza sospetto e la quale in capo ad otto mesi avrebbe aperta la città ai fiorentini. Questa proposizione non fu accettata, ma impedì ai fiorentini di guastare in quell'anno il territorio di Pisa (1).

Dopo la partenza dei due re, i fiorentini ricominciarono la guerra nel piano di Pisa: anzi allora per la prima volta scese in campo la nuova milizia ch'essi avevano ordinata in battaglioni secondo la proposta del Machiavelli e i dettami da

(1) *Jac. Nardi, Ist. Fior.*, l. iv, p. 195. - *Scip. Ammirato*, l. xxviii, p. 283. - *Jac. Arrosti, Chron. di Pisa*; in *Arch. Pisano*, f. 230. - *Fran. Guicciardini*, l. vii, p. 388.

lui esposti nel suo trattato *dell' arte della guerra*. La legge che il Macchiavelli medesimo aveva compilata intorno all' *Ordinanza Fiorentina* fu vinta nel gran consiglio il 6 di dicembre del 1506. Si fece leva di dieci mila contadini eletti in tutto il territorio della repubblica: questa milizia fu vestita per la prima volta dell' assisa fiorentina, cioè di abito bianco, e di calzoni per metà bianchi e rossi, ed armata come le truppe svizzere e tedesche, e come quelle ammaestrata in tutti i giorni festivi. La novella milizia, che fu detta l' *Ordinanza*, costò alla repubblica molto meno che non costavano le truppe straniere, e si mostrò molto più disciplinata ed ubbidiente ai suoi ufficiali (1).

Tostochè Lodovico XII si trovò liberato dai timori che gli aveva cagionato l'aggressione di Massimiliano, inviò a Firenze Michele Rizio per rimproverare ai fiorentini le negoziazioni avute col l' imperatore. Essi avevano mostrato, diceva il Rizio, soverchia premura di pagare un tributo alla camera imperiale, quando il loro danaro doveva essere adoperato contro il re di Francia o i di lui alleati. A tale uopo essi avevano spedito fino in Germania i loro ambasciatori, e nello stesso tempo coi loro imprudenti movimenti contro di Pisa avevano corso rischio di accendere la guerra nel cuor dell' Italia e di fare in tal guisa una pericolosa diversione alle armi del re (2).

(1) *Machiavelli, Opere*, t. iv, p. 331, 356. - *Jac. Nardi*, l. iv, p. 200. - *Scip. Ammirato*, l. xxviii, p. 284.

(2) *Fran. Guicciardini*, l. vii, p. 407.

I fiorentini ben compresero il significato di questa ambasciata e di queste ingiuste lagnanze. Pisa trovavasi ridotta agli estremi; il partito dei campagnuoli, che desiderava la pace, s'accresceva ogni dì più; i nobili ed i cittadini, che avevano difesa l'indipendenza della loro patria con irremovibile costanza, in gran parte erano stati mietuti dal ferro nemico; i superstiti, rifiniti, invecchiati, disanimati, più non poteano resistere collo stesso vigore. L'ora s'appressava in cui Pisa dovea volontariamente arrendersi ai fiorentini; ma Lodovico voleva approfittare della miseria di quella città per vendere a Firenze la sommissione dei pisani; e perciò moveva contro di lei ingiuste lagnanze per farsi pagare più caro in seguito la sua condiscendenza. La signoria rispose che nel suo trattato col re di Francia ella aveva espressamente riservati i diritti dell'imperio; che lo stesso Lodovico XII aveva siffattamente riconosciuti questi diritti, che non si era in verun modo obbligato a proteggere i fiorentini contro Massimiliano; che perciò ell'era stata necessaria cosa il porsi d'accordo intorno alla legittima prestazione dovuta dalla repubblica all'imperatore quando veniva a ricevere la corona imperiale; che per altro i loro ambasciatori avevano procurato di nulla conchiudere con Massimiliano; che non gli avevano dato danaro e che soprattutto non avrebbero mai sottoscritto con lui una convenzione, che potesse riuscire pregiudizievole alla Francia; che rispetto ai loro tentativi contro di Pisa, questi dovevano tanto meno inquietare i loro vicini, in quanto che eransi fatti senza artiglierie, e in som-

ma non erano altro che scorrerie ne' campi; che Firenze nel suo trattato colla Francia, del 1502, aveva espressamente fatta riserva del diritto di continuare la guerra contro di Pisa, e che per ultimo non bene si comprendeva per qual cagione volesse il re più particolarmente interessarsi per quella città dopo ch' ella aveva somministrati soccorsi ai genovesi contro di lui e scostarsi dai fiorentini che gli erano sempre stati fedeli (1).

A tali rimproveri, come i fiorentini lo avevano presagito, tennero subito dietro le proposte. Michele Rizio offrì di dar loro il possesso di Pisa per un determinato prezzo; ma Ferdinando il cattolico si ostinava a volere intervenire nel contratto e ritrarne profitto. Per tale motivo mandò un ambasciatore in Toscana, che prima recossi a Pisa per esortare quegli abitanti a difendersi, facendo loro sperare i soccorsi del re. In appresso quest' ambasciatore recossi a Firenze, e cominciò a trattare colla signoria in concorso dell' ambasciatore francese. Così questa lunga guerra, che poteva essere terminata dalle sole armi toscane, diventava un oggetto di negoziazioni tra la Francia e la Spagna. Di là a poco tali negoziazioni, invece di continuarsi in Toscana, si trattarono a Parigi; ed i popoli d'Italia ebbero un'altra occasione di addarsi che i loro proprii destini più non dipendevano da loro, poichè le proprie loro liti, sostenute colle sole loro armi

(1) Fr. Guicciardini, l. vii, p. 404. - Jac. Nardi, l. iv, p. 201. - Scip. Ammirato, l. xxviii, p. 285. - Fr. Belcarri Comm. Rer. Gall., l. xi, p. 310.

e col loro denaro soltanto, dovevano decidersi dagli stranieri (1).

Frattanto, siccome la miseria di Pisa andava crescendo, i re di Spagna e di Francia, temendo di perdere occasione del guadagno, mostrarono più scopertamente la loro cupidigia. I fiorentini avevano il 25 di agosto preso al loro soldo un Bardella, corsaro di Porto Venere, il quale per la paga di sei cento fiorini al mese, obbligavasi a chiudere la foce dell'Arno con tre piccoli vascelli (2). Questi fece così bene il dover suo, che il Chaumont, governatore del milanese, scrisse in Francia che, se non vi si apponeva rimedio, Pisa cadrebbe da sè in mano ai fiorentini. Il re gli ordinò subito di mandare ai pisani Giovan Giacomo Trivulzio con trecento lance, affinchè la città non si arrendesse prima che il re avesse ricevuto la mancia (3). I fiorentini, sbalorditi nel vedere che Lodovico XII, senza rispetto alcuno per l'espresso tenore dei trattati, inviava soccorsi contro di loro, suoi alleati, a que' medesimi che di fresco si erano mostrati non meno suoi nemici che nemici loro, si rassegnarono finalmente a ricomprare le proprie conquiste dalle mani di coloro che si arrogavano il diritto di venderle. Offrirono per tanto ai due re cento mila ducati divisibili tra le due corti,

(1) *Fran. Guicciardini*, l. vii, p. 408.

(2) *Jac. Nardi*, l. iv, p. 201. - *Scip. Ammirato*, l. xxviii, p. 285.

(3) *Fran. Guicciardini*, l. viii, p. 417. - *Jacopo Nardi*, l. iv, p. 202. - *Fr. Belcarri Com. Rer. Gall.*, l. xi, p. 314. - *Jac. Arrosti*, *Cron. di Pisa*, in *Arch. Pisano*, f. 232.

purechè l'un monarca e l'altro si obbligassero a non attraversare la loro intrapresa. Ma Lodovico XII non volle meno di cento mila ducati di mancia per la sola sua parte, e non pertanto insistette perchè Ferdinando avesse dal canto suo una somma di danaro. All'ultimo i fiorentini promiserono cento mila ducati al re cristianissimo, e cinquanta mila al re cattolico; e perchè questi non si offendesse della diversità del trattamento, non ne fu fatta menzione nel trattato palese, e in un trattato segreto i fiorentini si riconobbero debitori inverso a Lodovico XII di altri cinquanta mila ducati sotto mentito pretesto. Questa convenzione fu sottoscritta il 13 marzo del 1509: e siccome in quel punto tutte le potenze d'Italia erano occupate da assai più gravi interessi in occasione della lega di Cambrajo, esse lasciarono ai fiorentini la libertà di proseguire la guerra contro Pisa (1).

In novembre del 1508 il corsaro Bardella era stato richiamato da' servigi de' fiorentini per espresso ordine della signoria di Genova. Lodovico XII aveva fatto dare quest'ordine per procurare un breve respiro ai pisani, finchè fosse terminata la sua negoziazione; ma poich'egli ebbe venduto il suo assenso, il Bardella tornò a' servigi della repubblica fiorentina, e il debole suo navilio bastò per chiudere la foce dell'Arno. Intanto le armi de' fiorentini furono volte contro i lucchesi. Questi non avevan cessato di soccorrere i pisani

(1) *Fr. Guicciardini*, l. xiii, p. 417. - *Jac. Nardi*, *Ist. Fior.*, l. iv, p. 203. - *Scip. Ammirato*, l. xxviii, p. 286. - *Gio. Cambi*, *Ist. Fior.*, t. xxi, p. 223.

con armi e con vettovaglie. Il commissario della repubblica presso l'esercito ebbe ordine dalla signoria di farne vendetta. Egli entrò nel territorio lucchese, e tutto lo guastò, recando alla repubblica di Lucca con questa incursione il danno di oltre dieci mila fiorini (1); il quale castigo fece finalmente accorti i lucchesi della loro debolezza e del pericolo di provocare maggiormente all'ira i loro potenti vicini, e indusseli all'ultimo a chiedere da senno l'alleanza di Firenze. Il trattato tra queste due repubbliche fu sottoscritto l'undici di gennajo del 1509. I lucchesi si obbligarono d'impedire ai pisani ogni comunicazione col loro territorio, e di vietare essi medesimi ai loro contadini, che tutti erano propensi ai pisani, di portare soccorsi a quella città. Patto era che, se la guerra andava per le lunghe, il trattato tra Firenze e Lucca non dovesse durare più che tre anni; ma se Pisa cadeva entro l'anno, l'alleanza tra i fiorentini ed i lucchesi doveva tenersi rinnovata per dodici anni (2).

I genovesi tentarono ancora nel mese di febbrajo d'invviare a Pisa un sufficiente convoglio di grani per alimentare quella sgraziata popolazione fino al prossimo raccolto: una squadra genovese, composta di un grande vascello, di quattro galioni, quindici brigantini e trenta barche, presentossi alle bocche dell'Arno e quindi alle

(1) Jac. Nardi, l. iv, p. 203. - Scip. Ammirato, l. xxviii, p. 285.

(2) Jac. Nardi, l. iv, p. 205. - Scip. Ammirato, l. xxviii, p. 286. - Gio. Cambi, t. xxi, p. 222. - Fr. Guicciardini, l. viii, p. 417.

foci del Serchio e del fiume Morto; ma tutte le trovò chiuse. I fiorentini avevano divisa la loro armata in tre campi trincerati a san Piero in Grado, a Bocca di Serchio ed a Mezzana; e mediante un ponte sull'Arno e delle palafitte negli altri fiumi, con bastioni coperti d'artiglieria, chiudevano assolutamente il passo. Il corsaro Bardella dava la caccia ai più piccoli battelli che tentavano di avvicinarsi alla riva: tre brigantini genovesi, carichi di frumento, furono presi, e gli altri tornarono a Lerici affatto convinti ch'era omai impossibile di soccorrere i pisani (1).

I magistrati di Pisa e tutti coloro che sempre stavano fermi nella risoluzione di difendere fino alla morte l'indipendenza della loro patria, più non sapevano come resistere alle grida del popolo, ed in particolare de' contadini, che perivano di fame e chiedevano che si venisse a patti. Per appagare queste domande, i magistrati furono costretti di rivolgersi al signore di Piombino, implorando la sua mediazione. Giacomo d'Appiano, signore di Piombino, a cui i pisani ricorsero in sul cominciare di marzo, richiese i fiorentini di mandare a Piombino i loro plenipotenziari; ed il Machiavelli, che di già trovavasi all'armata, recossi a Piombino il 14 di marzo, per trovarvi i deputati pisani; ma non tardò ad avvedersi che questi non altro si proponevano che di guadagnar tempo e non avevano intenzio-

(1) Jac. Nardi, *Ist. Fior.*, l. iv, p. 204 - Scip. Ammirato, l. xxviii, p. 287. - Fran. Guicciardini, l. viii, p. 417. - Niccolò Machiavelli, *Commissione al campo contro Pisa*, t. vii, p. 240.

ne di conchiudere. Gl' inviati pisani chiedevano sempre sicure malleverie pel mantenimento dell' assoluta amnistia che loro prometteva Firenze; e avendoli il Machiavelli richiesti di meglio spiegare che cosa e' si volessero con queste malleverie, dissero che altra non ne conoscevano che quella di custodire essi medesimi la loro città, lasciando a' fiorentini tuttociò che era fuori delle mura. A tale domanda fu rotta ogni pratica, e il Machiavelli tornò al campo per istringere la città alla resa (1).

I pisani difettavano al tutto di vino, olio, aceto e sale; il fumento si vendeva in Pisa due scudi d'oro ogni stajo, o circa sessanta franchi al quintale. Più non v' era cuojo per fare scarpe, e i soldati e i cittadini camminavano a piè scalzi (2). L' ora di Pisa era finalmente giunta. Dopo quattordici anni e sette mesi di guerra, sostenuta con maraviglioso coraggio, con una costanza e con una rassegnazione di cui forse non trovasi esempio presso altri popoli, convenne cedere alla necessità. I particolari di questa lunga tenzone ci furono trasmessi dai nemici dei pisani; non ci rimane alcuna cronaca contemporanea di quella città, ed è probabile che niuno de' pisani l'abbia scritta; di modo che siam privi della storia delle deliberazioni de' consigli, e degli sforzi operati e delle perdite sostenute da' cittadini entro le mura. Appena ci fu conservato il nome di tre o quat-

(1) *Commis. data al Machiavelli, 10 marzo, e sua lett. da Piombino, 15 marzo, t. viii, p. 246-249. - Scip. Ammirato, l. xxviii, p. 288. - Gio. Cambi, t. xxi, p. 279.*

(2) *Scip. Ammirato, l. xxviii, p. 286. - Gio. Cambi, p. 225.*

tro pisani in un tempo in cui tanti cittadini meritavano per la loro devozione alla patria, pel loro valore, per l'eloquenza, per la destrezza delle loro negoziazioni eterna fama: pure frammezzo alle prevenzioni nemiche di coloro che soli ci lasciarono memoria di questi avvenimenti, si scopre una grandezza d'animo ed un eroismo di cui niun' altra città d'Italia diede esempio.

Il Tarlatino, che con tanto valore aveva capitanata la guarnigione di Pisa, s'indusse finalmente il 20 di maggio a chiedere ai comandanti dell'armata fiorentina i salvacondotti per quattro deputati di Pisa, quali dovevano recarsi dai tre commissarii della repubblica a domandare i passaporti per dodici ambasciatori, che la loro patria aveva finalmente determinato d'inviare a Firenze per capitolarla. Questi deputati non lasciarono dubbiezze intorno alla sincerità delle loro intenzioni; e i tre commissarii, Antonio Filicaja, Alamanno Salviati e Nicola Capponi, che colla instancabile loro operosità avevano ridotta Pisa a quegli estremi, furono altresì i primi a dar a dividere ai pisani che l'ardore contro i nemici in guerra poteva andare unito coll'umanità e colla più nobile generosità. Le negoziazioni, trattate ora in Firenze, ora nel campo, durarono diciotto giorni, nel quale spazio di tempo i pisani per mille pretesti visitavano il campo fiorentino onde ottenere alimenti dalla carità dei soldati e portarli alle loro famiglie (1).

(1) *Lettere de' Commissari generali del 20 di maggio 1509 al 6 giugno. Presso il Machiavelli, Leg. t. vii, p. 267-288.*

Finalmente il trattato della resa, sottoscritto a Firenze il 4 giugno e ratificato a Pisa da tutto il popolo il 7, ebbe esecuzione nel susseguente giorno. L'armata fiorentina entrò in Pisa l'8 di giugno del 1509, e ritornò l'abbondanza nella estenuata città. Non solo furono perdonate tutte le offese e restituiti ai pisani tutti i loro poderi; ma la signoria fece ancora pagare ad ogni cittadino le rendite, i frutti ed il prezzo degli annui affitti che erano stati riscossi nel territorio pisano. Lo storico Giacomo Nardi, cui fu affidato questo incarico, accerta che la signoria fiorentina lo fece con tanta liberalità, che pareva piuttosto ricevere che dar legge (1). La capitolazione fu egualmente liberale per ogni rispetto; tutti gli antichi privilegi furono confermati del pari che tutti i magistrati indipendenti del comune di Pisa; la franchigia del traffico e delle manifatture, di cui i pisani erano stati in addietro privati, loro fu restituita; fu loro dato il diritto di appellazione per le cause criminali avanti ai medesimi tribunali che giudicavano i fiorentini; ed alleggiato fu, per quanto si poteva, il dolore de' pisani per la perdita della loro indipendenza (2).

Se non che nè l'orgoglio de' pisani, nè il loro amore di patria potevano accommodarsi alla servitù. Tutti coloro che per la chiarezza della sa-

(1) *Jacopo Nardi*, l. iv, p. 207-208. - *Scip. Ammirato*, I. xxviii, p. 288. - *Gio. Cambi*, t. xxi, p. 251. - *Fr. Belcarii*, l. xi, p. 323. - *Jac. Arrosti, Chron.*, f. 233 - *Fran. Guicciardini*, l. viii, p. 437.

(2) *Capitolazione per la resa della città di Pisa*, sotto al dominio della repubblica fiorentina. Presso *Flaminio del Borgo*, Raccolta di diplomi Pisani 4.^o 1785, p. 406-408.

miglia godevano di qualche credito presso gli stranieri, che colle loro ricchezze poteano recarsi a vivere altrove delle loro sostanze, o che per la perizia di guerra o per valore potevano acquistare le ricchezze di cui erano privi, abbandonarono la patria caduta in servitù. I Torti, gli Allati e molti altri recaronsi a Palermo, ove dopo quel punto trovaronsi quasi tutti i nomi della nobiltà pisana; i Buzzacherini, ch' erano del casato dei Sismondi, recaronsi a Lucca con molti loro concittadini; altri cercarono un asilo in Sardègna; e finalmente un numero ancor maggiore andò a raggiungere l'armata francese, che aveva di già invaso il territorio veneziano. Rinieri della Sassetta e Pietro Gambacorti vi si recarono con cento cinquanta fanti pisani adunati in Lombardia ⁽¹⁾. Un gran numero d'altri pisani, tra i quali una famiglia del casato de' Sismondi, accorsero sotto le medesime insegne. Rinnovellando coi capitani francesi quei vincoli d'ospitalità che con tanto studio avevano già procurato di stringere in occasione della venuta di Carlo VIII, e per cui erano più volte andate a vuoto le negoziazioni del gabinetto ed era stata salvata Pisa per opera delle armate medesime che l'assedivano, essi adottarono per patria il campo francese, surrogarono alla libertà civile l'indipendenza dell'armi, trovarono nella gloria qualche conforto al loro esilio, e senza avere in luogo alcuno ferma e sicura stanza, continuarono ad abitare come patria loro

(1) Lettera di N. Capponi ed Alamanni Salviati, *ex castis apud Mezzanam, die 1 junii 1509. Machiavelli, t. VII, p. 276.*

L'Italia fino al tempo in cui le armate francesi ne furono scacciate. Allora le esuli famiglie andarono a cercare nelle province meridionali della Francia un'immagine del bel clima della Toscana da esse abbandonato, e vi fermarono la loro dimora (1).

(1) È un notabilissimo monumento dell'abborrimento de' pisani per questo giogo straniero, e dell'emigrazione che seguì dopo la dedizione di Pisa, il registro aperto nel 1566, d'ordine del gran duca Cosimo I, per inscrivervi tutti gl'individui rimasti in Pisa, i quali potevano dimostrare che i loro antenati prima del 1494 erano partecipi de' magistrati e degli onori della città. Comprende questo registro tutti i maschi di ogni famiglia, ed anche i preti, che pure non potevano lasciare discendenti, nè ottenere alcuna carica civile; si estende fino alle più basse professioni, e non pertanto non comprende che settecento ventisette nomi; tanto l'emigrazione nel corso di un mezzo secolo aveva scemata la popolazione di una città la quale colla sua lunga e valorosa resistenza aveva fatto parlare di sé in tutta l'Europa. Trovasi stampato ne' *Diplomi Pisani di Flaminio del Borgo*, in 4.^o, 1765, p. 433.



CAPITOLO CV.

Lega di Cambrajo , battaglia di Vailate o di Agnadello, conquista di tutto lo stato di terra ferma dei veneziani.

(1508-1509) LA lega conclusa a Cambrajo tra le grandi potenze dell'Europa per assalire e spogliare i veneziani fu, dopo le crociate, la prima intrapresa eseguita di conserva e con uno stesso e comune scopo da tutti gli stati inciviliti. Allora per la prima volta i padroni delle nazioni accontaronsi per dividere fra di loro uno stato indipendente; per la prima volta fecero rivivere, col sussidio d'una pedantesca erudizione, rancide pretese; infine per la prima volta posero in campo i così chiamati imprescrittibili diritti della loro legittimità. La lega europea per le guerre crociate era fondata sullo zelo e sull'entusiasmo religioso; ma la lega di Cambrajo, anch'essa europea, null'altro fondamento aveva che il privato passaggero interesse dei forti che spogliavano il debole, null'altra sanzione che le pretese da gran tempo abbandonate di coloro che risguardano i loro titoli come non soggetti a perire. Pure gli è a questo avvenimento che può attribuirsi l'origine del diritto pubblico, con cui da tre secoli e

fino ai nostri giorni è stata governata l'Europa. Questo diritto cominciò colla più smaccata ingiustizia; e la scienza diplomatica, che per così dire fu veduta nascere col sedicesimo secolo, fu d'allora in poi adoperata il più delle volte a somministrare pretesti alla rapacità ed alla perfidia.

Non è tale per certo l'origine che vorrebbe assegnare al diritto pubblico o internazionale: l'umana società abbisognerebbe di un'altra garanzia; abbisognerebbe di un complesso di leggi che reggessero i popoli nelle relazioni fra di loro, in quel modo che il diritto civile regge i cittadini in uno stesso stato. I nostri desideri ci fanno credere agevolmente che abbia esistito quello che desideriamo. Qualunque volta ci è forza di soggiacere a grandi abusi d'autorità, subito facciamo invidiosamente il paragone de' presenti tempi, in cui trionfa l'ingiustizia, con quel passato in cui, secondo che ci dipinge l'immaginazione, non si ricorreva alla guerra se non per dar forza ed effetti a diritti di già stabiliti dai trattati e in cui la conquista medesima non dava fondamento al possesso ov'essa non fosse avvalorata da legittimi titoli. Ma nella storia cercasi invano quel tempo in cui la giustizia teneva luogo della forza, ed in cui la possanza dei trattati o degli imprescrittibili diritti incatenava la violenza medesima.

Tre basi assolutamente diverse sono date al diritto pubblico; i principii loro sono direttamente contraddittorii, e infino a tanto che la scelta fra questi principii venga fatta di conserva da tutte le nazioni, ciaschedun sovrano troverà sem-

pre il modo d'accommodar la propria causa all'uno o all'altro sistema, e sarà pur sempre impossibile, com'è stato finora, d'intendersi sopra alcun fatto o sopra alcuna conseguenza. Queste tre basi sono la legittimità imprescrittibile, il diritto dei trattati, e l'interesse de' popoli. Per la prima volta all'occasione della lega di Cambrajo questi tre principii furono posti a contrasto. L'imperatore ed il re di Francia dicevano di prendere le armi per ricuperare i loro diritti imprescrittibili, l'uno sulle terre dell'imperio della Venezia, e l'altro sopra quelle del ducato di Milano. I veneziani difendendosi invocavano il diritto pubblico dei trattati che loro guarentivano tutti i loro possedimenti di terra ferma. Il papa, dopo avere egli medesimo ricuperato quello cui pretendeva essere di suo imprescrittibile diritto, più non fece valere nel secondo anno della guerra altro che il principio delle convenienze nazionali; l'indipendenza dell'Italia, dalla quale voleva scacciare i barbari; la sovranità di un popolo sul proprio territorio, e gl'interessi delle nazioni, le quali non possono essere vincolate né dal primitivo e forse favoloso contratto degli antenati coi loro sovrani, né dai trattati imposti dalla forza.

Ciascheduno di questi sistemi politici è in se stesso difettoso, e nella sua applicazione soggetto a grandi difficoltà: ma ben maggiormente il diventano essi allorchè confondonsi l'uno coll'altro; allorchè, dopo avere rivendicato a favor suo diritti imprescrittibili, altri pretende poi di limitare gli altrui adducendo o i trattati, o l'in-

teresse de' popoli. Pure veruna potenza non si è mai fermamente attenuta all' una o all' altra di queste ruinosi basi e non ha riconosciute mai tutte le conseguenze che derivavano dal primo principio da essa posto: perciò la scienza del diritto pubblico altro mai non è stata che un vano studio di sofismi; una scienza col cui sussidio si sono fomentate le passioni dei popoli per indurli a spalleggiare l' ambizione dei loro governi, ovvero si è travisata agli occhi dei popoli l' ingiustizia dei diritti pretesi dai principi.

Allorchè Lodovico XII aveva voluto spogliare Lodovico Sforza del ducato di Milano, aveva egli medesimo richiesto i veneziani di ajuto, e per ricompensarneli aveva loro anticipatamente ceduto Cremona e la Ghiara d'Adda, le quali di fatto rimasero in potere della repubblica allorchè i francesi furono padroni del milanese. Pure Lodovico XII, oramai riconosciuto quale successore legittimo di Valentina Visconti, desiderava ottenere di nuovo quelle provincie, cui pretendeva inalienabili, credendo di conservare imprescrittibili diritti sopra territorii da lui medesimo ceduti. Ma v'è di più ancora; i Visconti, de' quali il re francese raccoglieva l' eredità, avevano essi medesimi, in occasione delle loro guerre coi veneziani, perdute Brescia e Bergamo, che prima si risguardavano come parte del ducato di Milano; e sebbene queste città colle loro provincie fossero state incorporate a' dominii della repubblica di Venezia fino dal 1426, e che gli stessi Visconti non le avessero possedute così lungamente quanto i veneziani, Lodovico XII le risguardava come com-

prese nel suo inalienabile retaggio, pretendendo conservare sopra di esse tali diritti che niun tempo, niun trattato, niun servizio prestato potessero distruggerli.

Dal canto suo Massimiliano si riguardava come il legittimo successore non solo de' più potenti monarchi germanici, ma ancora degli imperatori romani: perciò credevasi in ragione di ricuperare tutti i diritti esercitati un tempo da Federico Barbarossa e da Ottone il *grande*, e forse anco da Trajano ed Augusto. Parevagli che la repubblica di Venezia si fosse innalzata sulle ruine dell'imperio, e credevasi destinato a spogliarla di queste antiche usurpazioni. A detta sua Treviso, Padova, Verona, Vicenza erano sempre terre dell'imperio, e questa opinione, spalleggiata dalla autorità degli antiquarii, era in allora generalmente ricevuta, cosicchè niuno degli storici contemporanei dubitò de' diritti di Massimiliano. Pure questi diritti non erano fondati che sopra un'antica conquista. I monarchi tedeschi a stento avevano potuto mantenere per il corso di cencinquant'anni il loro dubbioso e spesso interrotto dominio sopra quelle terre: in appresso, pel corso di tre secoli, le surte repubbliche ed i principi di Carrara e della Scala, innalzatisi sulla rovina di queste, avevano difesa colle armi la loro sovranità; a questi in fine era succeduta da circa un secolo la repubblica di Venezia; ma secondo questi principii i potenti non possono mai perdere i loro diritti, e i deboli mai non possono acquistarne. È per vero assai difficile il non ravvivare l'assurdità di queste massime d'imprescrittibile le-

gittimità, che verun trattato, veruna convenzione tra gl'interessati, veruna umana autorità non può cambiare. Fermando ogni movimento nelle cose umane, rigettando ogni progresso, ogni innovazione, codeste massime tendono a ricondurre gli uomini ad uno stato primitivo e perciò ignoto; ad uno stato che, anteriore essendo allo sviluppo delle società ed al nascimento de' loro nuovi interessi, non potrebbe essere mantenuto senza impedire l'incremento della civiltà, della popolazione, delle cognizioni e il perfezionamento dello stesso ordine politico. I diritti che Massimiliano e Lodovico XII pretendevano di ricuperare a danno de' veneziani, erano stati prescritti con un pacifico possesso, che per rispetto ad alcune province contava due o tre secoli. Ma se niuna durata di possesso, nè veruna sorte di trattati potevano assicurare i diritti de' veneziani, gli antichi sovrani rappresentati da Massimiliano e da Lodovico XII non avevano potuto acquistare maggiori diritti cogli stessi mezzi. Converrebbe provare che la legittimità non abbia mai cominciato onde conchiuderne ch'ella non debba giammai aver fine; altrimenti le medesime cause che avevano dato origine ai diritti degli imperatori e dei re di Francia, potevano altresì dare origine ai diritti dei loro successori. È forza inoltre riconoscere che il principio della legittimità o non esiste per chicchessia, o esiste del pari per ogni sorta e grado di sovrani. Lo spossessamento del più piccolo principe non è meno contrario a queste massime di quello che il sia lo spossessamento del più grande monarca. Venezia, ch'era il più antico

stato della cristianità e la sola legittima figlia della repubblica romana, poteva allegare diritti anteriori a quelli di tutti i sovrani. Le famiglie de' principi di Padova e Verona, in cui vece ella era sottentrata, non erano meno legittime che quelle dei re di Francia e di Germania. O tutti dovevano essere ristabiliti ne' loro antichi diritti, o niuno poteva pretendere tale cosa.

Il sistema del diritto dei trattati è certamente assai meno assurdo che quello della legittimità. Non avendo le nazioni giudice e superiore alcuno, nè altra autorità che decida tra di loro, tranne la forza, le loro reciproche convenzioni possono soltanto mettere fine alle loro contese. Esse medesime devono avere la facoltà di obbligarsi o di rinunciare ai loro diritti; chè se ciò non fosse, niuno avrebbe questa facoltà e le guerre sarebbero eterne. La violenza loro fatta non potrebbe annullare i loro obblighi senza annullare nello stesso tempo tutti i trattati possibili; imperciocchè ogni trattato è opera della forza o delle minacce, ogni trattato viene fermato per terminare la guerra o per evitarla, ogni trattato è una concessione che il più debole fa al più forte, cedendo una parte de' suoi diritti per salvare il rimanente, e che il più forte fa in pari tempo al più fiacco, lasciandogli questo rimanente in proporzione delle forze che questi ha per resistere.

Ma ponendo che il diritto de' trattati non sia altro che la conseguenza del diritto del più forte; ne conseguita ch'esso non può lungamente rimanere obbligatorio dopo che la proporzione delle

forze è cambiata. Una nuova tenzone, il di cui risultamento sarà diverso, darà luogo ad un nuovo trattato non meno legittimo del precedente: e per tal modo si verrà a distruggere ogni idea del giusto e dell'ingiusto ed a chiarire imprudente ogni moderazione del vincitore, contro del quale sarebbero in breve rivolte le forze tutte che all'ombra di un trattato egli avesse. lasciate al suo nemico.

La terza base del pubblico diritto, l'interesse dei popoli, è la sola che regga ad una profonda disamina e che possa nello stesso tempo ammettere alcune parti degli altri due sistemi. Richiede l'interesse dei popoli che sia mantenuto il loro riposo, e siccome guarenzia di questo riposo ammette la legittimità non come un diritto, ma come una presunzione della volontà nazionale. Ammette ancora la prescrizione, ed essa pure non come un diritto, ma come una presunzione della vicendevoles soddisfazione delle parti. Ammette i trattati siccome l'unico mezzo di acquistare gli odii popolari e di salvare il vinto dalla rabbia del vincitore. Ammette ancora la violazione di questi medesimi trattati come unico e necessario rimedio quando altri, abusando la forza, ha imposto ai popoli soggiogati condizioni crudeli o disonoranti. Questa violazione può eziandio inallora diventare giusta; perciocchè nè i reggitori d'un popolo hanno il diritto di astrignere per patto il popolo stesso ad una cosa vergognosa o ruinosa, nè la generazione attuale ha il diritto, pel suo proprio vantaggio, di obbligare la posterità. Il sistema fondato sopra l'interesse nazionale, lasciando ai vinti cui viene im-

posto un disonorevole trattato la speranza di sciogliersene, insegna ai vincitori a non abusare pel loro proprio vantaggio della vittoria.

Fu in nome di questo nazionale interesse che Giulio II. pretese nel corso della guerra ch'ebbe origine dalla lega di Cambrajo, che niuna discendenza legittima, niuna successione, niun trattato avesse potuto trasferire una parte della sovranità dell'Italia ai barbari; che ogni convenzione la quale in sì fatta guisa essenzialmente derogava all'interesse ed all'onore dei popoli, era nulla; che qualunque legittima discendenza doveva esser riguardata come interrotta quand'ella dava per capi alle nazioni dei re, i quali ben lungi dal desiderare la grandezza delle nazioni stesse, bramavano per lo contrario l'abbassamento e la ruina loro. Pure i governi che si attennero a questo sistema, ne temettero sempre l'applicazione a loro proprio danno, e sono caduti in contraddizioni inestricabili affine d'impedire che si potesse poscia chieder loro ragione dell'interesse e dell'onore dei proprii popoli.

Del resto, per quanto s'adoperassero i potentati a colorire con fallaci argomenti le loro pretese, la cupidigia, la gelosia ed il timore di avvilitivi paragoni erano i veri motivi che gl'inducevano a dar di piglio alle armi. Le grandi potenze erano rose dall'invidia veggendo la ricchezza, la prudenza ed i prosperi costanti successi della repubblica di Venezia. Con meno di tre milioni di sudditi e con un territorio che non pareggiava d'assai la decima parte della Francia, della Spagna o della Germania, Venezia si era sol-

levata al pari de' più grandi imperi; ella aveva rintuzzati gli assalti or de' musulmani, or de' francesi, or degli spagnuoli, or de' tedeschi, senza mai sbigottirsi; il più operoso traffico arricchiva la capitale; tutte le città suddite erano fiorenti per le fabbriche e le officine; le campagne prosperavano mercè l'industria degli agricoltori, cui le durate fatiche agevolate dagli stupendi canali d'irrigazione, da poco terminati, premiate dall'ubertà del suolo che si copriva di ricche messi, davano di che vivere felici. I sudditi de' vicini monarchi, paragonando la loro miseria con tanta forza, tanta opulenza e tanta sicurezza, potevano essere indotti a ricercare d'onde procedesse tale diversità, e ad avvertire che non vedevansi in Venezia nè lo stolido lusso delle voluttuose corti, nè le ruberie dei ministri e de' loro ufficiali, nè la petulante ignoranza e i ruinosi intrighi de' giovani favoriti. Venezia, tuttochè non si accostasse alla perfezione e non intendesse ammaestrare altrui, era la satira vivente degli altri governi, i quali per istinto e senza che bene il perchè ne sapessero, da gran tempo desideravano di distruggerla.

Fino dall'anno 1504, Lodovico XII, Massimiliano e Giulio II avevano progettata la spartizione degli stati di Venezia, divisamento di cui ponevano le fondamenta nel trattato di Blois del 22 di settembre; ma la versatilità di Massimiliano, la diffidenza di Giulio II, la gelosia di Ferdinando avevano allora salvata la repubblica dalle trame contro di lei ordite. Il fiero sdegno di Massimiliano, dopo le sconfitte riportate in principio

del 1508, lo indusse a ritentare le stesse negoziazioni ed a ricercare l'alleanza de' francesi, da lui abborriti, per vendicarsi coll'ajuto loro della repubblica da cui era stato umiliato (1).

La tregua di tre anni che il re de' romani aveva di fresco conchiusa colla repubblica di Venezia e co' suoi alleati, non comprendeva il duca di Gheldria, allora in guerra con lui e col suo abbiatico. Era questo duca protetto dalla Francia, e, sotto pretesto di trattare della pace di lui, si venne ad un abboccamento in Cambrajo tra il cardinale d'Amboise, ministro e confidente di Lodovico XII, e Margarita d'Austria, figliuola dell'imperatore Massimiliano e vedova del duca di Savoia. Nel cardinale e nella principessa intieramente fidavano i loro committenti. Margarita accoppiava un senno virile a tutta la femminile accortezza; il cardinale l'aveva giurata a Venezia fin dal tempo ch'egli si era trovato a Roma in occasione dei due conclavi; cosicchè non aveva voluto nemmeno ascoltare Stefano Poucher, vescovo di Sens, il quale rappresentava nel consiglio del re quanto la conservazione di Venezia importasse per la difesa del milanese, quanto la Francia si fosse pochi anni prima pentita di aver chiamato un potentato straniero a spartire il regno di Napoli, e quanto fosse da temersi che la progettata divisione della Lombardia la facesse cader tutta intera sotto il dominio della casa d'Austria (2).

(1) *Fr. Beleariti Comm. Rer. Gall.*, l. xi, p. 311.

(2) *Ivi*, p. 310. - *Arn. Ferronü*, l. iv, p. 67.

Il cardinale d'Amboise e Margarita d'Austria, essendosi recati a Cambrajo sotto colore di trattarvi la pace del duca di Gheldria, non ammisero a parte delle loro trattative nè gli ambasciatori di Ferdinando il cattolico, sebbene Lodovico XII avesse comunicati a questo monarca i suoi disegni sopra Venezia nell'abboccamento di Savona e gli avesse offerto come prezzo della sua cooperazione le città marittime della Puglia, che i veneziani tenevano in pegno per sicurtà del danaro somministrato alla casa d'Arragona; nè il nunzio del papa, sebbene Giulio II, per ricuperare le sue città di Romagna, fosse stato il primo a suggerire l'idea di questa confederazione. Il cardinale e la principessa deliberarono soli e senza assistenti, e le loro negoziazioni diedero luogo a così fiere altercazioni, che Margarita scriveva: *Poco mancò che il signor legato ed io non ci acciuffassimo pei capelli*. Tuttavia queste negoziazioni furono in breve tempo terminate con due trattati sottoscritti il 10 di dicembre del 1508. Col primo le vertenze del duca di Gheldria coll'arciduca Carlo vennero conciliate, siccome ancora quelle intorno alla dipendenza de' feudi dei Paesi Bassi dalla corona di Francia; ed in conseguenza Massimiliano si obbligò di dare a Lodovico XII una nuova investitura nel ducato di Milano (1). Col secondo fu stipulata la lega d'Europa contro Venezia, tenendosi per certi i due plenipotenziari di ottenere la ratifica degli altri principi,

(1) *De Flassan, Histoire de la Diplom. Française*, t. 4, l. II, p. 286. - *Léonard, Corps Diplom.*, t. II.

sebbene il nunzio del papa, interpellatone, ricusasse la sua, per mancanza di formale istruzione.

Questo secondo trattato, che viene propriamente indicato col nome di Lega di Cambrajo, portava: che, avendo l'imperatore e il re di Francia determinato, a richiesta di Giulio II, di fare alleanza per muovere guerra ai turchi, avevano pattuito preventivamente: « di far cessare » le perdite, le ingiurie, le rapine, i danni che » i veneziani hanno arrecato non solo alla santa » sede apostolica, ma al santo romano imperio; » alla casa d'Austria, ai duchi di Milano, ai re » di Napoli ed a molti altri principi, occupando » e tirannicamente usurpando i loro beni, i loro » possedimenti; le loro città e castella, come se » cospirato avessero per il male di tutti ». Per tutte queste ragioni, soggiungono i monarchi contraenti: « noi abbiamo trovato non solo utile » ed onorevole, ma ancora necessario, di chiamar tutti ad una giusta vendetta per ispegner, come un incendio comune, la insaziabile cupidigia dei veneziani e la loro sete di dominare » (1).

Dopo questo preambolo, il trattato porta: che i confederati muoveranno di comune accordo a danno de' veneziani per costringerli a rendere alla santa sede Ravenna, Cervia, Faenza, Rimini, Imola e Cesena; all'imperio Padova, Vicenza e

(1) *Manifesto di Massimiliano in data del 6 di gennajo del 1509, che serve di preambolo al trattato di Cambrajo. Ann. Eccles. Rayn., Ann. 1509, §§ 2, 3, 4, t. xx, p. 64.*

Verona; alla casa d'Austria Roveredo, Treviso e il Friuli; al re di Francia Brescia, Bergamo, Crema, Cremona, la Ghiara d'Adda e tutte le dipendenze del ducato di Milano; al re di Spagna e di Napoli Trani, Brindisi, Otranto, Gallipoli, Mola e Polignano con tutte le città che avevano ricevute in pegno da Ferdinando II; al re d'Ungheria; se entrava in quell'alleanza, tutte le città della Dalmazia e della Schiavonia che avevano già un tempo appartenuto alla di lui corona; al duca di Savoia il regno di Cipro, e alle case d'Este e di Gonzaga i possessi che la repubblica aveva conquistati a danno de' loro antenati. Tanta fu l'inavvertenza o l'ignoranza con cui procedettero i plenipotenziari in questo trattato, che fra le città che i veneziani dovevano restituire al papa, annoverarono Imola e Cesena, le quali da lungo tempo erano state cedute al papa. Per rispetto alle potenze che nulla poteano pretendere delle spoglie di Venezia, come l'Inghilterra, fu pattuito che queste ancora potrebbero venire ammesse a parte di quell'alleanza, purchè ne facessero la domanda avanti che fosse spirato il termine di tre mesi (1).

Quanto ai modi d'esecuzione, era convenuto con questo trattato: che il re di Francia assalirebbe in persona i veneziani il primo giorno di aprile e che nello stesso tempo il papa li fulminerebbe con tutte le censure ecclesiastiche, e richiederebbe di soccorso l'imperatore come avvocato

(1) *Fran. Guicciardini*, l. viii, p. 412. - *Jacopo Nardi*, t. iv, p. 204. - *Fr. Belcarii*, l. xi, p. 311. - *Histoire de la diplom. française*, t. i, l. ii, p. 288. - *Alf. de Ulloa, Via di Carlo V*, l. i, f. 53.

della chiesa. Questa domanda doveva disciogliere Massimiliano dagli obblighi contratti pochi mesi avanti e dargli motivo per assaltare i veneziani, ciò ch'egli prometteva di fare in persona, quaranta giorni dopo ch'e' fossero stati assaliti dal re di Francia. Nello stesso tempo Ferdinando e gli altri alleati dovevano, ciascuno per parte sua, impadronirsi delle province loro assegnate. Ognuno de' confederati doveva operare per conto proprio, e badare alle proprie conquiste senz'obbligo di assecondare i suoi soci.

I confederati non furono paghi nel pattuire la spartizione d'uno stato inverso alquale erano stretti da solenni trattati; per mandare ad effetto con maggior sicurezza quest'atto d'iniquità essi pensarono essere d'uopo assalire alla sprovvista i veneziani, e fermarono di non permettere che la repubblica avesse alcun sentore del conchiuso trattato. Contribuì assai a nascondere l'operato de' confederati la convenzione fatta nello stesso tempo col duca di Gheldria: i plenipotenziari si affrettarono di partire da Cambrajo per non dare alcun sospetto all'Europa; e l'ambasciatore veneziano, avendo avuto qualche sentore del turbine che minacciava la sua patria, Lodovico XXII rassiecurollò, facendogli mille protestazioni che nulla erasi conchiuso a Cambrajo che potesse riuscire svantaggioso alla sua repubblica, e che egli non prenderebbe mai parte in tuttociò che potesse nuocere a' suoi antichi alleati (1).

(1) *Fran. Guicciardini*, l. VIII, p. 412. - *Fran. Belcarri*, l. XI, p. 312 - *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V*, l. I, f. 54.

Lodovico XII aveva senza esitanza ratificato il trattato di Cambrajo. Alberto Pio, signore di Carpi, ed il vescovo di Parigi, inviati a Massimiliano, ottennero altresì immantinente la di lui ratifica; nè più lungo tempo si fece desiderare quella di Ferdinando il cattolico; il quale, sebbene temesse la potenza degli stranieri in Italia e diffidasse egualmente di Massimiliano e dei francesi, non sentendosi però abbastanza forte per difendere i veneziani, tenne per lo meglio di cominciare ad ingrandirsi a danno loro (1).

L'odio che Giulio II aveva concepito contro i veneziani veniva accresciuto da due nuove offese: essi avevano dato asilo negli stati della repubblica ai Bentivoglio, dopo l'espulsione di costoro dal milanese; e di più il senato aveva ricusato di concedere l'immissione in possesso del temporale del vescovado di Vicenza al nuovo cardinale di san Pietro *ad Vincula*, nipote del papa e da lui recentemente eletto vescovo di quella città (2). Pure Giulio II dubitava più che gli altri confederati a ratificare il trattato di Cambrajo. Bene ei si avvisava che questa lega accrescerebbe la potenza degli oltremontani in Italia, mentre che era scopo de' suoi più ardenti desiderii il purgarla da coloro ch'egli chiamava barbari. La sua diffidenza verso i francesi veniva inoltre accresciuta dal suo odio contro il cardinale d'Amboise, ch'egli risguardava come colui che aspirava a succedergli, e di cui temeva le trame contro

(1) *Jo. Marianae de reb. Hisp.*, l. xxix, c. xv, p. 280.

(2) *Fran. Guicciardini*, l. viii, p. 410.

la propria sua vita. Aveva Giulio II sperimentato di recente, in occasione del tumulto di Genova, quanto poco i francesi lo rispettassero, e non poteva senza timore accrescere ancora la loro preponderanza. Massimiliano non era meno formidabile alla santa sede, sia per le pretese che l'impero aveva sempre avute sopra l'Italia, sia perchè il di lui erede essendo nello stesso tempo erede di Ferdinando, era cosa da temersi gravemente che l'abbaiatico di questi due principi, il quale doveva riunire le due monarchie in allora rivali, aggiugnendo il regno di Napoli e la Marca veronese a tanti altri estesissimi stati, chiudesse da ogni parte la santa sede; la quale, ciò avvenendo, più sperar non poteva di conservare la propria indipendenza, laonde inutili diventavano tutti gli sforzi fatti da Giulio II per riunire le smembrate province alla chiesa.

L'epirota Costantino Cominates trovavasi in allora a Roma ambasciatore di Massimiliano, che lo aveva in grandissimo favore. Il Cominates aveva avuto in altri tempi la tutela dei giovani marchesi di Monferrato ed era stato in appresso cacciato dai francesi da quel principato; laonde aveva contro di loro concepito grandissimo odio. Dopo di essersi abboccato con Giulio II, il Cominates fu incaricato dal papa di parlare segretamente al ministro della repubblica in Roma, Giovanni Badoero. Egli andò a trovare il Badoero di notte; gli comunicò il trattato di Cambrajo, di cui la repubblica non aveva ancora avuta contezza; e gli disse che se il senato voleva restituire al papa Faenza e Rimini, questi si scosterebbe dalla lega, e che il

senato potrebbe ancora commetter male tra Massimiliano e la Francia, assecondando i progetti dell'imperatore sul milanese. Queste pratiche furono immantinente dal Badoero comunicate al consiglio dei dieci, il quale nello stesso torno di tempo aveva da Milano avuto notizia del trattato (1).

Il consiglio dei dieci, prima di trattare col papa, volle tentare se di vero gli sarebbe venuto fatto di scostare l'imperatore dall'alleanza della Francia. Mandò pertanto a Massimiliano Giovan Pietro Stella, segretario del senato, colle più vantaggiose proposizioni. Ma quest'inviato non seppe osservare impenetrabilmente il segreto; l'ambasciatore francese, edotto della sua venuta, impedì ch'ei fosse accolto, e fece pure in seguito rimandare un altro negoziatore veneziano. Una nuova proposta di pace che Giulio II fece a Giorgio Pisani, secondo ambasciatore della repubblica a Roma, fu disdegnata da questi, che era uomo burbero e d'aspra indole, e che neppure la comunicò a' suoi signori (2). Finalmente la signoria, dopo di avere lungamente consultato intorno ai mezzi di staccare il papa dalla lega contro di lei fermata, fu dell'avviso proposto da Domenico Trevisani, vale a dire, che cedendo alla chiesa senza combattere ciò che questa a stento potrebbe ottenere colle armi, si veniva a comperare a carissimo prezzo la neutralità di un debole nemico, e si dava in principio della guerra una troppo

(1) *P. Bembi Hist. Ven.*, l. VII, p. 158.

(2) *Ivi.*

pericolosa prova di pusillanimità. Il papa, che aveva protratta fino all'ultimo giorno la ratifica del trattato, finalmente vi acconsentì; ma sotto l'espressa condizione ch'egli non si muoverebbe alla scoperta contro i veneziani se non dopo che i francesi avrebbero di già cominciate le ostilità (1).

Vero è che le mosse di questi non dovevano più lungamente differirsi; Lodovico XII si era recato a Lione per affrettare la discesa delle sue truppe in Italia; il cardinale d'Amboise, che cercava ad ogni modo un pretesto per rompere l'antica alleanza colla repubblica, aveva, in presenza di tutto il consiglio, fatti acerbissimi rimproveri all'ambasciatore veneziano, perchè i di lui signori facessero afforzare l'abbazia di Cerreto, nello stato di Crema, contro il tenore di un trattato conchiuso dalla repubblica con Francesco Sforza il 29 aprile del 1454 (2). Lodovico XII si faceva dare intanto, per questa guerra, navi dai genovesi, denaro dai fiorentini, denaro e soldati dai milanesi, ai quali stavano sul cuore le province del loro stato cedute dalla Francia alla repubblica di Venezia. Finalmente in sul cadere di febbrajo la corte di Francia trasse al tutto la maschera; richiamò da Venezia il suo ambasciatore; rinandò quello de' veneziani, come pure il segretario della repubblica, residente in Milano, e pubblicò il suo bando di guerra. Per lo contrario Ferdinando il cattolico, tenace della propria perfida politica, fece dire alla repubblica: ch'egli

(1) *Fran. Guicciardini*, l. viii, p. 414. - *Fr. Belcartil*, l. xi, p. 312.

(2) *Ivi*, p. 418, *ivi*, p. 314.

era entrato nella lega sottoscritta a Cambrajo contro i turchi, ma non in quella contro Venezia; che gli erano ignote le ragioni per cui Lodovico XII s'induceva ad assalire la signoria, e che, per quanto stava da lui, era parato a prestare alla repubblica tutti i buoni uffici ch'ella aveva diritto di ripremettersi dal suo affetto e dalla sua ricchezza (1).

Le ostilità erano già cominciate in riva all'Adda tra gli scorridori francesi e veneziani, allorchè l'araldo d'armi di Francia, introdotto in senato, denunciò la guerra a Leonardo Loredano, doge di Venezia, ed a tutti i cittadini di quella città, qualificandoli per uomini infedeli, che ingiustamente ritenevano le città del sommo pontefice e dei re dopo averle occupate con ingiusta forza. Rispose il Loredano: che la repubblica non aveva mancato di fede a chicchessia, e che se ella non avesse con troppa fede osservati i suoi obblighi verso la Francia medesima, Lodovico XII non avrebbe in Italia tanto terreno da poter riporre il piede. Dopo queste solenni protestazioni da ambidue le parti ad altro non si pensò che alla guerra (2).

I veneziani, sebbene assaliti da quasi tutta l'Europa, e senza alleati, non disperavano della salute pubblica. Purchè reggessero al primo assalto, essi non dubitavano che la lega non si sciogliesse entro pochi mesi: gli alleati erano mossi da troppo discordi interessi, e l'indele del papa

(1) *P. Bembi Hist. Ven.*, l. vii, p. 159.

(2) *Ivi*, p. 162. - *Fran. Guicciardini*, l. viii, p. 421.

e di Massimiliano era troppo incostante per poter credere che lungo tempo essi perseverare volessero in un' intrapresa tanto contraria ad ogni sana politica. I veneziani pensarono adunque a porsi in sulle difese; le loro ricchezze, che ancora erano intatte, e la prosperità del traffico, non ancora scemato dai recenti progressi de' portoghesi nelle Indie, davano loro modo di accaparrarsi tutti i condottieri e di ragunare sotto le insegne di san Marco la più bell' armata che avesse fino allora combattuto nelle guerre d'Italia. Ma queste ricchezze, in cui era posta tutta la loro forza, furono distrutte da tanti fortuiti accidenti, che pareva il cielo medesimo avesse aderito alla lega dei nemici della repubblica. Il primo infausto accidente fu l'incendio dell'arsenale di Venezia. La polveriera dell'arsenale scoppiò con orribile fracasso, mentre che il consiglio stava adunato, e l'incendio di quell'antico stupendo edificio coprì la città intiera di cenere e di brage. Altri disastri succedettero bentosto a quel primo. La fortezza di Brescia fu colpita da un fulmine che ne spaccò le mura; una barca che portava a Ravenna dieci mila ducati per pagare le truppe, affondò; finalmente gli archivi della repubblica, che contenevano tutte le più preziose carte di lei, furono preda del fuoco. Queste replicate disgrazie non erano tanto dannose per sè medesime, quanto per lo sgomento funesto del popolo, che le risguardava come altrettanti funesti presagi (1).

(1) *Fran. Guicciardini*, I. VIII, p. 419. - *Fran. Belcarri*
Comm. Rer. Gall., I. XI, p. 315.

I veneziani avevano tratto al loro soldo molti condottieri nati negli stati della chiesa, fra i quali annoveravansi Giulio e Renzo Orsini, signori di Ceri, di cui portavano il nome, e Troilo Savelli. Questi condottieri dovevano condurre loro cinquecento uomini d'arme e tre mila fanti, per le paghe de' quali avevano già ricevuto quindici mila ducati. Ma il papa fece comandamento a costoro, con minaccia delle più aspre pene ecclesiastiche e temporali, di rompere il contratto e nello stesso tempo di non restituire il denaro. I condottieri ribbidirono a quest' intima del loro sovrano abituale (1). Ma, non ostante l' assenza di costoro, i veneziani avevano presso di Ponte Vico sull'Olio due mila cento lance intere, il che vuol dire per ogni lancia quattro ed anche sei cavalli, mille cinquecento cavalleggieri italiani, mille ottocento stradioti, diciotto mila fanti di truppe assoldate, e dodici mila uomini di milizie (2). Niccolò Orsini, conte di Pitigliano, aveva il titolo di capitano generale di quest' armata, e Bartolommeo d'Alviano, della medesima famiglia, quello di governatore. Stavano inoltre presso all' armata, siccome delegati della signoria, i due provveditori Giorgio Cornaro ed Andrea Gritti, i quali avevano acquistata grandissima riputazione nelle negoziazioni e nelle armate. Tutti due erano stati nel precedente anno opposti a Massimiliano, l' uno

(1) *Fran. Guicciardini*, l. viii, p. 419. - *P. Bembi Hist. Ven.*, l. vii, p. 165.

(2) *Muratori, Ann. d' Italia*, l. x. p. 41, secondo una cronaca manoscritta. - *Fr. Guicciardini*, l. viii, p. 245. - *P. Bembi*, l. vii, p. 167. - *Fr. Belcarri*, l. xi, p. 317.

nel Friuli, l'altro a Roveredo; e da quella campagna erano ritornati carichi d'allori (1).

Il re di Francia era già in procinto di assaltare la repubblica, mentre che gli altri confederati erano determinati a non muoversi se non dopo di avere giudicato dai primi avvenimenti della sorte della guerra. Perciò i veneziani, destinando tutte le loro forze contro i francesi, le avevano adunate in riva all'Olio. Colà due divisamenti di guerra, affatto contrari, vennero proposti dai due capitani dell'armata. L'Alviano, che si era sempre segnalato con gli ardimentosi suoi disegni e colla somma sua prontezza nella loro esecuzione, voleva arrecare la guerra nel paese nemico prima che Lodovico XII avesse potuto ragunare tutte le sue forze; e divisava di giovare del malcontento che il governo francese aveva destato in tutta l'Italia, per ribellare ai francesi il ducato di Milano, impadronirsi di tutto il danaro e valersi di tutti gli uomini atti alle armi che aveva la Lombardia, invece di lasciarli in mano al nemico; indi assalire le schiere francesi, mano mano ch'esse scenderebbero dalle Alpi, prima che potessero fare la massa. Per lo contrario il Pitigliano, prudente generale, che nulla voleva lasciare in balia della sorte, ma che dall'Alviano era accusato di accoppiare alla timidezza della vecchiezza quella ancora ch'era propria dell'indole sua, avrebbe voluto che non si pensasse nemmeno a difendere le terre della Ghiara d'Ad-da, che non erano di grande importanza; e che

(1) *Fr. Guicciardini*, l. vii, p. 416.

si lasciasse ammorzare o rintuzzare l'impeto francese negli assedi, tenendo intanto l'armata nel campo trincerato degli Orici, di cui Francesco Carmagnola e Giacomo Piccinino avevano conosciuta l'importanza nelle precedenti guerre. L'armata, difesa in tale guisa dall'Olio e dal Serio, doveva minacciare di colà le truppe che volessero assediare Cremona o Crema, Bergamo o Brescia, travagliarle colla cavalleria leggiera e avvicinarsi ancora alle medesime per toglier loro le vittovaglie, ma senza giammai abbandonare i luoghi fortificati (1).

Questi due guerrieri divisamenti potevano arrecare di grandi vantaggi; ma, siccome quasi sempre accade allor quando le operazioni militari dipendono dalle deliberazioni de' consigli civili, i due partiti estremi, che potevano essere tutti e due pregevoli, furono rigettati per appigliarsi ad un partito di mezzo, di necessità cattivo. Coloro che consultano intorno a materie loro ignote, credono; secondo il detto del Necker, di *parre il loro consiglio in sicuro* quando il loro parere è discosto del pari dalle opinioni estreme di due uomini dell'arte; e questo suggerimento dell'amor proprio riuscì fatale a molti stati. Il senato rigettò il consiglio dell'Alviano, come troppo audace, e quello del Pitighiano, come troppo timido; ma ordinò ai generali di condurre l'armata in riva all'Adda per difendere la Ghiara d'Adda, loro prescrivendo nello stesso tempo di

(1) *Fran. Guicciardini*, l. viii, p. 416. - *P. Bembi*, l. vii, p. 165. - *Fran. Belcarri*, l. xi, p. 315.

non venire a battaglia, quando non vi fossero costretti da urgente necessità, o che loro non si presentasse una favorevolissima occasione (1).

Il re di Francia avvicinavasi con più bellicosi umori; egli desiderava di venire a battaglia il più presto che fosse possibile, sebbene tutte le sue truppe non fossero ancora in pronto; e cominciò tosto le ostilità, perchè il termine dei quaranta giorni, dopo il quale il papa e l'imperatore dovevano assecondarlo, cominciassero a decorrere. Per suo comando il Chaumont valicò l'Adda presso Cassano, il 15 aprile del 1509, con tre mila cavalli, sei mila fanti e poche artiglierie, avviandosi a Treviglio, tre miglia stante dall'Adda. L'armata veneziana non aveva ancora lasciato Pontevico; ma Giustiniano Morosini, provveditore degli stradioti, trovavasi a Treviglio col Vitelli di Città di Castello e con Vincenzo Naldi, che comandava la valorosa infanteria dei Brisiqbella, assoldata in Romagna nel castello di questo nome (2). Questi capi, credendo di non aver a fronte più che una piccola schiera di cavalleggeri, mandarono dugento fanti ed alcuni stradioti per respingerli. Ma questi furono bentosto incalzati fino alle porte di Treviglio, ed i francesi, che li inseguivano con ardore, appuntarono subito alcune artiglierie contro le mura. Lo spavento sottentrò bentosto alla pristina baldanza, e gli abitanti di Treviglio costrinsero la guarnigione ad arrendersi. Il provveditore Morosini,

(1) *Fran. Guicciardini*, l. viii, p. 420.

(2) *Mém. du chev. Bayard*, c. xxix, p. 70.

il Vitelli e il Naldi furono fatti prigionieri con circa cento cavalleggeri e mille fanti. Solamente dugento stradioti si salvarono colla fuga. Lo stesso giorno i francesi assaltarono ancora i confini veneziani da quattro altre parti, dai monti di Brianza fino alle vicinanze di Piacenza; ma dopo di avere in tal modo cominciata la guerra, tutte queste schiere si ritirarono, e il Chaumont tornò a Milano per aspettarvi il re (1).

Non giunse appena a Roma la notizia di queste prime ostilità che il papa pubblicò il 27 di aprile la bolla di scomunica, che aveva tenuta in serbo, contro il doge, i pregadi, il consiglio generale ed i cittadini di Venezia. Rinfacciava Giulio in questa bolla alla repubblica di avere usurpate tutte le terre ch'ella possedeva in Romagna, e dichiarava che, fino dal tempo dell'acquisto di Cervia, fatto l'anno 1468, ella si trovava aggravata dalle scomuniche annuali della bolla in *coena domini*. Incolpava i veneziani di avere nei loro stati turbata l'ecclesiastica giurisdizione, vietando e perfino castigando le appellazioni alla santa sede, assoggettando gli ecclesiastici al foro laicale, ed attribuendosi contro la disposizione dei canoni la collazione de' beneficj. Tacciavali di avere, in disprezzo delle scomuniche pronunciate contro i Bentivoglio, dato asilo ne' loro stati a que' nemici della santa sede e d'aver loro inoltre permesso di stare nelle città più vicine ai con-

(1) *Fran. Guicciardini*, l. viii, p. 421. - *Jac. Nardi*, *Ist. Fior.*, l. iv, p. 205. *Fr. Belcurii Comm. Rer. Gall.*, l. xi, p. 316.

fini per favorire le loro pratiche in Bologna. Per tutte queste cagioni, conchiudeva Giulio II, la santa sede avrebbe potuto immediatamente trattare i veneziani come gentili, come infedeli, come membra infette della chiesa, cui conviene disperdere prima che corrompano le altre. Pure per effetto della sua estrema indulgenza ella voleva ancora denunciar loro le pene nelle quali erano caduti e concedere loro un termine perentorio di ventiquattro giorni per ravvedersi e restituire alla chiesa tuttociò che possedevano nel di lei territorio, purchè restituissero ancora tutti i frutti che avevano percetti in tutti gli anni della loro usurpazione (1).

Se poi i veneziani differivano oltre il prescritto termine a ravvedersi e a dar prove del loro pentimento, il papa coll'apostolica autorità assoggettava all'interdetto non solo Venezia, ma tutte le terre del di lei dominio e tutte quelle che darebbero asilo a qualunque veneziano; chiariva i cittadini di Venezia rei di lesa divina maestà e perpetui nemici del nome cristiano, permettendo a chiunque di assalirli, d'impadronirsi de' loro averi e delle loro persone e di venderli come schiavi. Tanto è vero che la chiesa romana non ha meritato l'etcomio spesso fattole d'aver abolita la schiavitù (2).

(1) *Rayn. Ann. Eccl.*, 1509, §§ 6-9, t. xx, p. 65. Il Rainaldi non riporta testualmente più che questa prima parte della bolla, e omette le minacce con cui ella si chiude.

(2) *Fr. Guicciardini*, l. viii, p. 422. - *P. Bembi Histor. Vex.*, l. vii, p. 165. - *Fr. Belcarii*, l. xi, p. 316.

Frattanto l'armata veneziana, trovandosi adunata, si avanzò da Ponte Vico a Fontanella, grossa terra lontana sei miglia da Lodi, dal qual luogo poteva facilmente soccorrere Cremona, Crema, Caravaggio e Bergamo. Colà seppero i suoi generali che il Chaumont aveva ripassata l'Adda, ed in conseguenza credettero venuta l'opportunità di recuperare Treviglio. Il solo Alviano si oppose a questa risoluzione, rappresentando che non conveniva avvicinarsi al nemico se non quando si volesse assalire, e che l'avanzarsi contro i nemici e il volere stare in sulla difensiva era lo stesso che tener dietro ad un tempo a due progetti contraddittorj. Ma non essendosi data retta a queste dimostranze, l'armata veneziana occupò da prima Rivolta sulle sponde dell'Adda, ed in appresso assaltò Treviglio, ove il Chaumont aveva lasciate cinquanta lance e mille fanti sotto gli ordini dei capitani Imbault e Fontpailles. Avendo subito l'artiglieria aperta la breccia dalla banda di Cassano, la guarnigione capitolò; gli ufficiali rimasero prigionieri, ed i soldati si ritirarono disarmati. Per mala ventura i francesi non patteggiarono il perdono degli abitanti, i quali colla loro sollevazione avevano cagionata la resa della terra; onde i generali veneziani per gastigare quella infedeltà diedero il sacco a Treviglio (1).

Ma lo stesso giorno, 8 di maggio, in cui Treviglio aveva capitolato, Lodovico XII giunse sul-

(1) P. Bembi *Hist. Ven.*, I. VIII, p. 166. - Fr. Belcarri, *Com.*, I. XI, p. 317. - *Mém. du chev. Bayard*, c. XLII, t. XV, p. 70.

l'opposta sponda dell'Adda, e nel susseguente giorno fece costruire tre ponti sopra quel fiume al disotto di Cassano, senza che i veneziani, che n'erano lontani alcune miglia, occupati nel sacco di Treviglio, si opponessero ai nemici. La sponda di Cassano è più alta che non la sponda opposta, e la difesa del fiume sarebbe sempre riuscita difficile: pure i francesi erano assai lontani dal credere che i veneziani non l'avrebbero tentato; perlocchè Gian Giacomo Trivulzio, poichè vide Lodovico XII con tutta la sua armata sulla riva sinistra dell'Adda, gli disse: « Sire, oggi voi avete vinti i veneziani » (1). L'Alviano, senza essere edotto del passaggio dei francesi, s'accorgeva della necessità di condurre la sua armata sulle rive del fiume, e non potendo in altro modo sveltare i suoi soldati dal saccheggio, fece appiccare il fuoco a Treviglio per iscacciarneli; ma a malgrado di questa crudele esecuzione, arrivò troppo tardi; e non trovandosi più i due eserciti separati da verun ostacolo, i veneziani rientrarono nel loro campo intorno a Treviglio, che era fortissimo di sito, ed i francesi si accamparono in distanza di un miglio.

Avendo Lodovico XII fatta esplorare la posizione de' veneziani e giudicando troppo pericolosa cosa l'assalirli, dopo essere rimasto un giorno in loro presenza, nel susseguente piegò dalla banda di mezzogiorno e discese lungo il fiume fino a Rivolta, di cui s'impadronì. Dopo esservi

(1) *Fran. Guicciardini*, l. viii, p. 424. - *Jac. Nardi*, *Ist. Fior.*, l. iv, p. 205.

rimasto un giorno, arse quel villaggio, e continuò ad avanzarsi per quella strada onde giugnere a Pandiopp o a Vailate, e chiudere in tal modo all'armata veneziana i passi verso Crema e Cremona, donde ella traeva i viveri. Mentre che il re camminava lungo le tortuose rive dell'Adda, i veneziani avrebbero potuto, seguendo la corda dell'arco che descriveva Lodovico XII, giugnere per più breve cammino ad un altro accampamento più vicino a Crema, e non meno forte di sito di quello che occupavano. Il Pitigliano voleva far questo viaggio soltanto all'indomani, ma l'Alviano insistette per muoversi tosto onde sopravanzare il nemico. Infatti fu dato l'ordine di partire. Gli alti cespugli ond'è coperto il paese nascondevano affatto l'armata veneziana, che teneva la strada a destra, alla vista de' francesi, che seguivano la manca; e il cammino de' veneziani essendo più diretto, essi trovaronsi benosto avvantaggiati. Ma per l'appunto in quel luogo le due strade si accostavano l'una all'altra, e l'Alviano, che aveva il comando del retroguardo, ebbe avviso che Carlo d'Amboise e Giau Giacopo Trivulzio, che comandavano l'avanguardia francese, si trovavano a lui vicinissimi (1).

L'armata di Lodovico XII era numerosa di due mila lance, mille svizzeri e dodici mila fanti guaschi o italiani ed aveva con seco molte arti-

(1) *Fran. Guicciardini*, l. viii, p. 475. - *P. Bembi Hist. Ven.*, l. vii, p. 168. - *Fr. Belcarii Comen. Rer. Gall.*, l. xi, p. 318.

glierie (1). Venivano d'antiguardo con Carlo d'Amboise cinquecento lance ed alcuni svizzeri; nella retroguardia dell'Alviano trovavansi ottocento uomini d'arme ed il fiore della fanteria italiana. La battaglia tra il d'Amboise e il d'Alviano non era disuguale; ma essendo le altre schiere in cammino, il Pitigliano si allontanava sempre più dall'Alviano, e per l'opposto Lodovico XII si accostava sempre di più a Carlo d'Amboise. Non potendo l'Alviano schivar la battaglia, mandò subito dicendo al Pitigliano ch'egli era alle mani, e richiedendolo nello stesso tempo di fermarsi e di soccorrerlo. Il Pitigliano fin dal principio della campagna aveva dovuto contender sempre coll'impetuoso Alviano, cui sempre vedeva andare in cerca di que' pericoli ch'egli credevasi in dovere di evitare; laonde, supponendo che in quell'occasione l'Alviano volesse costringerlo suo malgrado a combattere, gli fece dire di proseguire la sua ritirata in buon ordine, poichè era volontà del senato che non si venisse a battaglia (2).

Frattanto l'Alviano si era apparecchiato a combattere: aveva collocati i suoi fanti con sei pezzi d'artiglieria sopra un argine destinato a tener a freno le acque di un torrente che in quel momento era asciutto, ed aveva impetuosamente assalita la cavalleria francese in un suolo cosperso di vigneti ov'ella non poteva liberamente muoversi. L'Alviano approfittò di questo vantaggio,

(1) *Mém. du chev. Bayard.*, c. xxix, t. xv, p. 69.

(2) *Fran. Guicciardini*, l. vii, p. 425. - *Fran. Belcarri*, l. xi, p. 318.

la respinse e la inseguì fino ad un luogo più aperto. Nello stesso tempo giugnava il re colla schiera di battaglia; e la retroguardia dell' Alviano, che aveva di già ottenuto un notabile vantaggio, trovavasi a fronte tutta l'armata nemica. Il valore del generale si era trasfuso ne' soldati e l'ottenuto vantaggio sosteneva il loro ardore, di modo che continuarono la battaglia per tre ore colla più grande intrepidezza. Una dirotta pioggia sopraggiunta in tempo della battaglia faceva pei pedoni sdruciolevole il terreno; la speranza di veder giugnere il Pitigliano, nel di cui soccorso era riposta ogni fiducia, cominciava a venir meno; ma la fanteria italiana de' Brisighella, insigne per le sue casacche per metà bianche e rosse, si rese degna della sua nuova riputazione; perciocchè, sebbene costretta a ripiegare fino in un aperto piano, in cui era esposta all'impetuoso assalto della cavalleria, mai non rappe le sue ordinanze. Accerchiati, incalzati ed oppressi, quei fanti romagnuoli si fecero quasi tutti uccidere, dopo di avere a caro prezzo vendute le vite. Avevano costoro avuto il nome da Naldo di Brisighella in valle di Lamone, da cui erano stati ordinati; e tutta la fanteria assoldata de' veneziani aveva in appresso adottati i loro colori e la loro ordinanza. Questa fanteria lasciò sei mila morti sul campo di battaglia, il doppio all'undici presso di ciò che perduto avevano i francesi. Gli uomini d'arme veneziani non soffrirono molto; ma Bartolommeo d'Alviano, ferito in volto, fu fatto prigioniero e condotto al padiglione del re. Caddero in potere de' francesi venti pezzi

d'artiglieria: il restante dell'esercito veneziano continuò la sua ritirata senza essere inseguito (1).

Questa battaglia, chiamata di Vailate o di Agnello, nella Ghiara d'Adda, fu combattuta il 14 maggio del 1509. Con questa incominciò un nuovo modo di guerra, diverso dell'antico per maggior ferocia nella mischia e per sconfitte più sanguinose. Da quindici anni gli oltramontani avevano portate le loro armi in Italia; pure non si era ancora veduto un campo di battaglia gremito di tanti cadaveri, nè l'infanteria avere tanta parte nell'azione. Ma quanto più le guerre si prolungano, tanto più esse diventano nazionali; quanto più i patimenti de' vinti si fanno intollerabili, tanto più ognuno s'avvede essere meglio il difendersi fino all'estremo, che il lasciarsi opprimere senza combattere. Finalmente giugne l'istante in cui i popoli scendono in campo con tutte le loro forze ed in cui la vittoria più non sembra potersi ottenere se non coll'esterminio de' vinti: e quanto più gli aggressori hanno accresciuto il loro numero ed i loro mezzi di offesa, tanto più essi aggravano, per nodrirsi, i vinti, e tanto più diventa insossribile il loro giogo. La resistenza si accresce coll'oppressione. Dopo di avere combattute sanguinose battaglie, si tratta ferocemente del pari l'assedio delle città e si tiranneggiano

(1) *Fr. Guicciardini*, l. VIII, p. 425. - *P. Bembi, Hist. Ven.*, l. VII, p. 170. - *Jac. Nardi, Ist. Fior.*, l. IX, p. 206. - *Fr. Belcarri*, l. XI, p. 318. - *Jo. Marianae de reb. Hisp.*, l. XXIX, c. XIX, p. 287. - *P. Bizzarri Hist. Gen.*, l. XVIII, p. 426. - *Mém. du chev. Bayard*, t. XV, c. XXIX, p. 71. - *Arn. Ferronii*, t. IV, p. 68.

erudemente i paesi conquistati. Dopo la battaglia di Vailate, ogni anno fu segnalato da sempre maggior furore di guerra e da più grande effusione di sangue, infino a tanto che il generale spossamento costringesse finalmente alla pace le nazioni ed i loro capi, perchè la generazione atta alle armi era quasi affatto spenta, e perchè non potevansi mettere a numero le armate coi vecchi e coi fanciulli.

Lodovico XII approfittò della sua vittoria con una celerità che diede maggior risalto alle sue guerriere doti, che non l'esito medesimo della battaglia. Nel susseguente giorno giunse a Caravaggio, che aprì subito le porte, e la cui rocca, battuta colle artiglierie, capitò il giorno dopo. Bergamo gli mandò le chiavi il giorno 17, ed il re fece occupare la città da cinquanta lance e da mille fanti: la rocca non si sostenne più che due o tre giorni. In ogni capitolazione Lodovico XII richiedeva sempre che i gentiluomini veneziani che si trovavano nelle città, restassero suoi prigionieri. Egli voleva taglieggiarli così gravemente da rovinare le loro famiglie e porli nell'assoluta impossibilità di soccorrere colle private loro sostanze al pubblico erario. Intanto egli si avvicinava a Brescia, tenendo dietro all'armata veneziana, che si era ritirata verso quella città ed era assai assottigliata dalla diserzione. I due provveditori, Giorgio Cornaro ed Andrea Gritti, avevano in vano scongiurati i bresciani di accoglierli entro le mura; il conte Giovan Francesco Gamba, capo della fazione ghibellina, il quale, appena giuntogli l'avviso della sconfitta di Vai-

late, si era co' suoi partigiani impadronito delle porte, ricusò d'aprirle alle truppe venete, e il ventiquattro di maggio le diede ai francesi. Il Pitigliano, non si trovando sicuro in vicinanza di una città ribellata, si ritirò a Peschiera colle reliquie della sua armata (1).

Le calamità si succedevano a danno dei veneziani con tanta e sì spaventosa rapidità, che nè il senato, di cui si era tanto vantata la costanza e la fermezza, nè il popolo, nel cui amore di patria si poneva grande speranza, non trovavano in sè medesimi forza bastante per resistere. Prima che si rompesse la guerra Venezia aveva fatti prodigiosi sforzi per raccogliere danaro. A tal fine la repubblica erasi appigliata ad affatto transitati espedienti; aveva preso a prestito da chicchessia, e raccolti domi da tutti i nobili e da tutte le città suddite; aveva levata la metà del soldo a tutti i pubblici ufficiali (2); e di già tutti questi tesori erano consumati, e l'armata raccolta a sì gran prezzo era distrutta o dispersa. E omai non si trattava soltanto di riallestire l'esercito di terra; conveniva pensare ancora alla flotta, poichè i francesi ne armavano una in Genova, la quale non doveva indugiare ad infestar le rive dell'Adriatico. Infatti il senato ordinò di allestire cinquanta galere sotto il governo di Angelo Trevisani, ed in pari tempo mandò ordine in tutti i suoi possedimenti marittimi di traspor-

(1) *Fr. Guicciardini*, l. viii, p. 427. - *P. Bembi Hist. Ven.*, l. vii, p. 173. - *Jac. Nardi. Ist. Fior.*, l. iv, p. 207. - *Fr. Belcarri Comm.*, l. xi, p. 319.

(2) *P. Bembi Hist. Ven.*, l. vii, p. 162.

tare a Venezia tutti i grani che v'erano in pronto, onde mettere almeuo la capitale in istato di sostenere un lungo assedio (1).

Subito dopo la resa di Brescia, Crema aprì le porte al re ad istigazione di Soncino Benzoni, discendente dagli antichi tiranni di quella città; Cremona e la fortezza di Pizzighettone avevano pure capitolato. La sola fortezza di Cremona continuava a difendersi, perchè Lodovico XII voleva che tutti i gentiluomini veneziani che vi si trovavano fossero suoi prigionieri; e Zaccaria Contarini, di cui erano note le grandi ricchezze, vi si era chiuso con molti altri ricchi patrizi che i francesi volevano taglieggiare aspramente. Il conte di Pitigliano aveva abbandonata anche Peschiera per ripararsi a Verona; ma aveva lasciato in guardia di Peschiera un Andrea di Riva e un figliuolo di lui, gentiluomini veneziani, con quattrocento fanti; sperando che questi, approfittando della forza della rocca e dei vantaggi del sito, ritarderebbero i francesi tanto tempo quanto gliene abbisognava per rifare la sua armata.

Il successo non corrispose alle speranze del Pitigliano; imperciocchè non appena l'artiglieria ebbe fatta un'angusta breccia nelle mura di Peschiera, che gli svizzeri ed i guaschi corsero all'assalto e presero la fortezza. La guarnigione fu tutta uccisa, e Lodovico XII fece appiccare Andrea di Riva e suo figlio, non per altro motivo che per

(1) *Fr. Guicciardini*, l. VIII, p. 418. - *P. Bambi Histor. Ven.*, p. 175. - *Fr. Belcarii*, l. XI, p. 320.

incutere terrore a coloro che tenterebbero di difendersi. Per lo stesso modo egli aveva fatto pochi giorni prima appiccare quei valorosi che difendevano Caravaggio. Gli uomini deboli e fiacchi sono quasi sempre crudeli; e i re che tengono dietro alle armate senza essere generali, sono più che gli altri inclinati a crudeltà, perchè risguardano ogni resistenza alla loro volontà, come una offesa loro fatta, che gli assolve dal rispetto delle leggi della guerra (1).

Erano appena quindici giorni trascorsi dopo la vittoria di Vailate, che Lodovico XII aveva di già conquistata tutta quella parte del territorio veneziano che gli si aspettava per il trattato di Cambrajo; e la cittadella di Cremona, che sola resisteva per anco, non tenne più di quindici giorni. Le province occupate da Lodovico accrescevano di più di dugento mila ducati le regali entrate del ducato di Milano. Gli altri alleati, che appena avevano osato lasciar travedere la loro inimicizia finchè Venezia era ancora potente, assalirono da ogni parte i confini veneziani quand'ebbero avviso della sconfitta di Vailate. Il papa aveva dato il comando della sua armata a Francesco Maria della Rovere, suo nipote, il quale nel precedente anno era succeduto nel ducato di Urbino a Guid' Ubaldo da Montefeltro, suo padre adottivo. Era quest'armata numerosa di quattrocento uomini d'arme, e di quattrocento ca-

(1) *Mém. du chev. Bayard*, c. xxx, t. xv, p. 73. - *Mém. de Fleuranges*, t. xvi, p. 49. - *Fr. Belcarii*, l. xi, p. 319. - *Fr. Guicciardini*, l. viii, p. 429. - *Jac. Nardi*, *Ist. Fior.*, l. iv, p. 207.

valleggieri, e pochi giorni dopo venne pure ingrossata da tre mila svizzeri, assoldati dal pontefice. L'esercito pontificio, dopo aver guastato il territorio di Cervia, prese Solarolo, tra Faenza ed Imola, e andò ad espugnare Brisighella, principal luogo della bellicosa provincia di val di Lamone. Giovan Paolo Manfrone era incaricato di difendere quella terra con ottocento fanti ed alcuni cavalli; egli volle tentare una sortita-senza ben conoscere le forze degli assalitori; ma venne così impetuosamente respinto, che i nemici entrarono coi fuggitivi nella terra. La ferocia de' pontificii non fu minore di quella degli oltramontani, e tutti gli sgraziati abitanti di Brisighella caddero sotto le loro spade (1).

L'armata pontificia si accostò poscia a Ravenna, ma fu trattenuta per dieci giorni dalla fortezza di Russi, posta tra Faenza e Ravenna. All'ultimo Giovanni Greco, capitano degli stradioti veneziani, fu fatto prigioniero da Giovanni Vitelli, e Russi capitolò; e benchè nè maestria nè accordo fossevi nelle mosse de' generali pontificii, pure tanto era scarso il numero delle truppe veneziane in Romagna, e così grande lo sgomento ed il terrore, che Faenza, Rimini, Ravenna e Cervia capitolarono, promettendo di aprire le loro porte se non venivano soccorse entro un determinato tempo (2).

(1) *Fr. Guicciardini*, l. viii, p. 429. - *P. Bembi Histor. Ven.*, l. vii, p. 164. - *Fr. Belcarii*, l. xi, p. 320.

(2) *Fr. Guicciardini*, l. viii, p. 429. - *P. Bembi*, l. viii, p. 176. - *Jac. Nardi*, l. iv, p. 207. - *Fr. Belcarii*, l. xi, p. 320.

Anche Alfonso d'Este; duca di Ferrara, era entrato nella lega di Canibrajo, e il diciannove d'aprile era stato nominato dal papa gonfaloniere della chiesa romana. Pure egli aveva aspettata la rotta di Vailate per cominciare le ostilità. Allora congedò il Visdomino, magistrato che in Ferrara teneva ragione pei veneziani; richiamò il suo ambasciatore da Venezia, e il diciannove di maggio mandò trentadue pezzi di cannone all'esercito della chiesa che batteva la ròcca di Ravenna. Il trenta di maggio entrò egli medesimo in campagna, ed occupò senza trarre colpo il Polesine di Rovigo, Este, Montagnana e Moncelice, antico patrimonio della sua casa (1).

Il marchese di Mantova non fu meno sollecito ad approfittare della sconfitta de' suoi antichi vicini, e s'impadronì subito d'Asola e di Lunato, che Filippo Maria Visconti aveva conquistati a danno del bisavolo di lui, e che in appresso erano stati ceduti alla repubblica. Il Gonzaga avrebbe dovuto avere anche Peschiera; ma questa fortezza piaceva troppo al re di Francia perchè il marchese ardisse di rifiutargliela; ond'egli si accontentò della promessa di un compenso in altre parti (2).

L'ambasciatore di Spagna, che si era trattenuto in Venezia fin dopo la rotta di Vailate, senza cessar mai di accertare la repubblica dell'affetto del suo padrone, colse altresì quell'oc-

(1) *Muratori, Ann. d' Italia*, l. x, p. 47. - *Fran. Guicciardini*, l. viii, p. 430. - *Fr. Belcarri*, l. xi, p. 320.

(2) *Fr. Guicciardini*, l. viii, p. 434.

casionc per chiedere il commiato. Ferdinando aveva mandati due mila fanti spagnuoli a Napoli, e questa truppa ingrossata con tre mila fanti napolitani, si era in sul finire di maggio avvicinata a Trani per cignerla d'assedio. Una flotta francese, unita alla siciliana, si era presentata dirimpetto al porto della stessa città; pure, pei consigli di Fabrizio Colonna, il vicere di Napoli aveva proceduto in quell'impresa con molta lentezza. I veneziani, che di già pensavano a scostare Ferdinando dalla lega fermata contro di loro, colsero l'occasione per offrirgli la restituzione di tutto ciò che possedevano nel regno di Napoli; e, richiamati tutti i comandanti, ordinarono loro di consegnare agli spagnuoli le città che abbandonavano (1).

L'armata di Massimiliano non compariva ancora in verun luogo; ma i suoi vassalli e i governatori delle limitrofe province, approfittavano del terrore in cui tutto era immerso lo stato di Venezia, per assalirlo da ogni parte a un tempo. Cristoforo Frangipani s'impadronì di Pisino e di Duino nell'Istria; il duca di Brunswik entrò nel Friuli con due mila uomini e prese Feltre e Belluno. Nello stesso tempo Trieste, Fiume e le altre città conquistate in principio del precedente anno rialzarono le insegne austriache; il conte di Lodrone soggiogò alcuni castelli in vicinanza del lago di Garda; per ultimo il vescovo di Trento

(1) *Jo. Marianae de reb. Hisp.*, l. xlix, c. xix, p. 287. - *Fr. Guicciardini*, l. viii, p. 433. - *P. Bembi Hist. Ven.*, l. viii, p. 175.

occupò Riva di Trento ed Agresto (1). La repubblica pareva sfasciarsi tutta, ed anche in Venezia medesima il senato più non si teneva sicuro nè di quella innumerevole moltitudine di forastieri raccolti a motivo del traffico, nè di que' plebei cui la costituzione escludeva dagli uffici del governo e i quali dovevansi altamente di quell'antica usurpazione che più non era legittimata dalla prosperità, segno esteriore della saviezza de' consigli (2).

L'armata veneziana era a motivo della diserzione in deplorabile stato ridotta. Abbandonando tutta la terra ferma, allontanandosi da tutte le città che l'una dopo l'altra avevano ricusato di accoglierla, essa riparata erasi a Mestre, in riva alla Laguna, ove più non serbava nè ordini nè disciplina nè ubbidienza inverso ai capitani. Il senato non fu avaro nè di sforzi nè di tesori per allestire una nuova armata; fece offrire a Prospero Colonna, che allora trovavasi ai confini del regno di Napoli, il comando di tutte le sue truppe ed un annuo soldo di sessanta mila ducati, purchè egli conducesse subito all'esercito mille e due cento cavalli (3). Le guarnigioni richiamate dalle città di Romagna e dell'Adriatico, e le truppe leggeri che stavano nella Grecia e nell'Illiria, avrebbero potuto riparare le perdite dell'armata; ma la più funesta conseguenza di

(1) *Fran. Guicciardini*, l. viii, p. 430. - *Fr. Belcarri*, l. xi, p. 321.

(2) *Fr. Guicciardini*, l. viii, p. 430.

(3) *P. Bembi Hist. Ven.*, p. 175.

una sconfitta non è già posta nella morte di alcune migliaja d'uomini, ma bensì nel venir meno della fiducia e della fedeltà de' soldati.

In tanta sciagura i veneziani non pensarono nemmeno a placare il re di Francia: la doppiezza con cui Lodovico aveva dissimulato il suo odio, le perfide sue trame contro di loro mentre combattevano per lui medesimo, l'accanimento con cui approfittava de' presenti vantaggi, e la sua crudeltà verso i prigionieri ed i vinti, il facevano troppo abborrito ai veneziani. Questi non avevano altro nemico con cui non desiderassero di riconciliarsi piuttosto che con lui; e ad ogni altro piuttosto che a lui sarebbero stati disposti a cedere quelle città che più non isperavano di poter difendere. Aveva di già la repubblica consegnate a Ferdinando tutte le città della Puglia da questo monarca pretese; e fece un tentativo per appagare cogli stessi mezzi l'ambizione del papa e dell'imperatore, onde scostarli dalla Francia. Avevano più volte i veneziani tentato di mandare deputati in Germania; ma il vescovo di Trento non aveva voluto permetter loro di entrare nel suo paese, perchè erano scomunicati. Finalmente Antonio Giustiniani, eletto ambasciatore a Massimiliano, poté giugnere alla corte imperiale. Egli chiese mercè all'imperatore con tanta umiltà, con tanto avvillimento della repubblica, che avrebbe dovuto ispirare piuttosto il disprezzo, che la compassione, se il pedantesco stile della sua aringa latina, che tuttora si può leggere, non desse a conoscere che, secondo il costume dei retori, il Giustiniani esagerava i

sentimenti che era incaricato di manifestare, e non sapea serbare in ciò modo alcuno (1).

Ma la commissione dell'oratore era ancora più esplicita che la sua aringa. Egli disse all'imperatore essere la repubblica apparecchiata a consegnargli tutti i suoi stati di terra ferma, ed aver già essa medesima richiamate le sue guarnigioni da tutte le terre dell'imperio, cui consegnerebbe agli ufficiali di Massimiliano tosto che si presentassero per riceverle. Tanta sommissione e tanta umiltà non sortirono verun effetto: il re de' romani non volle ascoltare veruna proposta senza partecipazione del re di Francia. Il senato aveva pure nello stesso tempo inviato in Romagna un segretario di stato con ordine di consegnare al papa la rocca di Ravenna e tutto che in quella provincia rimaneva ancora a divozione di Venezia, altro non si riservando che le artiglierie delle fortezze, ned altro chiedendo che la liberazione di tutti i prigionieri fatti dall'armata pontificia. In appresso i cardinali veneziani supplicarono il papa di prosciogliere dalle censure la loro patria a motivo che conformemente al suo monitorio Venezia aveva ubbidito prima che

(1) Il Guicciardini dice espressamente di avere traslatata quest' aringa parola per parola dal testo latino, che fu poi originalmente pubblicato nel 1613 dal Goldast. *Politica imperialis*. p. 977. Pure i veneziani pretesero ch' ella fosse opera del Guicciardini ed acerbamente se ne lagnarono. Questa controversia letterario-politica venne sostenuta da ambedue le parti con maggiore asprezza che non si convenisse all' importanza dell' argomento. Veggasi *Histoire de la Ligue de Cambray*, l. 1, p. 138-160. - *Fr. Guicciardini*, l. viii, p. 431.

spirassero i ventiquattro giorni che egli le aveva assegnati. Ma il papa disse che questa ubbidienza invece d'essere assoluta era stata condizionale, che inoltre la repubblica non aveva restituiti i frutti percetti durante la sua usurpazione, e che perciò non poteva assolverla (1). Per altro il pontefice sospettoso cominciava ad essere spaventato dalla preponderanza che gli oltramontani acquistavano in Italia; il suo orgoglio era appagato per la sommissione di una repubblica temuta dai suoi predecessori; e quando gli fu annunziato che un'ambasceria composta di sei de' più ragguardevoli senatori era in procinto di venire a Roma a chiedere grazia, non oppose ulteriori ostacoli, e a dispetto delle dimostranze in contrario di Lodovico e di Massimiliano, promise che all'arrivo di questi ambasciatori leverebbe la scomunica e l'interdetto (2).

Intanto le città veneziane di terra ferma non erano più difese da veruna guarnigione, e, vedendo ai loro confini la formidabile armata dei francesi, si disponevano ad aprirle le porte. Come i veronesi ebbero avviso della presa di Peschiera, inviarono ambasciatori a Lodovico XII per consegnargli le chiavi della loro città; ma il re di Francia le rifiutò, e rimandò i deputati veronesi agli ambasciatori di Massimiliano che si trovavano nel suo campo. Egli non si proponeva di spingere più oltre le sue conquiste; le sue fi-

(1) *Fr. Guicc.*, l. viii, p. 433. - *Fr. Belcarii*, l. xi, p. 321.

(2) *Fr. Guicciardini*, l. viii, p. 434. - *P. Bembi Histor. Ven.*, J. viii, p. 178-181. - *Fran. Belcarii*, l. xi, p. 322. - *Ann. Eccles. Raynaldi*, 1509, § 14, p. 68.

nanze erano di già probabilmente esauste, ed egli era impaziente di accommiatare l'armata e di tornarsene in Francia. La ròcca di Cremona aveva finalmente capitolato; la guerra rispetto a lui era terminata: egli non aveva più che pretendere, ed i veneziani non sembravano in istato di resistere a coloro che volevano compiere la spartizione delle loro province.

Prima di abbandonare l'Italia, Lodovico XII desiderava di abboccarsi con Massimiliano. Il cardinale d'Amboise andò a trovare l'imperatore a Trento il 13 di giugno, e pattuì che i due monarchi avrebbero un abboccamento a Garda, in sui confini dei due territorii che avevano allora conquistati. Lodovico XII partì per giugnere a Garda nel determinato giorno, e Massimiliano si avanzò ancor esso fino a Riva di Garda; ma ossia ch'ei si vedesse con troppo misera scorta e insufficiente per la propria sicurezza o per la propria dignità, o pure che avesse da ciò una qualche altra ragione ch'egli teneva segreta del pari che ogni altro motivo del suo operato, ripartissene dopo due ore da Riva, dicendo di essere chiamato altrove dalle notizie ricevute dal Friuli. Il novello vescovo di Gurck, Matteo Langen, suo segretario, si recò da Lodovico per pregarlo di aspettare Massimiliano a Cremona. Lodovico XII, offeso senza dubbio da questa inurbanità, e sapendo come si dovesse aggiugnere poca fede alle promesse di Massimiliano, avviossi a Milano e pochi giorni dappoi tornossene in Francia (1).

(1) *Fr. Guicciardini*, l. viii, p. 436. - *Fran. Belcarri*, l. xi, p. 322. - *Mém. du chev. Bayard*, c. xxx, p. 75. - *Mémoires de Fleuranges*, t. xvi, p. 50.

In questa guerra Massimiliano si era diportato del pari che in tutte le altre. Dopo la sottoscrizione del trattato di Cambrajo, egli si era trattenuto alcun tempo nelle Fiandre per ottenere i sussidi di que' popoli; ma non appena li ricevette che tutti li sciupò. Il papa desiderava che egli scendesse prontamente in Italia, affinchè l'armata dei francesi non vi si trovasse sola e padrona di tutto il paese; e a tale fine gli aveva data la facoltà di prelevare cento mila ducati dal danaro della crociata, levato in Germania, il quale non poteva convertirsi in usi profani senza l'autorità pontificia. Poco dopo Giulio II aveva ancora mandato a Massimiliano cinquanta mila ducati per mezzo di Costantino Cominates. Lodovico XII aveva anch'egli pagati all'imperatore cento mila ducati per la seconda investitura del ducato di Milano, ricevuta recentemente: gli stati ereditari dell'Austria e quelli dell'imperio gli avevano essi pure conceduti sussidi. Ma tutto quel danaro, che pure era stato ammassato per la guerra, trovavasi già scialacquato senza che l'imperatore avesse in verun luogo adunato l'armata imperiale (1).

Massimiliano protestava che la sua riconciliazione con Lodovico XII era assoluta ed intiera. Passando per Spira, egli aveva dato alle fiamme un libro nel quale erano notate tutte le ingiurie fatte all'imperio dai francesi, dicendo di non volerne più conservare memoria. Egli aveva scritto

(1) *Fr. Guicciardini*, l. VIII, p. 436. - *Fr. Belcarii*, l. XI, p. 322.

da Trento a Lodovico XII, rendendogli grazie di che gli avesse recuperate tutte le terre che i veneziani avevano usurpate a suo danno e de' suoi antenati. Il tredici di giugno aveva ottenuta promessa dal cardinale d'Amboise che il re gli darebbe cinquecento lance francesi per terminare la guerra ⁽¹⁾, e non pertanto nulla ancora mandava ad effetto. Massimiliano non trovavasi nemmeno in istato d'impossessarsi delle città dello stato veneto, le quali chiedevano di arrenderglisi.

Finalmente il vescovo di Trento scese in Lombardia con una piccola schiera di truppe tedesche e ricevette in fede Verona e Vicenza. Il 4 di giugno Leonardo Trissino, fuorascito vicentino, si presentò a Padova con soli trecento fanti tedeschi ed un araldo d'armi dell'imperatore. Le porte della città gli furono subito aperte.

Treviso aveva ancor essa mandati ambasciatori a Massimiliano per darsi a lui; ma come i trivigiani videro giugnere alle porte lo stesso Trissino, senza forze, senza armi e senza alcun distintivo che potesse loro servire di guarenzia della protezione imperiale, non dissimulò il suo rincrecimento di sottrarsi dal dominio di un senato italiano per sottomettersi ai tedeschi. Un calzolajo, chiamato Marco Caligaro ⁽²⁾, trasse fuori di nuovo alla vista del popolaccio lo stendardo della repubblica e raunò i suoi concittadini, gridando *viva san Marco!* In un attimo i palazzi de' nobili, che per salvare gli averi erano stati

(1) *Fr. Guicciardini*, l. VIII, p. 436.

(2) Caligaro, in dialetto veneziano, significa calzolajo.

solleciti di arrendersi, furono saccheggiate. Leonardo Trissino e la sua piccola scorta tedesca furono scacciati dalla città; la quale chiamò dal campo di Mestre settecento fanti italiani, che vennero a presidiarla. Questo primo felice avvenimento dopo tanti disastri rincorò i veneziani siccome presagio di migliore avvenire. La prima città degli stati di terra ferma che dichiaravasi pronta spontaneamente a seguire la fortuna della repubblica in tempo che il senato risguardava il continente come affatto perduto, fu di nuovo accolta in fede con giubbilo e riconoscenza. La signoria concedette agli abitanti di Treviso l'esenzione delle imposte per quindici anni: i registri delle imposte furono arsi nella pubblica piazza. L'esercito veneziano, che fino allora non aveva fatto che indietreggiare, si avanzò nuovamente per occupare un forte sito tra Marghera e Mestre (1).

(1) *Fr. Guicciardini*, l. viii, p. 435. • *Fr. Belcarii*, l. xi, p. 322. • *P. Bembi Hist. Ven.*, l. viii, p. 180. • *Muratori, Ann. d' Italia*, l. x, p. 46.

TAVOLA CRONOLOGICA

DEL PRESENTE VOLUME

CAPITOLO XCIX.

<i>Negoziazioni di Lodovico XII in Italia. — Continuazione della guerra di Pisa; questa città, benchè abbandonata dai veneziani, continua a difendersi. — I francesi conquistano il ducato di Milano. — Lodovico Sforza in capo a cinque mesi vi ritorna, ma per tradimento degli svizzeri è fatto prigioniero a Novara. 1498-1506</i>		5
<i>Anni</i>		
1498 7 aprile. Morte di Carlo VIII nello stesso giorno destinato alla prova del fuoco del Savonarola »		6
Gli succede Lodovico d'Orleans sotto il nome di Lodovico XII »		7
Pretese di Lodovico XII sul ducato di Milano »	ivi	
Cerca e facilmente trova in Italia alleati per far valere queste pretese »		8
I veneziani inaspriti contro Lodovico il Moro per la guerra di Pisa »		9
Il papa vuole ingrandire il suo figliuolo, Cesare Borgia, coll' aiuto della Francia »		10
Lodovico XII consuma il primo anno in apprestamenti e negoziazioni »		11
Ottiene le bolle del papa per far divorzio dalla moglie, e ricompensa Cesare Borgia col ducato del Valentinese »		12
Maggio. Vantaggi ottenuti dai pisani sui fiorentini »		13
SUM. T. XIII.		27

Anni

6 giugno. I fiorentini affidano il comando della loro armata a Paolo Vitelli di Città di Castello	pag. 13
Il duca di Milano chiude il passo ai soccorsi mandati dai veneziani a Pisa	" 14
I veneziani tentano di entrare in Toscana dalla parte della Romagna	" 15
I Medici si uniscono all'armata veneziana comandata da Carlo Orsini e da Bartolommeo d'Alviano	" 16
Ottobre. Bartolommeo d'Alviano si apre la strada nel Casentino, ed occupa Bibbiena	" 17
Vive trattenuto sotto Poppi da Antonio Giacomini	" 18
Paolo Vitelli accorre nel Casentino per fargli testa	" 19
L'armata veneziana è assediata in Bibbiena	" 20
1499 Niccolò, conte di Pitigliano, conduce fino ad Elci un'altra armata veneta	ivi
Le due repubbliche affrettano invano i loro generali a venire a battaglia	" 21
Lodovico XII e il duca di Milano cercano ambidue di riconciliarle	" 22
Chiamano arbitro il duca Ercole di Ferrara	" 23
16 aprile. Sentenza del duca tra i veneziani ed i fiorentini sul conto di Pisa	" ivi
I veneziani ritirano le loro truppe senza accettare l'arbitramento; ed i pisani ricusano di assoggettarvisi	" 25
I fiorentini mandano di nuovo sotto Pisa Paolo Vitelli	" ivi
25 giugno. Il Vitelli assalta e prende Cascina	" 26
1.º agosto. Si accampa sotto le mura di Pisa alla sinistra dell'Arno	" 27
Apri larghe breccie nelle mura che i pisani valorosamente difendono	" 28
10 agosto. Prende d'assalto la torre di Stampace, ma non approfitta del suo vantaggio e perde l'occasione di prendere la città	" ivi
I fiorentini sospettano il Vitelli di menare in lungo la guerra per i suoi fini	" 30
23 agosto. Un assalto ordinato viene differito a cagione delle malattie dell'armata fiorentina	" 31

Anni

15 settembre. Il Vitelli abbandona l'assedio di Pisa e si ritira a Cascina	pag. 31
Cade in sospetto di tradimento e di accordi coi Medici	" 32
Fine di settembre. È arrestato a Cascina e condotto a Firenze	" 33
1. ^o ottobre. È condannato alla morte e decapitato	" 34
Risentimento de' suoi fratelli e del re di Francia per la morte di Paolo Vitelli	" ivi
15 aprile. Trattato di Blois tra Lodovico XII e la repubblica veneta per dividere il milanese	" 35
Lodovico il Moro cerca di assicurarsi i soccorsi di Massimiliano re de' romani	" ivi
Massimiliano, natagli guerra cogli svizzeri, abbandona il Moro	" 36
Negoziazioni del Moro con Bajazette II perchè faccia una diversione assaltando i veneziani	" 38
Ottobre. Scander Bassà della Bosnia saccheggia il Friuli	" ivi
I re di Spagna abbandonano Lodovico il Moro	" 39
Negoziazione di Lodovico il Moro col papa che non ha verun effetto	" ivi
Lodovico il Moro non può ottenere soccorso da Federico di Napoli e dal duca di Ferrara	" 40
Dà il comando delle sue armate ai fratelli Sanseverini	" ivi
Agosto. L'armata francese valica le alpi	" 42
13 agosto. Espugna la ròcca d'Arazzo, poscia Annone	" ivi
Tutto il paese d'oltre Po si sottomette ai francesi	" 43
Fermento del popolo in Milano. Lodovico il Moro aduna i principali cittadini per giustificare le sue opere	" ivi
Agosto. I veneziani fanno irruzione nel milanese nello stesso tempo che i francesi, ed occupano Caravaggio	" 45
26 agosto. Galeazzo di Sanseverino abbandona la sua armata che si disperde	" ivi
Lo Sforza fa partire i suoi figli ed i suoi tesori per la Germania	" 46
2 settembre. Parte egli stesso da Milano lasciando guarnigione nel castello.	" 47

Anni

I francesi sono ricevuti a Milano ed in tutte le città del milanese	<i>pag.</i>	48
Lodovico XII fa il suo ingresso in Milano, e viene ricevuto con grande giubbilo	"	49
Trattato di Lodovico XII col marchese di Mantova, col duca di Ferrara e col signore di Bologna	"	ivi
Trattato di alleanza e di protezione coi fiorentini	"	50
Lodovico XII crea Gian Giacopo Trivulzio suo luogotenente nel ducato di Milano	"	51
I milanesi sono malcontenti di lui e della Francia	"	ivi
Lodovico il Moro chiede soccorsi a Massimiliano re de' romani	"	52
Leva a proprie spese un'armata per ricuperare i suoi stati	"	ivi
1500 febbrajo. Lodovico il Moro è ricevuto a Como con sommo giubbilo	"	53
5 febbrajo. I francesi disgombrano Milano e vi entra il Moro	"	54
Parmase e Pavia ritornano alla divozione dello Sforza	"	55
Questi aduna un'armata colla quale prende Vigevano ed assedia Novara	"	56
I soli svizzeri formano l'infanteria della sua armata e di quella de' francesi	"	ivi
La guarnigione svizzera di Novara abbandona l'armata francese e si conduce a' servigi dello Sforza	"	57
Aprile. Il la Tremouille conduce l'armata francese tra Novara e Milano	"	58
Gli svizzeri di Lodovico il Moro si sollevano sotto pretesto di chiedere il loro soldo	"	59
10 aprile. Gli svizzeri schierati in battaglia ricusano di combattere, e ritornano in Novara	"	60
Danno in mano ai francesi il Moro, che si era nascosto nelle loro file	"	61
Occupano Bellinzona	"	ivi
Il cardinale Ascanio Sforza è arrestato dai veneziani	"	62
Viene consegnato a Lodovico XII, che condanna a perpetua prigionia il duca di Milano e tutti i discendenti del grande Sforza ch'ei tiene in suo potere	"	63

CAPITOLO C.

*Conquista della Romagna ed invasione della Toscana
fatta da Cesare Borgia. — Alleanza di Lodovico XII
con Ferdinando il cattolico contro don Federico di
Aragona. Spartiscono fra loro due il regno di Na-
poli. 1499-1501 pag. 65*

Anni

1499	Disonestà inaudita di papa Alessandro VI	»	ivi
	Depravazione dei popoli soggetti alla sede di Roma	»	66
	Anarchia cagionata nel patrimonio di san Pie- tro e nella campagna di Roma dalla discordia degli Orsini e dei Colonna	»	ivi
	Tutti i signori delle rocche erano condottieri »		67
	Desolazione del territorio da loro dipendente »		ivi
	La ruina di una terra murata era cagione del- l'abbandono delle campagne del suo distretto »		68
	Alessandro VI perseguita a vicenda ora i Co- lonna, ora gli Orsini	»	69
	Ancona, Assisi, Spoleto ed alcune altre città si reggevano ancora a comune	»	70
	Vicari pontificii nel patrimonio; i Varani a Ca- merino, i Fogliani a Fermo, i della Rovere a Sinigaglia e i Montefeltro ad Urbino	»	70
	In Toscana; i Baglioni a Perugia, ed i Vitelli a Città di Castello	»	71
	In Romagna; gli Sforza a Pesaro, i Malatesta a Rimini, i Riario a Forlì ed Imola, i Manfredi a Faenza		72
	Ravenna e Cervia sono in mano de' veneziani; i Bentivoglio signoreggiano Bologna, i duchi d'Este Ferrara	»	73
	Avari governi di tutti questi piccoli principi »		ivi
	Frequenti esempi di atroci delitti dati dalle fa- miglie principesche.	»	75
	Indole contratta dal popolo a motive di tali go- verni	»	ivi
	Cesare Borgia ferma il disegno di occupare tutti gli stati de' vicari pontificii	»	76
	Lodovico XII manda Ivone d'Allegre per aiutare il Borgia in tale intrapresa		77
	9 dicembre. Presa d'Imola	»	ivi
	Preso di Forlì. Catarina Sforza rimane prigio- niera	»	78

Anni

1500	Si strigne viemaggiormente l'alleanza tra Cesare Borgia e Lodovico XII	pag. 78
	I veneziani, il duca di Ferrara ed i fiorentini abbandonano i principi della Romagna	79
	I Malatesta e lo Sforza di Pesaro fuggono. Astorre III Manfredi resiste in Faenza	80
1501	22 aprile. Faenza si arrende per capitolazione	81
	Cesare Borgia infrange i patti della resa e fa perire Astorre Manfredi	82
	Il papa concede l'investitura del ducato di Romagna al figliuolo Cesare Borgia	ivi
	Crudeli governi in Romagna di Ramiro dell'Orco, luogotenente del Borgia	83
1502	23 dicembre. Supplicio di Ramiro dell'Orco	84
	Cesare Borgia rivolge gli ambiziosi suoi pensieri verso la Toscana; stato di quella provincia	ivi
1500	19 luglio. Pandolfo Petrucci fa uccidere il proprio suocero per innalzarsi alla tirannide	85
	Apparente moderazione del Petrucci giunto al supremo potere	ivi
	Rifinimento delle due repubbliche di Firenze e di Pisa	86
	Trattato di sussidi di Firenze colla Francia, che promette di aiutare i fiorentini a ricuperare Pisa	87
	I fiorentini domandano che Ugo di Belmonte comandi l'armata ausiliaria francese	88
	I francesi al soldo de' fiorentini fanno la guerra per conto loro in Lombardia	89
	29 giugno. L'armata francese giugne sotto Pisa, ed apre la trincea	90
	Torna all'antica sua parzialità in favore de' pisani	ivi
	I pisani invocano la generosità de' cavalieri francesi	91
	Indisciplina nel campo de' francesi che più non vogliono combattere	92
	18 di luglio. Ugo di Belmonte leva l'assedio di Pisa e si ritira in Lombardia	93
	Debolezza de' fiorentini dopo la ritirata dell'armata francese	ivi
1501	25 febbrajo. Sollevazione e guerra civile a Pistoja	94

Anni

Deplorabile stato in cui si trova la repubblica fiorentina	pag. 95
Cesare Borgia vuole incolparla a cagione di un condottiere da lei accommiatato	96
Il Borgia sforza Giovanni Bentivoglio a farsegli tributario	ivi
Cesare Borgia trama con Giuliano de' Medici di assaltare Firenze	98
Maggio. Entra in Toscana, e vuole dettar leggi alla repubblica fiorentina	99
Guasta le campagne, ma protestando sempre di volersi conservare amico della repubblica	100
Fomenta una congiura in favore de' Medici	ivi
Tratta coi fiorentini e da loro ottiene sussidi	104
4 giugno. Entra colla sua armata nel territorio di Piombino	ivi
28 giugno. Lascia che i suoi Inogotenenti continuino l'assedio di Piombino	102
3 settembre. Piombino si arrende ai suoi luogotenenti, mentre ch'egli segue l'armata francese nel regno di Napoli	ivi
Ambizione di Lodovico XII, e suoi progetti sopra Napoli	103
Lodovico teme di essere contrariato dal re di Spagna	ivi
Rifiuta le profferte di Federico, ed accetta quelle di Ferdinando	104
Progetto di divisione della monarchia di Napoli tra Lodovico XII e Ferdinando	105
1500 11 di novembre. Trattato di Granata per questa divisione	ivi
Ferdinando aduna un'armata in Sicilia sotto pretesto di muovere guerra ai turchi	106
1501 giugno. Lodovico XII fa inoltrare la sua armata sotto gli ordini del d'Aubigni	107
Apprestamenti di difesa di don Federico, e sua fiducia in Gonzalvo di Cordova	ivi
6 giugno. Gli ambasciatori di Francia e di Spagna arrecano al papa il trattato di divisione	108
25 giugno. Alessandro VI condanna don Federico alla perdita del regno di Napoli	ivi
Gonzalvo di Cordova, durante il suo cammino, continua ad ingannare Federico	109

Anni

- Misero stato di Federico; ridotto a chiudere nei forti le sue truppe pag. 109
- 24 luglio. Presa e sacco di Capoa occupata a tradimento dall'armata del d'Aubigni » 110
- Crudeltà de' francesi e di Cesare Borgia in Capoa » 111
- 19 agosto. I francesi entrano in Napoli e in Gaeta senza contrasto » 112
- 25 agosto. Don Federico consegna le fortezze di Napoli al d'Aubigni, e si ritira ad Ischia » ivi
- Si reca in Francia e riceve dal re il ducato di Angiò » 114
- Gonzalvo di Cordova s'impadronisce lentamente della Puglia e della Calabria. » ivi
- Assedio e lunga resistenza di Taranto, dov'erasi ritirato don Ferdinando, duca di Calabria, primogenito di don Federico. » 115
- Il duca di Calabria, ingannato dallo spergiuro Gonzalvo, è mandato prigioniero in Ispagna » 116
- 1504 9 settembre. Morte di don Federico in Angiò ed estinzione della casa arragonese di Napoli » ivi

CAPITOLO CI.

- Guerra nel regno di Napoli tra Lodovico XII e Ferdinando il cattolico; rivoluzione d'Arezzo; conquiste di Cesare Borgia; carnificina di Sinigaglia; battaglia di Cerignole; i francesi vengono scacciati dal regno di Napoli. 1501-1503 » 118*
- 1501 Prevenzioni degli oltramontani rispetto alla scaltrezza ed alla pieghevolezza degl'italiani » ivi
- Perfidia di Massimiliano » 119
- Degli svizzeri, de' francesi, dei Borgia spagnuoli, di Ferdinando e di Gonzalvo di Cordova » 120
- Perfidia dei contraenti di Granata, e guerra che ne risulta » 121
- Ambe le parti pretendono la Capitanata e la Basilicata » 122
- Cominciamento delle ostilità ad Atripalda » ivi
- Sono sospese, e vengono edotti della contesa i due re » 123
- 1502 19 giugno. Il duca di Nemurs intima la guerra a Gonzalvo di Cordova, che si ritira a Bartetta » ivi
- Ridestansi i partiti d'Angiò e d'Arragona. » 124

Anni

- I francesi pendono dubbiosi tra l'assedio di Bari
 e di Barletta pag. 125
 Il duca di Nemurs si restringe a bloccare Ber-
 letta » 126
 Il d'Aubigni con un terzo dell'armata scaccia
 gli spagnuoli dalla Calabria » ivi
 Il Nemurs espugna le città vicine a Barletta » ivi
 Duello in campo chiuso tra undici francesi ed
 undici spagnuoli » 127
 Duello in campo chiuso del Bajardo e del So-
 tomayor » 128
 Miseria del Gonzalvo e della sua armata in Bar-
 letta » 129
 I francesi offrono battaglia al Gonzalvo, che non
 l'accetta; ma nella loro ritirata gl'insegue e
 disfa la loro retroguardia » 130
 Disprezzo di un prigioniero francese per gli uo-
 mini d'arme italiani » 131
 Duello in campo chiuso, presso Barletta, fra
 tredici francesi ed altrettanti italiani . . . » ivi
 1503. 13 febbrajo. Vittoria dei 13 italiani . . . » 132
 1501. Negoziazioni di Lodovico XII con Massimiliano
 per l'investitura del ducato di Milano . . . » 134
 30 ottobre. Conferenza di Trento tra il cardi-
 nale d'Amboise e Massimiliano » 135
 1501. Non possono indursi a fermare la pace, ma
 prorogano la tregua » ivi
 1502. 21 febbrajo. Due ambasciatori, inviati da Mas-
 similiano agli stati d'Italia, giungono a Fi-
 renze » 136
 16 aprile. Nuovo trattato de' fiorentini con Lo-
 dovico XII » 137
 1501. 4 settembre. Matrimonio di Lucrezia Borgia con
 Alfonso, figlio primogenito del duca di Fer-
 rara » ivi
 Sorte toccata ai tre precedenti mariti di Lucre-
 zia Borgia; morte del terzo, ordinata da Ce-
 sare Borgia » 138
 1502. 13 giugno. Cesare Borgia parte da Roma, minac-
 ciando la Toscana e le Marche » 140
 Occupa per tradimento il ducato di Urbino » 141
 La repubblica di san Marino viene a sua divo-
 zione » ivi

Anni

- 4 giugno. Vitellozzo Vitelli fa ribellare Arezzo contro i fiorentini pag. 141
- 18 giugno. La ròcca d'Arezzo si arrende ai Vitelli, Orsini e Medici " 142
- Il re di Francia vieta a Cesare Borgia di assalire Firenze " 143
- Cesare Borgia prende Camerino, e fa strozzare il principe e due suoi figliuoli " ivi
- Conquiste di Vitellozzo in Val di Chiana e nel Casentino prima che gli giungano i soccorsi di Francia " ivi
- 1 agosto. Vitellozzo, vedendosi abbandonato da Cesare Borgia, rende le sue conquiste al generale francese mandato da Lodovico XII ai fiorentini. " 145
- 1502 Tutti i nemici del Borgia portano contro di lui le loro querele a Lodovico XII, venuto in Asti per regolare le cose d'Italia " ivi
- Il cardinale d'Amboise favorisce i Borgia. " 146
- 3 agosto. Cesare Borgia parte da Roma per recarsi a Milano da Lodovico XII., che lo accoglie favorevolmente " ivi
- Agosto. Lodovico XII dà trecento lance a Cesare Borgia per proseguire le conquiste a danno degli amici della Francia. " 147
- Terrore de' fiorentini, vedendo Cesare Borgia apertamente spalleggiato dal re " 148
- Inquietudine che loro cagiona l'instabilità del proprio governo a cagione del troppo frequente rinnovellamento de' magistrati " 149
- 16 agosto. Si vince una legge per cui è creato un gonfaloniere a vita della repubblica. " 150
- 22 settembre. Pietro Soderini viene eletto gonfaloniere a vita " ivi
- Tutti i vicari pontificii, che avevano militato nelle armate di Cesare Borgia, si credono da lui minacciati. " 152
- Dieta alla Magione, e confederazione degli Orsini, Vitelli, Baglioni, Petrucci e Bentivoglio per muovere guerra a Cesare Borgia " ivi
- Perfidia d'Oliverotto da Fermo, uno de' confederati della Magione " 153
- I confederati non possono indurre i fiorentini ad entrare nella loro lega " 154

Anni

- 1502 I veneziani esortano Lodovico XII ad abbandonare il Borgia, e questo re loro risponde con minacce pag. 155
- Ottobre. Il duca d'Urbino ristabilito ne' suoi stati dai confederati " 156
- Cesare Borgia richiama ad Imola i suoi capitani che sono sconfitti " ivi
- Pericolo cui trovasi esposto in Imola Cesare Borgia. Intavola pratiche di accordi per guadagnare tempo " 157
- Apparente lealtà di Cesare Borgia, sue negoziazioni col Machiavelli, segretario della repubblica fiorentina " ivi
- Cospirazioni negli stati del Borgia, che intanto va quietamente ragunando un'armata " 159
- Abboccamento del Borgia con Paolo Orsini " 160
- 28 ottobre. Suo trattato di pace coll'Orsini, col Vitelli e con Oliverotto " 161
- 2 dicembre. Altro trattato di pace del Borgia col Bentivoglio " ivi
- 8 dicembre. Il duca d'Urbino si ritira da' suoi stati, che di nuovo si danno al Borgia " 162
- 10 dicembre. Il Borgia attraversa la Romagna colla sua armata " 163
- 22 dicembre. Accommiata le truppe francesi che aveva seco lui condotte. " ivi
- Cesare Borgia, volendo assalire Sinigaglia, il comandante dichiara di non voler conseguire ad altri che a lui la rocca " 164
- 31 dicembre. Il Borgia entra in Sinigaglia, dove i confederati della Magione lo stavano aspettando " 165
- Fa prendere e strozzare Vitellozzo Vitelli, Oliverotto da Fermo, Paolo Orsini e il duca di Gravina " ivi
- 1503 4 gennajo. Accetta la dedizione di Città di Castello " 167
- 5 gennajo. Gli si arrende Perugia, sgombrata da Giovan Paolo Baglioni " 168
- Il Valentino vuole egualmente scacciare Pandolfo Petrucci da Siena " 169
- 28 gennajo. Pandolfo Petrucci consente a girse-ne in bando da Siena, ma senza che si faccia mutazione di governo " ivi

Anni

- 1.º febbrajo. Il papa fa arrestare il cardinale e tutti i prelati della casa Orsini . . . pag. 170
- 22 febbrajo. Fa perire di veleno il cardinale Orsini . . . " 171
- Il re di Francia ed i veneziani si fanno a proteggere Gian Girolamo Orsini ed il conte di Pitigliano . . . " 172
- 29 marzo. Il re di Francia restituisce in Siena Pandolfo Petrucci . . . " 173
- Continuazione della guerra tra Firenze e Pisa, che impedisce la proposta lega dei comuni di Toscana . . . " 174
- 16 e 18 giugno. I fiorentini occupano Vico Pisano e la Verrucola . . . " 175
- Il Valentino cessa di ubbidire agli ordini della Francia dopo le sconfitte de' francesi nel regno di Napoli . . . " 176
- Gonzalvo di Cordova rifattosi a Barletta in grazia dell'avarizia de' generali francesi . . . " ivi
- Conquiste del duca di Nemurs nella Terra di Bari ed in quella d'Otranto . . . " 177
- Ribellione di Castellanetta, soprappresa, e prigionia del la Palisse a Rubio . . . " 178
- Arrivo e primi successi di Ugo di Cardone in Calabria . . . " 179
- Ugo di Cardone sconfitto a Terranuova dal d'Aubigni . . . " 180
- Arrivo in Calabria di una nuova armata spagnuola sotto gli ordini del Porto Carrero . . . " ivi
- 11 aprile. Trattato di Locarno tra Lodovico XII ed i cantoni svizzeri, col quale loro cede Belinzona in piena signoria . . . " 182
- 5 aprile. Trattato di Lione negoziato dall'arciduca Filippo d'Austria per assicurare il regno di Napoli a suo figlio Carlo . . . " 183
- Ferdinando e Gonzalvo ricusano di ratificarlo . . . " 184
- 21 aprile. Seconda battaglia di Seminara; il d'Aubigni è rotto e sgominato da Ferdinando d'Andrades . . . " ivi
- Gonzalvo di Cordova riceve un rinforzo di due mila tedeschi e risolve di entrare in campagna . . . " 185
- Andrea Matteo Acquayiva fatto prigioniero da Pietro Navarro . . . " 186

Anni

- 28 aprile. Gonzalvo di Cordova si reca da Barletta a Cerignole pag. 187
- Il duca di Nemurs giugne ancor egli a Cerignole " ivi
- 28 aprile. Il Nemurs contro il proprio parere assalta gli spagnuoli a Cerignole mezz' ora prima del cader del giorno " 188
- Il Nemurs è ucciso; sconfitta dell' armata francese " 189
- Ivone d'Allegre inseguito da don Pietro de Paz fin oltre il Garigliano " 190
- Gli Abruzzi, la Puglia e la Calabria si sottomettono agli spagnuoli, e il d'Aubigni loro si dà prigioniero ad Angitola " 191
- 14 maggio. Gonzalvo di Cordova entra in Napoli. " 192
- 11 giugno. Castel Nuovo preso da don Pietro di Navarro colle mine " ivi
- 2 luglio. Castel dell'Uovo preso nella stessa maniera, ed i francesi scacciati da tutto il regno di Napoli. " 193

CAPITOLO CII

Guerra de' veneziani coi turchi. — Morte di Alessandro VI. — Elezione di Pio III e di Giulio II. — Disastri del Valentino, sconfitta dei francesi al Garigliano. — Tregua tra la Francia e la Spagna. 1499-1504 " 194

- La repubblica di Venezia non aveva preso parte nelle guerre di Lombardia e di Napoli " ivi
- 1499-1505 Venezia trovavasi in allora in guerra coi turchi " 195
- Pacifico regno di Bajazette II, che per altro non dissipa il terrore incusso all'Europa dalle armi dei turchi. " 196
- 1449 Motivi della guerra, ladronecci de' turchi ai confini " ivi
- Trama dei turchi per sorprendere Corfù " 197
- 1499 Niccolò Pesaro sommerge una galea turca " 198
- Bajazette sottoscrive un trattato in latino con intenzione di violarlo " 199
- Assalta improvvisamente Zara, e comincia in tal modo la guerra " ivi
- Il comando della flotta veneziana è dato ad An-

Anni

	tonio Grimani; inaudita prosperità di quest'uomo	pag. 200
	Agosto. La flotta del Grimani incontra quella dei turchi presso Modone	" 201
	12 agosto. Battaglia di due galee veneziane, con un vascello turco; tutti e tre periscono incendiati	" 202
	Il Grimani schiva la battaglia, e indispettisce colla sua timidità i francesi che si erano a lui uniti	" 203
	Il Grimani è arrestato e tradotto in giudizio a Venezia	" 204
	Viene relegato nelle isole del Quarnero	" 205
	29 settembre. I turchi passano l'Isonzo e guastano il Friuli	" ivi
1500	gennajo. Proposizioni di pace dei veneziani rigettate dai turchi	" 206
	1 turchi assediano Modone	" 207
	9 agosto. Girolamo Contarini tenta di soccorrere Modone	" ivi
	Modone viene preso e bruciato dai turchi	" 208
	Pilosa e Corone si arrendono ai turchi; Napoli di Malvasia fa resistenza	" ivi
	Prosperi successi di Benedetto Pesaro, nuovo ammiraglio veneziano	" 209
	1.º novembre. Presa di Cefalonia fatta dal Pesaro e da Gonzalvo di Cordova	" 210
1501	Vantaggi ottenuti dal Pesaro alla Prevesa e ad Alessio	" 211
	Soccorsi mandati ai veneziani dal papa, dai francesi e dai portoghesi	" 212
	Diversione fatta da Uladislao re d'Ungheria e di Boemia	" 213
1502	Bajazette II viene assalito da Ismaele, sultano re di Persia	" ivi
	Proposizioni di pace fatte ai veneziani	" 214
1503	Trattato di pace tra la Porta e Venezia; sottoscritto da Andrea Gritti	" ivi
	Il trattato di pace permette ai veneziani di riprendere parte nelle cose d'Italia	" 215
	Lodovico XII si apparecchia ad assaltare Ferdinando il cattolico in Ispagna ed in Italia	" 216
	Poderosa armata condotta in Italia dal la Tremouille	" ivi

Anni

Negoziazioni del la Tremouille con Alessandro VI e con Cesare Borgia	pag. 217
18 agosto. Subita morte di Alessandro VI e malattia di Cesare	» 218
La morte dei cardinali fruttava molto danaro al papa	» 219
Comune opinione intorno alla morte di Alessandro VI, cagionata dal veleno ch' egli aveva apparecchiato per il cardinale di Corneto »	220
Dubbi insorti intorno a tale diceria, e mezzo di conciliare le due narrazioni	» ivi
Le provvidenze di Alessandro VI in materia ecclesiastica sono tuttora in vigore	» 221
La censura de' libri fu da lui istituita	» 222
La malattia di Cesare Borgia, nel momento in cui morì Alessandro VI, rompe tutti i suoi divisamenti	» ivi
Il Borgia si mantiene in Vaticano e tratta coi Colonna	» 223
I nemici del Borgia rientrano armati in Roma »	ivi
Rivoluzioni contro il Borgia negli stati della chiesa	» 224
La Romagna, soddisfatta del suo governo, gli rimane fedele	» 225
Il marchese di Mantova succede al la Tremouille nel comando dell'armata francese	» ivi
Quest'armata s' accampa vicino a Roma per favoreggiare le pretensioni del cardinale d'Amboise al papato	» 226
1.º settembre. Nuovo trattato tra il Borgia e la Francia	» ivi
I cardinali vogliono essere indipendenti dal Borgia e dai francesi	» 227
22 settembre. Elezione di Francesco Piccolomini, che prende il nome di Pio III	» 228
Dopo l'elezione del papa i soldati di ogni partito rientrano in Roma	» 229
Gli Orsini, lasciando il servizio della Francia, si conducono a quello della Spagna	» ivi
Riconciliazione degli Orsini coi Colonna	» 230
Tutti insieme volgono in fuga l'armata del Borgia e costringono lui medesimo a salvarsi in Castel sant'Angelo	» ivi
18 ottobre. Morte di Pio III	» 231

Anni

- I suffragi si riuniscono in favore di Giuliano della Rovere. L'Amboise gli procura quelli del partito francese pag. 231
 Ascanio Sforza gli dà quelli degl'italiani, e Cesare Borgia quelli degli spagnuoli » 232
 31 ottobre. Egli viene eletto sotto nome di Giulio II » 233
 Sollevazione delle città della Romagna contro il Valentino » ivi
 Le rocche di quelle città si mantengono fedeli al Borgia » 234
 I veneziani meditano la conquista della Romagna » ivi
 Assalgono Cesena e Faenza, e si fanno cedere Forlimpopoli e Rimini » 235
 Giulio II tenta colle rimostranze di stornare i veneziani dalla loro intrapresa sulla Romagna » 236
 I veneziani offrono per le città di Romagna il censo pagato dai precedenti vicari pontificii alla camera apostolica » 237
 19 novembre. Faenza loro si arrende per capitolazione. Tavola genealogica della famiglia dei Manfredi » ivi
 3 novembre. Cesare Borgia viene dal papa alloggiato in Vaticano » 239
 Vasti progetti di Cesare Borgia sproporzionati alla sua fortuna » ivi
 Dopo aver date tante prove di mala fede, non insospettisce della fede degli altri » ivi
 Giulio II vede con piacere il Borgia abbandonato dagli antichi suoi amici » 240
 19 novembre. Il Borgia parte alla volta d'Ostia con intenzione d'imbarcarsi per la Spezia » 241
 22 novembre. Giulio II gli fa domandare le rocche della Romagna, e perchè le rifiuta, lo fa arrestare » ivi
 L'armata del Valentino viene assalita e dispersa dai perugini e dai fiorentini » 242
 2 dicembre. Il Valentino, ricondotto al Vaticano, sottoscrive un ordine per consegnare al papa le sue fortezze » 243
 La guerra tra la Francia e la Spagna, fuori

Anni

d' Italia , viene illustrata da pochi avvenimenti	pag. 243
Dopo l'elezione di Giulio II, l'armata francese, sotto gli ordini del marchese di Mantova, muovesi verso Napoli	" 244
Indisciplina dell' armata , e fatali conseguenze della sua lunga dimora presso Roma	" 245
I francesi , avanzandosi dalla banda di Ponte Corvo , non possono forzare il passo di san Germano	" 246
Prendono la via di Fondi , e si trattengono al passaggio del Garigliano	" ivi
5 novembre. Gettano un ponte sul Garigliano , veggente Gonzalvo di Cordova	" 247
6. novembre. Gli apaguuoli assaltano il ponte de' francesi , e gli sforzano a ripararsi con una testa di ponte	" ivi
Patimenti delle due armate in tempo delle continue piogge	" 248
Motivi ch'ebbe il marchese di Mantova di aspettare senza muoversi il fine delle piogge	" 249
I francesi incolpano il loro generale di tutti i mali che soffrono	" 250
1. ^o dicembre. Il marchese di Mantova lascia il comando dell'armata e si ritira ne' suoi stati	" 251
Scemano le forze de' francesi , mentre ingrossano quelle di Gonzalvo	" ivi
27 dicembre. Il Gonzalvo passa il Garigliano coll'armata ed assalta il campo francese	" ivi
Il marchese di Saluzzo taglia il ponte sul Garigliano ed abbandona i suoi quartieri per ritirarsi a Gaeta	" 252
I francesi ritiransi in buon ordine fino a Molo di Gaeta	" 253
Si danno poi alla fuga, e vengono rotti del tutto	" ivi
Piero de' Medici si annega nel Garigliano	" ivi
1. ^o gennajo. I francesi chiusi in Gaeta capitolano e consegnano quella città al Gonzalvo	" 254
Prodigiosa mortalità tra coloro che si erano salvati da la sconfitta del Garigliano	" 255
Il Gonzalvo, trattenuto dalla diffalta di danaro, si accontenta di forzare Lodovico d' Ars ad uscire dal regno	" 256
Sicil. T. XIII.	28

Anni

- Giulio II schiva di romperla cogli spagnuoli pag. 256
 Affida Cesare Borgia al cardinale Carvajale con ordine di lasciarlo libero, fatta la consegna delle fortezze della Romagna. " 257
 1504 19 aprilè. Cesare Borgia, posto in libertà, passa a Napoli, dov' è bene accolto " ivi
 26 maggio. Il Gonzalvo lo fa arrestare, lo manda prigioniero in Ispagna nella fortezza di Medina del Campo. " ivi
 11 febbrajo, 31 marzo: Tregua di tre anni tra la Spagna e la Francia. " ivi

CAPITOLO CIII.

Quiete e servitù dell'Italia; guerricciuole in Romagna ed in Toscana. Giulio II sottomette alla chiesa Perugia e Bologna. 1504-1506 " 261

- 1504 La pace, sebbene umiliante, è accolta con gioia in Italia " ivi
 Rinascono lentamente gli abusi che fanno di bel nuovo desiderare la guerra " 262
 Mali umbrì in Milano ed in Napoli, ove si abborre il giogo francese e spagnuolo " 263
 Gelosia degli altri stati d'Italia contro la repubblica di Venezia, che non avea partecipato alle comuni calamità " ivi
 Progressi di Giulio II nel suo disegno di sottomettere la Romagna " 264
 10 maggio. Obbliga l'ultimo duca di Montefeltro ad adottare Guid' Ubaldo della Rovere, cui assicura il ducato d'Urbino " 265
 Sommissione di Forlì al papa. Si spegne la famiglia degli Ordelaaff di Forlì: prospetto cronologico del loro regno. " 266
 Il papa minaccia i veneziani, per forzarli a rendergli Faenza e Rimini " 268
 Si continua la guerra tra Firenze e Pisa; non avvi guerra fuori d'Italia " 269
 I fiorentini procurano d'indurre Gonzalvo di Cordova a promettere di starsi neutrale " 270
 25 maggio. Saccheggiano la pianura di Pisa e prendono Librafratta " ivi
 Agosto. Ricominciano i loro guasti col distruggere il grano turco " 271

Anni

	Vogliono divertire l'Arno di Pisa, ma non possono riuscirvi.	pag. 271
	1 pisani vogliono darsi ai genovesi ed a Lodovico XII, che non gli accettano	" 272
	Negoziazioni per la pace tra Lodovico XII e Ferdinando	" 273
	Esse vengono interrotte da altre negoziazioni con Massimiliano	" ivi
	22 settembre. Tre trattati, sottoscritti a Blois, tra Lodovico XII, Massimiliano e Filippo	" 274
	9 settembre. Morte di Federico d'Arragona, re spossessato di Napoli	" 275
	26 novembre. Morte d'Isabella di Castiglia	" ivi
1565	25 gennajo. Morte d'Ercole d'Este, duca di Ferrara; successione d'Alfonso I	" ivi
	Ferdinando il cattolico e Lodovico XII si accordano l'uno all'altro	" 277
	4 aprile. Ratifica de' trattati di Blois ad Haguenau	" ivi
	11 ottobre. Trattato di Blois tra Lodovico XII e Ferdinando	" 278
	25 marzo. Continuazione della guerra di Pisa; sconfitta di Luca Savelli al ponte Capellese	" 279
	8 aprile. I fiorentini nel maggiore bisogno sono abbandonati da Giovan Paolo Baglioni	" 280
	Congiura de' piccoli tiranni vicini di Firenze, per ristabilire i Medici in questa città.	" 281
	Progetti di Gonzalvo di Cordova d'approfittare d'una malattia di Lodovico XII per iscacciare i francesi dalla Lombardia	" ivi
	Le truppe, riunite per quest' uopo dal Gonzalvo e condotte da Bartolommeo d'Alviano, assaltano il partito ghibellino negli stati della chiesa	" 282
	Dopo la guarigione di Lodovico XII, Bartolommeo d'Alviano le conduce in Toscana	" ivi
	L' Alviano perde i suoi vantaggi per l'irrisoluzione o la dissimulazione de' suoi alleati	" 283
	17 agosto. Egli viene assaltato alla torre di san Vincenzo dall'armata fiorentina	" 285
	Egli è volto in piena rotta	" ivi
	I fiorentini sono in dubbio fra l' assalire Siena o Pisa	" 286

Anni

- La loro armata vittoriosa si induce ad assaltar
Pisa pag. 286
- 8 settembre. Le milizie fiorentine non osano dar
l'assalto a breccia aperta " 287
- 13 settembre. Esse rifiutano di nuovo di mon-
tare all' assalto, quantunque la breccia sia
molto più allargata " 288
- 14 settembre. Alcune truppe spagnuole entrano
in Pisa ed i fiorentini levano l'assedio ivi
- Il cardinale Ippolito d'Este fa cavar gli occhi a
suo fratello naturale don Giulio " 289
- Congiura di don Giulio e don Ferdinando d' Este
contro i loro fratelli, il duca Alfonso ed il
cardinale Ippolito " 290
- 1506 luglio. La congiura è scoperta, i due principi
vengono rinchiusi in perpetuo carcere, ed i
loro complici sono condannati a morte. " 291
- Questi avvenimenti dissimulati dagli storici e dai
poeti cortigiani " ivi
- Gli occhi degl' italiani erano volti ai principi fo-
restieri che si dividevano l'Italia " 292
- 27 giugno. Trattato di Filippo, re di Castiglia,
arrivato nella Spagna, con Ferdinando, che
gli rimette l'amministrazione del regno. " 293
- 4 settembre. Ferdinando s' imbarca a Barcello-
na per recarsi a Napoli, dov' egli paventava
forte il nome di Gonzalvo di Cordova " 294
- Massimiliano annunzia agli stati d' Italia il suo
viaggio a Roma per prendervi la corona im-
periale " ivi
- Lodovico XII cerca di sventare questo progetto,
a cui Massimiliano rinunzia per quest' anno " 295
- Giulio II prepara tesori per l' esecuzione dei
progetti ch' egli aveva annunziati " 296
- Egli cerca di riunire i sovrani di Francia, di
Germania e della Spagna contro Venezia " ivi
- Egli progetta di assalire Perugia e Bologna, ed
obbliga la Francia e Venezia a darvi mano " 297
- Lodovico XII aveva promesso di proteggere Gio-
vanni Bentivoglio, e vedeva di mal occhio
l' impresa del papa contro Bologna " 298
- Non pertanto egli aveva promesso al papa di
dargli ajuto contro il Bentivoglio " ivi

Anni

- 27 agosto. Giulio II parte per soggiogare Perugia pag. 299
- 8 settembre. Giovan Paolo Baglioni viene ad Orvieto per sottomettersi al papa, che l'accoglie graziosamente » 300
- 13 settembre. Il papa entra con tutta la sua corte in Perugia, e si confida al Baglioni, che non lo tradisce » 301
- Egli stabilisce a Perugia il reggimento repubblicano » ivi
- Sdegno del papa contro il Bentivoglio, e tirannia di questi » 302
- Il Bentivoglio è abbandonato da tutti i suoi vicini ed alleati » ivi
- Il Chaumont è spedito da Lodovico XII contro il Bentivoglio » 303
- 10 ottobre. Giulio II pubblica una bolla di scomunica contro il Bentivoglio e suoi aderenti » 304
- 20 ottobre. Giulio II giugne ad Imola con una considerevole armata » ivi
- 15 ottobre. Il Chaumont fa intimare al Bentivoglio di deporre il supremo potere . . . » 305
- 2 novembre. Il Bentivoglio si rifugge al campo francese per implorare la protezione del Chaumont » 306
- I bolognesi obbligano i francesi ad allontanarsi, inondando il loro accampamento . . . » 307
- 11 novembre. Giulio II entra in Bologna e ne riforma il governo. Egli fonda l'oligarchia dei quaranta. » ivi
- I fiorentini schivano qualunque ostilità coi pisani, e fanno una tregua di tre anni coi sanesi. » 309
- Settembre. Arrivo di Ferdinando il cattolico in Italia » ivi
- 25 settembre. Morte di Filippo I a Burgos » ivi
- 1.º novembre. Entrata di Ferdinando il cattolico in Napoli » 310
- Egli ricolma d'onori Gonzalvo di Cordova, ma lo trae di Napoli per condurlo in Ispagna » ivi

CAPITOLO CIV.

Sollevazione di Genova, che ne è aspramente punita da Lodovico XII; abboccamento di questo monarca con Ferdinando il cattolico: Massimiliano minaccia la Francia; egli assale i veneziani, quindi fa la pace con loro; miseria di Pisa, la quale si arrende ai fiorentini.
1506-1509 pag. 312

Anni

- 1506 Tranquillità di Genova durante l'ultimo periodo ivi
 Favore accordato dal governo francese alla nobiltà di Genova contro il popolo 313
 Petulanza de' nobili genovesi contro il popolo ivi
 1504 I nobili genovesi rifiutano Pisa, che si rende a loro, mentre che i cittadini volevano accettarla 314
 Potenza di Giovanni Luigi de' Fieschi, capo del partito de' nobili ivi
 1506 Gelosia e risentimento delle prime famiglie dell'ordine popolare, che si credevano eguali ai nobili per nascita 315
 Il popolo domanda due terzi degli onori pubblici, lasciandone il terzo ai nobili 316
 Un Visconti Doria è ucciso in una contesa con un popolano 317
 Legge vinta in seguito ad una sollevazione, per accordare all'ordine del popolo i due terzi degli onori pubblici ivi
 Nuova sommossa popolare, e fuga dei nobili in Asti 318
 Filippo di Rabenstein entra in Genova, e vi permette la creazione de' tribuni del popolo ivi
 Lodovico XII approva il decreto che riserva al popolo i due terzi degli onori pubblici 319
 Ma egli esige per condizione che Giovanni Luigi del Fiesco sia ristabilito nella sua patria e ne' suoi feudi 320
 I tribuni non vogliono consentire alla restituzione dei feudi di Giovanni Luigi del Fiesco ivi
 Settembre. Essi allestiscono una flotta e la mandano ad espugnare Monaco, fortezza de' Grimaldi, che serviva d'asilo ai pirati 322

Anni

- 25 ottobre. Il Rabenstein lascia Genova, che riguarda come in istato di ribellione . pag. 322
- 1507 Il comandante del castello di Genova maltratta la città colle bombe ed abbrucia alcuni vascelli nel porto senza dichiarazione di guerra » 323
- Intercessione di Giulio II a favore dei genovesi, e suo sdegno contro la Francia . . . » 325
- Massimiliano dichiara dover proteggere i genovesi, e si offre mediatore per la pace . . . » ivi
- I genovesi eleggono doge Paolo di Novi . . . » 326
- Primi successi de' genovesi contro i Ficschi, nella Rivjera di Levante. . . . » 327
- Aprile. Lodovico XII s'avanza verso Genova con una fortissima armata » ivi
- Le milizie genovesi, prese da panico terrore, abbandonano le gole delle montagne . . . » 328
- Terrore in Genova; vani sforzi di Paolo di Novi, affine di provvedere alla sua difesa . . . » ivi
- I genovesi vengono scacciati dai francesi dal Belyedere » 329
- I genovesi s'arrendono a Lodovico a discrezione » 330
- 29 aprile. Lodovico XII entra in Genova a spada tratta » 331
- Punizione de' genovesi, celebrata come una prova della clemenza del re » 332
- 14 maggio. Lodovico XII licenzia le sue truppe, per calmare i timori delle altre potenze, e viene a Milano » ivi
- 4 giugno. Ferdinando il cattolico abbandona Napoli, che lascia disgustata » 334
- Egli non può andar d'accordo con Giulio II sopra l'investitura del regno » ivi
- Ferdinando richiamato in Ispagna per l'alienamento di mente della sua figlia Giovanna . . . » ivi
- Cesare Borgia scampa dalla prigione di Ferdinando » 335
- 10 marzo. Viene ucciso in un'imboscata presso Viana » 336
- 28 giugno. Abbeccamento di Ferdinando e di Lodovico XII a Savona » ivi
- Onori compartiti a Gonzalvo di Cordova; suo esilio e sua disgrazia fino alla sua morte, sopravvenuta il 2 dicembre 1515 . . . » 337

Anni

Spavento che aveva cagionato a tutti gli stati la venuta di Lodovico XII in Italia	pag. 333
Odio di Giulio II contro Lodovico XII, all'occasione d'un tentativo dei Bentivoglio sopra Bologna	» ivi
Massimiliano viene a presedere la dieta dell'impero a Costanza	» 339
Egli domanda all'impero un' armata per vendicarsi della Francia, e per assicurare le sue ragioni sopra l'Italia	» 340
Gli inviati francesi calmano l'irritazione de' principi tedeschi	» 341
20 agosto. La dieta si separa senza aver provveduto ad assicurare il successo della guerra »	» ivi
Massimiliano raguna tre armate dell'impero, lontane l'una dall'altra, perchè non si possa indovinare a che cosa egli accenni	» 342
Massimiliano domanda il passo ai veneziani »	» ivi
Lodovico XII cerca d'assicurarsi l'alleanza dei veneziani	» ivi
I veneziani si decidono in favore della Francia, ed offrono il libero passaggio all'imperatore, purchè scenda senza armata	» 343
Sdegno di Massimiliano contro i veneziani	» 344
Egli fa esorbitanti domande di sussidi a tutti gli stati d'Italia	» 345
Preparativi di difesa di Lodovico XII	» 346
Prime ostilità, senza risultato, di due esuli genovesi	» 347
1508 Severità di Lodovico XII verso i Bentivoglio, per cui Giulio II s'induce a restar neutrale »	» 348
3 febbrajo. Massimiliano bandisce la guerra nella chiesa di Trento	» ivi
Inconsequenze e movimenti retrogradi di Massimiliano	» 349
2 marzo. Vittoria di Bartolommeo d'Alviano sopra i tedeschi nella valle di Cadore	» 350
Conquiste dell'Alviano sul golfo Adriatico »	» 351
L'armata dell'impero si dissipa interamente, intanto che l'imperatore scorre le contrade settentrionali della Germania	» ivi
7 giugno. Tregua di tre anni tra l'imperatore e Venezia	» 352

Anni

	Germi di mali umori lasciati da questa breve guerra	pag. 353
1508	Perfidia del re di Francia inverso a' veneziani "	354
	E inverso a' fiorentini	" 345
1507	Misericordia di Pisa, pronta a sottomettersi ai fiorentini	" ivi
	Lodovico XII e Ferdinando il <i>Cattolico</i> s'accontentano per farsi pagare una mancia onde non impedire la sommissione di Pisa	" 356
	Movimento della nuova milizia, ossia <i>ordinanza fiorentina</i> contro Pisa	" 357
1508	Rimproveri che manda Lodovico XII ai fiorentini e loro giustificazione	" ivi
	Lodovico XII e Ferdinando offrono di nuovo di vendere Pisa ai fiorentini	" 359
	Lodovico invia soccorsi a Pisa per difendere la città fin che l'ebbe venduta	" 360
1509	13 marzo. Trattato di Lodovico e Ferdinando coi fiorentini per vender loro Pisa	" 361
	11 gennajo. Trattato dei lucchesi coi fiorentini, col quale s'impegnano ad abbandonar Pisa	" 362
	Febbrajo. Convoglio di grano, spedito da Genova, che non può entrare in Pisa	" 363
	Marzo. I pisani richiegono il signore di Piombino d'interporsi per la pace	" ivi
	14 marzo. Abboccamento del Machiavelli a Piombino coi pisani	" ivi
	Spaventevole miseria de' pisani	" 364
	20 maggio. Nuove proposizioni de' pisani per capitolare	" 365
	8 giugno. Le truppe fiorentine entrano in Pisa	" 366
	I pisani sono trattati dai fiorentini con una grande generosità	" ivi
	La maggior parte delle famiglie pisane se ne vanno spontaneamente in bando dalla patria	" 367
	Il campo francese è rifugio a molte di loro, le quali dopo la fine delle guerre d'Italia posero le stanze loro in Francia	" ivi

CAPITOLO CV.

*Legg di Cambrajo; battaglia di Vailate o d'Agnadel-
lo; conquista di tutto lo stato della terra ferma
de' veneziani. 1508-1509 pag. 369*

Anni

- 1508 La legg di Cambrajo è il primo patteggiamento
diplomatico in cui tutta l'Europa sia inter-
venuta " ivi
Con quella ebbe principio la scienza del diritto
pubblico " ivi
Tre basi differenti che vorrebbero porre al dritto
pubblico il re, i veneziani e il papa " 370
Confusione del diritto pubblico, fondato sopra
principii contraddittorii " 371
Lodovico XII pretende avere diritti *legittimi* ed
imprescrittibili su tutte le provincie del mi-
lanese " 372
Massimiliano pretende avere simili diritti sulle
terre dell'impero nel veneziano " 373
Falsità di questo sistema; perchè qualunque di-
ritto ch'ebbe un principio può aver un fine " 374
La legittimità esiste per tutti i sovrani, o non
esiste per nessuno " ivi
Seconda base del diritto pubblico; i trattati sono
sempre vevoli, ancorchè accettati per forza " 375
Questo principio, spinto tropp' oltre, distrugge
ogni nozione del giusto e dell'ingiusto. " ivi
Terza base del diritto pubblico; l'interesse na-
zionale " 376
Giulio II, in nome dell'interesse nazionale d'I-
talia, si richiama contro una legittimità o de'
trattati che distruggerebbero la di lei indi-
pendenza " 377
Veri motivi dell'odio delle grandi potenze con-
tro Venezia " ivi
Risentimento di Massimiliano contro Venezia,
che gli fa desiderare di rinnovare il trattato
di Blois " 378
Dicembre. Conferenze di Cambrajo, sotto pre-
testo di trattar la pace del duca di Gheldria " 379
Il cardinal d'Amboise e Margherita di Savoia
deliberano soli e senza assistenti " ivi
10 dicembre. Trattato pubblico di Cambrajo per

Anni

	riconciliare il duca di Gheldria, ed assicurare una nuova investitura del milanese . . .	pag 380
	Trattato secreto per conchiudere la lega di tutte le potenze contro la repubblica di Venezia » . . .	381
	Divisione di tutti gli stati di Venezia fra coloro che vi avevano qualche pretensione . . . »	ivi
	Il re di Francia si obbliga di assalire la repubblica per il primo giorno d'aprile, l'imperatore ed il papa quaranta giorni dopo . . . »	382
	Dissimulazione degli alleati per cogliere alla sprovvista la repubblica . . . »	383
	Lodovico XII, Massimiliano e Ferdinando ratificano il trattato di Cambrajo . . . »	384
	Dubianza di Giulio II nel ratificare questo trattato . . . »	ivi
1609	Proposte fatte al senato da Giulio II per la riconciliazione loro . . . »	385
	Tentativi de' veneziani per negoziare coll'imperatore . . . »	386
	Il senato ricusa di aderire alle proposte del papa »	ivi
	I francesi cercano de' motivi di contesa coi veneziani . . . »	387
	Gennajo. Accommiatamento degli ambasciatori veneziani; dichiarazione di guerra tra la Francia e Venezia . . . »	ivi
	Sforzi de' veneziani per mettere in pronto una poderosa armata . . . »	389
	Incendio dell'arsenale, degli archivi, della fortezza di Brescia . . . »	ivi
	I veneziani sono abbandonati da alcuni condottieri, feudatarj della chiesa . . . »	390
	Forza dell'armata veneziana raunata a Pontevico sull'Olio . . . »	ivi
	Il conte di Pitigliano e Bartolommeo d'Alviano ne sono preposti al comando . . . »	ivi
	Divisamento per la guerra offensiva dell'Alviano, sollevando il milanese . . . »	391
	Divisamento per la guerra difensiva del Pitigliano, appostandosi dietro l'Olio. . . »	ivi
	Il senato sceglie un partito di mezzo più pericoloso che i due estremi . . . »	392
15 aprile.	Il Chaumont passa l'Adda e prende Treviglio . . . »	393

Anni

Egli ritorna a Milano per aspettare il re	pag. 394
27 aprile. Bolla di scomunica contro il doge e la repubblica	" ivi
Severità delle pene fulminate dalla bolla contro i veneziani s'essi non si sottomettono in capo a ventiquattro giorni	" 395
8 maggio. I veneziani riprendono Treviglio	" 396
9 maggio. Lodovico XII valica l'Adda a Cassano senz' opposizione	" 397
Lodovico XII, avanzandosi lungo il fiume, vuole indurre i veneziani ad abbandonare la loro posizione	" ivi
I veneziani si muovono e si trovano ravvicinati ai francesi	" 398
14 maggio. L'Alviano assalito fa domandar soccorso al Pitigliano, che glielo nega	" 399
Disposizioni dell'Alviano presso il dicco di Vailate o d'Agnadello	" ivi
Valore dell'Alviano e delle sue truppe, e loro disfatta	" 400
Le guerre cominciano a divenire più feroci e più micidiali	" 401
Lodovico XII profitta celeremente della sua vittoria	" 402
24 maggio. Brescia si dà volontariamente nelle mani dei francesi	" ivi
Angustie de' veneziani i quali non hanno di che rifare di nuovo il tesoro, ed allestire una nuova armata	" 403
Sommissione di Crema, Cremona e Pizzighettone	" 404
Crudeltà di Lodovico XII verso i suoi prigionieri	" ivi
Tutti gli alleati, dopo la sconfitta di Vailate, assaltano le frontiere de' veneziani	" 405
Ingresso dell'armata pontificia in Romagna, strage di Brisighella	" 406
Tutte le città dalla Romagna s'arrendono per capitolazione al papa	" ivi
19 maggio. Il duca di Ferrara comincia le ostilità contro Venezia	" 407
Il marchese di Mantova assalta ancor egli i veneziani	" ivi
Le truppe di Ferdinando assaltano i veneziani a Traù nella Puglia	" 408

Anni

Aggressioni de' piccoli feudatarj imperiali sulle frontiere veneziane	pag. 408
Stato deplorabile dell'armata veneziana a Mestre »	409
I veneziani offrono di consegnare le loro città a Ferdinando, Giulio II e Massimiliano per tentare di disarmarli	» 410
Massimiliano ricusa di trattare senza il re di Francia	» ivi
Il papa comincia a mitigarsi inverso ai veneziani »	411
I veronesi vogliono arrendersi a Lodovico XII, che non ne accetta la dedizione	» 412
13 giugno. Abboccamento del cardinale d'Amboise con Massimiliano a Trento	» 413
Lodovico XII ritorua in Francia senza aver potuto vedere Massimiliano	» ivi
Massimiliano scialacqua il suo danaro, e si trova fuori di stato di mettere in piedi un'armata »	414
Non è in grado nemmeno d'impossessarsi delle città che vogliono arrendersi a' patti	» ivi
4 giugno. Padova s'arrende a Leonardo Trissino, fuoruscito vicentino, che ne prende possesso in nome dell'imperatore	» 415
Treviso, dopo d'essersi sottomesso allo stesso Trissino, lo scaccia dalle sue mura, e segue la fortuna della repubblica	» ivi

FINE DELLA TAVOLA.





